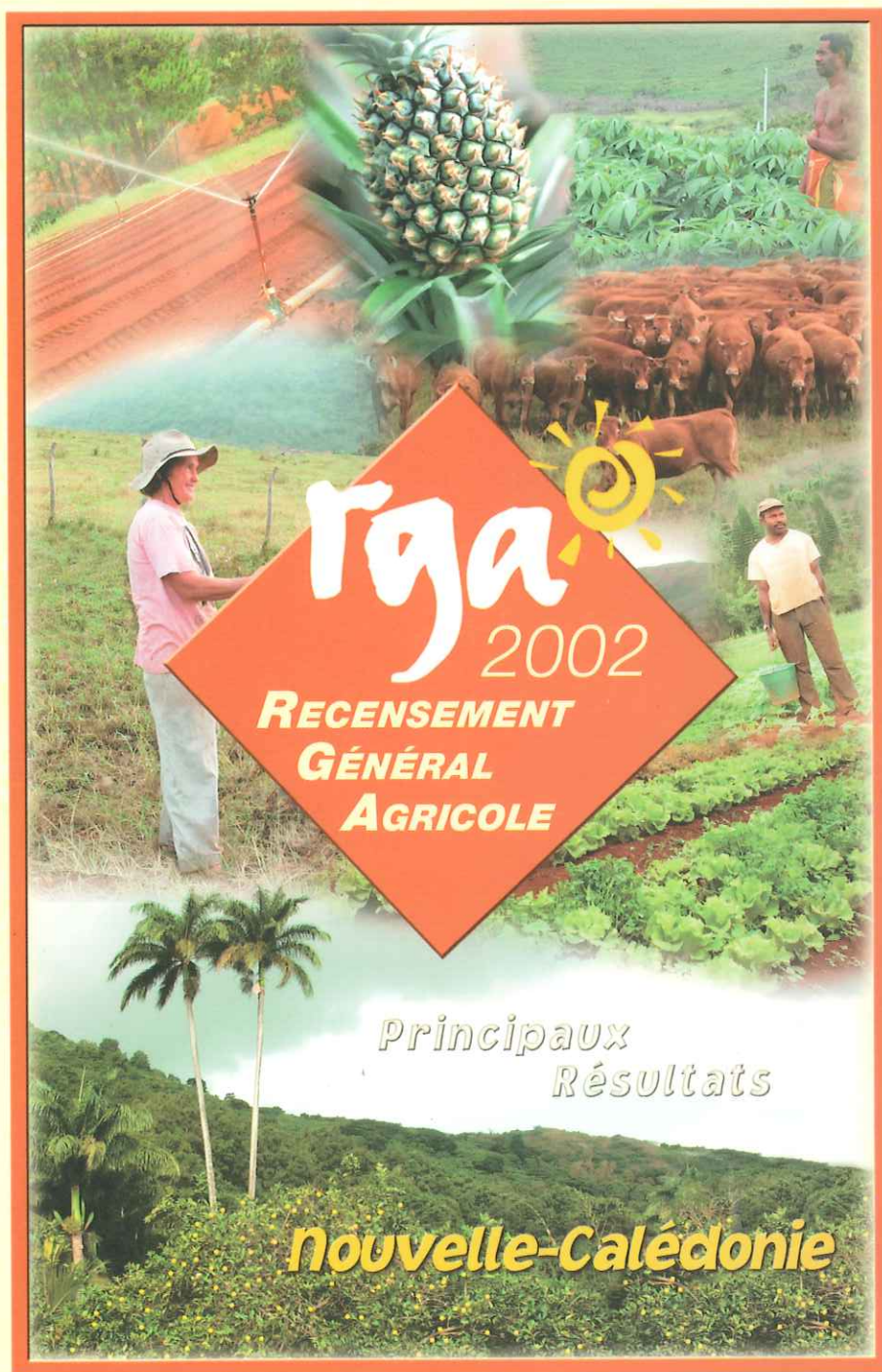






En 2002, la Nouvelle-Calédonie compte 5 574 exploitations agricoles sur une superficie agricole utilisée (SAU) de 248 000 ha. Au recensement de 1991, elles étaient au nombre de 8 460 sur une SAU de 228 000 ha.

En onze ans, le monde agricole calédonien a subi de profonds changements qui s'inscrivent dans un mouvement général constaté en Métropole comme outre-mer. Conjugues à la forte hausse de la production agricole finale ("chiffres d'affaires") enregistrée par la DAVAR, les résultats du RGA 2002 confirment la professionnalisation accrue de l'agriculture calédonienne.



BP 823 - 98845 Nouméa
NOUVELLE-CALÉDONIE
Tél : (687) 28 31 56-Fax : (687) 28 81 48
e-mail : itsee@itsee.nc
www.itsee.nc

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Gérard Baudchon

RESPONSABLE DE L'ÉTUDE
DAVAR

INFORMATIQUE
Pascal Rivoilan

CONCEPTION GRAPHIQUE
MAQUETTE ET COUVERTURE
Marie Messing Colmet Daage

RÉALISATION
Caroline Katjawan

Dépôt légal : ISSN 0758-0029
Toute reproduction est autorisée avec
indication précise de la source : ND N° 94,
RECENSEMENT GÉNÉRAL AGRICOLE 2002 -
Principaux résultats, ISEE, DAVAR
Édition Mai 2005



SOMMAIRE

AVANT PROPOS	1
DÉFINITIONS	2
CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'AGRICULTURE EN NOUVELLE-CALÉDONIE	6
ÉVOLUTION DES STRUCTURES ENTRE 1991 ET 2002	6
ORIENTATIONS SOCIO-ÉCONOMIQUES DES EXPLOITATIONS	8
STATUT DE L'EXPLOITATION ET NATURE DU FONCIER	10
UTILISATION DU SOL	12
COMPOSITION DE LA SAU	12
LES PÂTURAGES ET LES CULTURES FOURRAGÈRES	12
LES SUPERFICIES CULTIVÉES	14
LES SURFACES HORS SAU	24
LES PRODUCTIONS ANIMALES	26
ÉVOLUTION GÉNÉRALE DEPUIS 1991	26
LE CHEPTEL BOVIN	26
LE CHEPTEL PORCIN	29
LES VOLAILLES	31
LE CHEPTEL DE CERVIDÉS D'ÉLEVAGE	34
LES CHEPTELS CAPRIN ET OVIN	35
LE CHEPTEL ÉQUIN	37
LES LAPINS	38
LES ABEILLES	39
L'AQUACULTURE D'ÉCREVISSES ET DE CREVETTES	39
MOYENS TECHNIQUES	40
LES MATÉRIELS AGRICOLES ET LES BÂTIMENTS	40
IRRIGATION, DRAINAGE ET TOPOGRAPHIE	42
PRATIQUES CULTURALES	43
ÉCOULEMENT DES PRODUITS	44
GESTION DE L'EXPLOITATION	46
ENVIRONNEMENT DES EXPLOITATIONS	47
LA POPULATION AGRICOLE	48
POPULATION AGRICOLE FAMILIALE	48
LA MAIN D'ŒUVRE SUR LES EXPLOITATIONS	51
ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE ET REVENU	54
ACTIVITÉS ANNEXES	55
L'AVENIR DES EXPLOITATIONS AGRICOLES	56
Conclusion	56
TABLE DES ANNEXES	58
ANNEXE 1 : DENSITÉ DES PRODUITS	60
ANNEXE 2 : DÉTERMINATION DE LA DIMENSION ÉCONOMIQUE DE L'EXPLOITATION	60
ANNEXE 3 : TABLEAUX	61
ANNEXE 4 : ARRÊTÉ RELATIF À L'EXÉCUTION DE L'ENQUÊTE STATISTIQUE DÉNOMMÉE "RECENSEMENT GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE" EN NOUVELLE-CALÉDONIE	100
ANNEXE 5 : FINANCEMENT DU RGA 2002	101
ANNEXE 6 : CALENDRIER DE RÉALISATION DU RGA 2002	102
ANNEXE 7 : MODE OPÉRATOIRE	103
ANNEXE 8 : PUBLICATIONS	103

AVANT-PROPOS

En Nouvelle-Calédonie, le premier recensement général de l'agriculture (RGA) a été réalisé entre le 1^{er} octobre 1983 et le 30 juin 1984. Le deuxième RGA a été réalisé 8 ans après, entre le 1^{er} août 1991 et le 31 janvier 1992, soit sur 6 mois. Les résultats de ce deuxième recensement ont été publiés en octobre 1993. 10 302 exploitations sur une surface agricole utilisée de 228 464 ha étaient recensées*.

Le RGA 2002, troisième en Nouvelle-Calédonie, a été réalisé sur 7 mois, entre le 1^{er} juillet 2002 et le 24 janvier 2003, soit 11 ans après celui de 1991. La direction des affaires vétérinaires, alimentaires et rurales (DAVAR) et l'institut de la statistique et des études économiques (ISEE) sont les deux co-maîtres d'œuvre du RGA 2002.

Au total, un peu plus de 10 500 unités de production ont été visitées. Parmi celles-ci, 5 574 répondaient aux critères de définition de l'exploitation agricole retenus pour ce recensement, couvrant une surface agricole utilisée de 247 878 ha.

Les premiers et principaux résultats ont été publiés en septembre 2003, sous la forme de 4 "4 pages", un pour la Nouvelle-Calédonie et un pour chacune des trois provinces. Ils ont été suivis début 2004 du document, intitulé "Inventaire agricole communal", qui dresse les caractéristiques quantifiées de l'agriculture pour chaque commune.

Le présent document dresse le panorama général de l'agriculture calédonienne fin 2002/début 2003 décliné en cinq thèmes principaux :

- exploitations agricoles, composition du foncier, structures et caractéristiques économiques,
- surfaces exploitées, productions végétales, cultures,
- productions animales, cheptels,
- moyens techniques mis en œuvre, matériel et équipement,
- population agricole, chefs d'exploitation, âge, formation, activité de la main d'œuvre familiale et salariée.

Le recensement général de l'agriculture 2002, opération d'envergure ayant mobilisé une centaine de personnes, a été financé par l'Etat, la Nouvelle-Calédonie, la province Sud et la province des Îles Loyauté.

Le RGA 2002 a pu être réalisé grâce à l'excellente collaboration ayant prévalu entre l'institut de la statistique et des études économiques de la Nouvelle-Calédonie (ISEE.NC) et la direction des affaires vétérinaires, alimentaires et rurales (DAVAR), ainsi que :

- aux membres du comité de pilotage élargi, composé des représentants de l'Etat (et notamment du service central des enquêtes et études statistiques du ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales), du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, des trois assemblées de provinces, des associations de maires de Nouvelle-Calédonie, du sénat coutumier, de l'ADRAF, de la Chambre d'Agriculture de la Nouvelle-Calédonie et de l'ISEE,
- du comité technique de pilotage pour la préparation et la réalisation du RGA, composé de représentants de l'Etat, des trois provinces, de la Chambre d'Agriculture de la Nouvelle-Calédonie, de l'ISEE et de la DAVAR.

Il convient également de remercier l'ensemble des équipes composées des enquêteurs, des contrôleurs et du superviseur, ainsi qu'aux opératrices de saisie, aux informaticiens, aux rédacteurs et au département publications de l'ISEE, sans qui les travaux de collecte puis de saisie des données, leur exploitation, la rédaction puis l'édition des documents, n'auraient pu être réalisés.

Le membre du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie,
chargé d'animer et de contrôler le secteur
de l'agriculture et de la mer,



Eric BABIN

* Les résultats du RGA 1991 ont été recalculés sur la base de la définition de l'exploitation agricole recensée en 2002 afin de permettre la comparaison des données 2002 avec celles de 1991. Ainsi, sur la base de la définition de l'exploitation agricole du RGA 2002, il y avait 8 460 exploitations en 1991, sur une surface agricole utilisée de 228 212 hectares.

DÉFINITIONS

Actifs familiaux se composent des membres de la population agricole familiale ayant au moins 16 ans, qui effectuent un travail sur l'exploitation. L'activité agricole des moins de 16 ans est considérée comme une transmission de savoir-faire.

Autoconsommation, dans le présent document, ce terme est à considérer dans son sens le plus large. Il s'agit de l'ensemble des produits générés par l'exploitation agricole mais qui n'en sortent pas : produits autoconsommés, consommations intermédiaires (constitution d'un stock de semences, futurs géniteurs, aliments pour les animaux de l'exploitation ...), produits mis à l'écart qui n'ont pas trouvé de place sur le marché, etc.

Chef d'exploitation et co-exploitant, est la personne physique qui assure la gestion courante et quotidienne de l'exploitation. Il s'agit de la personne qui prend les décisions au jour le jour. Par convention, on ne retient qu'une seule personne comme chef d'exploitation ou premier co-exploitant : celle qui assure la plus grande part de responsabilité. Les autres personnes physiques qui participent à la gestion courante de l'exploitation sont des co-exploitants.

Culture principale et culture secondaire : une même parcelle peut, dans la même année, être occupée par plusieurs types de culture successifs ou par plusieurs types de culture associés. Cette parcelle doit être affectée à un seul type de culture, qui est dite principale, le ou les autre(s) type(s) étant appelé(s) culture(s) secondaire(s). La culture principale est celle dont la production annuelle atteint la plus grande valeur. Une culture non encore en

production (exemple : jeune verger) est considérée comme culture principale. Les potagers, jardins familiaux et parcelles occupées par les cultures associées sont des cultures principales.

Exemple : lorsque des taros sont plantés en intercalaire de jeunes bananiers non encore en production, la culture principale est une culture fruitière de plein champ et la culture secondaire est une culture de tubercules tropicaux. Seules les surfaces occupées par les cultures principales sont utilisées pour calculer la SdU. Les surfaces utilisées pour les cultures secondaires permettent d'appréhender la totalité des surfaces utilisées pour chaque production végétale.

Densités Pour de nombreux exploitants, il était plus facile d'indiquer aux enquêteurs l'importance de certaines cultures par le nombre de pieds plantés que par la surface utilisée. Ceci est vrai en particulier pour les arbres fruitiers, les cultures fruitières semi permanentes et les tubercules tropicaux. Aussi, lors du traitement des données, des évaluations de surfaces ont été réalisées pour les cultures dont seul le nombre de pieds était déclaré.

Ces superficies théoriques ont été calculées à partir de plusieurs sources :

- densités moyennes obtenues à partir des déclarations comprenant surface et nombre de pieds,
- écartements entre les pieds obtenus par observations des enquêteurs,
- densités théoriques préconisées par les techniciens,
- densités observées dans le cadre d'études menées sur certaines filières en Nouvelle-Calédonie.

Le détail des densités appliquées est indiqué en annexe, page 59.

Dons et échanges concernent les produits de l'exploitation qui en sortent, mais qui ne font pas l'objet de transaction monétaire.

Double activité concerne toute personne exerçant conjointement deux activités : l'une agricole au sein de l'exploitation, l'autre non agricole. Selon les cas, cette activité non agricole a été déclarée par la personne l'exerçant comme "profession principale" ou "activité secondaire", selon sa propre appréciation de l'importance de ses différentes activités.

Entraide est une main d'oeuvre extérieurs à l'exploitation, autre que celle de salarié permanent ou de saisonnier, fournie par des personnes travaillant de façon régulière sur l'exploitation mais qui ne sont pas rémunérées.

Exploitation agricole est définie, au sens statistique, comme une unité économique répondant simultanément aux conditions suivantes :

- elle génère au moins un produit agricole ou utilise des surfaces agricoles ;
- elle atteint ou dépasse une certaine dimension (pour ce RGA, le seuil est fixé à 350 points "registre de l'agriculture" : 1 are de cultures maraîchères : 20 points, 1 vache laitière ou une truie mère : 100 points, une poule pondeuse : 2 points, une ruche : 20 points, etc.) ;
- elle est soumise à une gestion courante et indépendante, assurée par un chef d'exploitation qui prend les décisions quotidiennes ;

Remarque sur la comparaison entre les données de 2002 et celles de 1991 :

Le RGA 1991 a recensé de façon quasi exhaustive toutes les unités de production agricole. Il a donc été possible d'extraire de la base de données les exploitations ayant 350 points en 1991 afin de pouvoir comparer les données de 1991 et celles de 2002.

C'est la raison pour laquelle les données 1991, recalculées et annoncées dans le présent ouvrage, sont des données corrigées qui diffèrent de celles publiées dans les ouvrages relatifs au RGA 1991.

* Les exploitations ayant au moins 500 points doivent être inscrites au registre de l'agriculture.

- elle est localisée par son siège d'exploitation en un certain lieu unique.

Exploitations "en tribu" et "hors tribu" : plusieurs critères peuvent permettre de qualifier une exploitation "en tribu" : la nature de son foncier (terre coutumière ou non), le lieu d'habitation de son chef d'exploitation et le lieu auquel est rattaché le siège de l'exploitation. Un seul de ces critères, ou le croisement de plusieurs d'entre eux, ne permet pas de classer les exploitations de façon indiscutable dans l'une ou l'autre des 2 catégories "en tribu" ou "hors tribu", un certain nombre d'entre elles se trouvant à la marge.

Pour les besoins du RGA, on admettra qu'une exploitation est "en tribu" lorsqu'elle dispose de terres coutumières (sachant que certaines disposent également de terres de droit privé) et lorsque le chef d'exploitation habite en tribu (sachant que certains chefs d'exploitations travaillent exclusivement sur des terres coutumières tout en habitant hors tribu). En croisant ces 2 critères, 3 831 exploitations peuvent être situées "en tribu". 140 exploitations ont des terres coutumières mais le chef d'exploitation n'habite pas en tribu, et 2 habitent en tribu mais n'ont pas de terres coutumières.

Ces 142 exploitations ne sont pas considérées comme étant en tribu.

Exploitation est dite marchande lorsque la SAU qui la compose est égale au moins à 1,5 ha et lorsqu'elle commercialise au moins une partie de ses produits**.

Exploitation est dite professionnelle*** lorsque sa dimension économique est égale ou supérieure à 1 000 points (correspondant au seuil des exploitations du registre de l'agriculture appartenant au collège des exploitants agricoles) et lorsque le travail qui y est fourni équivaut à celui d'au moins une personne occupée à 3/4 de temps pendant une année (0,75 unité de travail annuel ou U.T.A.).

Friches : les friches improductives sont des terres non comprises dans l'assolement****, non utilisés à des fins de production agricole en général. Autrefois cultivées ou jamais cultivées, ces terres ne sont plus du tout exploitées. Dans tous les cas, une remise en culture pourrait être effectuée avec les moyens normalement disponibles sur une exploitation agricole.

Les friches non productives font partie de la surface agricole utilisable.

Les friches, qui peuvent être mises

en culture, ne doivent pas être confondues avec les territoires non utilisables (chemins privés de l'exploitation, mangrove et marais, terres stériles, rochers, carrières, jardin d'agrément, étang pour la pisciculture ou pour la pêche, retenues d'eau pour l'irrigation...), qui ne peuvent être cultivés.

G.D.P.L. ou groupement de droit particulier local. La notion de G.D.P.L. date de 1989. Cette structure juridique a été créée pour permettre l'attribution de terres à une structure sociale coutumière (clan, tribu).

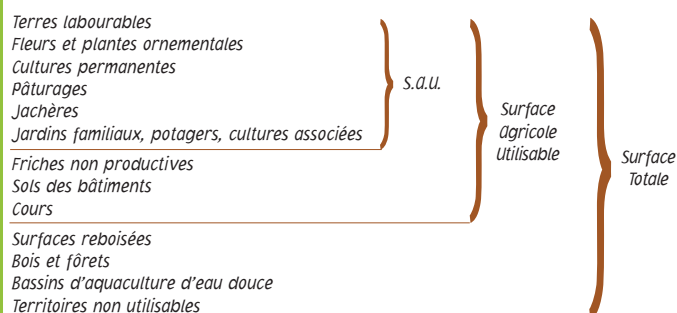
Un GDPL peut être assimilé à un groupement foncier qui s'est vu attribuer des terres par un organisme foncier. Sur les terres attribuées à un GDPL, peuvent exister plusieurs modes de faire-valoir : terres louées par le GDPL, terres exploitées par un GIE, exploitations individuelles ou terres utilisées par une communauté d'habitants ou groupement de fait (clan, tribu ...).

Jachères et autres terres arables sont des terres comprises dans l'assolement, travaillées ou non, ne portant aucune culture au cours de la campagne. Les terres sont laissées au repos mais elles peuvent avoir été travaillées superficiellement. Les terres laissées au repos en vue du renouvellement d'une plantation figurent également sous cette rubrique, à condition qu'elles n'aient pas porté de culture pendant la période de référence.

Les jachères font partie de la surface agricole utilisée (SAU).

Main d'œuvre saisonnière est une main d'œuvre fournie par des personnes extérieures à l'explo-

Schéma de la composition de la surface d'une exploitation agricole



** Cette définition de l'exploitation marchande est celle qui était déjà utilisée pour le recensement de 1991.

*** Il ne s'agit que d'une définition "statistique" de l'exploitation "professionnelle" qu'il n'y a pas lieu d'extrapoler aux définitions économique, juridique, sociale ou fiscale de l'exploitation agricole professionnelle, sauf accord des autorités en charge de ces autres définitions.

**** Assolement : division des terres d'une exploitation en autant de parties (ou sols) qu'il y a de cultures principales.

tation, autre que celle des salariés permanents ou de l'entraide. L'exploitant fait appel à cette main d'œuvre à l'occasion de pics de travaux lors de récoltes, du défrichage des champs, etc. La main d'œuvre saisonnière peut ne pas être rémunérée, en particulier lorsqu'il s'agit de travaux à caractère communautaire ou coutumier.

Mode de faire-valoir est la relation existant entre le propriétaire foncier et l'exploitant qui assure la mise en valeur des terres. Lorsque le propriétaire exploite lui-même ses terres, on parle de faire-valoir direct. Lorsque les terres sont exploitées par une personne autre que le propriétaire foncier, on parle de faire-valoir indirect : le seul mode de faire-valoir indirect aujourd'hui pratiqué en Nouvelle-Calédonie est le fermage (l'exploitant loue les terres, l'intégralité de sa production lui revenant).

Pâturage amélioré est une prairie améliorée par un apport d'engrais ou de semences, ou toute terre ayant fait l'objet d'un ensemencement ou d'un bouturage d'herbe et entretenue régulièrement (absence d'épineux, de faux mimosas ...).

Pâturage naturel entretenu concerne toute terre enherbée naturellement et entretenue (gyrobroyage régulier, absence d'épineux ou de faux mimosas ...).

Pâturages peu productifs sont composés des surfaces pâturées qui ne font l'objet d'aucun entretien : pâturages naturels non entretenus, forêts pâturées et parcours (surfaces pâturées au cours des déplacements des animaux).

Population agricole familiale est composée du chef d'exploitation, du ou des co-exploitants éventuels

et des membres de leurs familles (conjoint, enfants, parents, etc ...) vivant et/ou travaillant sur l'exploitation.

Population agricole familiale active concerne la population de 16 ans et plus travaillant sur l'exploitation agricole.

Procès verbal de palabre : différent du bail de location, car relevant du droit coutumier, le procès verbal de palabre permet à l'exploitant agricole d'utiliser des terres coutumières. Dans le cadre du RGA 2002, ce type de relation, entre les autorités coutumières et les exploitants, est considéré comme un faire-valoir direct.

Production agricole finale est l'évaluation des produits agricoles commercialisés par les exploitations agricoles. Elle intègre, sans les évaluer, les consommations intermédiaires. Elle ne tient pas compte des productions données ou échangées et celles autoconsommées, ni des services annexes à l'agriculture (activité des entreprises de travaux agricoles, des coopératives d'utilisation de matériel agricole...), ni des activités secondaires (activités de transformation des produits, activités de tourisme, services d'entretien du paysage...). Malgré sa dénomination, la production agricole finale, telle qu'elle est évaluée en Nouvelle-Calédonie, privilégie l'optique de la livraison commercialisée annuelle et non celle de la production. Les produits commercialisés sont valorisés au prix à la première transaction (prix bord de champ pour les végétaux, prix carcasse pour les animaux passant par un abattoir), ce qui signifie qu'ils englobent certaines subventions sur les produits.

Salariés permanents effectuent un travail régulier tout au long de

l'année, quelle que soit sa durée (mi-temps, temps complet ...) et sont rémunérés.

Siège de l'exploitation agricole est le lieu de l'exploitation où l'activité agricole est sensée être la plus importante. Il s'agit du bâtiment principal de l'exploitation, ou, lorsqu'il n'y a pas de bâtiment agricole, la parcelle agricole la plus importante. Ce n'est donc pas obligatoirement le domicile du chef d'exploitation, sauf si ce domicile se confond avec le bâtiment principal pour former un corps de ferme, ni le siège social d'une société d'exploitation.

Surface développée est le cumul des surfaces de chaque rotation de culture. Une même surface peut, en effet, être cultivée plusieurs fois dans la même année, certains légumes ayant un cycle suffisamment court. Par exemple, 10 ares de SAU occupés successivement par des salades puis par des tomates dans la même année équivalent à 20 ares de cultures développées.

Superficie agricole entretenue (SAE) est une surface cultivée ou au moins entretenue. Elle correspond à la superficie agricole utilisée, de laquelle sont retranchés les pâturages peu productifs, les jachères et les cocoteraies naturelles.

Superficie agricole utilisée (SAU) comprend :

- les terres labourables : céréales, légumes secs, fourrages, tubercules tropicaux, pommes de terre, fruits et légumes, et jachères ;
- les fleurs et plantes ornementales ;
- les cultures permanentes : ver-

gers, caféières, pépinières ligneuses, cocoteraies ... ;

- les pâturages ou superficies toujours en herbe (y compris les pâturages peu productifs : savanes à niaoulis, parcours, pâturages en forêts ...) ;
- les jachères (terres au repos) et autres terres arables ;
- les jardins familiaux, potagers, cultures associées.

Les surfaces utilisées pour calculer la SAU sont composées des parcelles occupées par les cultures principales.

Surface agricole utilisable ne doit pas être confondue avec la superficie agricole utilisée (SAU) ; comprend, en plus de la S.A.U., les friches non productives, les sols des bâtiments et les cours.

Surface totale de l'exploitation comprend la surface agricole utilisable, les surfaces reboisées, les bois et forêts, les bassins d'aquaculture d'eau douce et les territoires non utilisables (étangs, carrières, rochers, jardins d'agrément, chemins privés ...).

Unité de gros bovin (UGB) est utilisée pour calculer la charge de bovins à l'hectare, selon le barème suivant : un mâle de deux ans et plus = 1 UGB ; une femelle de deux ans et plus = 0,8 UGB ; un

bovin de 1 à 2 ans = 0,6 UGB ; un bovin de moins de 1 an = 0,25 UGB. Ce barème a également été utilisé pour le RGd 1991.

Unité de travail annuel (UTA) équivaut au travail d'une personne à temps complet (40 heures par semaine ou plus) pendant une année (275 jours ou plus par an), soit 2 200 heures environ.

Vergers : le nombre d'arbres fruitiers plantés en Nouvelle-Calédonie est important. Ils peuvent être plantés de façon isolée, autour de la maison, dans la cour, au milieu ou en bordure de certaines parcelles ... avec des densités parfois très faibles ou très importantes. Ils peuvent également être plantés de façon ordonnée, avec une densité appropriée à la bonne croissance des arbres, pour former un verger atteignant une certaine dimension.

Pour les besoins du RGd, la définition statistique du verger^{*****} est la suivante : sa surface est au moins égale à 50 ares, chaque espèce est représentée par au moins 40 arbres et sa densité moyenne est comprise entre 1 et 10 arbres/are. Les autres arbres sont considérés comme **arbres isolés**.

Afin de pouvoir analyser l'évolution des vergers depuis le dernier recensement, les données de 1991 ont été recalculées en tenant compte de cette définition.

Zones infra communales : précédemment, pour le RGd 1991 et pour

faire une interprétation géographique des résultats, le seul outil disponible et aisément utilisable consistait en une division de la Nouvelle-Calédonie en zones délimitées par les limites communales. Dans le cadre du RGd 2002, et afin d'obtenir une interprétation géographique plus fine des résultats, la Nouvelle-Calédonie a été divisée en zones infra communales selon 5 critères, classés par ordre de priorité :

- 1 les limites provinciales (la commune de Poya est donc divisée en fonction de cette limite),
- 2 les limites communales,
- 3 à l'intérieur de chaque commune les limites des principaux bassins versants,
- 4 si le bassin versant est trop grand il est divisé par le cours d'eau qui le traverse,
- 5 sur les zones n'ayant pas de cours d'eau, donc pas de bassin versant (îles Loyauté), la commune est divisée en fonction des districts coutumiers (Lifou) ou groupes de districts (Maré et Ouvéa) ou encore en groupes de tribus (Île des Pins).

En plus d'un zonage de la Nouvelle-Calédonie selon ses 33 communes, cette méthode partage la Nouvelle-Calédonie en 117 zones infra communales, permettant une représentation géographique des résultats beaucoup plus détaillée.

^{*****} Cette définition statistique ne prend pas en compte les critères qualitatifs (niveau d'entretien notamment) qui peuvent également caractériser le verger fruitier.

CONVENTION D'ÉCRITURE

Les données chiffrées fournies dans ce document sont arrondies à la décimale près.

La valeur est arrondie à 0,1 lorsqu'elle est égale ou supérieure à 0,05 lorsqu'elle est inférieure à 0,05 et non nulle, elle est indiquée ε.

CARACTERISTIQUES GENERALES DE L'AGRICULTURE EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Évolution des structures entre 1991 et 2002



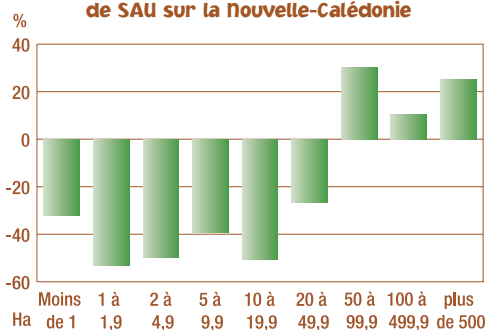
Moins d'exploitations sur de plus grandes surfaces

Entre 1991 et 2002, le nombre d'exploitations agricoles (cf. définition page 2) a diminué de 34,1%, passant de 8 460 à 5 574. Cette diminution équivaut, en moyenne, à la disparition d'un peu plus de 5 exploitations par semaine entre les deux recensements. On retrouve ce phénomène dans de nombreux pays, mais aussi en métropole et dans les départements d'outre-mer.

	Nombre d'exploitations		Evolution %
	1991	2002	
Province des Îles Loyauté	2 254	1 623	-28,0
Province Nord	4 279	2 230	-47,9
Province Sud	1 927	1 721	-10,7
Nouvelle-Calédonie	8 460	5 574	-34,1

À l'échelle de la Nouvelle-Calédonie, 34,0% des exploitations de moins de 5 ha de SAU (cf. définition page 4) ont disparu depuis 1991. Ces dernières occupent 1,3% de la SAU et représentent 74,4% de l'effectif total. Les exploitations de plus de 100 ha (11,4% de l'effectif total) occupent 88,2% de la SAU (cf. tableau page 61).

Variation du nombre d'exploitations par tranche de SAU sur la Nouvelle-Calédonie

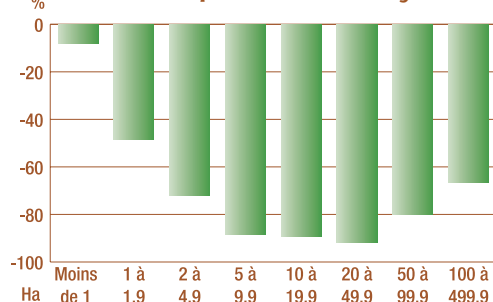


Si 38,9% des exploitations de moins de 50 ha ont disparu depuis 1991, le nombre des grandes exploitations (50 ha et plus) a lui progressé de 16,5%.

Cette évolution diffère d'une province à l'autre :

La province des Îles Loyauté a perdu 631 exploitations. Le nombre d'unités de production de moins de 1 ha, qui représentent 26,2% du total des unités loyalitiennes, est le seul à n'avoir quasiment pas diminué.

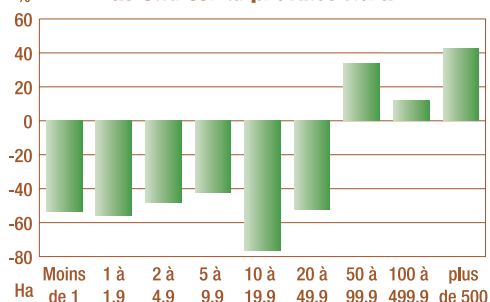
Variation du nombre d'exploitations par tranche de SAU sur la province des Îles Loyauté



Les effectifs des autres tranches ont tous diminué de façon notable.

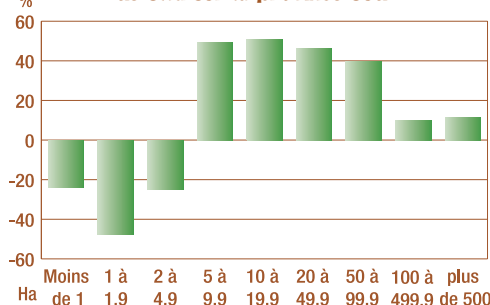
La province Nord a perdu 2 049 exploitations. Celles dont la taille est inférieure à 50 ha ont vu leur effectif diminuer de 53,8%, alors que le nombre d'exploitations de taille supérieure à 50 ha a augmenté de 14,3%.

Variation du nombre d'exploitations par tranche de SAU sur la province Nord



La province Sud a perdu 206 exploitations. Cette perte est proportionnellement moins importante que sur les deux autres provinces. Seules les petites exploitations, de taille inférieure à 5 ha, ont vu leurs effectifs diminuer.

Variation du nombre d'exploitations par tranche de SAU sur la province Sud



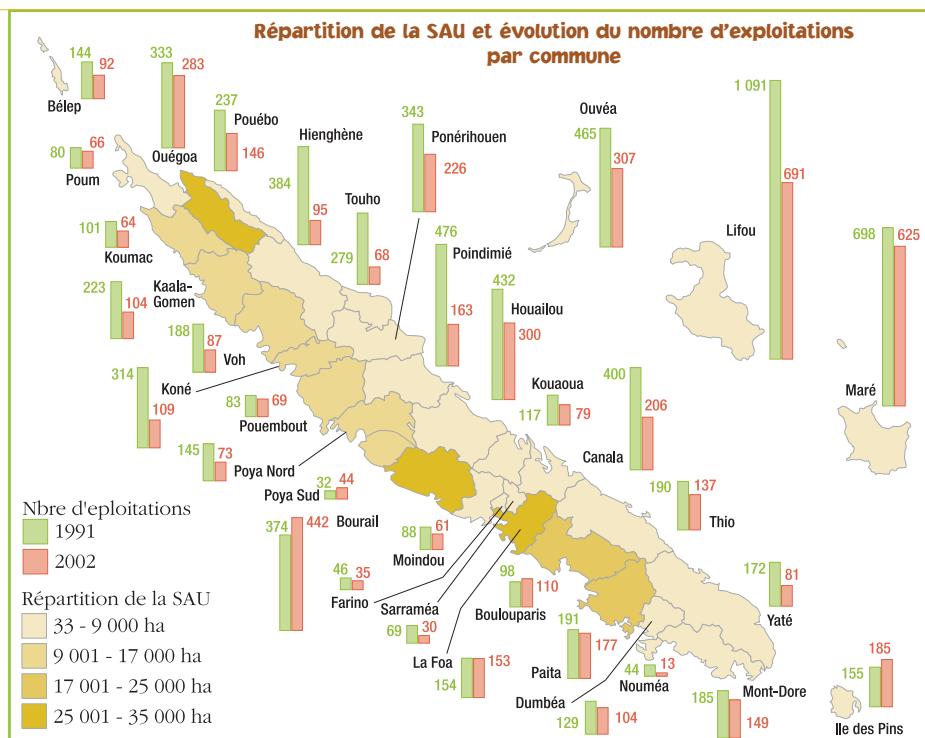
La part de SAU sur la superficie totale de la Nouvelle-Calédonie est passée de 12,3% en 1991 à 13,3% en 2002*. En dépit de cette légère augmentation, la proportion reste relativement faible en raison des caractéristiques topographiques de la Nouvelle-Calédonie (chaîne centrale, relief accidenté sur la côte Est, nombreux affleurements calcaires sur les Îles Loyauté) qui limitent les potentialités agricoles.

* à titre comparatif, cette proportion est de 50,7% en Métropole, de 17,1% à la Réunion et de 5,3% en Polynésie française.

Les communes de la côte ouest de la Nouvelle-Calédonie (de Koumac à Païta), ainsi que Ouégoa dans le Nord, sont celles disposant de la plus grande surface agricole utilisée. Ce sont les communes de Lifou et de Maré qui comportent le plus grand nombre d'exploitations, mais ces exploitations sont de petite taille. Seules les communes de Bourail, Boulouparis, l'île des Pins, ainsi que Poya sud, ont vu leur nombre

d'exploitations agricoles augmenter. C'est Lifou qui a perdu le plus grand nombre d'exploitations (moins 400), suivie de Poindimié (moins 313). Quelques communes de la côte Est ont connu de fortes diminutions comme Touho (-75,6%), Hienghène (-75,3%) ou Poindimié (-65,8%).

D'une façon générale, les exploitations agricoles se répartissent selon un clivage Nord-Ouest/Sud-Est : sur la côte Ouest et dans l'extrême Nord, les exploitations sont grandes et peu nombreuses à l'inverse du Sud, des îles et de la côte Est où elles sont généralement de petites tailles mais en plus grand nombre (cf. tableau page 61).



Les exploitations agricoles couvrent 16% de la surface de la Nouvelle-Calédonie

Passant de 312 334* ha en 1991 à 289 545 ha en 2002, la superficie totale (cf. définition page 5) des exploitations aurait diminué de 7,3% en 11 ans. Elle occupe aujourd'hui 15,7% de la superficie totale de la Nouvelle-Calédonie, dont 13,3%, soit 247 878 ha, sont effectivement consacrés à l'activité agricole (SAU).

* Le RGA 1991 dénombrait sur la province des îles Loyauté des surfaces particulièrement importantes occupées par les forêts (15 000 ha) et les friches non productives (14 200 ha). Or, ces surfaces sont en général mises à la disposition de groupes claniques et ne peuvent par conséquent appartenir en propre à un exploitant. La surface totale des exploitations en 1991 semblerait donc fortement sujette à caution.

Si la SAU augmente, la superficie agricole entretenue diminue légèrement

À l'inverse du nombre d'exploitations et de la superficie agricole totale, la surface agricole utilisée (S.A.U.) a augmenté sur l'ensemble de la Nouvelle-Calédonie. Depuis 1991, elle est passée de 228 208 ha à 247 878 ha, soit une croissance de 8,6%.

Évolution de la SAU par Province			
(ha)	1991	2002	Évolution %
Province des îles Loyauté	4 464	1 164	-76,6
Province Nord	99 233	121 646	22,6
Province Sud	124 010	125 068	0,4
Nouvelle-Calédonie	228 208	247 878	8,6

Afin de cerner de manière plus pertinente l'évolution générale des surfaces agricoles entre les deux recensements, il apparaît utile de distinguer deux types de surfaces à l'intérieur de la SAU (cf. définition page 4).

- Les surfaces cultivées ou au moins entretenues que l'on peut appeler superficie agricole entretenue (cf. définition page 4).
- Les surfaces laissées à l'état naturel, sans aucun entretien. Ces dernières sont composées des jachères (cf. définition page 3), des cocoteraies naturelles (exploitées ou non) et des pâturages dits peu productifs (cf. définition page 4). Elles représentent 43,2% de la SAU en 2002, au lieu de 27,2% en 1991.

Pour l'essentiel, les surfaces exploitées mais laissées à l'état naturel sont à l'origine de l'importante croissance de la SAU entre les deux recensements. Les don-

Composition de la superficie agricole totale des exploitations par province en 2002

(ha)	Îles Loyauté	Nord	Sud	Nouvelle-Calédonie
SAU utilisée	1 164	121 647	125 068	247 878
Friches non productives	166	8 350	8 719	17 235
Sols bâtiments et cours*	253	741	761	1 755
Total SAU utile	1 583	130 738	134 546	266 868
Surfaces reboisées	24	258	351	632
Forêt naturelle	59	4 700	13 214	17 974
Aquaculture d'écrevisse	0	0	21	21
Territoire non utilisable	3	1 161	2 877	4 051
Super. totale des exploit.	1 664	136 857	151 014	289 545
Super. total territoire	198 040	458 260	701 200	1 857 550
SAU/Super. totale territoire (%)	0,6	12,7	17,8	13,3

* Une partie de la SAU utilisable, notamment les cours, est occupée par des arbres fruitiers isolés. Leur nombre de pieds a été déclaré et la surface évaluée correspondante est abordée dans le chapitre consacré aux arbres fruitiers.

nées concernant ces surfaces sont toutefois à prendre avec précaution pour les raisons suivantes :

Les périodes de jachères sont très variables d'une exploitation à l'autre. Elles dépendent notamment des pratiques culturales, de la qualité des sols cultivés, de l'espace disponible et du régime foncier des terres.

Les terres peuvent être mises en jachère pendant 2 à 20 ans selon les cas. Cette durée peut être très courte si l'exploitation est située dans une vallée où les terres sont rares et de bonne qualité comme dans certaines vallées de la côte Est de la grande terre, elle peut être très longue sur des sols fragiles mais disponibles comme sur Lifou ou Maré.

Leur surface est difficile à évaluer lorsque les terres sont soumises au droit coutumier. En effet, ces terres appartiennent à des tribus ou des clans qui les mettent à la disposition d'exploitants ou de leurs familles. L'exploitant peut les utiliser en fonction de ses besoins, en changeant de lieu d'une année sur l'autre. Ce type de pratique, que l'on pourrait qualifier d'agriculture "itinérante", rend particulièrement difficile l'évaluation des surfaces mises en jachère. Par ailleurs, la distinction entre jachère et friche improductive (terres non cultivées mais pouvant l'être - différentes du territoire non utilisable sur lequel toute agriculture est impossible) n'est pas toujours évidente à faire.

Pour ces raisons, les données concernant les jachères sont à prendre avec précaution.

Les cocoteraies cultivées sont quasiment inexistantes

en Nouvelle-Calédonie. Quelques très anciennes cocoteraies étaient cultivées mais elles ne sont plus entretenues aujourd'hui, ou très peu. Les autres cocoteraies

Évolution de la SAU et de la SA entretenue				Évolution %
	1991	2002		
Province des Îles Loyauté S.A.U.	4 464	1 164		-76,6
dont : jachères	2 359	16		-99,3
cocoteraies	1 456	46		-96,8
pâturages peu productifs	293	579		97,6
S.A. entretenue	857	524		-39,0
Province Nord S.A.U.	44 233	121 647		22,6
dont : jachères	923	391		-57,6
cocoteraies	560	141		-74,8
pâturages peu productifs	29 688	65 758		121,5
S.A. entretenue	68 065	55 357		-18,7
Province Sud S.A.U.	124 010	125 066		0,9
dont : jachères	404	1 195		195,8
cocoteraies	301	8		-97,3
pâturages peu productifs	26 052	38 895		49,3
S.A. entretenue	97 254	84 968		-12,6
Nouvelle-Calédonie S.A.U.	228 208	247 878		8,6
dont : jachères	3 685	1 602		-56,5
cocoteraies	2 316	195		-91,6
pâturages peu productifs	56 032	105 232		87,8
S.A. entretenue	166 174	140 849		-15,2

sont naturelles, leur entretien consistant parfois en un nettoyage succinct. Le ramassage du coprah (pratique exclusivement sur l'île d'Ouvéa) ou de cocos verts ou secs, s'apparente plus à de la cueillette qu'à une réelle spéculation agricole, sur des surfaces dont l'importance est, la plupart du temps, inconnue des ramasseurs. Par ailleurs, de très nombreuses cocoteraies naturelles servent aussi de pâturages peu productifs, déclarés comme tels par l'exploitant.

tant. Comme pour les jachères, les données concernant les cocoteraies sont donc à prendre avec une grande prudence.

Les savanes à niaoulis, les surfaces couvertes par de la forêt naturelle, les parcours, les cocoteraies, sont des surfaces considérées comme **pâturages peu productifs**, dès qu'ils sont pâturés, même par un nombre très faible d'animaux à l'hectare. Il arrive que des animaux aient à leur disposition des surfaces considérables pouvant ne pas appartenir à l'exploitant (terres domaniales occupées sans titre par exemple), lequel peut très difficilement évaluer la surface réellement utilisée par ses animaux. Aussi, le doublement des pâturages peu productifs entre les deux recensements est également à relativiser.

Corrélée avec l'augmentation du chiffre d'affaires des productions agricoles*, cette réduction des superficies agricoles entretenues est un des signes de la professionnalisation de l'agriculture en Nouvelle-Calédonie.

* Évaluation annuelle de la production agricole finale (cf. page 9) réalisée par la DAVAR. De 3,9 milliards de F CFP en 1991, ce chiffre d'affaires est passé à 6,3 milliards de F CFP, en francs constants, en 2003.

Une augmentation de la SAU moyenne

La diminution du nombre d'exploitations conjuguée avec l'augmentation de la SAU induit une augmentation de la SAU moyenne des exploitations. La surface agricole entretenue moyenne s'est également accrue en Nouvelle-Calédonie.

Si les surfaces moyennes ont, globalement, fortement augmenté en province Nord, elles ont, en revanche, diminué en Province des Îles Loyauté où les besoins en

Evolution de la SAU et de la SAE moyenne par exploitation												
(ha)	Prov. Iles Loyauté			Prov. Nord			Prov. Sud			Nelle-Calédonie		
	1991	2002	Evol. %	1991	2002	Evol. %	1991	2002	Evol. %	1991	2002	Evol. %
SAU	2,2	0,7	-68,1	23,2	54,6	135,2	64,4	72,7	12,7	27,0	44,5	64,8
SAE	0,4	0,3	-25,0	15,9	24,8	56,0	50,5	49,4	-2,4	14,6	25,3	24,1

surfaces agricoles sont moindres car ils dépendent plus des dons et échanges coutumiers que d'une production agricole de rente. En province Sud, la SAE moyenne est restée quasiment stable.

La dimension des exploitations agricoles progresse

Dans le cadre du RGA 2002, le critère utilisé pour déterminer la dimension d'une exploitation est l'importance de son outil de production exprimé en nombre de points** (1 are de cultures maraîchères : 20 points, 1 vache laitière ou une truie mère : 100 points, une poule pondeuse : 20 points, une ruche : 20 points, etc.).

On notera que 5 174 exploitations sont susceptibles d'être inscrites au registre de l'agriculture.

55,2% des exploitations ayant moins de 1 000 points ont disparu. Ce chiffre atteint 68,6% en province Nord qui regroupait 49,6% des exploitations de moins de 1 000 points en 1991.

Evolution du nombre d'exploitations selon leur taille												
	Prov. Iles Loyauté			Prov. Nord			Prov. Sud			Nelle-Calédonie		
	1991	2002	Evol. %	1991	2002	Evol. %	1991	2002	Evol. %	1991	2002	Evol. %
350 à 499 points	283	129	-54,4	528	160	-69,7	270	111	-58,9	1 081	400	-63,0
500 à 999 points	1 047	664	-34,5	1 545	490	-68,3	454	319	-30,5	3 101	1 473	-52,5
1 000 à 4 999 points	838	789	-5,8	1 713	1 048	-38,8	633	597	-5,7	3 184	2 434	-23,6
5 000 à 9 999 points	26	30	15,4	174	179	2,9	159	213	34,0	359	422	17,5
10 000 à 49 999 points	10	8	-20,0	268	246	-8,2	315	373	18,4	593	677	14,2
50 000 points et +	0	3	-	51	57	11,8	91	108	18,7	142	168	18,3
Total	2 254	1 623	-28,0	4 279	2 230	-47,9	1 427	1 721	-10,7	8 460	5 574	-34,1

La forte diminution du nombre d'exploitations économiquement fragiles, au profit d'exploitations à l'outil de production renforcé, est un des signes de la professionnalisation de l'agriculture en Nouvelle-Calédonie.

** En Nouvelle-Calédonie, pour être inscrit au registre de l'agriculture, l'exploitant doit avoir au moins 500 points. Entre 500 et 999 points il appartient au collège des "petits exploitants ruraux" et les exploitants ayant 1 000 points et plus appartiennent au collège "exploitants agricoles" (le détail des correspondances entre les moyens de production et le nombre de points est indiqué en annexe n°2 (cf. tableau page 60).

Orientations socio-économiques des exploitations

Essai de classification : certaines exploitations dites "professionnelles" ou "commerciales"

Deux types d'approches ont été distingués :

- les exploitations dites "professionnelles"*** dont la dimension économique est égale ou supérieure à 1 000 points (seuil pour appartenir au collège des exploitants agricoles au registre de l'agriculture) et sur lesquelles le travail fourni est au moins égal à 3/4 d'UTA (cf. définition page 5). Ce type d'orientation prend en compte le temps de travail passé sur l'exploitation ;

- les exploitations dites "marchandes"**** commercialisent au moins une partie de leur production et possèdent au moins 1,5 ha de SAU. L'activité commerciale de l'exploitation est prise en compte dans ce type d'orientation.

Toutes les exploitations dites "professionnelles" ne sont donc pas nécessairement "marchandes" et inversement. Une exploitation peut être à la fois "professionnelle" et "marchande".

*** Classification introduite pour le RGA 2002.

**** Même définition qu'en 1991.

37% d'exploitations dites "professionnelles"

Elles représentent toujours 37% de l'ensemble des exploitations tandis que les exploitations "marchandes" ont vu leur proportion diminuer, passant de 40,6% à 32,2%.

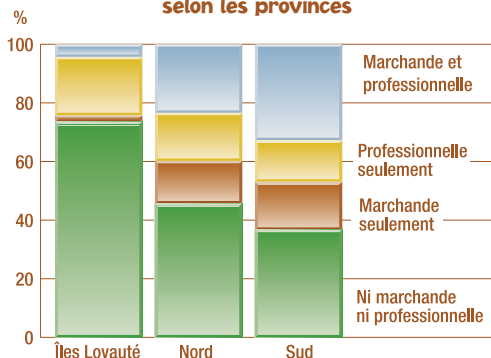
En 2002, 51,0% des exploitations ne peuvent être qualifiées ni de "marchandes" ni de "professionnelles", elles étaient 47,7% en 1991.

En Nouvelle-Calédonie, 20,9% des exploitations agricoles n'ont aucune activité commerciale, réservant leurs productions à l'autoconsommation (cf. définition page 2) et/ou aux dons et échanges (cf. définition page 2).

Les exploitations ayant une dimension notable ("marchande" et "professionnelle") et qui destinent une partie non négligeable de leurs productions à la vente sont relativement peu nombreuses.

Une concentration des exploitations dites "marchandes" ou "professionnelles" dans 2 ou 3 communes, au Nord comme au Sud

Orientation socio-économique des exploitations selon les provinces

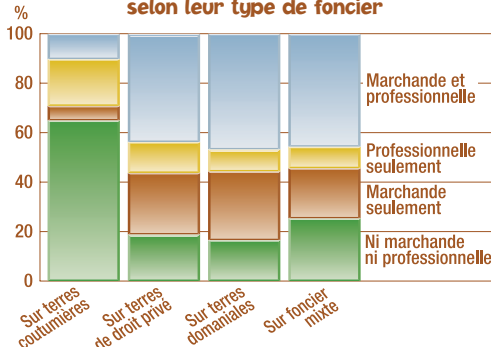


En province Nord et Sud, les exploitations dites "marchandes" se concentrent davantage sur la côte Ouest que sur la côte Est.

Les communes de Bourail, La Foa et Païta regroupent à elles seules 50,3% des exploitations "professionnelles" et 61,2% des exploitations "marchandes" de la province Sud. Dans l'extrême Nord, les communes de Ouégoa et Pouébo concentrent 22,9% des exploitations "professionnelles" et 32,7% des exploitations "marchandes" de la province Nord (cf. tableau page 65).

D'une manière générale, ces exploitations sont plus nombreuses sur les terres privées et domaniales. À l'inverse, c'est sur les terres coutumières que l'on compte le plus d'exploitations sans vocation marchande ni professionnelle, ce qui est le cas pour 73,6% des exploitations loyaltiennes. En provinces Nord et Sud, les statuts fonciers étant plus diversifiés, les différentes orientations sont réparties de façon plus homogène.

Orientation socio-économique des exploitations selon leur type de foncier



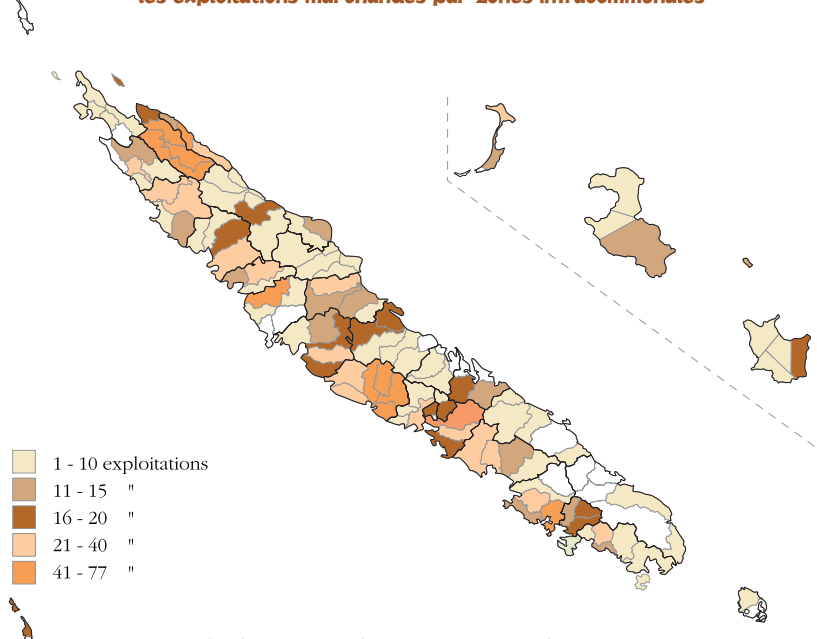
Evolution des effectifs d'exploitations selon l'orientation socio-économique

	Prov. Îles Loyauté			Prov. Nord			Prov. Sud			Nouvelle-Calédonie		
	1991	2002	Evol. (%)	1991	2002	Evol. (%)	1991	2002	Evol. (%)	1991	2002	Evol. (%)
Marchandes	284	105	-63,7	2 074	846	-59,2	1 074	845	-21,3	3 437	1 796	-47,7
dont march. uniquement	123	36	-70,7	831	324	-61,0	243	283	+3,4	1 247	643	-48,4
Professionnelles	645	342	-43,6	1 576	888	-43,7	405	807	+10,8	3 176	2 087	-34,3
dont profess. uniquement	529	323	-38,9	333	366	+9,9	124	245	+97,6	486	934	+92,2
Marchande et profess.	166	69	-58,4	1 243	522	-58,0	781	562	-28,0	2 140	1 153	-46,1
Ni marchande ni profess.	1 436	1 145	-16,8	1 872	1 018	-45,6	729	631	-13,4	4 037	2 844	-29,6
Total	2 254	1 623		4 274	2 230		1 927	1 721		8 460	5 574	

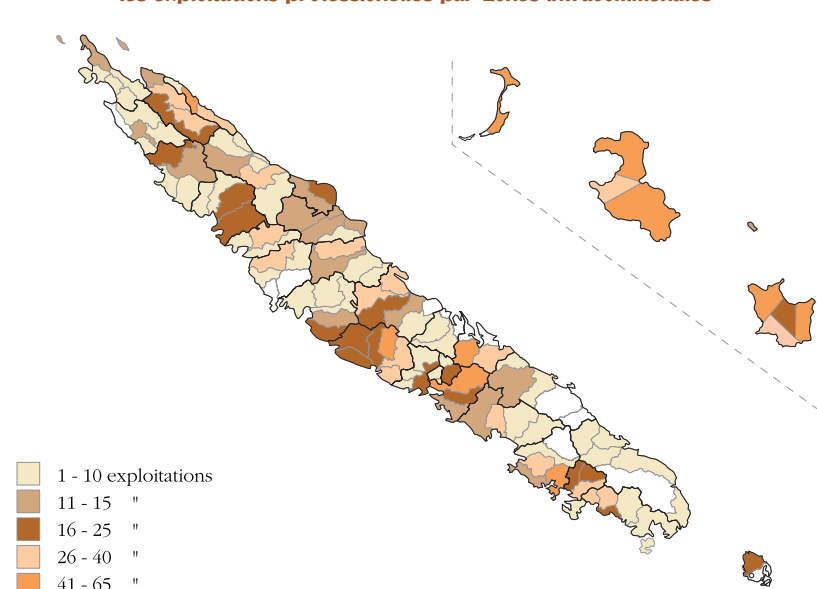
Activité commerciale des exploitations "marchandes" et "professionnelles"

	Province des Îles Loyauté	Province Nord	Province Sud	Nouvelle-Calédonie
Nbre d'expl. "marchandes" et "professionnelles"	69	522	562	1 153
dont vendant moins de la moitié d'une de leurs product.	20	104	26	155
dont vendant entre la moitié et la totalité d'une de leurs produc.	22	187	105	314
dont vendant la totalité d'une de leurs produc.	27	226	431	684

les exploitations marchandes par zones infracommunales



les exploitations professionnelles par zones infracommunales



Les exploitations agricoles se spécialisent

Six systèmes de production ont été distingués :

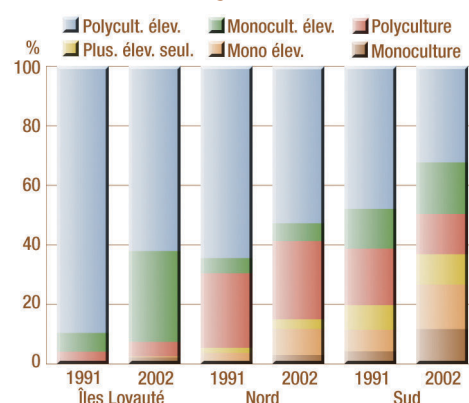
- monoculture : l'exploitant ne pratique qu'un seul type de culture (céréales uniquement par exemple, ou arboriculture fruitière uniquement) et aucun élevage ;
- mono élevage : l'exploitant ne pratique qu'un seul type d'élevage (de nombreux éleveurs de bovins utilisant des chevaux de stock comme outil de travail, les exploitations comportant à la fois des bovins et des chevaux, à l'exclusion de tout autre type d'animal, sont considérés comme mono élevage), et aucune culture ;
- plusieurs élevages seulement : l'exploitant pratique plusieurs élevages et aucune culture ;
- polyculture : l'exploitant pratique plusieurs types de cultures et aucun élevage ;
- monoculture élevage(s) : l'exploitant pratique un seul type de culture et fait de l'élevage, tous animaux confondus ;
- polyculture élevage(s) : l'exploitant pratique plusieurs types de cultures et fait de l'élevage.

Plus des 2/3 des exploitations pratiquaient la polyculture/élevage en 1991, elles sont à peine la moitié en 2002. Ce système de production reste le plus répandu, sans doute parce qu'il limite les risques économiques. A noter qu'aux Îles Loyauté, dans les systèmes de

production associant élevage(s) et culture(s), il s'agit essentiellement d'élevages porcins, à la différence de la grande terre où l'élevage bovin est très souvent présent.

La répartition des systèmes de production a évolué sur toutes les provinces. Sur chacune d'elles, les exploitations tendent à se spécialiser. Le système polyculture-élevage reste le plus répandu en provinces Nord et Îles Loyauté et ne représente plus qu'1/3 des exploitations en province Sud (cf. tableau page 64).

Évolution des systèmes de production



Evolution du nombre d'exploitation en fonction de leurs systèmes de production

	Prov. Îles Loyauté		Prov. Nord		Prov. Sud		Nouvelle-Calédonie		Évolution (%)	
	1991	2002	1991	2002	1991	2002	1991	2002	1991	2002
Monoculture	1	35	32	67	81	201	114	303	1,3	5,4
Mono élevage plus. élevages seulement	7	4	127	145	134	257	273	456	3,2	8,2
Polyculture	0	2	74	73	154	176	233	251	2,8	4,5
Monoculture élevage	85	74	1 064	585	367	232	1 521	846	18,0	16,1
Polyculture élevage	141	445	214	134	256	248	616	427	7,3	16,6
Polyculture élevage	2 020	1 008	2 758	1 176	425	557	5 703	2 741	67,4	44,2
Total	2 254	1 623	4 274	2 230	1 427	1 721	8 460	5 574	100,0	100,0

Statut de l'exploitation et nature du foncier



Des exploitants propriétaires de leurs terres

Statut des exploitations

	Province Îles Loyauté	Province Nord	Province Sud	Nouvelle-Calédonie
Exploitation en nom propre	1 613	2 127	1 578	5 318
Groupeement, GIE	5	50	14	64
Groupeement de fait	4	23	8	35
Société civile	0	20	100	120
Autre pers. morale	1	4	15	25
Autre pers. physique	0	1	6	7
Total	1 623	2 230	1 721	5 574

Les exploitations agricoles de la Nouvelle-Calédonie sont dirigées à 45,4% par un chef d'exploitation travaillant pour son propre compte ou pour une personne de sa famille qui vit ou travaille sur l'exploitation (47,3% en 1991). Parmi les autres statuts, les groupements et GIE prédominent en province Nord, et les sociétés civiles (SCEA* en particulier) en province Sud (cf. tableau page 62).

* SCEA : société civile d'exploitation agricole.

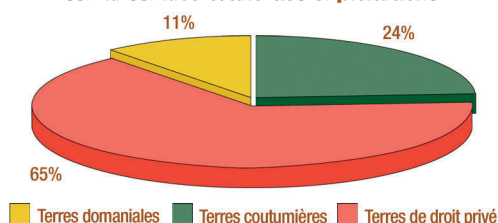
Un régime foncier** de droit privé pour les 2/3 des surfaces

Sur l'ensemble de la Nouvelle-Calédonie, environ 1/4 de la surface totale des exploitations agricoles relève du droit coutumier, les 2/3 sont soumis au droit privé et 1/10^{ème} sont des terres domaniales.

Parmi les terres coutumières, 38,5% appartiennent à un clan, 30,7% à une tribu et 30,8% à un G.D.P.L. (cf. définition page 3).

** La structure des questions posées en 1991 ne permet pas de distinguer les différents régimes fonciers existant alors. Les évolutions en la matière ne peuvent donc être analysées et seule la situation 2002 est décrite dans ce paragraphe.

Répartition des statuts fonciers sur la surface totale des exploitations



Parmi les terres appartenant aux collectivités (terres domaniales), 83,1% font l'objet d'une occupation avec bail de location, le reste étant occupé sans titre.

Le régime foncier de la surface totale des exploitations présente de grandes disparités provinciales (cf. tableau page 63).

- En **province des Îles Loyauté**, la totalité des terres est soumise au droit coutumier. Les personnes interrogées ont déclaré une partie de ces surfaces comme étant des terres de tribu. En fait, les terres appartiennent à des clans, mais des conflits fonciers ont parfois conduit au refus, de la part de l'exploitant, de reconnaître le clan propriétaire de telle ou telle parcelle. Dans certains cas, les parcelles cultivées par l'exploitant appartiennent à des clans différents, ces terres ont alors été notées comme appartenant à la tribu.

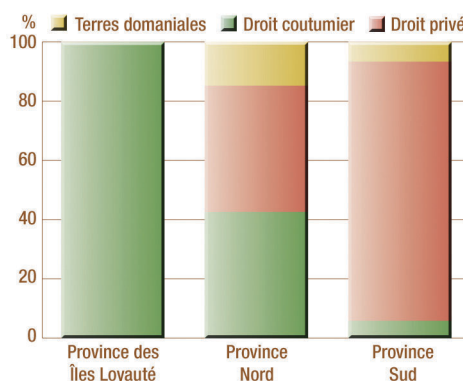
- En **province Nord**, autant de terres sont soumises au droit privé qu'au droit coutumier. Cette configuration est intermédiaire entre celle des Îles Loyauté et celle de la province Sud.

- En **province Sud**, la grande majorité des terres est soumise au droit privé.

Les différents régimes fonciers peuvent cohabiter : 241 exploitations, soit 4,3% de l'ensemble des exploitations agricoles, représentant 16,2% de la surface totale, ont une surface composée de terres soumises à différents régimes.

Des procès verbaux de palabre (cf. définition page 4), visant à garantir l'utilisation des terres par l'exploitant vis à vis des autorités coutumières, ont été établis pour 408 exploitations (7,3%) représentant 4,1% de la surface totale des exploitations. 46,1% des procès verbaux de palabre concernent des exploitations dont au moins

Répartition des types de statut foncier sur la surface totale des exploitations



Effectifs et superficies des exploitations

Types de régimes fonciers	Surface (ha)	Nbre d'expl.
Droit coutumier et droit privé	3 834	44
Droit coutumier et domaine public	5 448	48
Droit privé et domaine public	37 140	142
Droit coutumier, droit privé et domaine public	552	7
Total	46 974	241

une partie de la surface est située sur des terres soumises au droit coutumier.

Les problèmes fonciers déclarés concernent 126 exploitations (2,3%) et 2,9% de la surface totale des exploitations. 1 423 ha de terres domaniales, 2 458 ha de terres coutumières et 4 141 ha de terres privées font l'objet des problèmes fonciers. 77,8% des conflits fonciers concernent des exploitations ayant des terres coutumières.

Procès verbaux de palabre et problèmes fonciers

	Prov. Îles Loyauté		Prov. Nord		Prov. Sud		Nelle-Calédonie	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Procès verbaux	83	5,1	204	4,4	116	6,7	408	7,3
Surf. concernée (ha)	232	13,4	22 664	16,6	3 334	2,2	26 235	4,1
Prob. fonciers	44	3,0	34	1,7	38	2,2	126	2,3
Surf. concernée (ha)	26	1,6	5 444	4,0	3 047	2,0	8 522	2,4

% calculé sur le nombre total des exploitations et sur leur surface totale, pour chacune des provinces.

La formation du foncier : coutumière pour 2/3 des exploitations

Hormis les terres coutumières, l'acquisition par achat, qui concerne 13,0% des exploitations, est le principal mode de formation du foncier, avant la formation par héritage qui concerne 4,9% des exploitations (cf. tableau page 64).

Un mode de faire-valoir* direct presque uniquement

Le mode faire-valoir (cf. définition page 4) direct et assimilé est le plus répandu. Il concerne 97,4% des exploitations (95,5% sur l'intégralité de leurs surfaces) et 86,2% de la surface totale des exploitations.

Le fermage est le seul mode de faire-valoir indirect pratiqué aujourd'hui en Nouvelle-Calédonie. Il s'agit de mise en location de terres pour de courtes (moins de 20 ans) ou de longues durées (plus de 20 ans). Cette pratique concerne 7,0% des exploitations et 13,8% de la surface totale. 2,6% des exploitations sont soumises au faire-valoir indirect sur l'intégralité de leurs surfaces (cf. tableau page 64). Enfin, 4,4% des exploitations cumulent plusieurs modes de faire-valoir.

En **provinces Nord et Sud**, le faire-valoir direct prédomine largement. Sur les Îles Loyauté, il concerne l'intégralité des terres agricoles, toutes soumises au droit coutumier.

Répartition des exploitations selon le mode de formation du foncier

	Prov. Îles Loyauté		Prov. Nord		Prov. Sud		Nelle-Calédonie	
	Nbre d'expl.	Surf. (ha)	Nbre d'expl.	Surf. (ha)	Nbre d'expl.	Surf. (ha)	Nbre d'expl.	Surf. (ha)
Terre coutumière	1 623	1 664	1 643	50 500	528	6 044	3 844	58 213
Acquis. par achat	0	0	144	26 556	578	64 103	727	45 654
Par héritage	0	0	204	41 438	146	33 663	400	75 101
Aut. mode de form.*	0	0	87	6 216	187	21 545	274	27 811
Par rachat familial	0	0	77	4 718	170	11 462	247	21 680
Plus. modes de form.	0	0	20	2 424	62	8 652	82	11 081
Total	1 623	1 664	2 230	136 857	1 721	151 014	5 574	284 545

* Cessions gratuites dont terres cédées au titre de "l'enfant du pays", terres louées, terres domaniales, etc.

Modes de faire-valoir sur la surface des exploitations

(ha)	Prov. Îles Loyauté		Prov. Nord		Prov. Sud		Nelle-Calédonie	
	Surface	%	Surface	%	Surface	%	Surface	%
Faire-valoir direct et assimilé	1 664	100,0	115 344	84,3	132 465	87,7	244 527	86,2
dont faire-valoir direct	0	0,0	56 614	41,4	126 537	83,8	183 151	63,3
dont occupation sans titre	0	0,0	7 367	5,4	2 827	1,4	10 144	3,5
dont droit coutum.	1 664	100,0	51 413	37,6	3 101	2,1	56 183	14,4
Faire-valoir indirect	0	0,0	21464	15,7	18554	12,3	40 017	13,8
dont location longue durée	0	0,0	11 444	8,4	8 334	5,5	14 837	6,4
dont location courte durée	0	0,0	4 465	7,3	10 215	6,8	20 180	7,0
Total	1 664	100,0	136 857	100,0	151 014	100,0	284 545	100,0

* Les données du RGA 1991 concernaient le mode de faire-valoir sur la seule SAU, alors que celles du RGA 2002 concernent la surface totale des exploitations. Ces données ne sont donc pas comparables. On notera toutefois que 10% de la SAU étaient en location en 1991.

UTILISATION DU SOL

(Superficie Agricole Utilisée SAU)

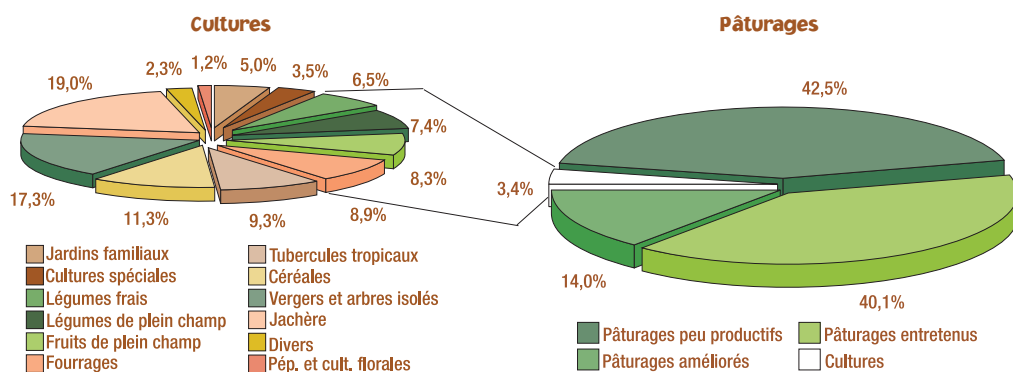
Composition de la SAU*



La Nouvelle-Calédonie reste une terre d'élevage

La SAU (cf. définition page 4 et tableau page 71) est très largement dominée par les pâturages qui en occupent 46,6% (43,7% en 1991).

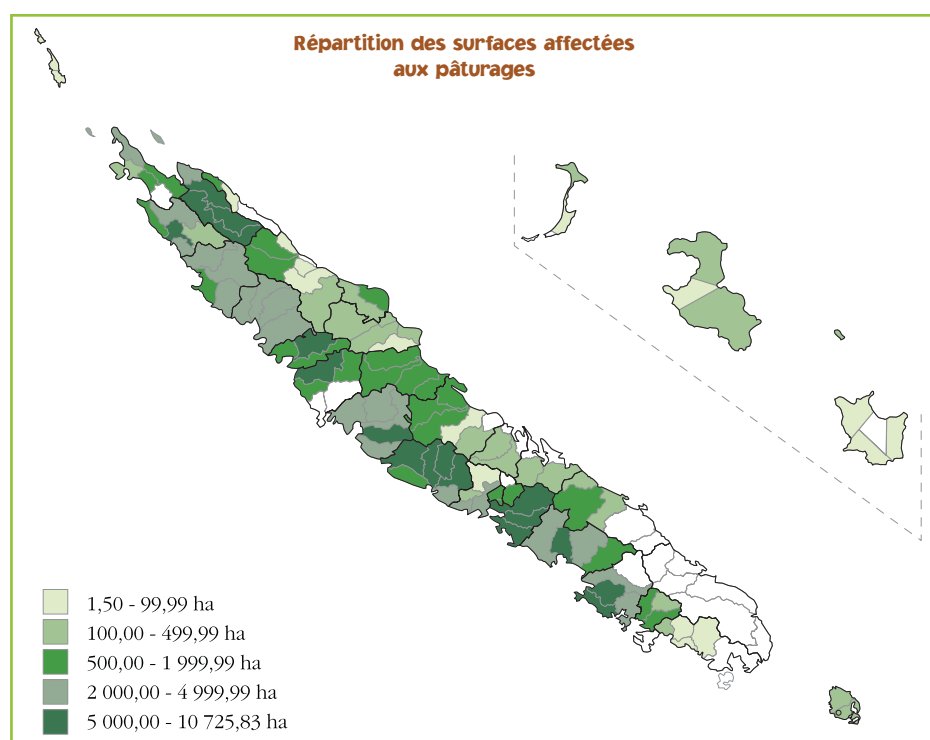
* La SAU est composée des parcelles occupées par les cultures principales (cf. définition page 2).



Les pâturages et les cultures fourragères



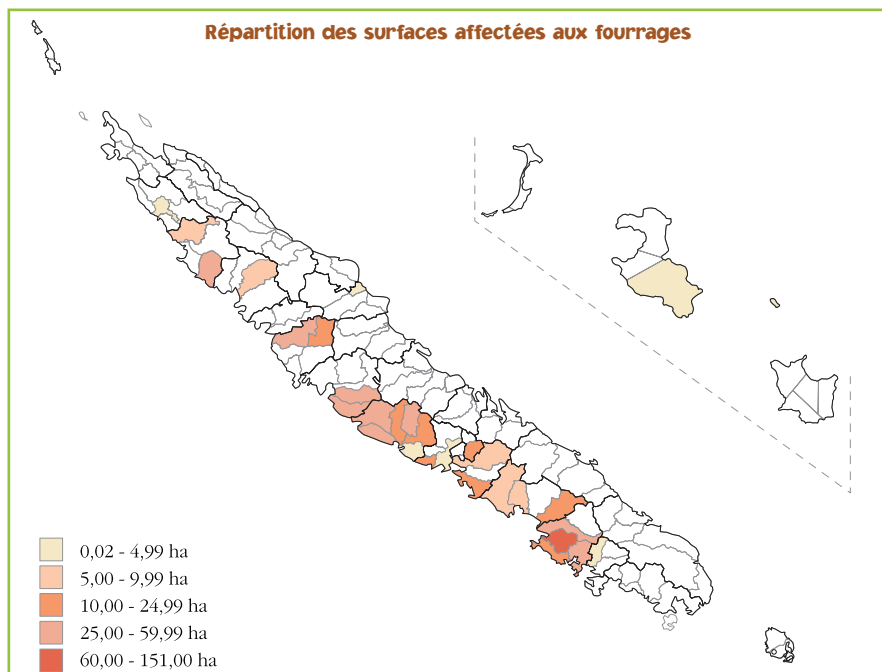
Pâturages : équitablement répartis dans le Nord et le Sud



Avec 216 081 ha, les surfaces consacrées à l'élevage de ruminants occupent 11,6% de la superficie totale de la Nouvelle-Calédonie.

Les surfaces fourragères, les pâturages améliorés et les pâturages naturels entretenus (cf. définition page 4) ont fortement diminué depuis 1991. A l'inverse, les surfaces utilisées comme "pâturages peu productifs" ont augmenté partout, tant en surface qu'en part de SAU, de façon parfois importante.

Conjugée à la diminution des cheptels de ruminants (essentiellement composés de bovins), cette augmentation des surfaces pâturées dénote en moyenne une extensification des élevages.

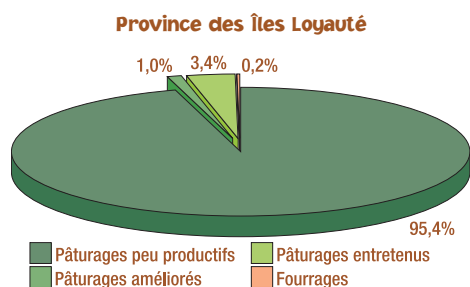


Les sécheresses successives ayant touché la Nouvelle-Calédonie ces dernières années sont une des raisons pouvant expliquer l'augmentation des surfaces pâturées. Malgré la diminution du cheptel, les données relatives aux abattages contrôlés de bovins depuis 1991 font apparaître une croissance régulière de la production de viande. Il semblerait donc que l'élevage bovin calédonien soit plus performant.

Une répartition des types de pâturages très différenciée selon la province

En fonction des provinces et du type de conduite d'élevage qui y est pratiqué, les surfaces consacrées aux élevages de ruminants sont structurées de manière différente (cf. tableau page 66).

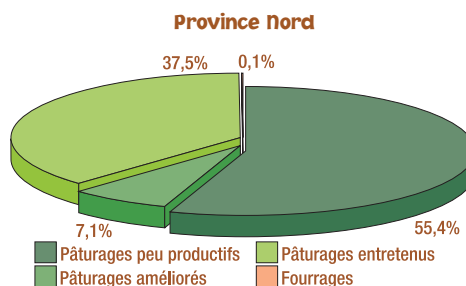
Aux **Îles Loyauté**, la quasi-totalité des surfaces est formée de parcours, savanes et forêts. Les nombreux affleurements coralliens et le faible niveau de mécanisation des exploitations semblent les deux principales raisons de ce type d'élevage nécessitant peu de travaux sur les pâturages.



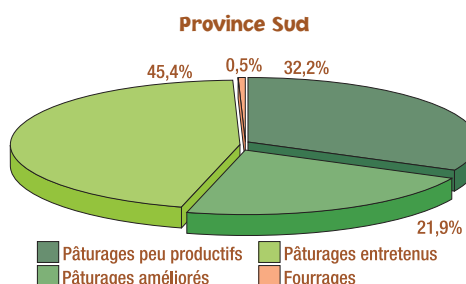
La structure en **province Nord** est intermédiaire entre celle des Îles Loyauté et celle de la province Sud. Un peu plus de la moitié des surfaces sont des pâturages peu productifs, le reste étant entretenu ou amélioré.

Evolution des superficies consacrées à l'élevage dans la SAU

(ha)	Prov. Iles Loyauté		Prov. Nord		Prov. Sud		Nelle-Calédonie	
	1991	2002	1991	2002	1991	2002	1991	2002
SAU	4 964	1 164	99 233	121 647	124 010	125 066	228 208	247 878
Surf. fourragères	1	0	265	110	1 843	646	2 154	756
Pâtur. améliorés	20	6	10 316	8 453	26 831	26 364	37 167	34 823
Pâtur. naturels entretenus	45	20	54 187	44 486	66 442	54 869	120 724	99 375
Pâtur. peu productifs, parcours...	243	579	24 688	65 758	26 052	38 845	56 033	105 232
Total	359	605	94 456	118 807	121 268	120 774	216 081	240 186
SAU (%)	7,2	51,4	45,2	47,7	47,8	46,6	44,7	46,9



Les pâturages peu productifs occupent 1/3 des surfaces en **province Sud**, les pâturages améliorés étant bien plus présents (21,9%) que dans les deux autres provinces. Le niveau d'équipement élevé et la meilleure disponibilité en eau d'irrigation en province Sud peuvent expliquer ces 2/3 de pâturages améliorés ou entretenus.





Les arbres fruitiers arrivent en tête, suivis des céréales

Avec 1 459,6 ha, les vergers et arbres fruitiers isolés devançant les surfaces céréalières qui ont pourtant presque doublé depuis 1991. Viennent ensuite les tubercules tropicaux puis les fruits de plein champ. Depuis le dernier recensement, la superficie occupée par les cultures a globalement diminué sur l'ensemble de la Nouvelle-Calédonie, passant de 10 248,4 ha en 1991 à 6 811,1 ha en 2002 et occupent 0,37% de la superficie totale de la Nouvelle-Calédonie.

Cultures fruitières permanentes : 2/3 sont des "arbres isolés"

Rappel de la définition des vergers :

Les arbres fruitiers peuvent être plantés de façon isolée, autour de la maison, dans la cour, au milieu ou en bordure de certaines parcelles... avec des densités parfois très faibles ou très importantes. Ils peuvent également être plantés de façon ordonnée, avec une densité appropriée à la bonne croissance des arbres, pour former un verger atteignant une certaine dimension. Pour les besoins du RGA, la définition statistique du "verger" est la suivante : sa surface est au moins égale à 50 ares, chaque espèce est représentée par au moins 40 arbres et sa densité moyenne est comprise entre 1 et 10 arbres/are. Les autres arbres sont considérés comme isolés.

Nombre d'arbres fruitiers* (vergers et arbres isolés) en 2002					
(par espèces)	Province des Iles Loyauté	Province Nord	Province Sud	Nouvelle-Calédonie	%
Avocat	18 002	7 402	8 073	33 477	4,1
Citron et lime	3 861	8 271	14 071	26 203	7,0
Goyave	1 247	453	2 230	3 980	1,1
Jacque	236	2 034	465	2 735	0,7
Litchi	5 426	20 111	24 421	50 457	13,5
Mandarine	5 663	22 747	27 512	55 472	14,4
Mangue	7 654	17 140	24 513	49 356	13,2
Orange	2 126	14 400	44 218	65 744	17,6
Pamplemousse et pomélo	1 548	2 425	4 874	4 402	2,5
Papaye	13 464	8 615	14 763	37 342	10,0
Pêche	1 464	1 052	14 214	17 235	4,6
Divers	6 366	6 536	4 166	22 068	5,4
Total	68 156	117 286	184 024	374 471	
Province/NC (%)	18,2	31,3	50,5		

* Le nombre d'arbres est calculé en faisant la somme des surfaces déclarées affectées d'un coefficient de densité (voir annexe I en page 60) et des arbres dont seul le nombre a été déclaré. La totalité de ces arbres fruitiers couvre une surface estimée à 1 573,9 ha.

• Effectifs d'arbres fruitiers

Au total, 3 875 exploitations, soit 64,5% de l'ensemble (88,4% en 1991), ont déclaré au moins un arbre fruitier en production (quelque soit l'âge et le niveau d'entretien de l'arbre). Parmi eux, de

Evolution de la superficie par principales cultures

	1991	2002	Evolution %
Céréales	501,2	452,8	-9,1
Fourrages	2 158,0	756,3	-65,0
Fruits de verger	461,0	636,6	38,1
Arbres isolés	1 774,0	823,0	-53,6
Tubercules tropicaux	702,0	787,4	12,2
Légumes et fruits de plein champ*	1 343,0	1 875,0	39,6
Pépinières et cultures florales	24,0	102,7	254,1
Cultures spéciales (hors cocotiers)	1 021,0	256,4	-74,4
Jardins familiaux	205,2	425,4	107,3
Divers	2 404,0	145,0	-91,4
Superficies cultivées	10 548,4	6 811,1	-35,7

* Cette rubrique comprend les légumes frais, les légumes de plein champ et les fruits de plein champ, dont le détail ne peut être comparé entre 1991 et 2002.

nombreux arbres sont issus de semis naturels, notamment les goyaviers, les papayers et les mandariniers. Ces derniers peuvent être qualifiés de sauvages bien qu'ils fassent l'objet de cueillette. L'espèce la plus représentée est l'oranger, suivi du mandarinier puis du litchi.

• Superficies occupées par les arbres fruitiers

Les chefs d'exploitation ont estimé à 1 459,6 ha les surfaces occupées par des arbres fruitiers. Mais près des 2/3 de cette surface sont occupés par des arbres ne formant pas des vergers tels que définis précédemment. Ces derniers peuvent être appelés "arbres isolés".

Ces 1 459,6 ha, faisant partie de la SAU, sont composés de 636,6 ha de vergers et de 823,0 ha d'arbres fruitiers isolés.

D'autres arbres fruitiers, dont seul le nombre a été déclaré, font partie des jardins familiaux, potagers et cultures associées (décrites en page 23), ou des sols occupés par les cours (décrits en page 24). La surface correspondante, qui n'entre pas dans le calcul de la SAU afin d'éviter les doubles comptes, est évaluée à 114,3 ha.

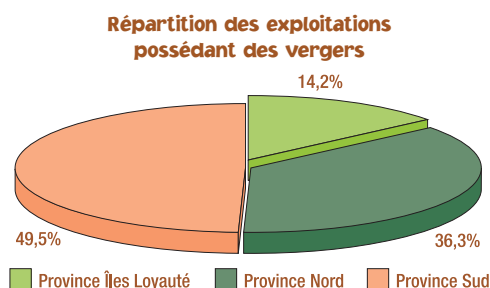
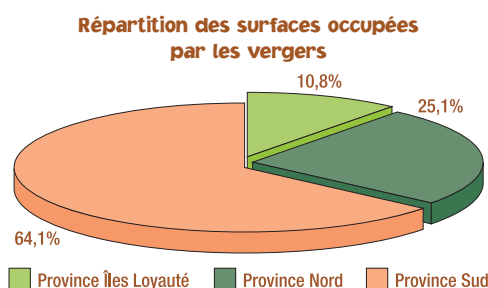
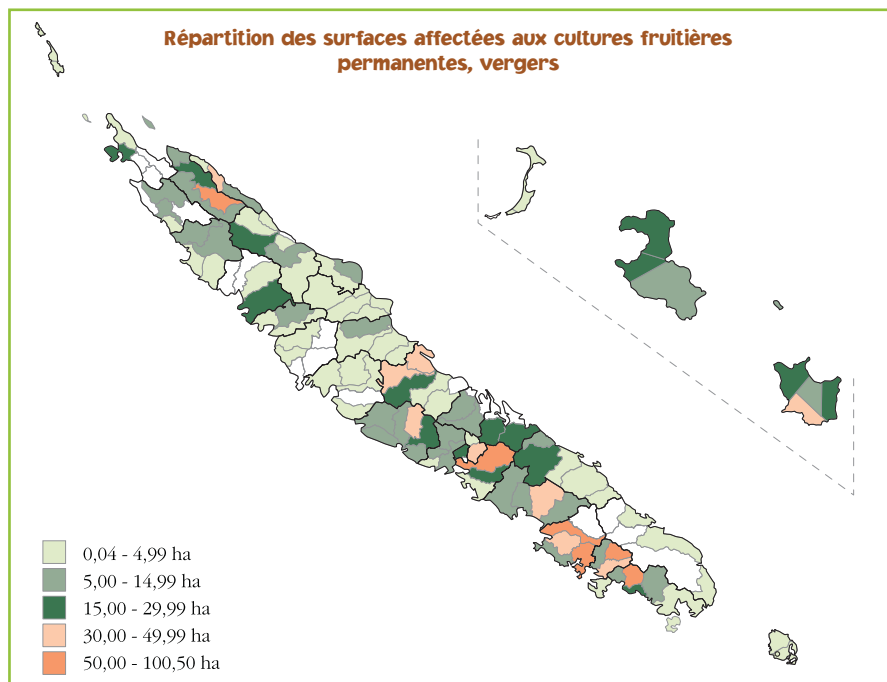
La surface totale effectivement occupée par la totalité des arbres fruitiers peut donc être évaluée à $636,6 + 823,0 + 114,3 = 1 573,9$ ha.

• Les vergers

L'arboriculture fruitière en Nouvelle-Calédonie s'est développée de façon notable depuis 1991. A cette date, on dénombrait 304 exploitations possédant un verger (cf. définition page 5), soit 3,6% du nombre total d'exploitations. En 2002, les vergers concernent 317 exploitations, soit 5,7% de l'effectif total des exploitations de la Nouvelle-Calédonie. Ils occupaient une surface totale de 461,0 ha en 1991, ils recouvrent 38,1% de superficie en plus en 2002 pour atteindre 636,6 ha.

Evolution de la surface des vergers

(ha)	Prov. Iles Loyauté		Prov. Nord		Prov. Sud		Nelle-Calédonie	
	1991	2002	1991	2002	1991	2002	1991	2002
Surface	33,4	64,0	171,8	154,6	255,3	408,0	461,1	636,6
Nombre d'expl.	14	45	130	115	160	157	304	317
Surface moyenne	2,4	1,5	1,3	1,4	1,6	2,6	1,4	2,0



Les 3/4 de la surface des vergers sont occupés par les litchis, les orangers, les mandariniers, les manguiers et les avocats (cf. tableau page 67).

Le verger de la **province des Îles Loyauté**, dont la surface a doublé en 11 ans, est très largement dominé par les avocats, qui en représentent les 2/3. Le verger de la **province Nord** a diminué en surface de 7,1%, les litchis occupant près d'1/3 de sa surface. Le verger de la **province Sud**, dont la surface a augmenté de près de 59,8%, est beaucoup plus varié, l'oranger tenant la première place avec 1/4 de sa surface.

• Destination des fruits de verger

1 037 exploitations, soit seulement 1/4 des exploitations ayant au moins 1 arbre fruitier, commercialisent au moins une partie de leur production, dénotant le caractère généralement non marchand de cette spéculation.

68,1% des exploitations possédant un verger commercialisent au moins une partie de leurs produits et 51,1% en vendent au moins la moitié. Seules 20,5% des

exploitations ayant un verger commercialisent toute leur production fruitière.

Parmi les 3 558 exploitations ayant au moins 1 arbre fruitier dit "isolé", 782 (soit 22,0%) vendent au moins une partie de leur production fruitière.

Evolution des surfaces occupées par les espèces fruitières composant les vergers									
(ha)	Prov. Îles Loyauté		Prov. Nord		Prov. Sud		Nelle-Calédonie		%
	1991	2002	1991	2002	1991	2002	1991	2002	
Avocat	10,3	45,4	33,7	10,3	16,4	10,3	60,4	65,9	13,1
Citron et lime	1,9	1,5	7,3	2,8	19,0	25,4	28,2	29,7	6,1
Goyave	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	5,7	0,0	6,2	0,0
Jacque	0,0	0,0	0,0	1,8	0,0	0,0	0,0	1,8	0,0
Litchi	4,6	11,4	20,1	47,7	38,0	82,2	62,7	141,4	13,6
Mandarine	1,1	1,9	26,4	30,1	41,1	64,6	68,6	96,7	14,9
Mangue	10,2	5,3	39,8	14,7	70,8	46,7	120,8	66,7	26,2
Orange	0,6	1,3	25,9	24,8	51,7	100,7	78,1	126,8	16,9
Pamplemousse et pomélo	0,6	0,2	4,3	0,8	7,9	12,7	12,8	13,8	2,8
Papaye	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	10,8	0,0	10,9	0,0
Pêche	0,3	0,0	2,1	0,2	4,3	22,4	6,7	22,6	1,5
Divers	4,3	1,9	12,2	25,9	6,2	26,5	23,0	54,3	5,0
Total	33,9	69,0	171,8	159,6	255,3	408,0	461,1	636,6	
Province/NC (%)	7,4	10,8	37,3	25,1	55,4	64,1			

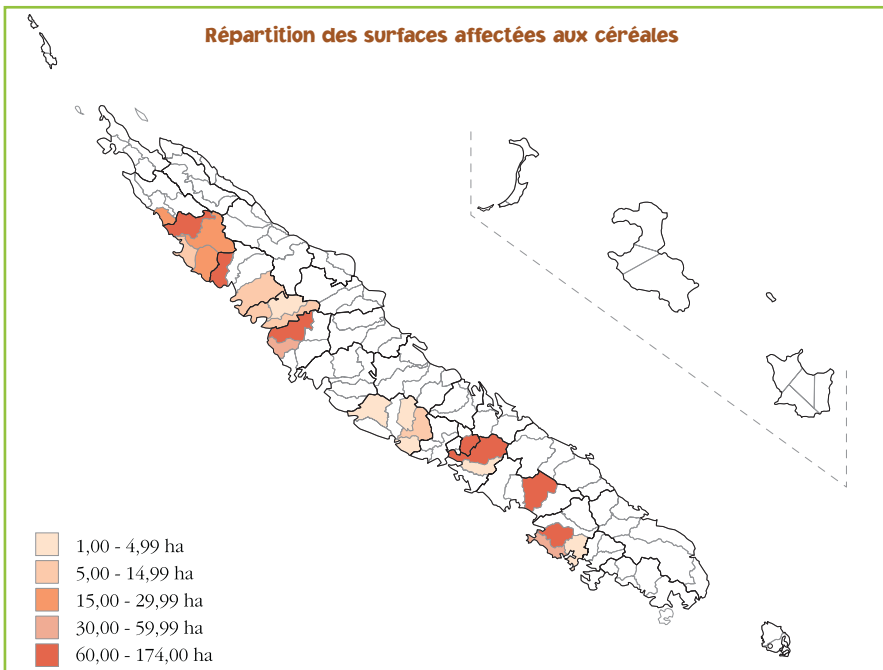
Débouchés des produits issus des exploitations possédant des vergers

	Prov. Îles Loyauté		Prov. Nord		Prov. Sud		Nelle-Calédonie	
	Nbre d'expl.	Surf. (ha)	Nbre d'expl.	Surf. (ha)	Nbre d'expl.	Surf. (ha)	Nbre d'expl.	Surf. (ha)
Vergers	45	69,0	115	159,8	157	407,9	317	636,7
Autoconsommation*	9	8,8	36	49,2	48	76,2	93	134,3
Aucune vente mais pratiquant les échanges et les dons	0	0,0	1	0,6	7	24,5	8	25,1
Vendant moins de la moitié des produits	10	11,7	35	37,1	9	14,4	54	63,2
Vendant entre la moitié et la totalité de sa production	21	31,7	31	52,9	45	126,3	97	210,8
Vendant la totalité de sa production	5	16,7	12	20,0	48	166,6	65	203,3

* Il peut s'agir d'autoconsommation (cf. définition page 2) ou de vergers en cours de constitution.

Attention : seule la proportion commercialisée de la production totale est connue, mais pas les volumes commercialisés. L'extrapolation des proportions commercialisées à de quelconques volumes ne doit pas être faite.

Répartition des surfaces affectées aux céréales



Evolution du nombre d'exploitations céréalières et surfaces occupées

	Prov. Iles Loyauté		Prov. Nord		Prov. Sud		Nelle-Calédonie	
	1991	2002	1991	2002	1991	2002	1991	2002
Nbre d'expl.	<3	0	44	51	61	29	106	80
Surf. occupées par les céréales* (ha)	ε	0	131,5	422,9	369,4	529,9	501,2	952,8
Superf. moyenne (ha)	nd	0	3,0	8,3	6,1	18,3	4,7	11,9

* Il est fort probable que les surfaces déclarées occupées par des céréales sur les Iles Loyauté en 1991 concernent en fait des cultures de maïs doux.

Céréales : doublement des surfaces depuis 1991

Les surfaces occupées par les céréales ont presque doublé depuis 1991, malgré la disparition de près d'1/4 des exploitations céréalières.

Les exploitations céréalières sont localisées sur la côte Ouest. La superficie moyenne des céréales sur ces exploitations est de 11,9 ha alors qu'elle n'était que de 4,7 en 1991. C'est en province Nord que les exploitations céréalières sont les plus nombreuses (contrairement à 1991) mais c'est en province Sud que les surfaces de céréales sont les plus étendues (cf. tableau page 68).

Cette forte croissance est la conséquence directe du plan de relance de la filière, officialisé depuis 1996 par conventions signées entre l'ERPA (Etablissement de Régulation des Prix Agricoles), les producteurs, les O.R.S. (organismes de réception et de stockage) et les provendiers. Parmi les céréales cultivées, le maïs est devenu fortement prédominant. Il occupe, en 2002, 44,1% des surfaces cultivées en céréales, contre 41,9% en 1991.

Evolution des surfaces* développées occupées par les céréales

(ha)	1991	2002
Blé tendre	148,6	26,5
Maïs	210,2	1 125,1
Sorgho	45,8	38,5
Autres céréales	46,7	5,0
Total	501,2	1 195,1

* Il s'agit de la totalité des superficies cultivées au cours de la campagne agricole de référence (du 1^{er} juillet au 30 juin).

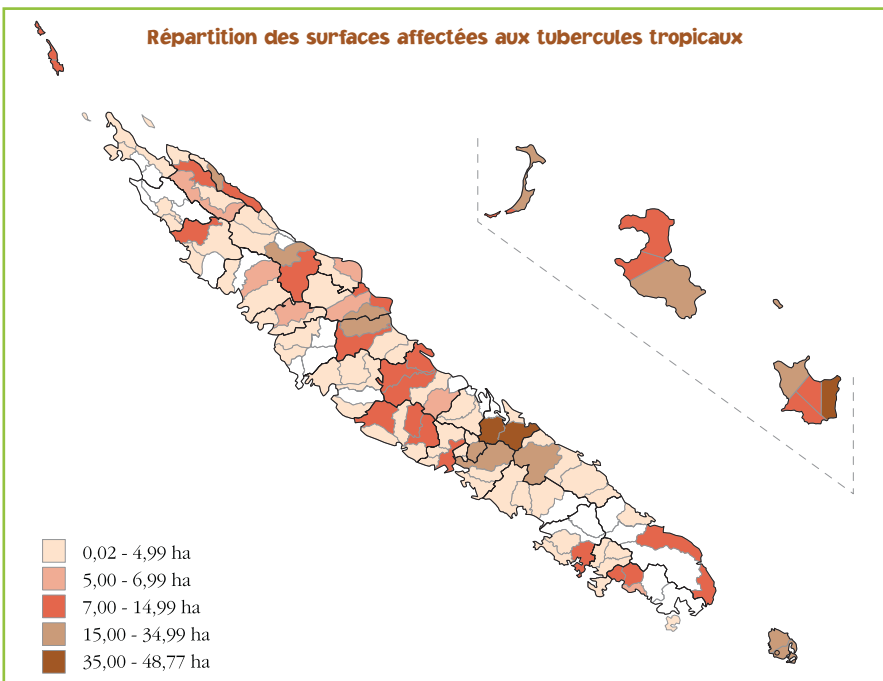
Tubercules tropicaux : présents sur 3/4 des exploitations

Les tubercules tropicaux* comprennent les ignames, le manioc, les patates douces, les taros bourbon, taros de montagne, et taros d'eau, ainsi que d'autres tubercules de moindre importance (waël, waélé, kapé...) classés dans les autres tubercules tropicaux.

* Appelés parfois improprement "culture vivrières".

Au total, 787,9 ha de SAU ont été déclarés occupés par les tubercules tropicaux en tant que culture principale (cf. tableau page 68). Mais plusieurs exploitants ont seulement déclaré le nombre de pieds plantés, ces der-

Répartition des surfaces affectées aux tubercules tropicaux



niers se trouvant en général au milieu de cultures associées ou de jardins potagers. La surface de ces cultures secondaires (cf. définition page 2) a alors été évaluée à 21,8 ha**. 4 055 exploitations (72,7% de l'effectif total) possèdent au moins 1 pied de tubercule tropical.

** Seuls les 787,9 ha de culture principale entrent dans le calcul de la SAU. Les 21,8 ha, correspondant aux cultures secondaires, sont généralement confondus avec les cultures associées et jardins potagers.

Les surfaces occupées par les tubercules tropicaux ont augmenté de 15,4% dans l'ensemble de la Nouvelle-Calédonie. Les trois-quarts de ces surfaces sont localisées dans la province des Iles Loyauté et en province Nord.

Aux Iles Loyauté (et en particulier à Ouvéa), les tubercules occupent une place importante puisqu'ils recouvrent 37,8% de la SAU, contre 0,4% pour les deux autres provinces. En province Nord, les 3/4 des surfaces occupées par les tubercules se situent sur la côte Est.

L'igname reste le premier tubercule cultivé en Nouvelle-Calédonie, mais les surfaces de patates douces ont presque triplé depuis 1991, cette augmentation provenant surtout de la province Sud. Les taros voient leurs surfaces augmenter de façon notable, en particulier les taros d'eau. A l'inverse, la culture du manioc est aujourd'hui moins répandue qu'en 1991, sa surface ayant diminué dans les trois provinces.

Les surfaces cultivées en tubercules tropicaux sont en général de taille modeste. En moyenne, l'exploitant affecte 25 ares à cette spéculation (16 ares en province des Iles Loyauté, 29 ares en province Nord et 34 ares en province Sud).

4 055 exploitations produisent des tubercules tropicaux. Parmi elles, 3 664 (90,4%) sont situées sur des terres soumises au droit coutumier et réservent 17 ares en moyenne à cette culture. 260 (6,4%) sont sur terres de droit privé et cultivent en moyenne 52 ares de tubercules tropicaux.

Evolution des surfaces affectées aux tubercules tropicaux

(ha)	Prov. Iles Loyauté		Prov. Nord		Prov. Sud		Nelle-Calédonie		%	
	1991	2002	1991	2002	1991	2002	1991	2002	1991	2002
Igname	122	107	137	156	48	68	307	332	43,7	41,0
Manioc	18	10	136	40	44	32	148	131	28,2	16,2
Patate douce	14	40	14	21	17	81	50	142	7,1	17,5
Taro bourbon	1	8	5	7	2	6	7	20	1,0	2,5
Taro de montagne	2	4	23	42	11	12	36	58	5,1	7,2
Taro d'eau	10	18	14	63	6	10	34	40	4,8	11,1
Autres tubercules	40	30	23	6	7	0	70	36	10,0	4,4
Total	212	216	358	384	133	210	702	810		
Province/NC (%)	30,2	26,7	51,0	47,4	18,4	25,4				

Attention : Les surfaces 2002 détaillées ci-dessous comprennent les cultures principales (787,9 ha inclus dans la SAU) ainsi que les cultures secondaires (21,8 ha non inclus dans le calcul de la SAU).

Parmi les 4 055 exploitations produisant des tubercules tropicaux, 45,8% en commercialisent au moins une partie et 17,7% en commercialisent au moins la moitié.

54,2% des exploitants qui cultivent des tubercules tropicaux les destinent exclusivement aux dons, aux échanges et/ou à l'autoconsommation (cf. définition page 2).

Les tubercules tropicaux ont une place particulièrement importante dans les dons et échanges coutumiers ; 66,7% des exploitations qui en produisent procèdent à des dons ou à des échanges.

Débouchés des productions de tubercules

	Prov. Iles Loyauté		Prov. Nord		Prov. Sud		Nelle-Calédonie	
	Nbre d'expl.	Surf. (ha)	Nbre d'expl.	Surf. (ha)	Nbre d'expl.	Surf. (ha)	Nbre d'expl.	Surf. (ha)
Cultures de tubercules tropicaux	1 564	215,7	1 748	383,4	643	210,0	4 055	804,7
Autoconsommation seulement	232	45,8	424	45,4	171	28,4	827	120,0
Aucune vente, mais pratiquant les échanges et les dons	624	71,0	573	127,0	168	20,4	1 370	214,0
Vendant moins de la moitié des produits	546	68,2	500	111,4	45	17,0	1 141	147,1
Vendant entre la moitié et la totalité de sa prod.	156	30,5	256	64,5	176	74,6	588	174,6
Vendant la totalité de sa prod.	1	0,3	45	34,6	83	64,2	124	44,0

Les surfaces correspondent à la somme des superficies occupées par les cultures principales (787,9 ha) et secondaires (21,8 ha).

Attention : seule la proportion commercialisée de la production totale est connue, mais pas les volumes commercialisés. L'extrapolation des proportions commercialisées à de quelconques volumes ne doit pas être faite.

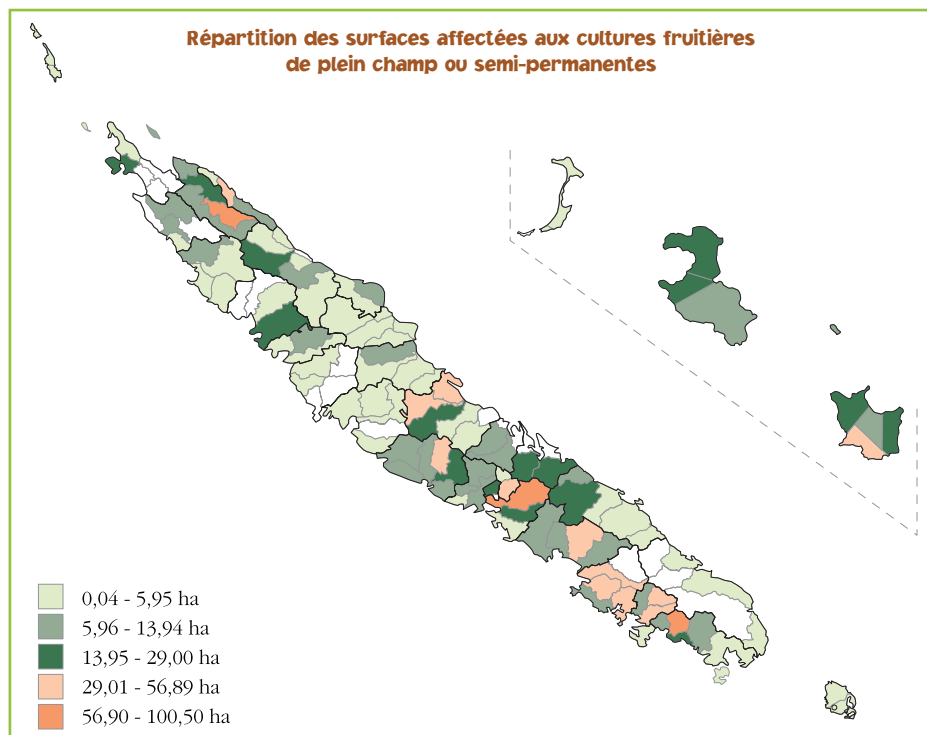
Cultures fruitières de plein champ et semi permanentes : 2/3 de bananiers

Elles comprennent les cultures d'ananas, de bananes (bananes dessert et à cuire – ou bananes poingo), les melons, les pastèques, les fraises, et autres petits fruits (framboises par exemple)*.

Au total, 648,0 ha de SAU ont été déclarés comme étant occupés par les cultures fruitières de plein champ et les fruits semi permanents, en tant que culture principale, par 1 647 exploitants (cf. tableau page 68).

* En 1991, seules les espèces cultivées sur des surfaces déclarées "pour la vente" ont été recensées dans le détail. Il n'est donc pas possible d'effectuer de comparaison entre les deux RGA.

Répartition des surfaces affectées aux cultures fruitières de plein champ ou semi-permanentes



Exploitations et surfaces occupées par espèce fruitière (en culture principale)

	Prov. Îles Loyauté		Prov. Nord		Prov. Sud		Nouvelle-Calédonie		
	Nbre d'expl.	Surf. (ha)	Nbre d'expl.	Surf. (ha)	Nbre d'expl.	Surf. (ha)	Nbre d'expl.	Surf. (ha)	%
Ananas	68	1,9	325	26,9	130	60,3	523	89,1	12,8
Banane dessert	156	7,7	942	252,9	247	71,1	1 345	331,7	47,5
Banane poingo	89	3,2	708	125,8	122	15,1	919	144,1	20,6
Fraise	1	ε	3	ε	4	7,2	9	7,2	1,0
Melon	10	0,2	18	8,1	22	26,2	50	34,5	4,9
Pastèque	15	0,2	51	32,1	49	54,6	115	86,9	12,4
Autres fruits	52	0,7	17	1,1	5	2,8	74	4,5	0,6
Total	13,9		446,9		237,3		698,0		100
Province/NC (%)		2,0		64,0		34,0		100	

Débouchés des productions fruitières de plein champ et semi permanentes

	Prov. Îles Loyauté		Prov. Nord		Prov. Sud		Nouvelle-Calédonie	
	Nbre d'expl.	Surf. (ha)	Nbre d'expl.	Surf. (ha)	Nbre d'expl.	Surf. (ha)	Nbre d'expl.	Surf. (ha)
Cultures fruitières de plein champ ou semi permanentes	1 264	51,5	1 756	526,7	731	304,2	3 751	882,4
Autoconsommation	915	30,4	689	128,8	451	94,5	2 055	253,6
Aucune vente, mais pratiquant les échanges et les dons	148	4,2	316	77,9	19	3,3	483	85,3
Vendant moins de la moitié des produits	171	12,6	447	144,6	37	9,0	655	166,3
Vendant entre la moitié et la totalité de sa prod.	47	4,3	249	100,1	143	84,6	439	189,0
Vendant la totalité de sa prod.	1	ε	65	75,4	85	112,8	151	188,2

Les surfaces correspondent à la somme des superficies occupées par les cultures principales (698 ha) et secondaires (184,4 ha).

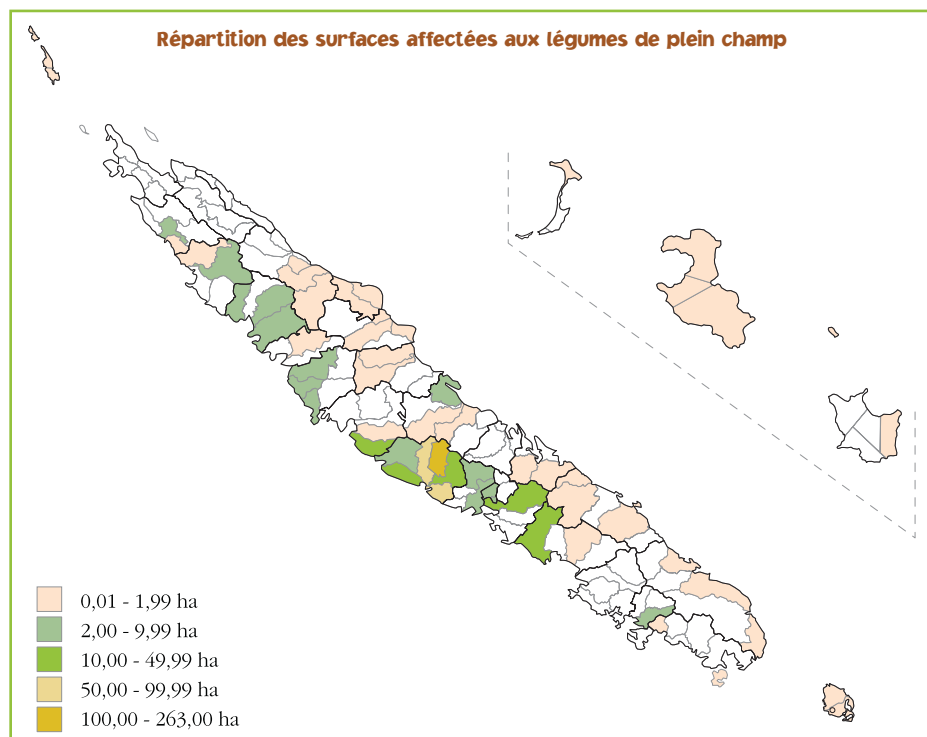
Attention : seule la proportion commercialisée de la production totale est connue, mais pas les volumes commercialisés. L'extrapolation des proportions commercialisées à de quelconques volumes ne doit pas être faite.

En plus de ces surfaces, un grand nombre de bananiers (banane dessert et banane poingo – ou à cuire) et de pieds d'ananas sont assimilés à des cultures secondaires et seul le nombre de pieds a alors été déclaré. Ces pieds dispersés, situés dans les cours, en bordure de parcelles ou au milieu de cultures associées, ne sont pas inclus dans le calcul de la SAU. L'ensemble de ces cultures secondaires (cf. définition page 2) aurait une surface évaluée à 184,4 ha.

Sur les 3 751 exploitations cultivant au moins un fruit de plein champ ou semi permanent, un grand nombre n'utilise que de petites surfaces. Seules 1 351 cultivent au moins 10 ares d'espèces fruitières de plein champ et semi permanentes.

Les bananiers (bananes dessert et bananes poingo) couvrent les 2/3 des surfaces occupées par les cultures fruitières de plein champ et semi permanentes. Les 3/4 des surfaces plantées en bananiers sont situés en province Nord. Les 3/4 des exploitations des provinces Îles Loyauté et Nord ont des bananiers contre 1/3 en province Sud.

Les fruits de plein champ et semi permanents sont essentiellement composés de bananes qui sont destinées, dans la majorité des cas, à l'autoconsommation (cf. définition page 2) ainsi qu'aux dons et aux échanges. Seuls 15,7% des producteurs vendent au moins la moitié de leur production fruitière.

Les légumes de plein champ à 93% dans les Sud


Les légumes de plein champ, parfois appelés “cultures industrielles”, comprennent les squashes, les pommes de terre de saison ou de conservation, les oignons secs et les haricots secs. Par exploitation, les surfaces moyennes affectées à cette spéculation (2,3 ha) sont bien plus grandes que pour les légumes frais (0,8 ha).

• Effectifs et répartition

Sur l'ensemble de la Nouvelle-Calédonie, 251 exploi-

tants agricoles ont déclaré cultiver des légumes de plein champ sur une surface de 622,1 ha (cf. tableau page 67).

Les squashes n'existaient quasiment pas en 1991, les premières productions significatives ayant eu lieu en 1993. Cette culture, essentiellement destinée à l'exportation vers le Japon, s'est considérablement développée et occupe en 2002 plus de la moitié des

surfaces en légumes de plein champ, supplantant la pomme de terre. Les oignons secs se sont également fortement développés, leur surface a été multipliée par 5 depuis 1991. L'essentiel des surfaces de légumes de plein champ, et de squash en particulier, se situe en province Sud.

Parmi les 144 exploitants cultivant des légumes de plein champ, 122 ont déclaré vendre au moins la moitié de leurs productions et représentent 94,5% des surfaces développées.

Légumes frais* : à 80% dans la province Sud

725 exploitants ont déclaré 551,8 ha de SAU occupés par des cultures légumières** en culture principale (cf. tableau page 67). Cependant, dans de nombreux cas, les légumes frais sont associés à d'autres cultures (la culture est alors considérée comme étant secondaire). La surface totale réservée aux légumes frais (comme culture principale et culture secondaire) est évaluée à 790,8 ha.

80% des surfaces développées (cf. définition page 4) se localisent en province Sud, à proximité des principaux centres de consommation. Même avec de petites surfaces, cette activité est une source de revenu pour un bon nombre d'exploitants des provinces Nord et Îles Loyauté.

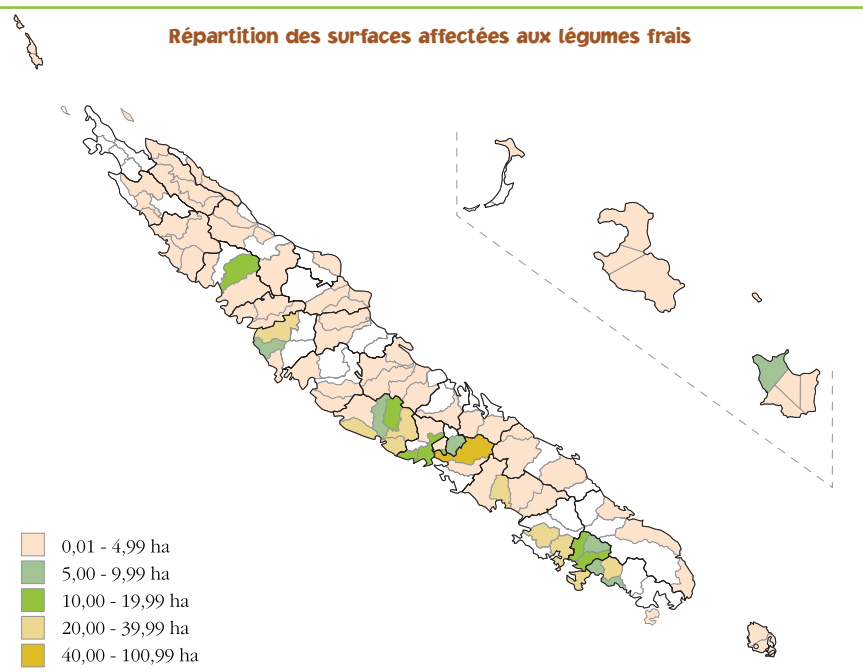
* Les comparaisons relatives aux légumes frais, entre les données de 1991 et celles de 2002, ne sont pas possibles car, en 1991, seule la surface occupée par les légumes et fruits de plein champ, toutes espèces confondues, était déterminée. Le détail n'était effectué que pour les légumes et fruits de plein champ destinés à la vente. Par ailleurs, certains produits (chouchoute, légumes verts, maïs doux et certaines pommes de terre) étaient comptés dans les cultures dites vivrières.

** Liste des légumes frais : ail, aubergine, brocolis, carotte, céleri, chou de chine, chou rouge, chou vert, chouchoute, chou-fleur, citrouille, concombre, courgette, échalote, haricot beurre, haricot chinois, haricot vert, maïs doux, navet, oignon vert (cive), persil, piment, poireau, poivron, pomme de terre nouvelle, radis, salade, tomate, fines herbes.

Exploitations et surfaces affectées aux légumes de plein champ

	Prov. Îles Loyauté		Prov. Nord		Prov. Sud		Nouvelle-Calédonie		
	Nbre d'expl.	Surf. (ha)	Nbre d'expl.	Surf. (ha)	Nbre d'expl.	Surf. (ha)	Nbre d'expl.	Surf. (ha)	%
Haricots secs	2	0,1	12	7,8	4	1,5	18	9,4	1,5
Oignons secs	0	0,0	10	13,9	34	85,5	44	99,3	16,0
Squashes	0	0,0	6	4,1	48	343,2	54	347,3	55,8
Pommes de terre	8	0,8	33	18,7	76	146,6	117	166,0	26,7
Total		0,9		44,5		576,8		622,1	100
Province/NC (%)		0,1		6,4		82,6		100	

Répartition des surfaces affectées aux légumes frais



Surfaces développées occupées par les légumes*

	Prov. Îles Loyauté Surf. (ha)	Prov. Nord Surf. (ha)	Prov. Sud Surf. (ha)	Nouvelle-Calédonie Surf. (ha)	%
Ail	0,0	€	1,2	1,2	0,2
Aubergine	€	1,0	17,6	18,6	2,4
Brocolis	€	0,1	4,8	5,0	0,6
Carottes	1,4	4,0	91,3	101,7	12,9
Céleri	€	€	0,6	0,7	0,1
Chou de chine	1,8	4,5	21,7	28,0	3,5
Chou rouge	0,4	0,2	4,3	4,8	0,6
Chou vert	3,4	3,6	85,0	92,1	11,6
Chouchoute	3,8	3,4	1,2	8,3	1,0
Chou-fleur	€	0,0	5,4	5,4	0,7
Citrouille	0,7	1,6	12,6	14,9	1,9
Concombre	1,9	22,9	87,3	112,2	14,2
Courgette	0,8	16,8	67,3	84,9	10,7
Échalote	0,2	€	0,2	0,4	0,1
Haricot beurre	0,0	0,2	0,6	0,8	0,1
Haricot chinois	0,0	0,3	0,2	0,5	0,1
Haricot vert	0,5	2,6	19,3	22,4	2,8
Maïs doux	6,2	19,6	11,7	37,5	4,7
Navet	0,2	6,1	8,2	14,6	1,8
Oignon vert	0,5	0,4	5,1	6,0	0,8
Persil	0,2	0,2	5,1	5,5	0,7
Piment	€	€	0,2	0,2	€
Poireau	0,8	0,9	8,8	10,5	1,3
Poivron	0,1	2,7	21,6	24,4	3,1
Pomme de terre nouvelle	4,3	4,6	42,0	50,9	6,4
Radis	0,1	0,2	4,2	4,5	0,6
Salade	4,2	11,0	68,0	83,2	10,5
Tomate	4,3	9,4	35,0	48,8	6,2
Fines herbes	0,0	0,1	0,7	0,8	0,1
Autres légumes	0,3	0,6	1,2	2,1	0,3
Total	36,4	122,0	632,4	790,8	100,0
Province/NC (%)	4,6	15,4	80,0	100,0	

* Certains exploitants ont déclaré le nombre de pieds cultivés. Les surfaces correspondantes ont alors été calculées selon les densités indiquées en annexe, page 60.

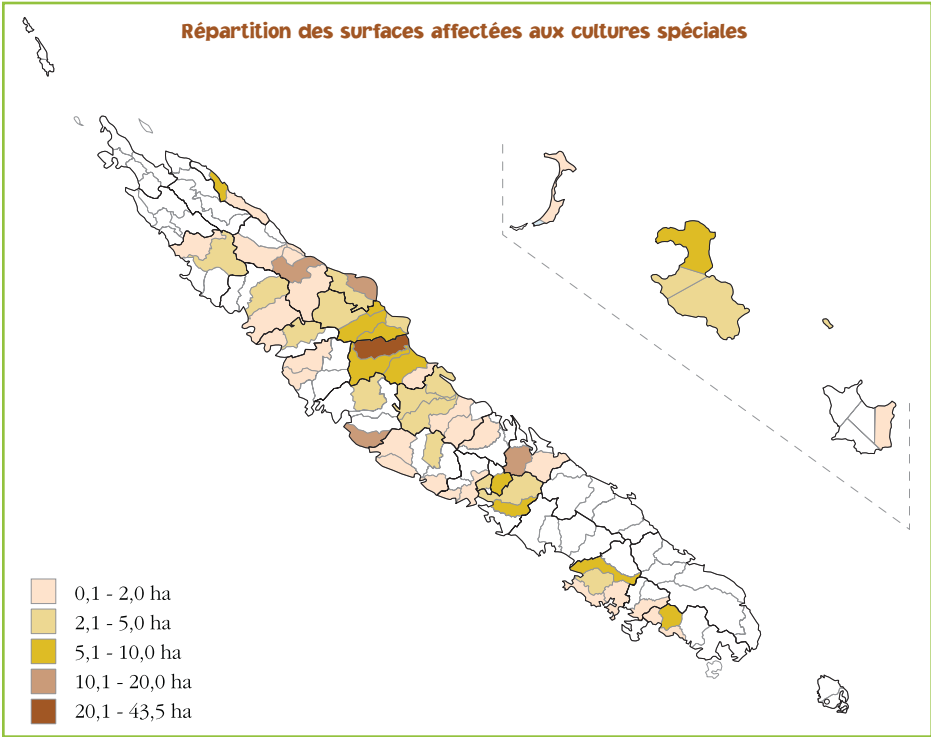
Débouchés des productions* de légumes								
	Prov. Iles Loyauté		Prov. Nord		Prov. Sud		Nouvelle-Calédonie	
	Nbre d'expl.	Surf. (ha)	Nbre d'expl.	Surf. (ha)	Nbre d'expl.	Surf. (ha)	Nbre d'expl.	Surf. (ha)
Cult. de légumes frais	1 040	36,4	545	122,0	421	632,4	2 106	740,8
Autoconsommation	246	4,2	350	8,2	137	14,5	733	26,4
Aucune vente, mais pratiquant les échanges et les dons	243	7,4	37	1,3	8	2,2	338	10,4
Vendant moins de la moitié des produits	450	17,6	117	7,0	31	2,3	548	26,4
Vendant entre la moitié et la totalité de sa prod.	44	7,0	44	7,7	100	252,3	248	267,1
Vendant la totalité de sa prod.	2	0,2	42	47,7	145	361,1	184	454,0

* 239 maraîchers produisent également des légumes de plein champ.
Les surfaces correspondent à la somme des superficies occupées par les cultures principales (551,8 ha) et secondaires (239,0 ha).
Attention : seule la proportion commercialisée de la production totale est connue, mais pas les volumes commercialisés. L'extrapolation des proportions commercialisées à de quelconques volumes ne doit pas être faite.

Les concombres arrivent en première place sur l'ensemble des surfaces développées, suivis des carottes, des choux verts, des courgettes et des salades. A eux cinq, ces légumes occupent 60,0% des surfaces maraîchères développées.

Un peu moins de la moitié des exploitations produisant des légumes frais en commercialisent au moins une partie, et 8,4% en commercialisent la totalité. Les 437 exploitants (20,7%) vendant au moins la moitié de leur production de légumes frais représentent 41,8% de la surface totale développée.

Cultures spéciales : caféiers en forte diminution



Caféiers et vanilliers représentent les principales cultures spéciales présentes en Nouvelle-Calédonie. Les plantes médicinales et les épices sont cultivés de manière anecdotique. Les cocoteraies sont naturelles,

le cocotier n'étant quasiment plus cultivé à des fins de production de noix ou de coprah : c'est pourquoi les cocoteraies ne sont pas intégrées dans les surfaces "cultures spéciales" ci-après décrites.

Evolution des superficies occupées par les cultures spéciales hors cocoteraies										
(ha)	Prov. Iles Loyauté		Prov. Nord		Prov. Sud		Nouvelle-Calédonie		% NC	
	1991	2002	1991	2002	1991	2002	1991	2002	1991	2002
Café arabica	0,1	0,0	201,5	42,7	44,8	60,8	246,3	103,6	26,4	40,4
Café robusta	0,0	0,0	663,0	118,8	51,6	4,2	714,6	128,0	72,1	44,4
Vanille	1,5	18,6	3,6	3,1	1,1	1,6	6,2	23,3	0,6	4,1
Plantes médicinales	0,0	0,0	0,3	0,0	0,8	1,3	1,1	1,3	0,1	0,5
Épices diverses et autres	0,4	€	0,2	0,0	2,1	0,1	2,7	0,1	0,3	0,0
Total	2,0	18,6	868,62	164,6	150,4	73,0	1 021,0	256,4		
Province/NC (%)	0,2	7,3	85,0	64,2	14,7	28,5				

cf. répartition des cultures spéciales par commune page 69
Attention : Les surfaces détaillées ci-dessus comprennent les cultures principales (245,0 ha inclus dans la SAU) ainsi que les cultures secondaires (11,4 ha non inclus dans le calcul de la SAU).

Le café : des surfaces en diminution de 73%

La forte diminution des surfaces occupées par les cultures spéciales (-74,4%) est essentiellement imputable à la disparition des caféières, dont les surfaces ont diminuée de 77,1% depuis 1991.

Une grande partie des parcelles n'a pas fait l'objet de commercialisation du café en 2002, notamment parce que le GAPCE (groupement agricole des producteurs de la côte est) n'a pu obtenir de prêt de campagne cette année là. Si cette situation perdurait, on pourrait assister à une désaffectation de l'activité.

En province Sud, peu d'exploitants vendent du café, mais la plupart d'entre eux ont de jeunes caféières qui entreront en production dans les prochaines années. Il convient en outre de noter que plusieurs projets de plantation de café étaient en cours au moment du recensement de 2002. Les surfaces préparées à cet effet, parfois importantes, n'ont pas été recensées comme caféières, les plants n'étant pas encore en place à cette période.

La vanille : une culture des Îles Loyauté

Contrairement à l'activité café, la vanille a progressé de façon spectaculaire. Le nombre de producteurs a augmenté de 64,4% et les surfaces ont quadruplé. Cette progression touche particulièrement la province des Îles Loyauté où, depuis 1991, les surfaces ont été multipliées par 13 et représentent 74,8% des surfaces calédoniennes (cf. tableau page 64).

Les surfaces déclarées sur la province des Îles Loyauté paraissent très importantes. Il s'agit probablement de très jeunes plantations, mises en place grâce à quelques producteurs qui ont initié une dynamique suivie par la province.

La production de vanille reste encore une activité très artisanale et familiale*. La moitié seulement des producteurs a 50 pieds ou plus de vanille et seuls 17,1% vendent au moins la moitié de leur production. Les efforts menés pour développer cette spéculation, notamment en province des Îles Loyauté, devraient porter leurs fruits dans les années à venir.

* En 2003, la production de vanille est estimée à 200 kg (source : ARBO-FRUITES).

Le cocotier : essentiellement utilisé pour le coprah à Ouvéa

La Nouvelle-Calédonie possède un climat tout juste favorable à la croissance du cocotier qui apprécie des températures un peu plus élevées. On le trouve donc principalement dans les régions les moins froides : à Ouvéa et dans le Nord de la Nouvelle-Calédonie.

S'il pouvait exister quelques cocotiers cultivés en 1991, il n'y en a quasiment plus en 2002. Les cocoteraies sont naturelles, parfois à peine entretenues (nettoyage succinct) pour faciliter le ramassage des noix, en particulier à Ouvéa pour la production de coprah. L'exploitation liée au cocotier (cocos secs ou verts, coprah) s'apparente plus à une activité de cueillette qu'à une véritable culture du cocotier. Pour cette raison, on ne peut pas considérer le cocotier au même titre que le café, la vanille, les plantes médicinales et autres épices diverses, véritables cultures spéciales.

Evolution de la culture du café

	Prov. Îles Loyauté		Prov. Nord		Prov. Sud		Nlle-Calédonie	
	1991	2002	1991	2002	1991	2002	1991	2002
Nbre d'expl. ayant au moins 1 pied de café	3	1	1 638	243	259	58	1 900	302
Surface (ha)	0,1	€	864,5	161,5	146,4	70,1	1 010,9	231,6
Nbre vendant du café	0	0	1 621	131	171	9	1 792	140
Ayant comme surface café (ha)	0	0	753,1	26,7	122,5	4,0	875,6	30,7
Nbre commercialisant au moins la moitié de sa prod.	nd	0	nd	125	nd	9	nd	134
Ayant comme surface café (ha)	nd	0	nd	24,7	nd	4,0	nd	28,7

Attention : seule la proportion commercialisée de la production totale est connue, mais pas les volumes commercialisés. L'extrapolation des proportions commercialisées à de quelconques volumes ne doit pas être faite.

La culture de vanille en 2002

	Province des Îles Loyauté	Province Nord	Province Sud	Nouvelle-Calédonie
Nbre d'expl. ayant au moins 1 pied de vanille	148	25	37	210
Surface (ha)	18,6	3,1	1,6	23,3
Nbre ayant 2 ares ou plus	68	3	4	75
Nbre vendant de la vanille	35	7	3	45
Ayant comme surface vanille (ha)	10,1	3,1	1,0	14,2
Nbre vendant au moins 50% de sa production	27	6	3	36

Attention : seule la proportion commercialisée de la production totale est connue, mais pas les volumes commercialisés. L'extrapolation des proportions commercialisées à de quelconques volumes ne doit pas être faite.

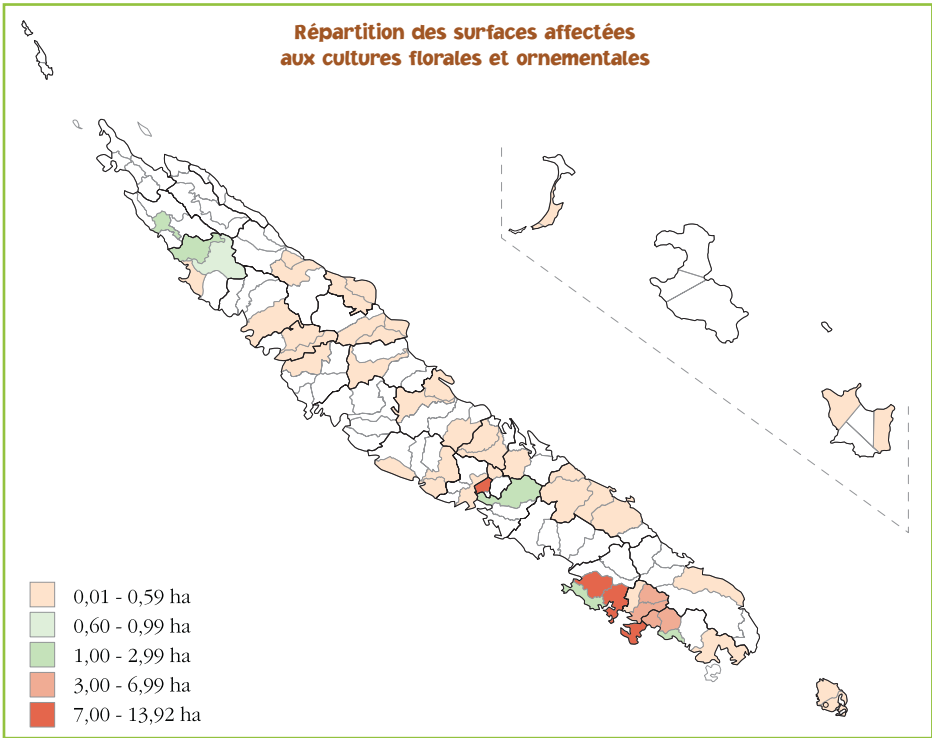
L'exploitation du cocotier est très localisée. Elle existe sur l'île d'Ouvéa pour la production du coprah et à Pouébo pour la production de cocos secs et frais. Dans le reste de la Nouvelle-Calédonie, le ramassage des noix de coco reste anecdotique.

Seule la commune d'Ouvéa produit du coprah et l'huile en est extraite sur place depuis 1992. Parmi les exploitations agricoles d'Ouvéa qui ont été recensées, 105 ont déclaré produire et vendre du coprah à l'huilerie. L'huile est utilisée à Ouvéa comme carburant et pour la savonnerie (cette dernière vendant sur la grande terre). De nombreuses petites unités de production familiales sont à l'origine de cette production, mais beaucoup n'ont cependant pas été recensées en tant qu'exploitations agricoles, leur dimension économique étant trop réduite. Toutefois, on sait qu'en 2002, 211 familles ont produit 118 tonnes de coprah (source : ERPA/DAVAR). Le rendement moyen de la cocoteraie naturelle d'Ouvéa étant de l'ordre de 0,5 tonne/ha, on peut évaluer l'équivalent de la surface de la cocoteraie exploitée à environ 240 ha**.

** La cocoteraie d'Ouvéa couvre environ 3 000 ha.

A Pouébo, une vingtaine d'exploitants agricoles ont déclaré vendre des cocos secs ou verts. Cette activité de cueillette est certainement partagée par un nombre plus important de producteurs sur l'ensemble du territoire calédonien, non recensés en tant qu'exploitants agricoles. La production commercialisée de noix de coco est quasiment inexistante dans le reste de la Nouvelle-Calédonie.

Cultures florales ou ornementales : les surfaces ont quadruplé et restent dans le Sud



Bien qu'elles ne représentent encore qu'une très petite part de la surface affectée aux cultures (1,1%), les cultures de fleurs et de plantes ornementales ont pris une ampleur non négligeable depuis 1991. Les surfaces

affectées à cette spéculation, en tant que culture principale, ont presque quadruplé, passant de 19,6 à 77,1 ha et le nombre de producteurs a presque doublé passant de 75 à 147 (cf. page 70).

Exploitations et surfaces affectées aux cultures florales ou ornementales									
	Prov. Iles Loyauté		Prov. Nord		Prov. Sud		Nouvelle-Calédonie		
	Nbre d'expl.	Surf. (ha)	Nbre d'expl.	Surf. (ha)	Nbre d'expl.	Surf. (ha)	Nbre d'expl.	Surf. (ha)	%
Fleurs à couper	6	0,2	16	1,9	44	18,7	66	20,8	27,0
Arbres & arbustes d'ornement	5	0,6	16	2,6	31	24,5	52	27,7	35,9
Plantes ornement. sous serre ou abri	4	0,1	15	0,5	40	10,0	54	10,6	13,7
Plantes ornement. de plein champ	0	0,0	3	0,1	19	17,8	22	17,9	23,2
Total	15	0,9	42	5,1	90	71,1	147	77,1	100
Province/NC (%)		1,2		6,6		92,2		100	

Attention : Les surfaces détaillées ci-dessous comprennent les cultures principales (76,0 ha inclus dans la SQU) ainsi que les cultures secondaires (1,1 ha non inclus dans le calcul de la SQU).

Débouchés des productions de fleurs et plantes ornementales							
	Prov. Iles Loyauté		Prov. Nord		Prov. Sud		Nouvelle-Calédonie
	Nbre d'expl.	Surf. (ha)	Nbre d'expl.	Surf. (ha)	Nbre d'expl.	Surf. (ha)	Nbre d'expl. (ha)
Plantes ornementales	15	0,9	42	5,1	90	71,1	147 77,1
Autoconsommation	10	0,4	19	2,6	22	9,9	51 12,8
Pratiquant les échanges et les dons	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0 0,0
Vendant moins de la moitié des produits	1	0	4	0,2	7	2,6	12 2,8
Vendant entre la moitié et la totalité de sa prod.	2	0,1	7	1,3	14	16,9	23 18,2
Vendant la totalité de sa prod.	2	0,5	12	1,1	47	41,7	61 43,3

Attention : seule la proportion commercialisée de la production totale est connue, mais pas les volumes commercialisés. L'extrapolation des proportions commercialisées à de quelconques volumes ne doit pas être faite.

L'activité horticole ornementale est essentiellement concentrée en province Sud. D'une manière générale, de très petites surfaces sont réservées à cette spéculation pouvant dégager un chiffre d'affaires élevé : sur les 147 producteurs, 71 ont 10 ares ou plus de fleurs ou de plantes ornementales, dont 59 en province Sud et 11 en province Nord.

Les fleurs et plantes ornementales ne font que très peu l'objet de dons et échanges : seuls une vingtaine d'exploitants réservent une partie de leur production à cet effet.

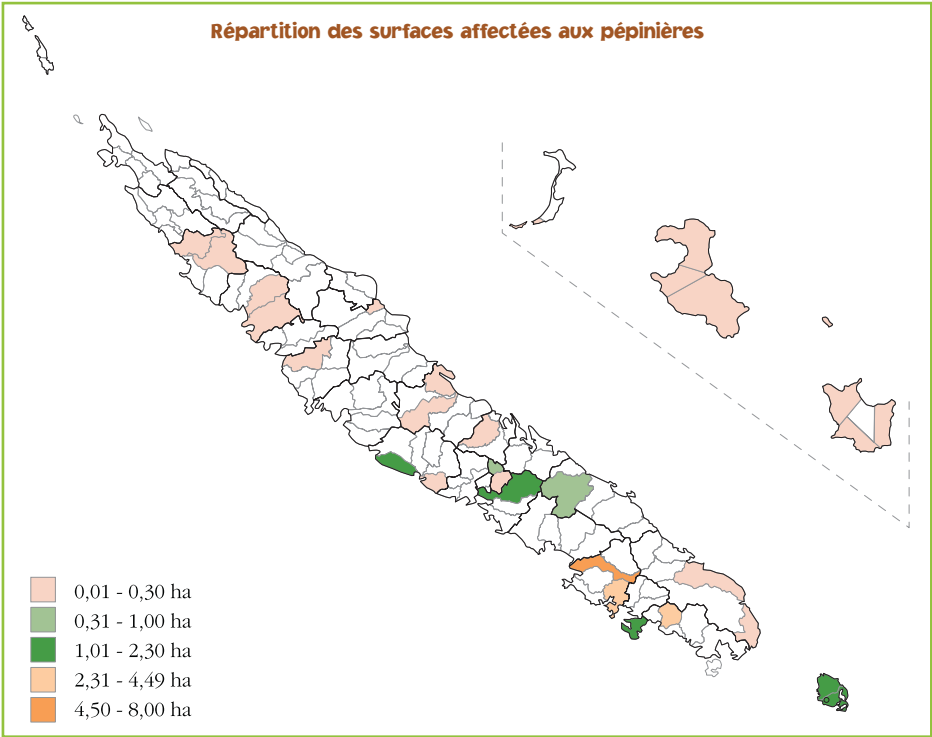
Les 84 producteurs de fleurs et de plantes d'ornement (57,1% de l'effectif) commercialisant au moins la moitié de leur production représentent 74,8% des surfaces cultivées pour les fleurs et plantes ornementales.

Les pépinières de plants forestiers, fruitiers, caféiers... : triplement des surfaces, situées à 93% dans le Sud

43 exploitants ont déclaré avoir une pépinière pour la production de plants forestiers, plants fruitiers, caféiers ou autres plantes non ornementale, sur une surface totale de 25,7 ha (cf. tableau page 70). Ils étaient 29 exploitants sur une surface déclarée de 9,0 ha en 1991.

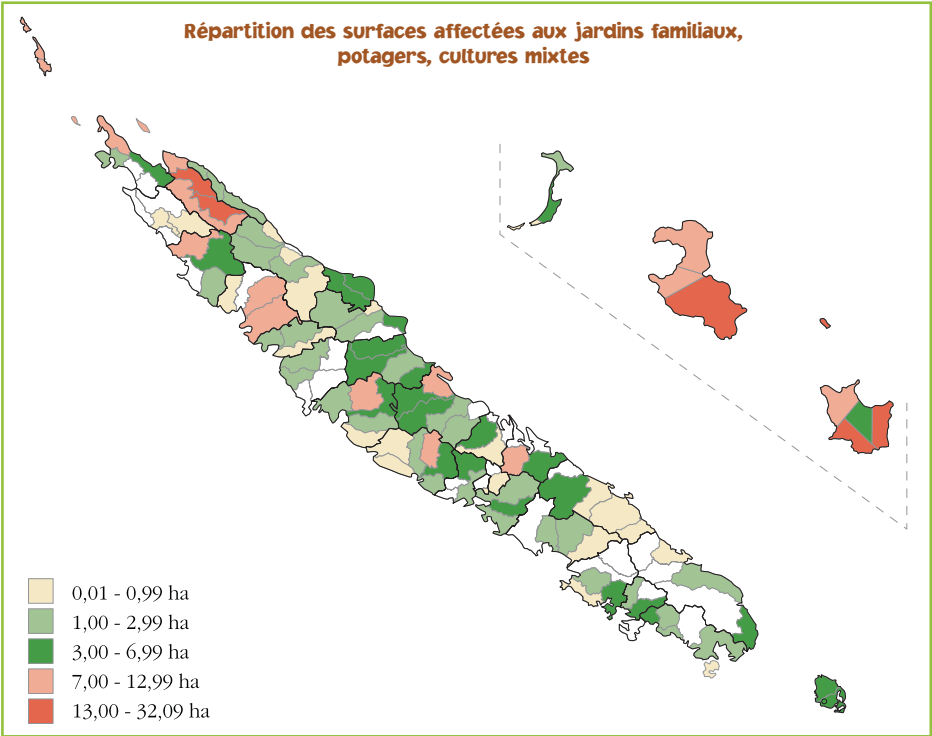
Comme en 1991, la quasi-totalité des surfaces de pépinières sont situées en province Sud.

Surfaces occupées par les pépinières									
	Prov. Iles Loyauté		Prov. Nord		Prov. Sud		Nelle-Calédonie		
	Nbre d'expl.	Surf. (ha)	Nbre d'expl.	Surf. (ha)	Nbre d'expl.	Surf. (ha)	Nbre d'expl.	Surf. (ha)	%
Ayant pépinière sous serre ou abri	8	0,2	9	0,4	13	3,7	30	4,3	16,7
Ayant pépinière de plein champ	1	ε	7	1,2	14	20,3	22	21,5	83,3
Total	9	0,2	15	1,6	20	24,0	44	25,8	100,0



Jardins familiaux et cultures associées : très importants aux Îles Loyauté

Les jardins familiaux, ou potagers, ont, en général, une superficie inférieure à 10 ares et se composent de plusieurs cultures associées (légumes frais, tubercules tropicaux, arbres fruitiers isolés, bananiers, ananas, cocotiers, etc*), la plupart du temps destinées à l'autoconsommation. Il s'agit essentiellement de champs conduits dans le cadre d'une agriculture familiale. Certaines parcelles dépassent les 10 ares mais l'ordonnancement des cultures rend impossible l'évaluation de la surface occupée par chacune d'elles. Les jardins familiaux et cultures associées occupent 0,3% de la superficie agricole entretenue.



* Lorsque le nombre de pieds a été déclaré au cours du recensement, la surface calculée correspondante (en affectant les coefficients de densité) est incluse dans les surfaces occupées par les productions secondaires décrites dans les paragraphes précédents, expliquant la différence existant entre les surfaces déclarées (productions principales) et les surfaces totales (productions principales et productions secondaires).

La province Nord et la province des Îles Loyauté concentrent 82,7% des superficies affectées à ce type de cultures (cf. tableau page 70). Aux Îles Loyauté, les cultures associées représentent une part non négligeable de la superficie agricole entretenue (21,7%), alors qu'elles sont insignifiantes

sur les deux autres provinces. Le caractère familial et traditionnel des pratiques culturales, beaucoup plus marqué aux Îles Loyauté qu'ailleurs, ainsi que la prédominance des élevages bovins en provinces Nord et Sud, expliquent cet état de fait.

Evolution des surfaces occupées par les jardins familiaux, potagers et cultures associées*

	Prov. Îles Loyauté		Prov. Nord		Prov. Sud		Nelle-Calédonie	
	1991	2002	1991	2002	1991	2002	1991	2002
Nbre d'expl.	612	753	423	893	240	323	1 275	1 969
Surface (ha)	81,7	113,8	40,3	237,4	33,2	73,8	205,2	425,4
Surface moy. (ha)	0,13	0,15	0,21	0,27	0,14	0,23	0,16	0,22
SAE (%)	4,5	21,7	0,1	0,4	0,0	0,1	0,1	0,3

* du cours du recensement 2002, une partie importante des arbres fruitiers isolés a été incluse dans les cultures associées, alors qu'ils étaient comptabilisés à part en 1991. C'est la raison de l'importante augmentation des surfaces relevées en cultures associées.

Jachères et autres terres arables : des surfaces difficiles à comptabiliser

Pour les raisons déjà évoquées, les données concernant les jachères (cf. définition page 3) sont à prendre avec une grande précaution. En effet, la

comparaison des données du RGA de 1991 avec celles du RGA de 2002 révèle des incohérences, notamment sur les Îles Loyauté.

À titre indicatif, les données concernant les jachères sont les suivantes :

Evolution des surfaces en jachères

(ha)	Prov. Îles Loyauté		Prov. Nord		Prov. Sud		Nelle-Calédonie	
	1991	2002	1991	2002	1991	2002	1991	2002
Surface totale	2 354	16	423	391	404	1 195	3 685	1 602
Moyenne par expl.	4,7	0,2	1,0	1,0	1,0	5,6	2,0	2,4

Les surfaces hors SAU



Pour les mêmes raisons que pour les jachères, les données ci-dessous sont à prendre avec une grande prudence, en particulier sur la province des Îles où les surfaces de 1991 paraissent surévaluées, et peu en rapport avec les autres surfaces ; que ce

soit pour les friches improductives (cf. définition page 3), les sols des bâtiments et les cours, ou les forêts naturelles.

Les chiffres présentés ci-dessous sont donnés à titre indicatif.

Les friches improductives : 17 000 ha en 2002

Evolution des surfaces occupées par les friches improductives

(ha)	Prov. Îles Loyauté		Prov. Nord		Prov. Sud		Nelle-Calédonie	
	1991	2002	1991	2002	1991	2002	1991	2002
Surface totale	14 221	165	5 191	8 350	7 864	8 719	27 280	17 234
Nbre d'expl. ayant une friche	702	98	1 164	430	457	417	2 323	945
Surface moyenne	20,6	1,7	4,4	19,4	17,2	20,9	11,7	18,2

Les sols des bâtiments et les cours : près de 1 800 ha en 2002

Evolution des surfaces occupées par les bâtiments et les cours

(ha)	Prov. Îles Loyauté		Prov. Nord		Prov. Sud		Nelle-Calédonie	
	1991	2002	1991	2002	1991	2002	1991	2002
Surface totale	1 138,7	253,4	1 456,5	741,1	1 106,9	760,8	3 702,1	1 755,3
Nbre d'expl. concernées	1 407	1 538	2 430	1 588	1 302	1 540	6 139	4 666
Surface moyenne	0,6	0,2	0,5	0,5	0,9	0,5	0,6	0,4

Forêts et reboisement : des surfaces plutôt en régression

Le reboisement : environ les 2/3 en en pinus

Il s'agit de reboisements effectués sur des exploitations agricoles. Ces derniers ne doivent pas être

confondus ni avec les reboisements effectués à titre privé sur des terres n'appartenant pas à des exploitants agricoles, ni avec ceux effectués par les collectivités sur des surfaces couvrant plusieurs milliers d'hectares.

Evolution des surfaces reboisées en pinus								
(ha)	Prov. Iles Loyauté		Prov. Nord		Prov. Sud		Nelle-Calédonie	
	1991	2002	1991	2002	1991	2002	1991	2002
Surface totale	8,6	22,6	440,7	187,1	266,4	219,1	715,7	428,8
Nbre d'expl. concernées	6	11	271	85	155	77	432	173
Surface moyenne	1,4	2,1	1,6	2,2	1,7	2,8	1,7	2,5

Parmi ces reboisements en autres essences que le pinus, on notera le cas particulier du santal (*Santalum austrocaledonicum*), que l'on trouve presque exclusivement sur les îles Loyauté et sur l'île des Pins, dont l'exploitation est accompagnée d'une replantation, afin de renouveler la ressource naturelle.

D'après les données disponibles, il semblerait qu'aucune surface n'avait été plantée en santal sur les exploitations agricoles en 1991. Les efforts faits depuis sont encore modestes mais sont le signe

d'une volonté de développement durable de la filière santal en Nouvelle-Calédonie.

Plantations de santal en 2002				
	Province des Iles Loyauté	Province Nord	Province Sud	Nouvelle-Calédonie
Surface (ha)	2,8	0,1	3,1	6,0
Nbre d'expl. concernées	10	3	32	45
Surface moyenne	0,28	0,03	0,10	0,13

Evolution des surfaces reboisées hors pinus								
(ha)	Prov. Iles Loyauté		Prov. Nord		Prov. Sud		Nelle-Calédonie	
	1991	2002	1991	2002	1991	2002	1991	2002
Surface totale	10,6	1,1	119	70,7	47,7	131,7	227,3	203,5
Nbre d'expl. concernées	9	2	79	54	63	50	151	106
Surface moyenne	1,2	0,6	1,5	1,3	1,6	2,6	1,5	1,9

La forêt naturelle : en légère augmentation sur la grande terre

Il s'agit des surfaces couvertes en forêt naturelle faisant partie des exploitations agricoles. Sur les terres soumises au droit coutumier, les exploitations possèdent rarement des surfaces couvertes par de la forêt naturelle, cette dernière restant le plus souvent la propriété du clan ou de la tribu. C'est la raison pour laquelle, en province Nord et sur les îles Loyauté où les exploitations sont bien souvent composées de terres coutumières, la forêt naturelle

couvre des surfaces relativement faibles comparées à celle de la province Sud où le statut foncier de droit privé est plus représenté.

Sur la province des îles Loyauté, la forêt naturelle est généralement réservée à l'usage d'un clan ou d'une tribu, elle fait très rarement partie d'une exploitation agricole proprement dite. Par conséquent, la surface déclarée en 1991 sur les îles Loyauté, où les terres sont exclusivement claniques ou tribales, ne semble pas correspondre à la réalité.

Evolution des surfaces couvertes par la forêt naturelle								
(ha)	Prov. Iles Loyauté		Prov. Nord		Prov. Sud		Nelle-Calédonie	
	1991	2002	1991	2002	1991	2002	1991	2002
Surface totale	15 012,1	54,5	5 181,7	4 700,0	11 205,8	13 214,3	31 349,7	17 473,8
Nbre d'expl. concernées	891	42	653	142	481	242	2 025	426
surface moyenne	16,8	1,4	7,9	33,1	23,3	54,6	15,5	42,2

LES PRODUCTIONS ANIMALES

Les données du RGA concernent les effectifs d'animaux présents sur l'exploitation recensée, au jour du passage de l'enquêteur. Dans certains cas, les animaux peuvent ne pas appartenir à l'exploitant (animaux prêtés, mis à l'engrais dans une autre exploitation ...). Les actes commerciaux décrits sont ceux effectués au cours des 12 mois précédant le

passage de l'enquêteur. Un exploitant peut donc déclarer une activité commerciale et, après avoir tout vendu, ne pas avoir d'animaux sur son exploitation. Pour une meilleure compréhension des données, seules les activités commerciales des exploitations ayant des animaux au jour de l'enquête sont prises en compte.

Evolution générale depuis 1991



Des élevages moins nombreux mais de plus grande taille

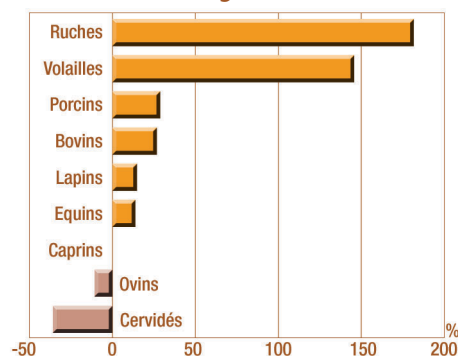
(Nbre)	1991		2002		Evolution (%)	
	Têtes	Expl.	Têtes	Expl.	Têtes	Expl.
Bovins	125 461	2 084	111 308	1 464	-11,3	-24,7
Porcins	30 367	3 401	25 447	2 603	-16,2	-33,3
Ovins	3 651	37	2 247	26	-37,1	-24,7
Caprins	16 448	826	8 130	407	-50,7	-50,7
Equins	11 425	1 462	7 512	1 144	-34,2	-41,4
Cervidés	12 523	56	14 361	78	14,7	34,3
Volailles	364 671	4 400	382 838	1 854	3,6	-57,8
Lapins	8 124	114	7 741	100	-4,1	-16,0
Ruches	2 403	344	1 471	102	-18,0	-70,8

Les productions animales concernent 4 357 exploitations (78,2% de l'ensemble des exploitations) quel que soit le type d'élevage. Elles intéressent 42,7% des exploitations sur la province des Îles Loyauté, 70,4% sur la province Nord et 74,4% sur la province Sud. Les élevages de bovins prédominent en provinces Nord et Sud. En province des Îles Loyauté, les élevages de porcs sont présents dans 4 exploitations sur 10. Depuis 1991, pour l'ensemble de la Nouvelle-Calédonie, le nombre d'élevages a diminué pour toutes les spéculations animales, excepté les cervidés. Les effectifs des cheptels* ont également diminué, à

l'exception des volailles et des cervidés.

* Pour l'apiculture, c'est le nombre de ruches qui a été recensé.

Evolution de la taille moyenne des élevages 1991-2002



Avec la disparition d'un grand nombre de petits élevages familiaux, l'aviculture a perdu plus de 2 500 éleveurs en 11 ans. Le même phénomène a frappé les porcins qui ont perdu 1 300 éleveurs.

Si le nombre d'élevages a diminué parfois de façon importante, la taille moyenne des élevages a, par contre, augmenté.

D'une manière générale, la Nouvelle-Calédonie est aujourd'hui pourvue d'élevages moins nombreux mais de plus grande taille.

Le cheptel bovin



1 exploitation sur 4 possède des bovins viande

(Nbre)	Prov. Îles Loyauté			Prov. Nord			Prov. Sud			Nlle-Calédonie		
	1991	2002	Evol. %	1991	2002	Evol. %	1991	2002	Evol. %	1991	2002	Evol. %
Élevages bovins	311	241	-22,5	1 178	584	-50,4	600	644	7,3	2 084	1 464	-24,7
Têtes	2 126	1 877	-11,7	58 570	44 443	-15,6	64 701	59 488	-7,3	125 347	111 308	-11,2
Moy. têtes par élevage	6,8	7,8	13,4	44,7	84,6	70,1	107,8	93,1	-13,6	60,0	75,8	26,3

En Nouvelle-Calédonie, l'élevage bovin tient une place prépondérante, tant par la surface qui lui est principalement** consacrée (46,4% de la SAU), que par son premier rang dans l'économie agricole, devant les légumes. En 2002, le chiffre d'affaires de l'élevage bovin est évalué à 1,7 milliards de F CFP et

représente 22,7% de la production agricole finale (source : DAVAR, Mémento agricole année 2002).

** La part de la SAU consacré aux pâturages et fourrages, si elle n'est pas utilisée exclusivement pour les bovins (les équins, ovins et caprins l'utilisent aussi), l'est principalement pour ceux-ci.

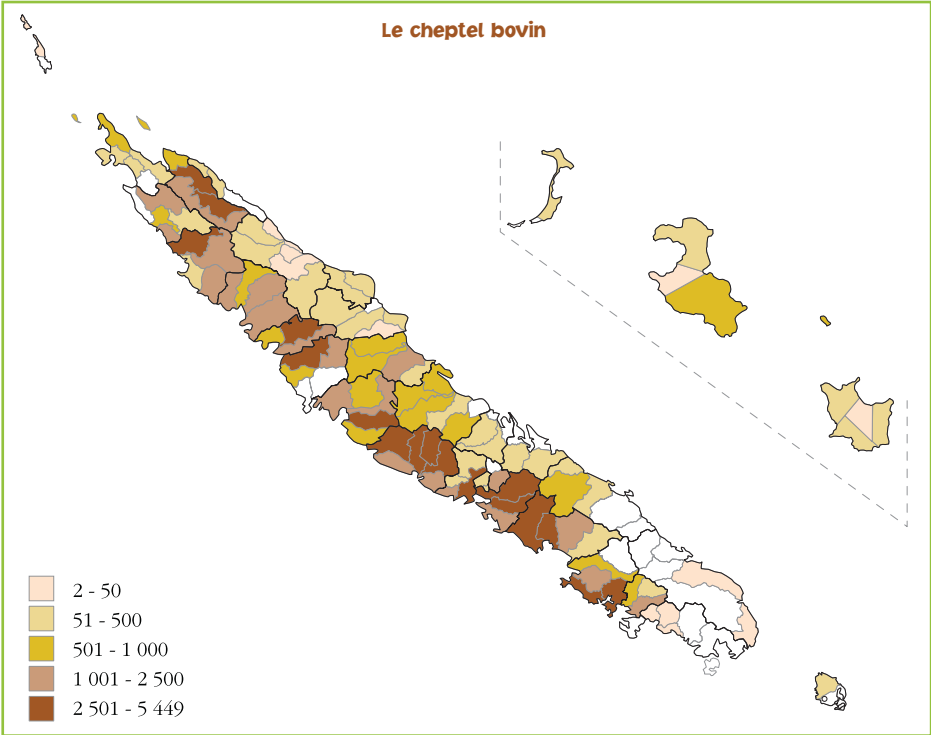
La quasi-totalité du cheptel bovin de la Nouvelle-Calédonie est destinée à la production de viande. Les troupeaux de vaches laitières, situés uniquement en province Sud, représentent seulement 0,4% du cheptel total.

Si en 1991, 24,7% des exploitations possédaient au moins 1 bovin, elles sont 26,3% en 2002.

Le nombre d'exploitations ayant au moins 1 bovin a diminué de 24,7%. Cette diminution affecte essentiellement la province Nord qui a perdu la moitié de ses éleveurs (mais l'effectif moyen par élevage y a pratiquement doublé pour atteindre 86 têtes), ainsi que la province des Îles Loyauté mais dans une moindre

mesure, alors que la province Sud a vu augmenter le nombre de ses éleveurs. La province Sud concentre aujourd'hui 43,8% des élevages bovins de Nouvelle-Calédonie au lieu de 28,7% en 1991. Le cheptel bovin est principalement concentré sur la

côte Ouest de la Nouvelle-Calédonie (cf. tableau page 72). La topographie accidentée de la côte Est et les ressources en eau difficilement disponibles sur les îles limitent fortement le développement de l'élevage bovin dans ces régions.



Structure des élevages : forte diminution du nombre de petits troupeaux

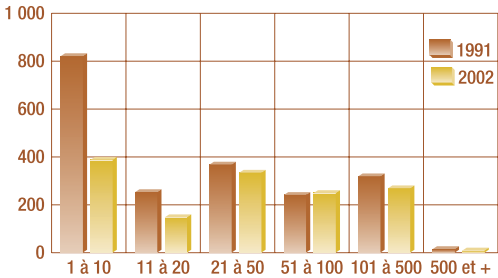
La structure des élevages de bovins a évolué de façon très différente selon les provinces et le mode d'élevage pratiqué, tant au niveau de la taille des troupeaux que de leur composition.

Sur l'ensemble de la Nouvelle-Calédonie, les petits élevages (10 têtes et moins) ont le plus fortement diminué. La moitié d'entre eux (202) ne possède pas de pâturages, les animaux étant élevés à l'attache ou au gré de leurs parcours, sur des terrains ne leur appartenant pas.

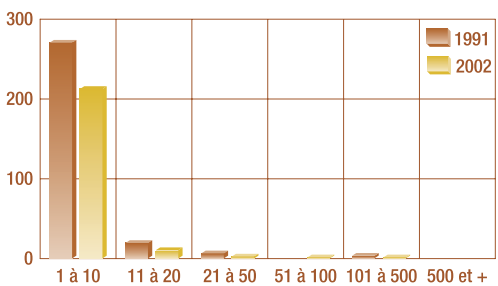
Les élevages bovins de la province des Îles Loyauté sont presque tous de petite taille (8 têtes en moyenne). Ils sont essentiellement orientés vers des échanges non monétaires. Sur les 241 exploitations possédant au moins 1 bovin, 154 ont déclaré ne pas avoir de pâturage, leurs animaux (ils représentent 54,2% du cheptel loyalzien) étant le plus souvent élevés à l'attache, en dehors de l'exploitation.

	Prov. Iles Loyauté		Prov. Nord		Prov. Sud		Nouvelle-Calédonie		
	1991	2002	1991	2002	1991	2002	1991	2002	Evol. (%)
1 à 10 têtes	274	216	450	64	104	115	833	400	-52,0
11 à 20 têtes	23	14	181	73	61	73	265	160	-39,6
21 à 50 têtes	10	6	247	182	123	158	380	346	-8,4
51 à 100 têtes	0	2	143	123	110	136	253	261	3,2
101 à 500 têtes	4	3	150	132	177	146	331	281	-15,1
500 têtes et +	0	0	7	5	20	16	27	21	-22,2
Total	311	241	1 178	584	600	644	2 081	1 464	-29,7

Nombre d'élevages en fonction de leur taille Nouvelle-Calédonie

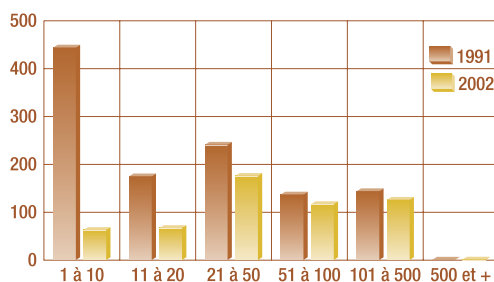


Nombre d'élevage en fonction de leur taille province des Îles Loyauté



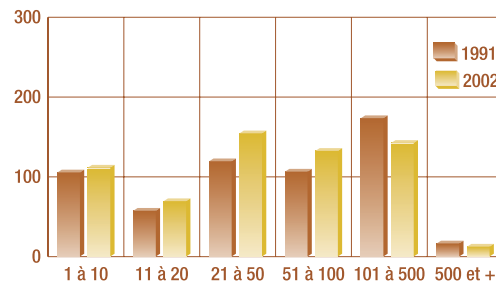
En **province Nord**, alors qu'ils étaient prédominants en 1991, les petits élevages de 1 à 10 têtes sont devenus marginaux en 2002.

Nombre d'élevages en fonction de leur taille
province Nord



En **province Sud**, seuls les élevages de plus de 100 têtes ont vu leur nombre décroître (de 17,8%).

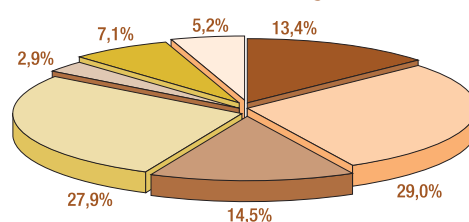
Nombre d'élevages en fonction de leur taille
province Sud



Évolution de la composition des élevages bovins

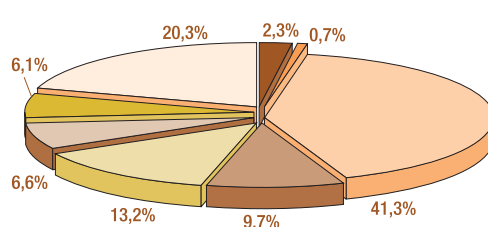
	Province des Îles Loyauté		Province Nord		Province Sud		Nouvelle-Calédonie		Cheptel bovin (%)	
	1991	2002	1991	2002	1991	2002	1991	2002	1991	2002
Taureau	300	251	1 617	1 044	1 345	1 372	3 262	2 722	2,6	2,4
Vache laitière	0	0	20	0	367	393	387	393	0,3	0,4
Vache allaitante	1 007	544	26 002	20 295	29 480	24 727	56 484	45 566	45,4	40,9
Bovin mâle + de 2 ans	185	273	5 422	4 588	4 376	5 813	10 483	10 674	8,4	9,6
Bovin femelle + de 2 ans	256	524	6 115	5 042	5 447	7 405	12 368	13 471	9,9	12,1
Bovin mâle 1 à 2 ans	133	54	4 734	4 070	4 366	3 434	9 233	8 063	7,4	7,2
Bovin femelle 1 à 2 ans	116	133	4 116	4 476	5 240	3 640	9 522	8 744	7,6	7,9
Bovin - de 1 an	129	48	10 044	9 373	12 480	12 144	23 153	21 670	18,5	14,5
Total	2 126	1 877	58 570	44 443	64 701	54 488	125 347	111 308		
Province/NC (%)	1,7	1,7	46,7	44,4	51,6	53,9				

Structure du cheptel bovin en 2002
province des Îles Loyauté

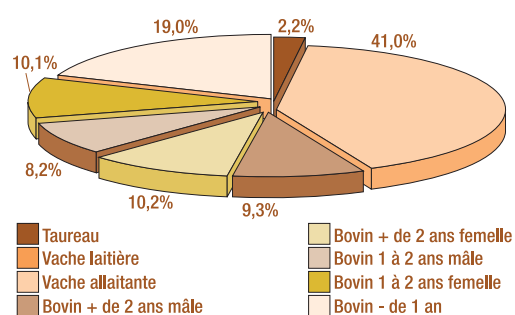


La composition des élevages, en province Nord comme en province Sud, est caractéristique d'une conduite rationnelle de production. En revanche, sur les îles Loyauté, cette composition est plus orientée vers l'épargne, avec des prélèvements laissant une structure du cheptel peu rationnelle.

Structure du cheptel bovin en 2002
Province Sud



province Nord



Débouchés des produits issus de l'élevage bovin : le circuit OCEF reste prépondérant

Si la grande majorité des éleveurs de la grande terre vend au moins une partie de sa production bovine, ils

sont seulement 12,4% sur la province des Îles Loyauté.

Destinations des produits de l'élevage bovin

(Nbre)	Prov. Îles Loyauté		Prov. Nord		Prov. Sud		Nouvelle-Calédonie	
	Têtes	Expl.	Têtes	Expl.	Têtes	Expl.	Têtes	Expl.
Éleveurs	241	1 877	584	44 443	644	54 488	1 464	111 308
Autoconsommation*	164	463	81	2 375	102	1 351	347	4 684
Aucune vente, mais pratiquant les échanges et les dons	46	357	22	580	25	241	43	1 178
Vendant moins de la moitié des produits	14	143	35	1 464	31	1 181	85	3 343
Vendant entre la moitié et la totalité de sa prod.	11	350	203	13 708	76	8 624	240	22 683
Vendant la totalité de sa prod.	1	13	243	30 811	410	48 541	654	74 415

* Il peut s'agir d'autoconsommation (cf. définition page 2) ou d'élevages en cours de constitution.

Attention : seule la proportion commercialisée de la production totale est connue, mais pas les volumes commercialisés. L'extrapolation des proportions commercialisées à de quelconques volumes ne doit pas être faite.

Les 2/3 des éleveurs ayant répondu s'adressent d'abord à l'OCEF* pour écouler leur production. Ces éleveurs représentent 72,5% du cheptel bovin total. La vente aux bouchers pour la vente au détail et aux particuliers, comme mode de commercialisation principal, concerne 1 éleveur sur 5.

* OCEF : Office de commercialisation et d'entreposage frigorifique.

Modes de commercialisation principale des produits de l'élevage bovin

(Nbre)	Prov. Iles Loyauté		Prov. Nord		Prov. Sud		Nouvelle-Calédonie	
	Éleveurs	Têtes	Éleveurs	Têtes	Éleveurs	Têtes	Éleveurs	Têtes
Échanges et dons	56	445	27	1 282	42	439	125	2 166
Vente directe	20	467	112	9 196	147	11 576	279	21 239
Coopérative ou groupement	0		5	831	9	872	14	1 703
Centrale d'achat ou OCEF	0		354	35 247	342	45 400	646	80 647
À un colporteur	0		3	493	2	350	5	843

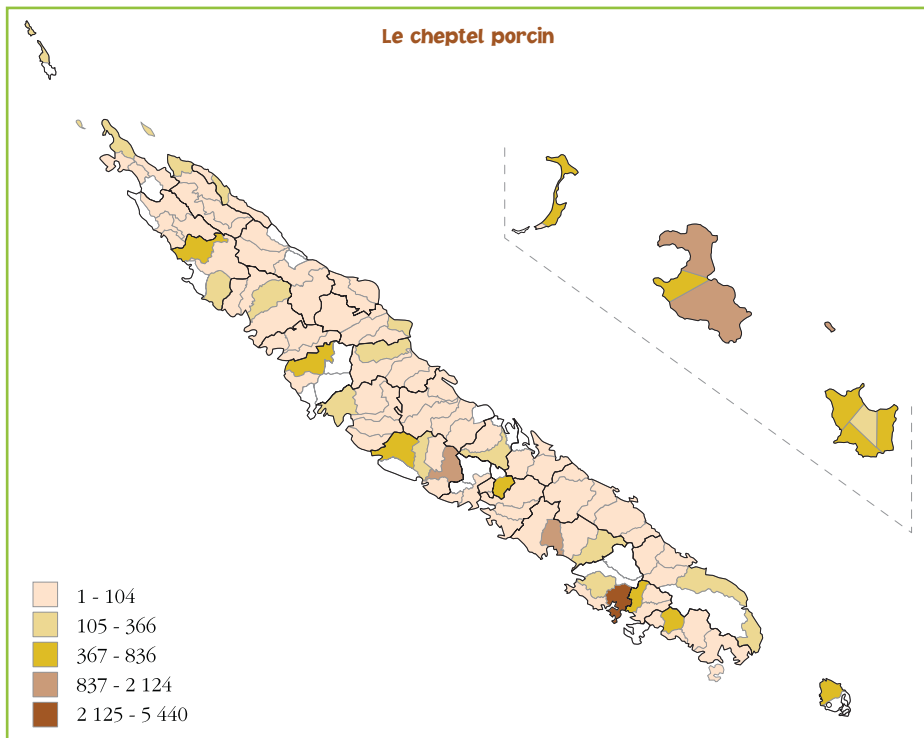
Le nombre de têtes est la totalité du cheptel représenté par le nombre d'exploitations dans chacune des catégories.

Le cheptel porcin

56% des élevages sur les îles Loyauté, 53% du cheptel en province Sud

Le cheptel porcin, composé des verrats, truies mères, cochettes de remplacement et porcs à l'en-

grais, compte 25 447 têtes, soit 14,6% de moins qu'en 1991 (29 804 têtes). Un tiers des élevages a disparu depuis le dernier recensement.



Les élevages porcins sont présents sur toute la Nouvelle-Calédonie, 46,3% des exploitations possèdent au moins 1 porc. On notera toutefois une forte concentration des élevages sur les îles Loyauté et du cheptel dans quelques zones de la province Sud. Les îles Loyauté concentrent en effet plus de la moitié des élevages porcins (88,7% des exploitations de cette province possèdent au moins 1 porc), mais la plus grande partie du cheptel se situe en province Sud qui regrou-

pe 53,4% des animaux (cf. tableau page 74).

La taille des élevages est très variable en fonction des provinces. Si la province des îles concentre le plus grand nombre d'élevages porcins, ces derniers sont de taille modeste (un peu plus de 5 porcs de plus de 2 mois d'âge par exploitation). En province Sud, la taille moyenne des élevages de porcs est 5 fois plus importante.

Évolution des élevages porcins

(Nbre)	Prov. Iles Loyauté			Prov. Nord			Prov. Sud			Nouvelle-Calédonie		
	1991	2002	Evol. %	1991	2002	Evol. %	1991	2002	Evol. %	1991	2002	Evol. %
Élevages porcins	2 081	1 440	-30,8	1 051	665	-36,7	769	474	-38,4	3 901	2 579	-33,9
Têtes	11 380	7 605	-33,2	4 617	4 259	-7,8	13 807	13 583	-1,6	29 804	25 447	-14,6
Moy. têtes par élevage	5,5	5,3	-3,4	4,4	6,4	45,8	18,0	28,7	59,6	7,6	9,9	29,2

10% des éleveurs détiennent la moitié du cheptel

Sur les 2 579 éleveurs recensés, 10% possèdent la moitié du cheptel porcin.

Le nombre de petits élevages de 1 à 10 têtes a régressé de 33,5%. Mais ces derniers représentent 41,3% des élevages porcins en 2002 contre 40,8% en 1991.

Les petits élevages de 10 têtes et moins ont régressé de 28,7% sur la province des Îles Loyauté. Toutes

les autres classes ont vu leurs effectifs décroître plus fortement.

Le nombre d'élevages de taille modeste a diminué en province Nord, mais on notera la création de 7 nouveaux élevages de plus de 100 têtes depuis 1991, portant l'effectif de cette classe à 4.

En province Sud, tous les effectifs de classe ont décru, sauf celui des gros élevages de plus de 500 têtes qui sont passés de 5 à 6.

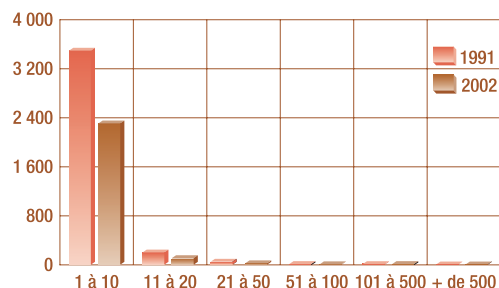
	Prov. Îles Loyauté		Prov. Nord		Prov. Sud		Nouvelle-Calédonie		
	1991	2002	1991	2002	1991	2002	1991	2002	Evol. (%)
1 à 10 têtes	1 864	1 332	1 005	623	668	400	3 542	2 355	-33,5
11 à 20 têtes	177	45	23	26	44	36	244	157	-36,4
21 à 50 têtes	32	13	15	6	27	17	74	36	-51,4
51 à 100 têtes	3	0	5	1	4	8	17	4	-47,1
101 à 500 têtes	0	0	2	4	11	7	13	16	23,1
Plus de 500 têtes	0	0	1	0	5	6	6	6	0,0
Total	2 081	1 440	1 051	665	764	474	3 901	2 579	-33,1

	Province des Îles Loyauté		Province Nord		Province Sud		Nouvelle-Calédonie		Cheptel porcin (%)	
	1991	2002	1991	2002	1991	2002	1991	2002	1991	2002
Verrat	1 511	2 216	745	634	585	744	2 841	3 604	4,7	14,2
Truie mère	4 581	3 144	1 448	1 471	2 522	2 560	8 601	7 225	28,4	28,4
Cochette de remplacement	1 483	1 188	171	255	417	814	2 571	2 257	8,6	8,4
Porc à l'engrais	3 305	1 007	2 153	1 844	10 283	4 460	15 741	12 361	52,8	48,6
Total	11 380	7 605	4 617	4 254	13 807	13 583	24 804	25 447		
Province/NC (%)	38,2	24,4	15,5	16,7	46,3	53,4				

L'élevage porcin est de type océanien sur les Îles Loyauté où la différence entre reproducteurs et porcs à l'engrais est difficilement faite*. La conduite des élevages loyaliens est orientée vers l'épargne, la très grande partie de la production étant destinée aux dons et échanges à caractère coutumier.

* Dans la mesure où la distinction entre les reproducteurs et les autres porcins est difficilement faite, les données se rapportant à la structure des élevages porcins en province des Îles Loyauté sont à prendre avec beaucoup de précautions.

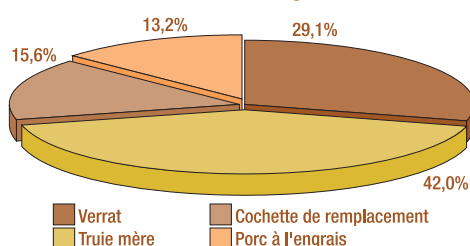
Nombre d'élevage en fonction de leur taille
Nouvelle-Calédonie



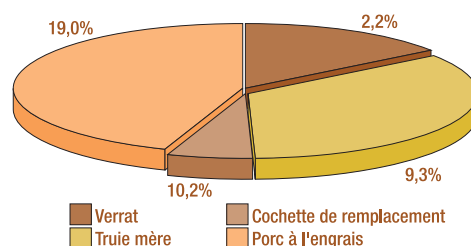
En province Sud, les porcs à l'engrais prédominent. Par rapport aux autres provinces, la vocation commerciale y est plus marquée, avec une recherche de rentabilité de la production.

L'élevage porcin est mixte en province Nord, où l'on rencontre aussi bien des élevages commerciaux, comme en province Sud, que des élevages traditionnels de type océanien, comme sur les Îles Loyauté.

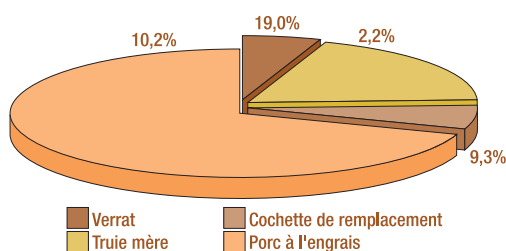
Structure des élevages porcins en 2002
province Îles Loyauté



Structure des élevages porcins en 2002
province Nord



Structure des élevages porcins en 2002
province Sud



Seuls 16% des éleveurs vendent des produits de leur élevage

Les 71 éleveurs (2,7%) vendant la totalité de leur production concentrent à eux seuls 66,0% du cheptel porcin total.

La moitié des éleveurs garde sa production pour elle-même, dénotant le caractère familial de ces élevages porcins.

Le mode de commercialisation le plus usité est la vente aux détaillants et la vente directe aux particuliers. Les 18 éleveurs ayant déclaré commercialiser principalement leurs produits à l'OCEF concentrent à eux seuls 44,7% du cheptel porcin total.

(Nbre)	Prov. Iles Loyauté		Prov. Nord		Prov. Sud		Nouvelle-Calédonie	
	Expl.	Têtes	Expl.	Têtes	Expl.	Têtes	Expl.	Têtes
Éleveurs	1 440	7 605	665	4 259	474	13 583	2 579	25 447
Autoconsommation*	582	2 876	449	1 881	224	848	1 305	5 655
Aucune vente, mais pratiquant les échanges et les dons	666	4 584	109	442	121	658	846	5 684
Vendant moins de la moitié des produits	175	1 462	22	321	51	473	248	2 256
Vendant entre la moitié et la totalité de sa prod.	23	230	32	382	28	422	83	1 534
Vendant la totalité de sa prod.	1	17	17	2 370	53	14 400	71	16 787

* Il peut s'agir d'autoconsommation (cf. définition page 2) ou d'élevages en cours de constitution.

Le nombre de têtes est le cheptel de plus de 2 mois d'âge.

Attention : seule la proportion commercialisée de la production totale est connue, mais pas les volumes commercialisés. L'extrapolation des proportions commercialisées à de quelconques volumes ne doit pas être faite.

Modes de commercialisation principale des produits de l'élevage porcin

(Nbre)	Prov. Iles Loyauté		Prov. Nord		Prov. Sud		Nouvelle-Calédonie	
	Expl.	Têtes	Expl.	Têtes	Expl.	Têtes	Expl.	Têtes
Échanges et dons	774	5 511	111	464	156	416	1 041	6 841
Vente en bord de route	10	43	1	6	1	3	12	52
Coopérative ou groupement	81	744	55	771	78	5 148	214	6 713
Coopérative ou groupement	0	0	3	718	7	488	10	1 206
Centrale d'achat ou OCEF	0	0	7	1 535	11	4 848	18	11 383
À un colporteur	0	0	3	21	0	0	3	21

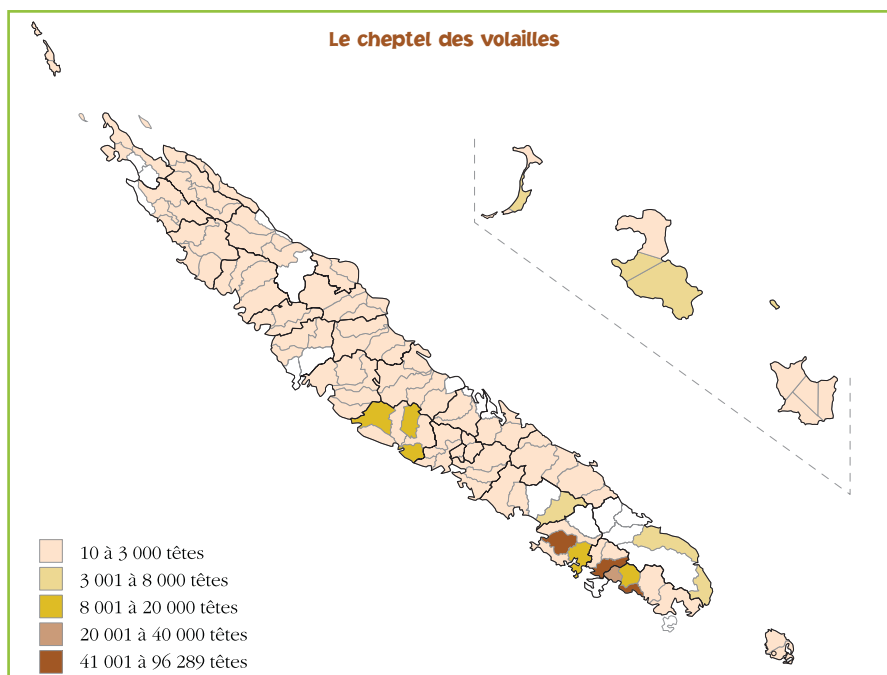
Le nombre de têtes est la totalité du cheptel représenté par le nombre d'exploitations dans chacune des catégories.

Les volailles

Les volailles sont composées de l'espèce poule (poules pondeuses, poulettes, poulets de chair et autres poules et coqs formant les élevages familiaux), des canes et canards, des autruches, des oies, des couples de pigeons reproducteurs, des pintades, des dindes et dindons et des gibiers à plumes (faisans, perdrix et cailles). Les poussins d'un jour, dont le nombre est trop variable dans le temps, ne sont pas recensés.

Forte concentration du cheptel aviaire en province Sud

Les volailles sont présentes dans toute la Nouvelle-Calédonie, dans 1 854 exploitations (cf. tableau page 71). Les effectifs sont particulièrement importants dans certaines communes de la province Sud, qui concentrent les principaux élevages industriels avicoles de la Nouvelle-Calédonie. En effet, les 10 principaux exploitants (ils ont 10 000 animaux ou plus chacun) sont tous situés en province Sud et totalisent les 3/4 du cheptel total (cf. tableau page 73). La province Sud totalise à elle seule 84,9% du cheptel calédonien.



Les poules et poulets de chair : des élevages moins nombreux mais plus grands

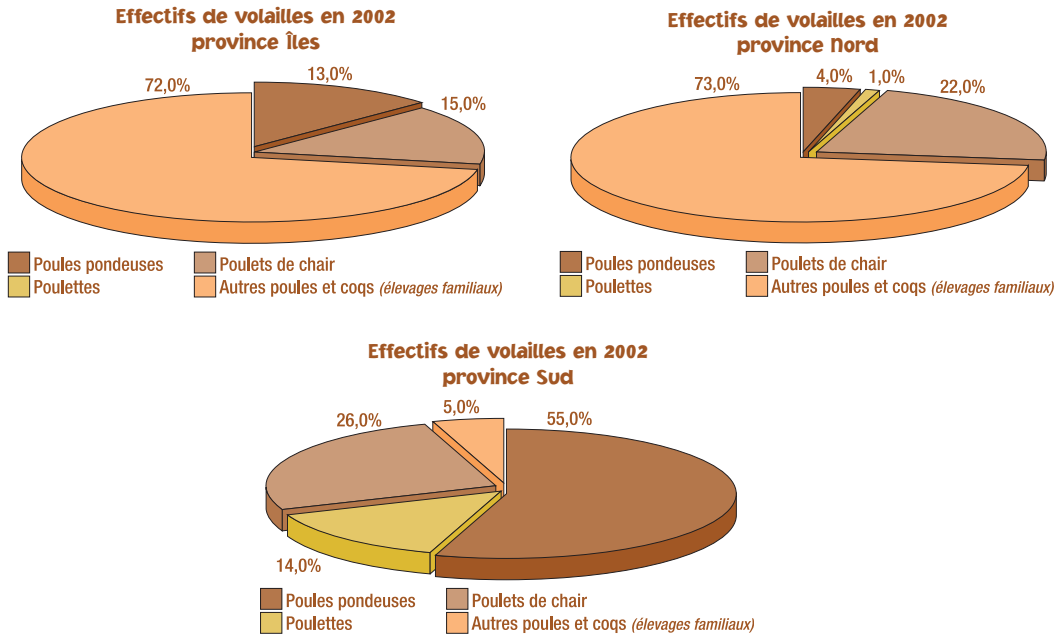
En provinces Nord et Îles Loyauté, les élevages avicoles étaient essentiellement familiaux et de petites tailles en 1991. Comme la plupart des autres spéculations agricoles, l'aviculture s'est professionnalisée en Nouvelle-Calédonie avec, comme conséquence, la disparition d'un grand nombre de ces petits élevages. Cette évolution est moins sensible en province Sud qui regroupait déjà les élevages avicoles industriels de Nouvelle-Calédonie.

La province Sud regroupe 84,9% du cheptel avicole en 2002, contre 65,9% en 1991. Avec la professionnalisation de l'aviculture et la disparition des petits élevages familiaux qui en découle, cette progression devrait s'accroître dans les années à venir, sauf installation d'élevages industriels dans les deux autres provinces. Par rapport à 1991 et sur l'ensemble de la Nouvelle-Calédonie, les élevages avicoles sont 2 fois moins nombreux en 2002 (1 800), mais 2 fois plus grands (190 têtes en moyenne).

Évolution des effectifs de volailles												
(Nbre)	Prov. Iles Loyauté			Prov. Nord			Prov. Sud			Nelle-Calédonie		
	1991	2002	Evol. %	1991	2002	Evol. %	1991	2002	Evol. %	1991	2002	Evol. %
Exploitations	1 342	587	-57,8	2 168	759	-65,0	723	465	-35,7	4 283	1 811	-57,7
Poules et coqs	48 566	25 014	-48,5	66 622	26 749	-59,8	222 700	242 363	31,3	337 888	344 176	1,9
Moy. têtes par élev.	34,9	42,6	22,1	30,7	35,3	14,9	308,0	628,7	104,1	78,9	190,0	140,9

Effectif par type de volaille en 2002								
(Nbre)	Prov. Îles Loyauté		Prov. Nord		Prov. Sud		Nelle-Calédonie	
	Élevages	Têtes	Élevages	Têtes	Élevages	Têtes	Élevages	Têtes
Poules pondeuses	4	3 333	18	1 067	44	162 425	65	166 825
Poulettes	6	75	6	248	10	41 013	22	41 336
Poulets de chair	23	3 699	24	5 437	33	74 706	85	84 342
Autres poules et coqs (élevages familiaux)	569	17 907	734	19 547	419	14 219	1 722	51 673
Total	587	25 014	759	26 799	465	292 363	1 811	344 176

La prépondérance de localisation des élevages en province Sud est de 67,7% pour les poules pondeuses. Pour les élevages de poulets de chair et les élevages familiaux, la répartition est plus partagée entre les provinces.



Évolution du nombre d'élevage						
	Province des Îles Loyauté		Province Nord		Province Sud	
	1991	2002	1991	2002	1991	2002
1 à 20 têtes	548	329	1 120	463	356	228
21 à 50 têtes	611	175	791	202	217	144
51 à 100 têtes	155	68	208	70	84	46
101 à 500 têtes	28	13	49	19	52	25
501 à 1 000 têtes	0	0	0	4	2	5
1 001 à 5 000 têtes	0	2	0	1	3	6
+ de 5 000 têtes	0	0	0	0	9	11
Total	1 392	587	2 168	759	723	465

Les effectifs des élevages familiaux prédominent encore en provinces Nord et Îles Loyauté alors qu'ils sont minoritaires en province Sud. Plus encore que pour les autres productions animales, on observe pour l'aviculture un phénomène de concentration du cheptel dans quelques grosses unités : les 1 541 exploitations (85,1% de l'effectif) ayant 1 à 50 têtes représentent 9,6% du cheptel avicole, et les 20 exploitations (1,1% de l'effectif) ayant plus de 1 000 têtes représentent 81,0% du cheptel.

Autres volailles : tous les effectifs en progression

Les autres volailles comprennent les canes et canards, les autruches, les oies, les couples de pigeons reproducteurs, les pintades, les faisans, les perdrix, les cailles et les dindes et dindons.

Comme pour les poules et coqs, la province Sud regroupe la grande majorité (84,4%) des autres

volailles. Les 8 éleveurs principaux (1 000 têtes et plus) sont tous situés en province Sud et concentrent 63,6% du cheptel total.

La forte croissance des autres volailles est essentiellement due aux canes et canards, pintades et cailles en province Sud (cf. tableau page 73).

Évolution des effectifs de volailles (hors poules et coqs)												
	Prov. Iles Loyauté			Prov. Nord			Prov. Sud			Nelle-Calédonie		
	1991	2002	Evol. %	1991	2002	Evol. %	1991	2002	Evol. %	1991	2002	Evol. %
Expl. posséd. élevage	206	34	-83,5	318	102	-67,9	310	207	-33,2	834	343	-58,9
Animaux	3 886	236	-43,9	6 022	3 873	-35,7	16 351	34 553	111,3	26 259	38 662	47,2

Évolution des effectifs par type de volailles												
	Prov. Iles Loyauté			Prov. Nord			Prov. Sud			Nelle-Calédonie		
	1991	2002	Evol. %	1991	2002	Evol. %	1991	2002	Evol. %	1991	2002	Evol. %
Canes et canards	1 371	106	-92,3	2 803	904	-67,7	4 425	8 834	99,6	8 599	9 844	14,5
Oies	24	3	-87,5	117	148	26,5	631	830	31,5	772	981	27,1
Couples pigeons reproduct.	59	127	115,3	1 608	1 564	-2,7	3 860	4 242	9,9	5 527	5 933	7,3
Pintades	6	0	-100,0	412	461	11,9	1 166	4 447	281,4	1 584	4 908	209,8
Autres volailles	2 426*	0	///	1 082	796	-26,4	6 269	16 200	158,4	9 777	16 996	///
dt faisans	nd	0	///	nd	88	///	nd	831	///	nd	919	///
perdrix	nd	0	///	nd	65	///	nd	34	///	nd	99	///
cailles	nd	0	///	nd	407	///	nd	14 784	///	nd	15 191	///
dindes et dindons	nd	0	///	nd	201	///	nd	547	///	nd	748	///
Autruches	nd	0	///	nd	35	///	nd	4	///	nd	39	///
Total	3 886	236	-93,9	6 022	3 873	-35,7	16 351	34 553	111,3	26 259	38 662	47,2

* Il est fort possible que les données du RGA 1991 relatives aux "autres volailles" sur la province de Iles Loyauté, correspondent en fait à des poules et coqs ne pouvant être classés dans les poulettes, poulets de chair ou poules pondeuses. En effet, personne en 2002 n'a pu confirmer l'existence d'un élevage de faisans, perdrix, cailles, dindes ou autruches à cette époque. Cette donnée est donc sujette à caution.

Seuls 3% des éleveurs de volailles, possédant 59% du cheptel avicole, vendent la totalité de leurs produits

La très grande majorité des éleveurs (85,5%) n'a des volailles que pour sa consommation personnelle. La taille de leur élevage est réduite à 32 animaux en moyenne.

Les éleveurs de volailles vendant au moins la moitié de leur production (œufs ou poulets de chair) sont peu nombreux (6,0%) mais concentrent 83,8% du cheptel. La taille de leur élevage est en moyenne de 2 889 animaux.

Modes de commercialisation des produits issus des élevages avicoles						
(Nbre)	Prov. Iles Loyauté		Prov. Nord		Prov. Sud	
	Expl.	Têtes	Expl.	Têtes	Expl.	Têtes
Éleveurs de volailles	590	25 250	776	30 672	493	326 916
Autoconsommation*	519	15 528	699	21 081	371	13 758
Aucune vente, mais pratiquant les échanges et les dons	52	2 542	47	1 769	21	1 281
Vendant moins de la moitié des produits	13	405	7	860	14	4 435
Vendant entre la moitié et la totalité de sa prod.	3	3 075	16	3 371	33	87 764
Vendant la totalité de sa prod.	3	3 200	7	3 541	44	219 678

* Il peut s'agir d'autoconsommation (cf. définition page 2) ou d'élevages en cours de constitution.

Attention : seule la proportion commercialisée de la production totale est connue, mais pas les volumes commercialisés. L'extrapolation des proportions commercialisées à de quelconques volumes ne doit pas être faite.

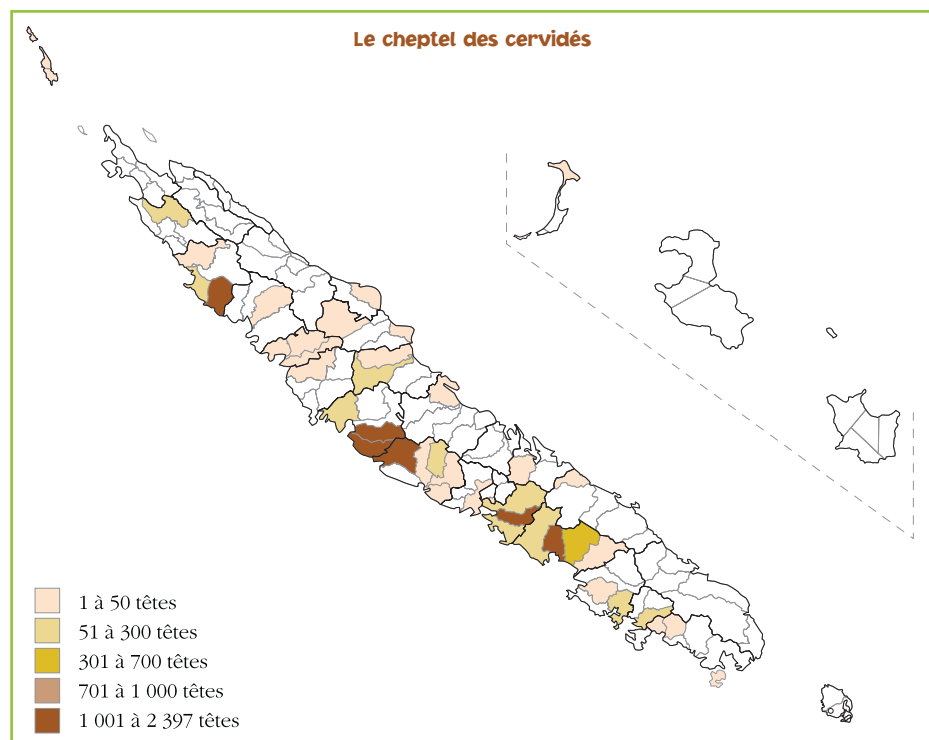


Les élevages de cerfs sont en plein essor

Les cerfs (sauvages ou d'élevage) ne sont présents que sur la grande terre. Ils ne sont représentés ni aux îles Loyauté, ni à l'île des Pins.

En 1991, sur les 56 exploitations recensées qui possédaient au moins 1 cerf, 34 n'avaient que 5 têtes ou moins. En 2002, 76 exploitations, possédant au moins

1 cerf, sont recensées (cf. tableau page 74). Parmi elles, 37 ont 5 têtes ou moins et n'ont aucune activité commerciale, ni d'échange ou de don. Ces petites unités, possédant des animaux d'agrément plus que d'élevage, ne peuvent être considérées comme des élevages de cerfs à proprement parler et sont écartées des données présentées ci-dessous.



Les éleveurs de cerfs en Nouvelle-Calédonie sont donc au nombre de 20 en 1991 et 39 en 2002. Essentiellement situés sur la côte Ouest de la

Nouvelle-Calédonie, les élevages de cerfs ont connu une forte progression depuis 1991.

Évolution des élevages de cervidés (de plus de 5 têtes)

	Prov. Nord			Prov. Sud			Nouvelle-Calédonie		
	1991	2002	Evol. (%)	1991	2002	Evol. (%)	1991	2002	Evol. (%)
Nbre expl.	7	10	42,9	13	29	123,1	20	39	95,0
Nbre têtes	4 341	2 621	-39,6	8 121	11 672	43,7	12 462	14 243	14,7
Moy. têtes par élev.	620,1	262,1	-57,7	624,7	402,5	-35,6	623,1	366,5	-41,2

Elevages de cervidés : 70% ont plus de 100 têtes

Parmi les 39 éleveurs de cerfs (ayant plus de 5 animaux), 26, dont 22 situés en province Sud, vendent les produits de leur élevage. Ces 26 producteurs concentrent 92,5% du cheptel cervidé total.

Évolution du nombre d'élevage*

	Province Nord		Province Sud		Nouvelle-Calédonie	
	1991	2002	1991	2002	1991	2002
6 à 10 têtes	1	2	3	2	4	4
11 à 20 têtes	0	1	1	0	1	1
21 à 50 têtes	2	0	0	2	2	2
51 à 100 têtes	1	1	0	4	1	5
101 à 500 têtes	1	4	6	13	7	17
501 à 1 000 têtes	0	2	1	5	1	7
Plus de 1 000 têtes	2	0	2	3	4	3
Total	7	10	13	29	20	39

* De gros élevages de cerfs se sont installés très peu de temps après la réalisation du RGA 2002.

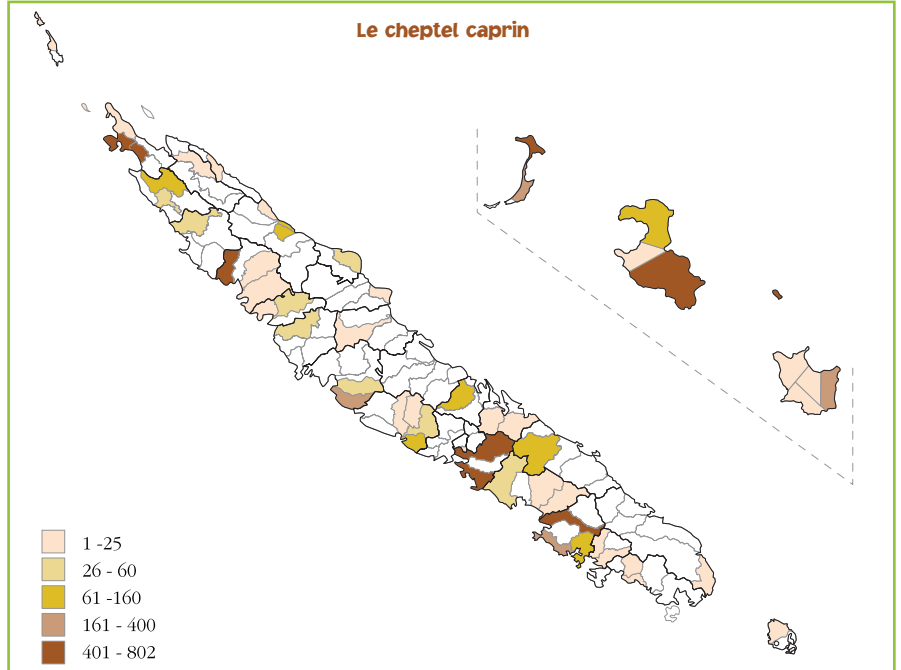
Les cheptels caprin et ovin

Des élevages caprins en régression de 50%

Sur l'ensemble de la Nouvelle-Calédonie, les élevages de caprins ont diminué de moitié, tant en nombre d'éleveurs qu'en nombre de têtes, la taille moyenne des élevages restant stable, à 20 têtes (cf. tableau page 75).

Malgré 44,7% des effectifs en moins, les petits élevages de 1 à 10 têtes restent très largement prédominants. Ils représentaient 64,4% des élevages de caprins en 1991, ils sont 71,0% en 2002. La très grande majorité de ces petits élevages (86,5%) se trouve en province des Îles Loyauté, en particulier à Ouvéa, où 47,6% des exploitations agricoles possèdent au moins 1 caprin.

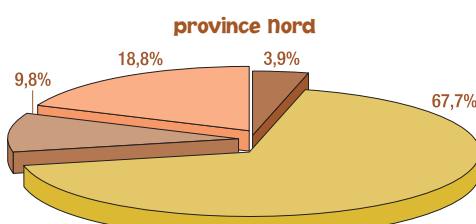
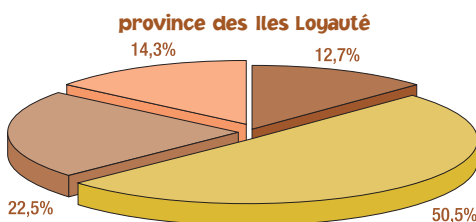
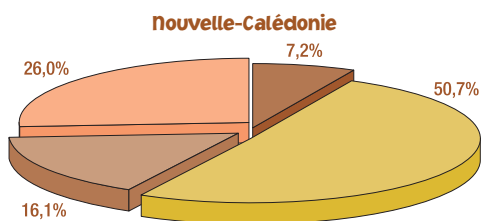
3,4% des éleveurs, presque tous en province Sud, possèdent la moitié du cheptel caprin.



Évolution du nombre d'élevages caprins

	Prov. Îles Loyauté			Prov. Nord			Prov. Sud			Nlle-Calédonie		
	1991	2002	Evol. %	1991	2002	Evol. %	1991	2002	Evol. %	1991	2002	Evol. %
Nbre expl.	587	307	-47,7	110	38	-65,5	124	62	-51,4	826	407	-50,7
Nbre têtes	5 149	2 410	-53,2	4 066	1 646	-59,5	7 203	4 074	-43,4	16 418	8 130	-50,5
Moy. têtes par élev.	8,8	7,4	-10,5	37,0	43,3	17,2	55,8	65,7	17,7	19,9	20,0	0,5

Structure des élevages caprins en 2002



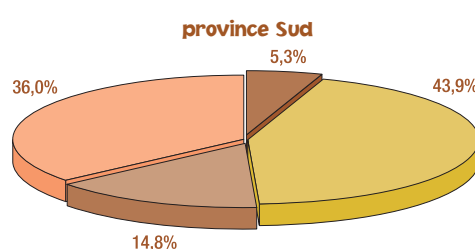
Évolution du nombre d'élevage en fonction de la taille du troupeau

	Prov. Îles Loyauté		Prov. Nord		Prov. Sud		Nlle-Calédonie		
	1991	2002	1991	2002	1991	2002	1991	2002	Evol. (%)
1 à 10 têtes	455	250	58	14	55	25	574	284	-49,7
11 à 20 têtes	85	44	12	6	23	8	114	58	-49,1
21 à 50 têtes	35	4	13	10	16	13	66	32	-51,5
51 à 100 têtes	11	3	6	4	13	4	34	11	-71,8
101 à 500 têtes	1	1	21	3	21	12	32	16	-50,0
Plus de 500 têtes	0	0	0	1	1	0	1	1	0,0
Total	587	307	110	38	124	62	826	407	-50,7

Évolution des effectifs de cheptel par type de caprin

	Province des Îles Loyauté		Province Nord		Province Sud		Nouvelle-Calédonie		Cheptel caprin (%)	
	1991	2002	1991	2002	1991	2002	1991	2002	1991	2002
Boucs	416	307	257	65	342	217	1 565	584	4,5	7,2
Chèvres laitières*	0	0	0	0	60	0	60	0	0,4	0,0
Chèvres mères	2 743	1 217	2 423	1 115	4 025	1 787	9 241	4 114	56,3	50,7
Chevrettes de renouvellement	1 142	542	552	162	1 063	602	2 757	1 306	16,8	16,1
Caprins pour la boucherie	248	344	834	304	1 663	1 468	2 745	2 116	17,0	26,0
Total	5 149	2 410	4 066	1 646	7 203	4 074	16 418	8 130	100,0	100,0
Province/NC (%)	31,4	29,6	24,8	20,2	43,4	50,1	100,0	100,0		

* Un seul élevage de chèvres laitières existait en 1991 avec 60 animaux. Cet élevage a disparu en 2000. Le recensement de 1991 annonçait 1 536 chèvres laitières. Ce chiffre, trop important, est probablement issu d'une confusion avec des chèvres allaitantes. Il existait peut-être quelques autres chèvres laitières en Nouvelle-Calédonie, dont les produits n'étaient pas commercialisés, mais certainement pas autant que déclaré. Un redressement des données a donc été effectué, tenant compte du seul élevage de chèvres laitières existant alors.

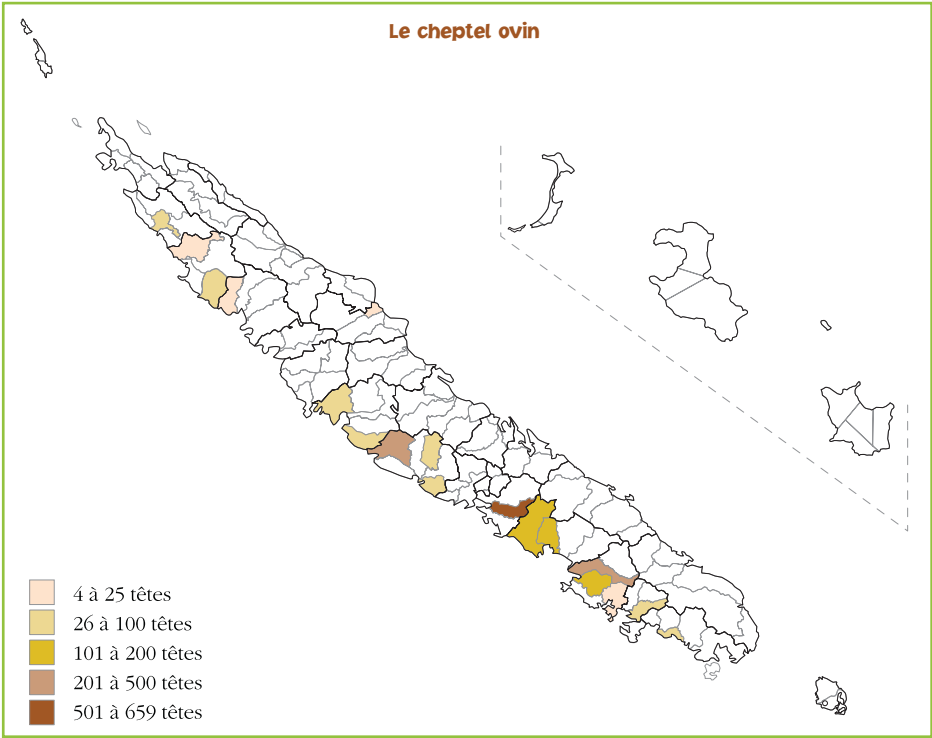


■ Boucs ■ Chèvres mères ■ Chevrettes de renouvellement ■ Caprins pour la boucherie

Un cheptel ovin globalement en régression et encore plus concentré au Sud

Presque exclusivement situé sur la côte Ouest de la Nouvelle-Calédonie et plus particulièrement en province Sud, le cheptel ovin, comme le cheptel caprin,

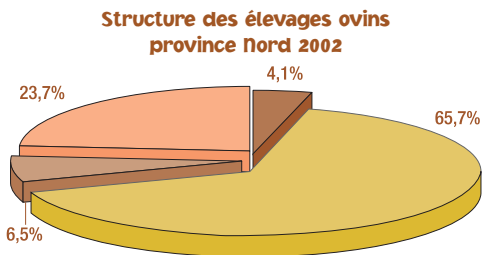
a diminué très fortement, tant en nombre d'élevages (-29,7%) qu'en nombre de têtes (-37,1%) et même en taille moyenne (de 99 têtes, il passe à 88 têtes). Aucun élevage n'a été recensé sur la province des Iles Loyauté (cf. tableau page 75).



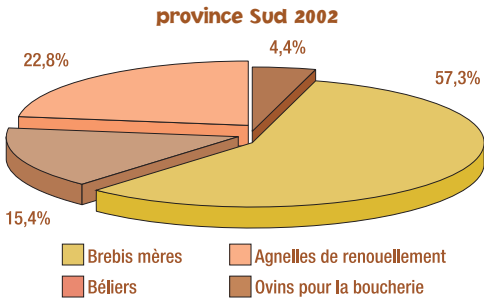
Évolution du nombre d'élevages ovins et du nombre de têtes												
	Prov. Iles Loyauté*			Prov. Nord			Prov. Sud			Nelle-Calédonie		
	1991	2002	Evol. %	1991	2002	Evol. %	1991	2002	Evol. %	1991	2002	Evol. %
Nbre expl.	1	0	///	10	6	-40,0	26	20	-23,1	37	26	-29,7
Nbre têtes	2	0	///	876	169	-80,7	2 773	2 128	-23,3	3 651	2 297	-37,1
Moy. têtes par élev.	2	///	///	87,6	28,2	-67,8	106,7	106,4	-0,2	98,7	88,3	-10,5

* Les données 1991 relatives aux ovins sur la province des Iles Loyauté sont probablement erronées. En effet, une enquête ultérieure a établi qu'il n'y avait pas d'ovins sur cette province à cette date.

Évolution du nombre d'élevage						
	Prov. Nord		Prov. Sud		Nelle-Calédonie	
	1991	2002	1991	2002	1991	2002
1 à 10 têtes	2	1	14	4	16	5
11 à 20 têtes	1	2	2	0	3	2
21 à 50 têtes	3	2	1	4	4	6
51 à 100 têtes	1	1	2	5	3	6
101 à 500 têtes	3	0	5	6	8	6
Plus de 500 têtes	0	0	2	1	2	1
Total	10	6	26	20	36	26



Évolution du cheptel par type d'ovin						
	Prov. Nord		Prov. Sud		Nelle-Calédonie	
	1991	2002	1991	2002	1991	2002
Béliers	29	7	85	94	114	101
Brebis mères	551	111	1 697	1 220	2 248	1 331
Agnelles de renouvellement	123	11	374	328	497	339
Agneaux et agnelles pour la boucherie	173	40	617	486	790	526
Total	876	169	2 773	2 128	3 649	2 297
Province/NC (%)	24,0	7,4	76,0	92,6		



Quelques élevages mixtes ovins/caprins

En 2002, parmi les 26 éleveurs d'ovins, 11 élèvent aussi des caprins.

Nombre d'élevages ovins, caprins et mixtes				
	Province des Îles Loyauté	Province Nord	Province Sud	Nouvelle-Calédonie
Éleveurs d'ovins seulement	0	4	11	15
Éleveurs de caprins seulement	307	36	53	396
Éleveurs d'ovins et de caprins	0	2	9	11
Total	307	42	73	422

Des ventes d'agneaux et de cabris essentiellement auprès des détaillants et particuliers

Sur les 407 éleveurs de caprins, seuls 59, représentant 56,8% du cheptel total, vendent au moins une partie de leurs produits. Il s'agit, pour la plupart, de vente auprès de détaillants ou de particuliers. 70,5% des exploitants élevant des caprins pratiquent cette

activité pour l'autoconsommation (cf. définition page 2), en particulier en province des Îles Loyauté.

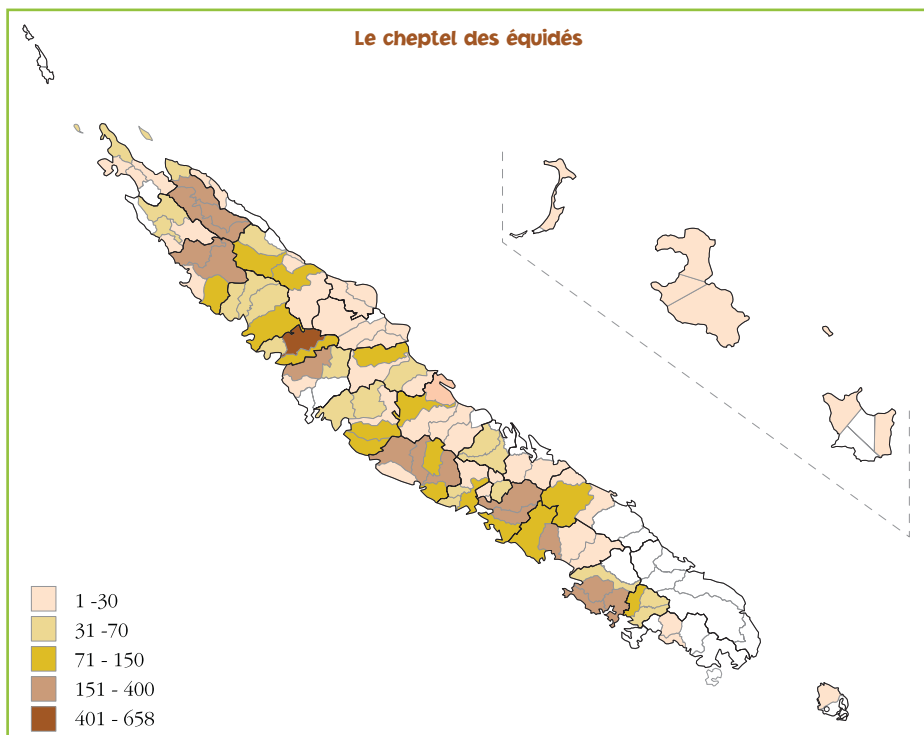
Sur les 26 éleveurs d'ovins, 17 vendent au moins une partie de leurs produits, ils représentent 91,4% du cheptel total. Comme pour les caprins, la vente auprès de détaillants ou de particuliers est le principal mode de commercialisation des ovins.

Le cheptel équin

7,3 du cheptel équin a disparu en 11 ans

Les équins comprennent les chevaux, les poneys et les ânes. Seuls les animaux présents sur les exploitations agricoles recensées sont comptabilisés (cf. tableau page 76). Sont notamment exclus du recen-

sement les animaux présents dans des clubs d'équitation ou chez des particuliers, ou dans des unités dont la dimension est inférieure au seuil déterminant l'exploitation agricole.



Seule la province Sud a vu le nombre d'élevages équins augmenter. Dans les deux autres provinces, les effectifs ont fortement diminué, aussi bien en termes d'élevages que d'animaux.

Évolution des effectifs du cheptel équin												
	Prov. Iles Loyauté			Prov. Nord			Prov. Sud			Nelle-Calédonie		
	1991	2002	Evol. %	1991	2002	Evol. %	1991	2002	Evol. %	1991	2002	Evol. %
Nbre expl.	122	47	-61,5	1 375	620	-54,9	465	482	3,7	1 962	1 149	-41,4
Nbre têtes	149	62	-58,4	7 347	4 027	-45,2	3 870	3 423	-11,6	11 366	7 512	-33,9
Moy. têtes par élev.	1,2	1,3	8,0	5,3	6,5	21,6	8,3	7,1	-14,7	5,8	6,5	12,9

Une composition du cheptel équin à préciser

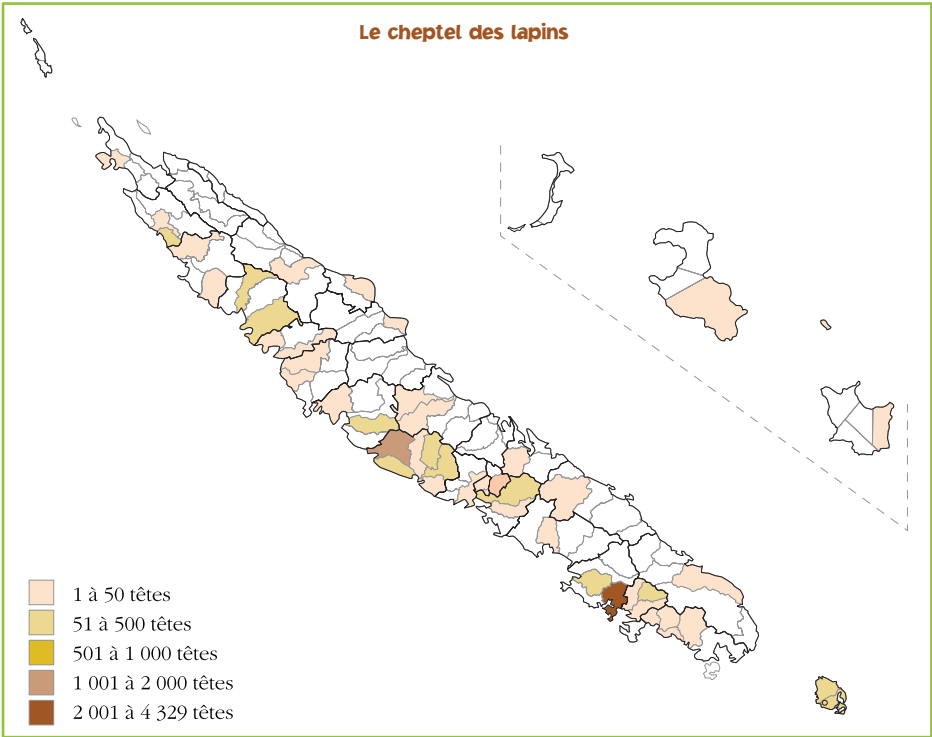
Les questions posées en 2002 étant différentes de celles posées en 1991 et de nombreuses réponses étant incohérentes, aussi bien en 1991 qu'en 2002, il n'est pas possible de comparer les structures détaillées des élevages équins entre les deux recen-

sements. D'autre part, de nombreux chevaux vivent en complète liberté et certains exploitants ne connaissent pas le nombre d'animaux présents sur leur exploitation. Les chiffres globaux, donnés ci-dessous, sont donc à prendre avec beaucoup de précautions.

Évolution de la composition des élevages équins												
	Prov. Iles Loyauté			Prov. Nord			Prov. Sud			Nelle-Calédonie		
	1991	2002	Evol. %	1991	2002	Evol. %	1991	2002	Evol. %	1991	2002	Evol. %
Chevaux adultes	87	52	-40,2	5 477	3 432	-42,6	3 032	2 497	-1,2	4 096	6 481	-28,7
Poulains et pouliches	13	3	-76,4	1 367	584	-57,3	742	401	-44,4	2 172	488	-54,5
Ânes	44	7	-85,7	3	11	266,7	46	25	-45,7	48	43	-56,1
Total	144	62	-58,4	7 347	4 027	-45,2	3 870	3 423	-11,6	11 366	7 512	-33,4

Les lapins

82% des lapins à Païta et Bourail



Évolution du nombre d'élevage et des effectifs de lapins												
	Prov. Iles Loyauté			Prov. Nord			Prov. Sud			Nelle-Calédonie		
	1991	2002	Evol. %	1991	2002	Evol. %	1991	2002	Evol. %	1991	2002	Evol. %
Nbre expl.	2	3	50,0	27	28	3,7	40	64	-23,3	114	100	-16,0
Nbre têtes	31	17	-45,2	364	654	74,7	7 724	7 120	-7,4	8 124	7 741	-4,1
Moy. têtes par élev.	15,5	5,7	-63,4	13,5	23,4	73,3	85,4	103,2	20,2	68,3	77,4	14,1
Lapins reproduct.	11	13	18,2	185	265	43,2	1 553	1 543	2,6	1 744	1 871	7,0
Lapins à l'engrais	20	4	-80,0	174	384	117,3	6 176	5 527	-10,5	6 375	5 420	-7,1

Comme en 1991, l'élevage des lapins est fortement concentré en province Sud qui regroupe 41,3% du cheptel total. Deux communes concentrent l'essentiel du cheptel cunicole : Bourail avec 20,7% du cheptel calédonien et surtout Païta avec 61,3% (cf. tableau page 77).

Les 12 principaux producteurs, ayant 100 têtes ou plus, regroupent 81,2% du cheptel total et ont en moyenne 527 animaux. Les 88 autres élevages possèdent en moyenne 17 animaux (cf. tableau page 78).

Les abeilles

L'apiculture se professionnalise

Le nombre d'apiculteurs a fortement diminué (de 2/3) depuis 1991. Le nombre de ruches, lui, a plus faiblement décru (-18,0%) sauf aux îles Loyauté (+103 ruches). L'apiculteur calédonien se professionnalise. Il avait en moyenne 7 ruches en 1991, il en a 19 en 2002.

Parmi les 102 apiculteurs recensés (cf. tableau page

77), 46, soit près de la moitié, vendent au moins une partie de leur production et possèdent 86,1% des ruches. Ils sont 25 à vendre toute leur production, ces derniers regroupant 57,1% des ruches. Enfin, 51 apiculteurs gardent leur production pour leur consommation personnelle et possèdent chacun 4 ruches en moyenne.

Évolution des exploitations apicoles

	Prov. Iles Loyauté			Prov. Nord			Prov. Sud			Nouvelle-Calédonie		
	1991	2002	Evol. %	1991	2002	Evol. %	1991	2002	Evol. %	1991	2002	Evol. %
Nbre expl.	3	4	33,3	224	25	-88,8	122	73	-40,2	349	102	-70,8
Nbre ruches	34	137	302,9	1 161	719	-38,1	1 208	1 115	-7,7	2 403	1 471	-38,0
Moy. ruches par expl.	11,3	34,3	202,2	5,2	28,8	454,9	9,9	15,3	54,3	6,9	19,3	180,6

L'aquaculture d'écrevisses et de crevettes

Au sens du recensement de l'agriculture tel qu'il est conduit en métropole et dans les DOM, l'aquaculture d'eau de mer ne fait pas partie des productions agricoles. Il a paru toutefois utile d'évoquer les élevages de crevettes dans le cadre du RGA 2002 de la Nouvelle-Calédonie, car son importance dans l'économie agricole du pays est loin d'être négligeable. Par contre, l'aquaculture d'écrevisse, en eau douce, est considérée comme une production agricole.

Les écrevisses : une petite filière récente et en essor

L'aquaculture d'écrevisses est une spéculation récente en Nouvelle-Calédonie, les premières commercialisations ont eu lieu en 1999. Les bassins d'écrevisses se situent tous en province Sud, 16 exploitants totalisent 20,7 ha et la moitié a au moins 1 ha de bassins. Sur ces 16 exploitants, seuls 5 (ayant au total 15,6 ha de bassins) ont déclaré avoir commercialisé leurs produits en 2002. Les autres ont des élevages en cours de constitution.

L'aquaculture d'écrevisses étant considérée, dans le cadre de ce recensement, comme une production agricole, tous les éleveurs d'écrevisses ont été recensés comme exploitants agricoles. Les surfaces des bassins sont donc incluses dans la surface totale de leurs exploitations.

Les crevettes : première filière d'exportation...après le nickel

L'aquaculture de crevettes (*Penaeus stylirostris* uniquement) a commencé en Nouvelle-Calédonie au début des années 80. En 2002, elle intéresse 11 fermes de grossissement et 3 écloséries, toutes situées sur la grande terre.

En 2002, la production agricole finale de crevettes représentait 1 840 millions de F CFP. Les exportations s'élevaient à 1 400 tonnes pour 2 060 millions de F CFP.

Les fermes aquacoles de crevettes emploient 114 permanents, dont 45% à plein temps, équivalent à 111,5 UTA. Elles embauchent 332 salariés occasionnels représentant environ 28 emplois à plein temps (source : groupement des fermes aquacoles).

L'aquaculture de crevettes est en forte progression, on notera la création de quatre nouvelles fermes commercialisant leurs produits sur la saison 2003/2004.

Les fermes aquacoles de crevettes

	Province Nord	Province Sud	Nouvelle-Calédonie
Nbre expl.	3	11	14
Surf. bassins (ha)	155	325	480

MOYENS TECHNIQUES

Les matériels agricoles et les bâtiments



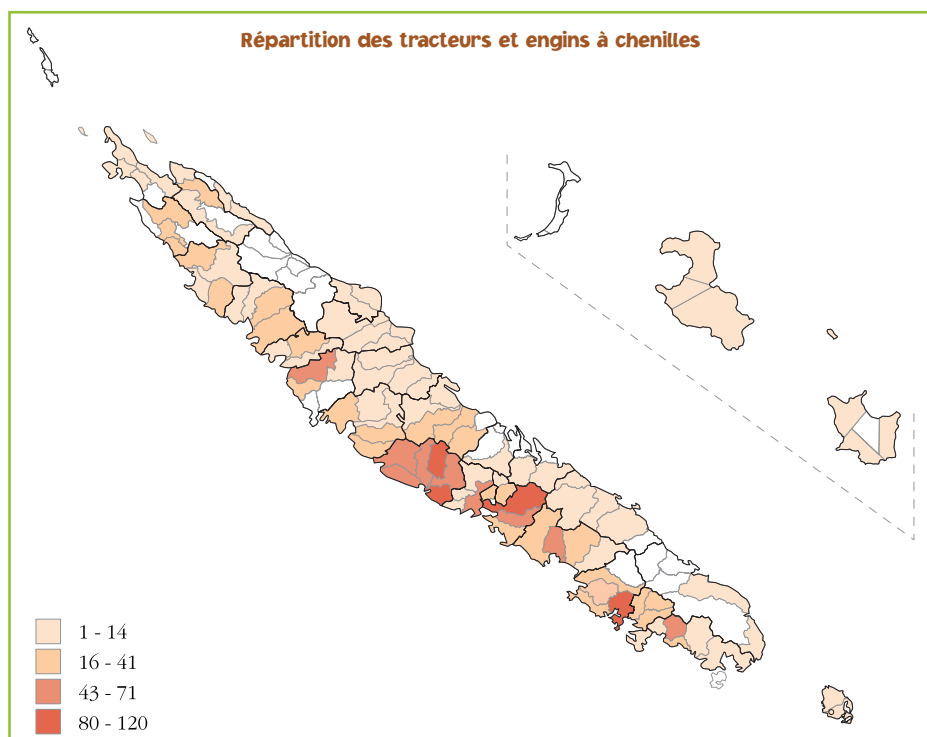
3 exploitations sur 10 utilisent un tracteur en 2002

Le niveau de mécanisation de l'agriculture calédonienne s'améliore. Le parc d'engins tracteurs* s'est accru de 18,7% depuis 1991, et 30,4% des exploitations

en utilisent un, alors qu'ils n'étaient que 19,6% en 1991.

* Les engins tracteurs recensés comprennent les tracteurs 2 roues motrices (ou simple pont), les tracteurs 4 roues motrices (ou double pont) et les engins à chenilles.

Données générales concernant l'évolution des tracteurs et engins à chenilles								
	Prov. Iles Loyauté		Prov. Nord		Prov. Sud		Nouvelle-Calédonie	
	1991	2002	1991	2002	1991	2002	1991	2002
Nbre d'expl.	2 254	1 623	4 279	2 230	1 427	1 721	8 460	5 574
Ayant au moins 1 eng. tract. en prop. ou coprop.	18	20	414	372	642	836	1 074	1 228
Utilisant 1 eng. tract. (y comp. ne lui appart. pas)	19	27	645	535	994	1 135	1 658	1 697
Nbre d'eng. tract. (y comp. les tract. en coprop.)	18	21	555	528	1 062	1 391	1 635	1 940
Nbre d'eng. à chenilles	1	1	100	81	208	234	309	316
Nbre d'expl. pour 1 eng. tract.	125,2	77,3	7,7	4,2	1,8	1,2	5,2	2,9
SAE (ha)	856,0	523,6	68 062,0	55 357,5	97 253,0	84 967,7	166 176	140 848,8
SAE (ha) par eng. tract.	47,6	24,9	122,6	104,8	91,6	61,1	101,6	72,6
Âge moyen du tract. (années)	nd	5,9	nd	13,5	nd	13,3	nd	13,4
Puissance moyenne du tract. (cv)	nd	45	nd	60	nd	60	nd	60



La répartition des engins tracteurs est très hétérogène. 4 communes de la province Sud, Bourail (402 engins), Païta (213), La Foa (205) et Boulouparis (148), regroupent à elles seules 49,9% du parc calédonien (cf. tableau page 82).

La province des îles Loyauté ne possède que 1,1% du parc calédonien. Les tracteurs ont, en moyenne, à peine 6 ans sur cette province, alors qu'ils ont plus de 13 ans ailleurs. Le manque d'assistance technique et les difficultés d'approvisionnement en pièces

détachées, qui ne permettent pas de conserver longtemps un engin en état de marche, expliqueraient la jeunesse du parc loyalien. La taille généralement petite des exploitations et la nature des sols difficilement mécanisables (nombreux affleurements coralliens) sont les principales raisons du faible niveau de mécanisation de l'agriculture en province des Îles Loyauté.

Parmi les 1 697 exploitants utilisant du matériel agricole, 72,4% sont propriétaires ou copropriétaires de leur matériel (71,4% en 1991). Le prêt de matériel et la location sont des pratiques qui ne se développent pas. 505 utilisent du matériel ne leur appartenant pas (474 en 1991), dont 316 à titre payant (310 en 1991). 1 exploitation sur 10 dispose d'un motoculteur équipé, elles étaient 1 sur 20 en 1991. Le nombre de motoculteurs a augmenté dans les mêmes proportions que le nombre de tracteurs.

Nombre de motoculteurs équipés

	Province des Îles Loyauté	Province Nord	Province Sud	Nouvelle-Calédonie
1991	19	235	199	453
2002	28	276	237	541
Évolution (%)	47,4	17,4	19,1	19,4

La province Sud accroît ses équipements agricoles

Les outils agricoles équipent un nombre d'exploitations plus important en 2002 qu'en 1991. L'amélioration des équipements concerne surtout les exploitations de la province Sud.

Évolution du nombre d'exploitations équipées

	Prov. Îles Loyauté		Prov. Nord		Prov. Sud		Nouvelle-Calédonie		
	1991	2002	1991	2002	1991	2002	1991	2002	Évol. (%)
Travail du sol	18	24	325	276	532	664	875	964	10,2
Semis, plantation	3	2	73	61	119	141	195	204	4,6
Épandage, traitements sanitaires	9	12	124	118	266	407	399	537	34,6
Gyrobroyeur et tondobroyeur	28	19	344	296	571	759	943	1 074	13,9
Récolte et stockage	0	1	25	37	91	104	116	142	22,4
Production d'eau*	6	8	229	280	422	692	657	980	49,2
Béaillière et van	1	1	47	58	122	145	170	204	20,0

* Motopompe, électropompe et éolienne.

Plus de bâtiments dans les exploitations et plus d'utilisation d'installations d'élevage

• Les hangars et les docks

En 1991, 12,4% des exploitations disposaient d'un hangar ou un dock, pour abriter du matériel ou stocker des produits. Elles sont 28,1% en 2002 (cf. page 83).

• Les bâtiments d'élevage

Parmi les bâtiments d'élevage, la porcherie est la plus répandue. 68,8% se situent sur les Îles Loyauté, mais chacune d'elles abrite 4 porcs en moyenne alors que celles de la province Sud abritent en moyenne 35 animaux.

• Les installations destinées à l'élevage

Corrélativement au développement des élevages de

Évolution et répartition des hangars et docks

(Nbre)	Prov. Îles Loyauté		Prov. Nord		Prov. Sud		Nouvelle-Calédonie		
	1991	2002	1991	2002	1991	2002	1991	2002	Évol. %
Hangars ou docks	50	97	383	649	925	1 254	1 358	2 000	47,3
Expl. concernées	50	83	312	555	691	931	1 053	1 569	49,0
Expl. possédant un hangar ou dock (%)	2,2	5,1	7,3	24,9	35,9	54,1	12,4	28,1	

cervidés, le nombre d'installations destinées à regrouper les cerfs (deer-yard) a doublé entre les deux recensements.

Si, globalement, le nombre d'installations pour l'élevage bovin a plutôt diminué, en province Nord comme en province Sud, la proportion d'éleveurs en disposant est plus élevée qu'en 1991 (cf. page 83).

Évolution et répartition des bâtiments d'élevage

(Nbre)	Prov. Îles Loyauté		Prov. Nord		Prov. Sud		Nouvelle-Calédonie		
	1991	2002	1991	2002	1991	2002	1991	2002	Évol. %
Porcheries	1 180	1 876	545	461	565	388	2 290	2 725	19,0
Expl. concernées	948	1 193	467	450	459	351	1 874	1 994	6,4
Poulaillers	88	35	516	233	404	447	1 008	715	-29,1
Expl. concernées	83	28	500	196	318	353	901	577	-36,0
Stabulations	1	0	10	2	16	26	27	28	3,7
Expl. concernées	1	0	9	2	14	12	24	14	-41,7
Bergeries/chèvreries	1	8	11	6	22	33	34	47	38,2
Expl. concernées	1	8	11	6	22	26	34	40	17,6
Autre bâtiment d'élevage	3	24	81	35	150	191	234	250	6,8
Expl. concernées	3	24	60	30	67	96	130	150	15,4

Évolution et répartition des installations destinées à l'élevage

(Nbre)	Prov. Iles Loyauté		Prov. Nord		Prov. Sud		Nouvelle-Calédonie		
	1991	2002	1991	2002	1991	2002	1991	2002	Évol. %
Expl. ayant au moins un :									
stock yard	2	3	525	453	420	516	447	472	2,6
deer yard	0	0	4	6	12	24	16	30	87,5
piscine de détection	0	0	325	192	47	147	422	339	-19,7
couloir d'aspersion	2	0	175	122	193	254	370	376	1,6
couloir de contention	1	0	155	50	121	145	277	195	-29,6
bascule	1	0	43	27	63	56	107	83	-22,4

Répartition des serres et ombrières

	Province des Iles Loyauté	Province Nord	Province Sud	Nouvelle-Calédonie
Nbre d'expl. ayant une serre ou une ombrière*	37	75	44	206
Surface des serres et ombrières(ha)	2,1	4,2	27,8	34,1
Surf. moyenne (ha)	0,06	0,06	0,30	0,17

* Les serres, abris hauts, ombrières artificielles et naturelles ont été cumulés car, à plusieurs reprises, ces différents types d'abris ont été confondus lors du recensement.

Comme en 1991, les élevages disposant d'un stock yard ont, en moyenne, 100 têtes de bovins. Sur les 586 éleveurs de bovins possédant au moins 50 têtes, seuls 56 ne disposent pas de stock yard.

En province Nord, 51,4% des élevages bovins disposent d'une installation destinée au déparasitage des animaux (piscine de détection et/ou couloir d'aspersion), ils étaient 38,4% en 1991. En province Sud, ils sont 56,5% en 2002 contre 45,5% en 1991. Ces installations peuvent servir pour plusieurs élevages.

• Les serres et les ombrières*

La pratique des cultures sous abris s'est fortement développée depuis 1991. Seuls 60 exploitants avaient déclaré posséder une serre ou un abri haut à cette époque, ils sont 206 en 2002 (cf. tableau page 84). Les serres et ombrières sont d'abord utilisées pour les cultures florales, puis pour les cultures légumières.

* Seuls les serres et abris hauts ont été recensés en 1991.

Irrigation, drainage et topographie



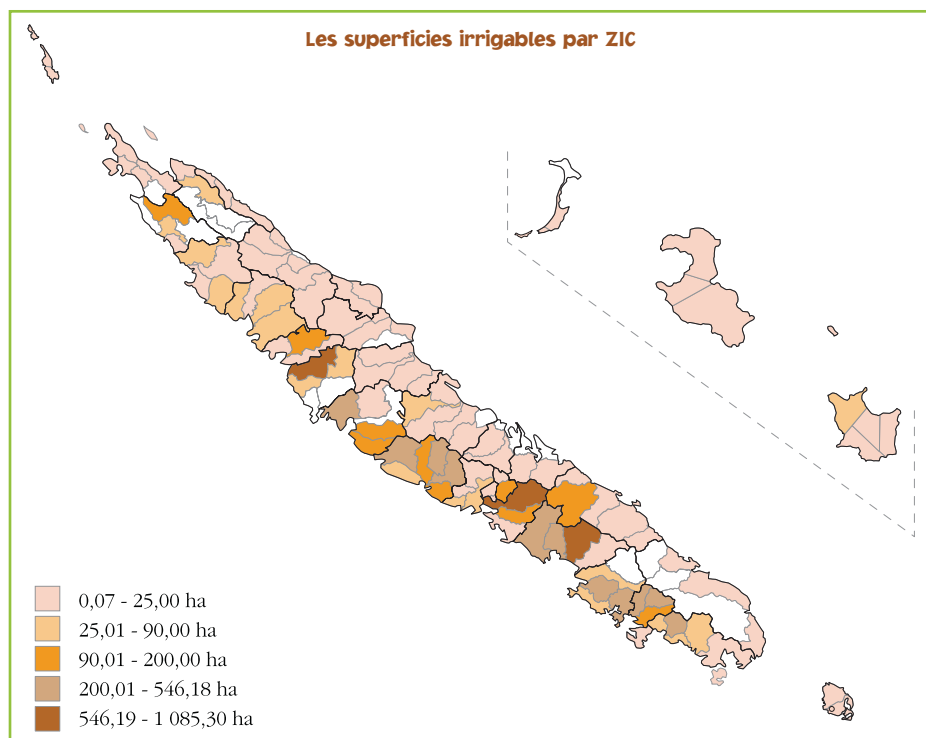
73 des exploitants irriguent leurs cultures

En 2002, la superficie irrigable** totale s'élève à 4 830 ha (cf. tableau page 84), soit 7,0% de la superficie agricole entretenue. Elle se répartit sur 1 430 exploitations. Près de la moitié des superficies irrigables se localise dans les seules communes de

Bourail, Boulouparis et La Foa. Pouembout se situe en 4^{ème} position avec une superficie irrigable de près de 1 000 ha.

** Les superficies irrigables sont celles que l'exploitant peut irriguer avec les moyens dont il dispose au jour de l'enquête. Elles ne doivent pas être confondues avec les surfaces effectivement irriguées au cours des 12 mois précédant l'enquête.

Les superficies irrigables par ZIC



Répartition des superficies irrigables en 2002

	Province des Iles Loyauté	Province Nord	Province Sud	Nouvelle-Calédonie
Nbre d'expl.	384	622	424	1 430
Superf. irrigable (ha)	152,8	2 207,3	7 464,6	4 830
SAE	524	55 357	84 468	140 849
Superf. irrigable/SAE (%)	29,1	4,0	8,8	7,0

Parmi les exploitants ayant déclaré des superficies irrigables, 444 utilisent le réseau municipal, 787 un réseau individuel, 51 un réseau collectif et 148 s'approvisionnent sur plusieurs réseaux. Enfin, 680 exploitants prélèvent l'eau en rivière pour irriguer leurs cultures.

Les surfaces inondables concernent 1/3 des agriculteurs

1 812 exploitants ont déclaré avoir des surfaces inondables sur leurs exploitations (cf. tableau page 84). Ces surfaces occupent 18 681 ha répartis en quasi-totalité en province Sud (53,3%) et en province Nord (46,3%).

Aux îles Loyauté, qui possèdent des sols très drainants, les surfaces inondables par l'eau douce sont insignifiantes* et rarement inondées.

* Les parcelles déclarées inondables se situent en quasi-totalité sur l'île d'Ouvéa, qui est un atoll corallien, où certaines zones, de très faible altitude, sont sujettes à la remontée d'eau saumâtre.

Les surfaces drainées représentent 1 512,5 ha (cf. tableau page 84) répartis sur 132 exploitations (dont 95 en province Sud et 37 en province Nord).

30% des surfaces difficilement mécanisables en raison de leur pente

À la question "toute l'exploitation est-elle composée de terrain plat et si non, quel pourcentage de l'ex-

Surfaces inondables et surfaces drainées				
	Province des Îles Loyauté	Province Nord	Province Sud	Nouvelle-Calédonie
Surfaces inondables	83,2	8 650,1	4 948,0	18 681,3
dont inondables fréquemment	10,7	3 128,2	4 470,4	8 104,2
dont inondables exceptionnellement	72,5	5 521,9	4 477,7	10 572,1
Surfaces drainées	0	213,6	1 244,0	1 512,5

ploitation n'est pas mécanisable à cause de sa forte pente ?", 24,3% des exploitants ont estimé avoir des surfaces trop pentues pour pouvoir les mécaniser. Ils sont presque tous situés sur la grande terre, les reliefs accidentés étant anecdotiques aux îles Loyauté.

Les surfaces déclarées non mécanisables à cause de leur forte pente représentent 24,4% de la superficie totale des exploitations en province Nord et 30,2% en province Sud.

Évaluation des surfaces non mécanisables à cause de leur forte pente				
	Province des Îles Loyauté	Province Nord	Province Sud	Nouvelle-Calédonie
Nbre d'expl. ayant des terrains trop pentus pour être mécanisables	38	746	805	1 631
Éval. des surf. non mécanisables (ha)	3	40 413	45 537	86 452

Pratiques culturelles

Culture hydroponique : seules 14 exploitations concernées

Il s'agit d'une culture intensive de plantes sur milieu artificiel. Encore appelée culture "hors-sol", elle est réalisée soit sur un substrat inerte, soit sans substrat.

Cette pratique culturelle nécessite une irrigation fertilisante permanente. Elle est utilisée par les maraîchers et les producteurs de fleurs essentiellement. Elle est relativement peu répandue puisqu'elle concerne 14 exploitations, dont 12 en province Sud, sur une surface totale de 13,1 ha (cf. tableau page 86).

La culture hydroponique concerne les cultures légumières et fruitières sur une surface de 12,6 ha et les cultures florales pour 0,5 ha.

1 exploitation sur 3 utilise des produits chimiques

On notera que parmi les 1 464 éleveurs de bovins, 642 ont déclaré ne pas utiliser de tiquicide et/ou vermifuge, ces derniers représentant 24,4% du troupeau calédonien.

Exploitations n'utilisant aucun produit				
	Province des Îles Loyauté	Province Nord	Province Sud	Nouvelle-Calédonie
Nbre	1 537	1 335	630	3 502
%	44,7	54,4	36,6	62,8

cf. tableau page 86.

Par rapport aux exploitants des deux autres provinces, très peu sur les îles Loyauté utilisent des intrants et/ou des pesticides. Plusieurs raisons peuvent expliquer cet état de fait :

- Les bovins sont indemnes de tiques sur la province des îles Loyauté, les éleveurs n'ont donc pas besoin d'utiliser des tiquicides comme la majorité des éleveurs de la grande terre,
- La plupart des exploitations loyalitiennes sont de faible dimension économique : 75,8% des exploitations ne sont pas considérées comme professionnelles. Leur caractère familial et traditionnel exclut généralement l'utilisation d'intrants dans leurs pratiques culturelles.
- Enfin, les loyaltiens sont très soucieux de préserver les lentilles d'eau douce, seules sources d'approvisionnement en eau potable. En outre, le service du développement agricole de la province des îles encourage les pratiques liées au respect de l'environnement.

Exploitations utilisant des engrais chimiques				
(Nbre)	Province des Îles Loyauté	Province Nord	Province Sud	Nouvelle-Calédonie
Engrais chimiques	46	374	754	1 184
(1991*)	(47)	(775)	(685)	(1 507)
Amendements naturels	15	60	326	401
Pesticides chimiques	40	504	547	1 046
Pesticides naturels	10	14	20	44
Tiquicides et vermifuges	0	388	445	833

* La comparaison avec 1991 n'est possible que pour les engrais chimiques.

La culture dite “biologique” : 1% des surfaces

L'agriculture biologique repose sur un système de certification régit par une réglementation. En Nouvelle-Calédonie, faute de référence réglementaire,

on parlera de culture “sans intrant chimique ou de type biologique”. Cette notion relève plus d'un état d'esprit que d'une pratique réglementée.

Déclaration d'une agriculture considérée comme “biologique”							
	Prov. Iles Loyauté		Province Nord		Province Sud		Nouvelle-Calédonie
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre %
Exploitants	113	7,0	305	13,7	317	18,4	735 13,2
SAE corresp. (ha)	57	10,9	1 307	2,4	98	0,1	1 462 1,0

Le paillage des cultures : essentiellement utilisé à Ouvéa

8 exploitations sur 10 pratiquant le paillage traditionnel* se situent en province des Iles Loyauté (cf. tableau page 84) et en particulier à Ouvéa où, sur les 307 exploitations de cette commune, 219 utilisent cette méthode permettant d'économiser l'eau (l'île

d'Ouvéa ne dispose pas de ressources en eau suffisantes pour pouvoir irriguer des cultures).

* Le paillage traditionnel consiste à recouvrir le sol, au pied des plantes cultivées, d'une couche de matériaux protecteurs naturels (de la paille en l'occurrence), permettant l'élimination de mauvaises herbes, une économie en eau et l'amélioration du sol qui s'enrichit en matières organiques.

Exploitations pratiquant le paillage traditionnel				
	Province des Iles Loyauté	Province Nord	Province Sud	Nouvelle-Calédonie
Exploitations	272	26	43	341
surf. des paillages traditionnels	73,2	9,0	10,2	92,4
Surf. moyenne (ha)	0,27	0,34	0,24	0,27

Écoulement des produits



Le RGA recense les moyens de production agricole, les principales caractéristiques des exploitations et de leur environnement et quelques pratiques de conduite d'élevage, de culture ou de commercialisation des produits. Il ne donne pas d'indication sur les volumes produits. Ce chapitre relatif à l'écoulement des produits agricoles ne met donc en évidence que les différents modes d'écoulement des produits agricoles, sans rapport avec les volumes écoulés.

La valorisation des produits agricoles par leur transformation à la ferme se développe fortement

En 1991, 41 exploitants avaient déclaré transformer des produits à la ferme. Ils sont beaucoup plus nombreux en 2002, 524 en tout, (parmi eux 208 ont déclaré transformer des produits végétaux et 473 des produits animaux), soit 9,4% des exploitations.

Transformation des produits à la ferme		
	Nbre d'expl.	% des producteurs*
Légumes (frais et de plein champ)	69	8,1
Fruits de plein champ	59	3,6
Fruits de verger	39	3,1
Café	16	5,3
Vanille	25	11,9

* ayant déclaré cultiver ce type de production.

• Produits végétaux transformés

Dépulpeurs, décortiqueurs, et unités de traitement de café (par voie humide) ont été recensés sur 11 exploitations.

• Produits animaux transformés (ou transformés pour animaux)

Sur 102 exploitations pratiquant l'apiculture, 30 exploitations possèdent une miellerie équipée et 42

exploitations possèdent du matériel destiné à extraire le miel.

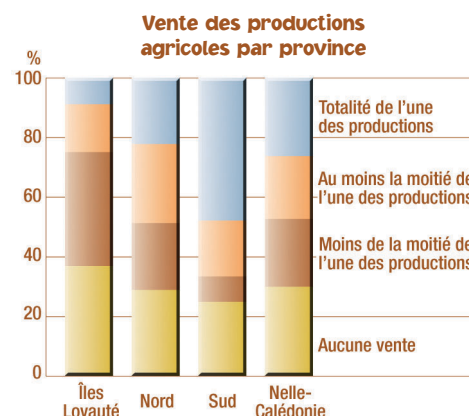
Parmi les éleveurs, certains possèdent, à la ferme, le matériel nécessaire à la fabrication d'aliments pour leur bétail : 24 broyeurs concasseurs non mélangeurs et 19 unités de fabrication d'aliment ont été recensées.

Enfin, 267 éleveurs déclarent posséder une tuerie sur leur exploitation (cf. tableau page 79). On notera que 13,7% des éleveurs de bovins, et 1,9% des éleveurs de porcs ont déclaré avoir une tuerie.

2 exploitants sur 3 vendent au moins une partie de leurs productions

En 1991, 5 252 exploitants (62,1%) vendaient au moins une partie de leurs produits**. En 2002, ils sont 3 904, soit 70,1% de l'effectif total.

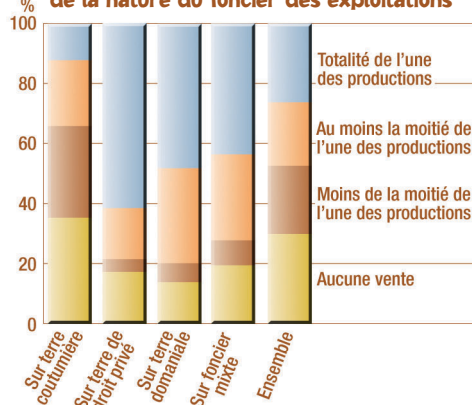
** Les produits en question sont : les céréales, les légumes frais et les légumes de plein champ, les tubercules tropicaux, les fruits de verger, les fleurs et plantes ornementales, les bovins, les porcins, les ovins et les caprins, les cervidés, les équidés, les volailles, les écrevisses, le bois, le café, le coprah, la vanille, le miel et le santal.



Les exploitations de la province des Îles Loyauté et de la province Sud présentent deux schémas opposés. En province des Îles Loyauté, l'activité commerciale est faible (seul 1/4 des exploitants vend au moins la moitié d'une de leurs productions), tandis qu'en province Sud, où les 2/3 des exploitations vendent plus de la moitié de l'une de leurs productions, la vocation marchande est plus marquée (cf. tableau page 94).

La province Nord présente un schéma intermédiaire, représentatif de l'ensemble de la Nouvelle-Calédonie.

Ventes des productions agricoles en fonction de la nature du foncier des exploitations



L'analyse de l'activité commerciale, croisée avec la nature du foncier, révèle une grande différence entre les exploitations ayant un foncier coutumier et celles ayant un foncier de droit privé.

82,4% des exploitations ayant un foncier de droit

privé vendent au moins la moitié de l'une de leurs productions, elles ne sont que 34,6% sur des terres coutumières.

Pour chaque type de produit, les modes de commercialisation recensés sont les suivants :

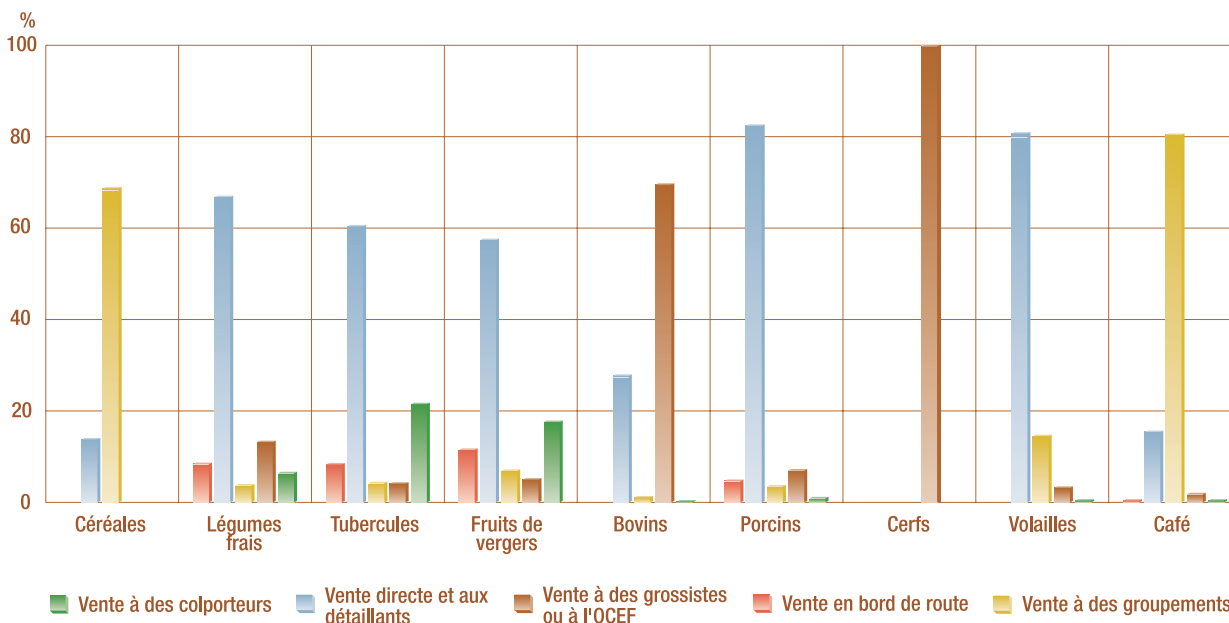
- vente en bord de route ;
- vente auprès de détaillants et vente directe (collectivités, restaurants, marché tribal ou communal, foires, particuliers...) ;
- vente à un ou plusieurs groupements de producteurs, coopératives, groupement de professionnels ;
- vente au marché de gros, à un grossiste ou à une centrale d'achat, à l'OCEF ;
- vente à un ou plusieurs colporteurs.

En fonction du type de produit, les modes de commercialisation utilisés varient. Ils peuvent dépendre de l'organisation de la filière, de l'existence ou non de structures de commercialisation ou d'éventuelles incitations pour favoriser certains circuits commerciaux.

Le mode de commercialisation des céréales le plus utilisé est la vente aux coopératives céréalières. Le schéma est similaire pour les producteurs de café, organisés autour de groupements de producteurs.

La majorité des éleveurs de bovins et la totalité des éleveurs de cerfs s'adressent à l'OCEF pour écouler leurs productions. 82,7% des exploitations commercialisant des produits issus d'élevages porcins pratiquent la vente auprès de détaillants ou de particuliers, mais ceux qui s'adressent à l'OCEF pour vendre leurs produits représentent 55,3% du cheptel porcin total.

Modes de commercialisation utilisés par les exploitants pour les principaux types de produits



Attention : seul le nombre d'exploitations pratiquant tel ou tel type de vente est connu, mais pas les volumes commercialisés. L'extrapolation du nombre d'exploitations à de quelconques volumes ne doit pas être faite.

Les dons et échanges intéressent 58% des exploitations

3 224 exploitants ont déclaré destiner au moins une partie de leurs productions aux dons et échanges (cf. définition page 2), mais 62,4% d'entre eux vendent également une partie de leurs produits.

1 665 exploitations, soit 24,9% de l'ensemble, ne vendent aucun produit. Elles représentent 5,4% de la

totalité de la superficie agricole travaillée et sont en général des exploitations aux dimensions modestes (près des 3/4 d'entre elles ont moins d'1 ha de SAU). Parmi celles-ci :

- 643 exploitations gardent leurs productions pour leurs besoins personnels seulement (cf. définition de l'autoconsommation page 2) ;
- 1 022 utilisent leurs produits pour leurs besoins personnels et/ou donnent ou échangent leurs produits.



1 exploitant sur 5 indique recevoir les conseils d'un technicien

Evolution de la répartition des exploitations bénéficiant d'un suivi technique

	Province des Iles Loyauté		Province Nord		Province Sud		Nouvelle-Calédonie	
	1991	2002	1991	2002	1991	2002	1991	2002
Expl. bénéficiant d'un suivi technique (nbre)	103	132	729	479	376	629	1 208	1 240
%/total des expl.	4,6	8,1	17,0	21,5	19,5	36,5	14,3	22,2
par les serv. techn. prov.	82	80	175	326	165	483	422	889
par d'autres techn. que prov.	64	52	642	153	274	146	480	351
Expl. ne bénéficiant d'aucun suivi technique (nbre)	2 151	1 491	3 550	1751	1 551	1 042	7 252	4 334
Expl. souhaitant bénéficier d'un suivi technique	nd	478	nd	560	nd	203	nd	1 242
%/ expl. ne bénéficiant d'aucun suivi technique	///	32,1	///	32,0	///	18,6	///	28,6

20% des exploitations avaient une comptabilité en 2002, elles étaient 12% en 1991

L'agriculture calédonienne se professionnalisant, la proportion d'exploitants suivant la gestion comptable de leur entreprise augmente. 20,3% des exploitants ont une comptabilité alors qu'ils n'étaient que

11,6% en 1991 (cf. tableau page 96).

Parmi les 4 445 exploitations ne bénéficiant d'aucun suivi comptable, 13,2% en expriment le besoin.

Evolution du nombre d'exploitations tenant une comptabilité

	Province Iles Loyauté		Province Nord		Province Sud		Nelle-Calédonie	
	1991	2002	1991	2002	1991	2002	1991	2002
Nombre	20	47	336	526	623	506	979	1 129
%	0,9	6,0	7,9	23,6	32,3	29,4	11,6	20,3

1 exploitant sur 10 a un prêt en cours

Le nombre d'exploitants ayant déclaré avoir au moins un crédit en cours le jour du passage de l'enquêteur est de 619, soit 11,1% de l'effectif total. Près des 3/4 d'entre eux se situent en province Sud (cf. tableau page 95).

Ces 619 exploitations ont contracté 997 prêts (643

exploitations avaient contracté 1 316 prêts en 1991*), pour un montant total de 4,86 milliards de F CFP, soit un montant moyen du ou des crédits contractés de 7,9 millions F CFP par exploitation.

* Les données de 1991 ne permettent pas de connaître les montants ni la nature détaillée des prêts.

La nature du foncier des exploitations est certainement un des facteurs influant le plus sur l'accès aux prêts. Environ 1/3 des exploitations disposant de terres soumises au droit privé ou de terres domaniales ont contracté un prêt, contre à peine 2% pour celles ayant un foncier coutumier.

Le plus grand nombre de prêts concerne l'achat de matériel (39,0%), puis l'achat de terres (17,2%). En valeur, ces deux types de prêts représentent 63,2% du montant total des prêts.

Evolution des exploitants ayant déclaré avoir au moins un crédit en cours

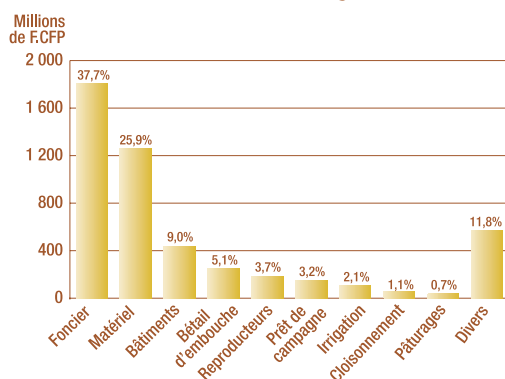
	Province des Iles Loyauté		Province Nord		Province Sud		Nouvelle-Calédonie	
	1991	2002	1991	2002	1991	2002	1991	2002
Nombre	21	4	216	172	406	443	643	619
Montants total prêts en cours (millions de F.CFP)	nd	9,6	nd	872,4	nd	3 474,3	nd	4 856,1

Prêts selon le type de foncier des exploitations

	Nbre expl.	Nbre expl. ayant un prêt en cours	%	Montant des prêts en cours (millions de F.CFP)	% du montant total des prêts en cours
Terres coutumières	3 870	66	1,7	162	3,3
Terres de droit privées	1 384	458	33,1	4 087	84,2
Terres domaniales	79	23	29,1	97	2,0
Foncier mixte	241	72	29,9	509	10,5
Totaux	5 574	619	11,1	4 856	100,0

Les exploitants ayant déclaré avoir un prêt en cours ont indiqué leur durée moyenne qui s'étale en moyenne sur 10 ans et 7 mois.

Montants et importance des types de prêts



En 2002, le montant des remboursements de prêts s'élève à environ 460 millions de F.CFP. Rapporté au montant de la production agricole finale évaluée à 7,4 milliards de F.CFP (source : Mémento agricole année 2002 – DAVAR), le remboursement des prêts représenterait, en moyenne, 6,2% du chiffre d'affaires de l'agriculture.

Près du quart des exploitations a une assurance agricole

Seules les assurances relatives aux moyens de production agricoles ont été recensées. Sont donc exclues les assurances relatives aux habitations, aux

Prêts en cours par nature			
	Nbre de prêts en cours	Montant (millions de F.CFP)	Durée moyenne des prêts
Prêt de campagne	60	153	2 ans et 2 mois
Achat de terres	171	1 810	14 ans 7 mois
Achat de matériel	389	1 254	5 ans 10 mois
Achat de bétail d'emboûche	101	248	3 ans 10 mois
Achat de reproducteurs	49	180	5 ans 2 mois
Trvx d'irrigation	23	104	4 ans 9 mois
Trvx cloisonnement et stock-yard	27	54	5 ans 8 mois
Amélioration de pâturages	20	36	5 ans 7 mois
Bâtiments et install. d'élevage	58	438	8 ans 3 mois
Divers	49	574	7 ans 6 mois
Totaux	997	4 856	10 ans 7 mois

véhicules de tourisme, à la maladie et aux retraites, etc (cf. tableau page 47).

Nombre d'exploitations ayant une assurance agricole*				
	Province des Iles Loyauté	Province Nord	Province Sud	Nouvelle-Calédonie
Assurant bâtiments et matériels seulement	4	57	189	250
Assurant cultures et animaux seulement	44	407	144	595
Assurant bâtiments, matériels, cultures et animaux	17	134	345	496
Total	65	598	678	1 341
Nbre total expl. (%)	4,0	26,8	39,4	24,1

* Après comparaison de ces données avec celles de la caisse d'assurance mutuelle agricole (CAMA), il semblerait que le nombre d'exploitations ayant déclaré assurer les cultures et les animaux soit inférieur à la réalité, bien qu'un exploitant ayant moins de 350 points puisse s'assurer à la CAMA.

Environnement des exploitations

Eau et électricité : les exploitations sont mieux desservies

• Fourniture en eau (cf. tableau page 86).

Toutes les provinces ont bénéficié d'améliorations en matière d'accès à l'eau. La proportion des exploitations n'ayant pas d'eau est toutefois bien supérieure dans la province des Iles Loyauté où la ressource est difficilement accessible (lentilles d'eau particulièrement fragiles ne pouvant être exploitées que par des forages à faible débit pour éviter des remontées d'eau saumâtre).

• Fourniture en électricité (cf. tableau page 86).

L'accès à l'énergie électrique s'est également fortement amélioré. Près de 5 000 sièges d'exploitations

Evolution du nombre d'exploitations dont le siège est approvisionné en eau*							
(%)	Prov. Iles Loyauté		Province Nord		Province Sud		Nouvelle-Calédonie
	1991	2002	1991	2002	1991	2002	1991 2002
Réseau général	6,8	47,5	62,4	72,7	54,4	68,8	46,4 64,2
Réseau individuel** ou mixte	12,6	7,8	10,4	20,9	17,0	26,1	12,5 18,6
Pas d'eau	80,6	44,7	27,2	6,4	23,6	5,1	40,6 17,2

* Le siège de l'exploitation est le lieu où le temps d'activité agricole est le plus important. Il ne s'agit pas nécessairement du lieu d'habitation du chef d'exploitation (cf. définition page 4).

** Pompage en rivière, puits ou forage, impluvium etc...

n'étaient pas fournis en électricité en 1991, ils sont un peu moins de 2 000 en 2002.

Les exploitations de toutes les provinces ont bénéficié des améliorations portées au réseau électrique.

Exploitations dont le siège est approvisionné en eau							
(%)	Prov. Iles Loyauté		Province Nord		Province Sud		Nouvelle-Calédonie
	1991	2002	1991	2002	1991	2002	1991 2002
Réseau général	12,4	43,3	42,6	57,2	46,7	70,7	35,5 57,3
Réseau individuel*	1,1	3,3	5,4	8,3	11,6	11,6	5,6 7,9
Pas d'électricité	86,5	53,3	52,1	34,5	41,7	17,7	58,9 34,8

* Groupe électrogène, énergie solaire.

LA POPULATION AGRICOLE

Population agricole familiale

La population agricole familiale, en forte baisse, représente encore 10% de la population calédonienne

En 2002, la population agricole familiale (cf. définition page 4) vivant et/ou travaillant sur les exploitations agricoles représente 9,7% de la population totale de la Nouvelle-Calédonie* (22,7% en 1991).

* En métropole, la population agricole familiale représente 3,5% de la population totale en 2000 (source INSEE).

Entre les deux recensements, la population agricole familiale de la Nouvelle-Calédonie est passée de 40 311 à 21 212 personnes**. Elle a perdu un peu plus de 19 000 personnes (-47,4%), probablement au bénéfice d'autres activités.

** La population agricole familiale, en métropole, a diminué de 39,2% en 11 ans, passant de 3 116 000 personnes en 1990 à 1 896 000 en 2000. Sur cette même période, la population agricole familiale européenne a diminué de 35,5% (passant de 24 146 000 à 15 567 000 personnes en 2000) (source : FAOSTAT).

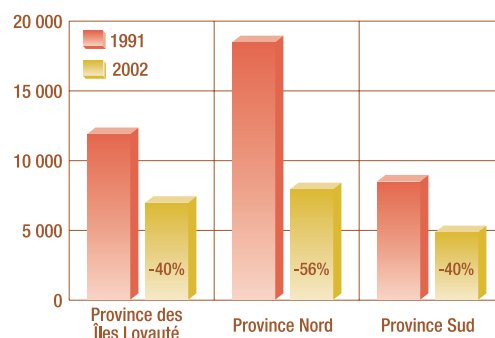
Elle représente :

- 31,4% de la population totale en province des îles Loyauté (64% en 1991),
- 18,4% en province Nord (51% en 1991),
- 3,6% en province Sud (7% en 1991).

Une population agricole mieux répartie entre les trois provinces

La province Nord regroupe 39,7% de la population agricole familiale (47,0% en 1991), la province des îles

Evolution de la population agricole familiale

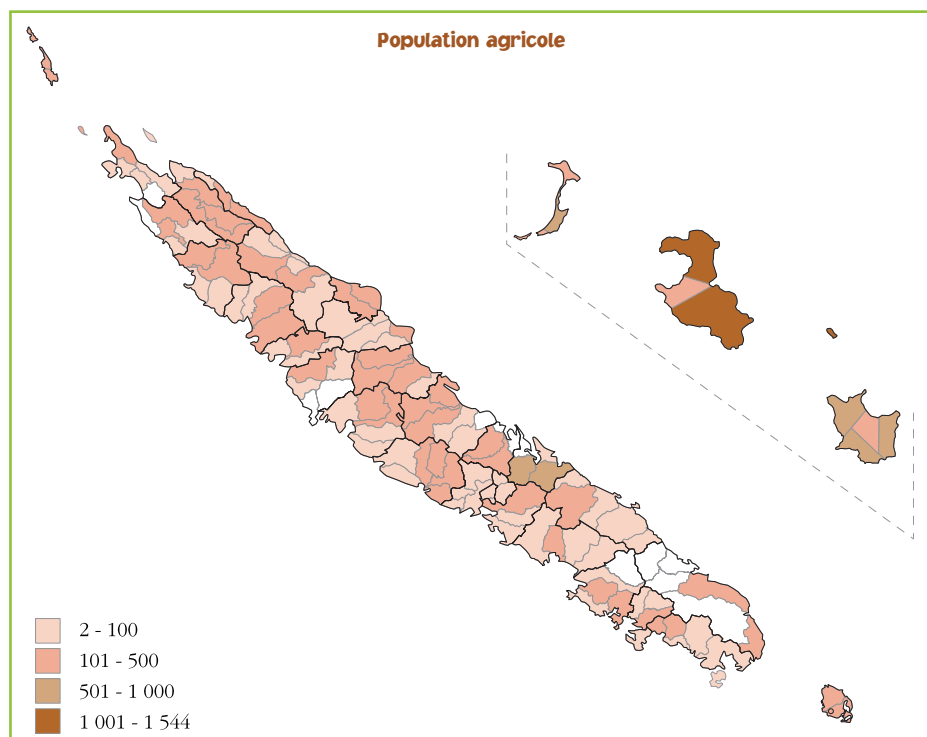


Loyauté 35,1% (30,7% en 1991) et la province Sud 25,2% (22,3% en 1991) (cf. tableau page 88).

1/5^{ème} de la population agricole familiale se situe dans la région Nord-Est, suivie de Lifou avec 16,3% puis de la région Sud-Ouest avec 14,6%.

En 11 ans, certaines communes, notamment aux îles Loyauté et dans le Nord-Est, ont vu disparaître un nombre conséquent de personnes au sein de leur population agricole familiale, avec notamment :

Lifou	(-2 171 personnes),
Ouvéa	(-1 713 personnes),
Poindimié	(-1 541 personnes),
Hienghène	(-1 305 personnes),
Koné	(-1 178 personnes),
Maré	(-1 041 personnes),
Houailou	(-902 personnes).



La population agricole familiale vieillit très sensiblement : l'âge moyen est passé de 27 ans en 1991 à 32 ans en 2002

L'âge moyen de la population agricole familiale (cf. définition page 4) a augmenté dans les trois provinces, mais de façon plus importante en province Sud.

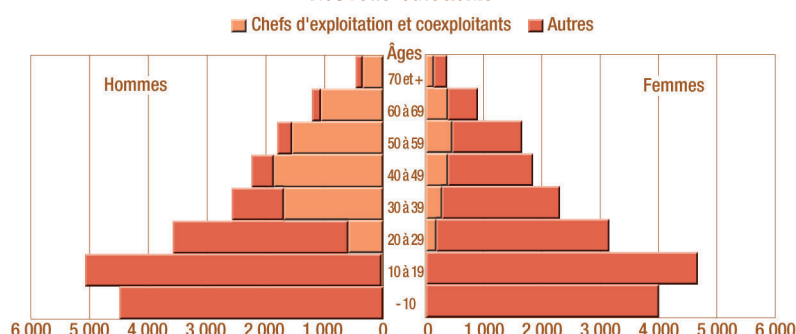
La population agricole vivant dans des exploitations situées sur des terres coutumières a un âge moyen de 30 ans. Sur terres de droit privé, cet âge moyen passe à 39 ans.

L'âge moyen des chefs d'exploitation (cf. définition page 2) s'est accru de deux ans, s'élevant à 50 ans en 2002 (cf. tableau page 89). 25,6% des chefs d'exploitation ont au moins 60 ans (22,1% en 1991) et seulement 6,3% ont moins de 30 ans (8,5% en 1991).

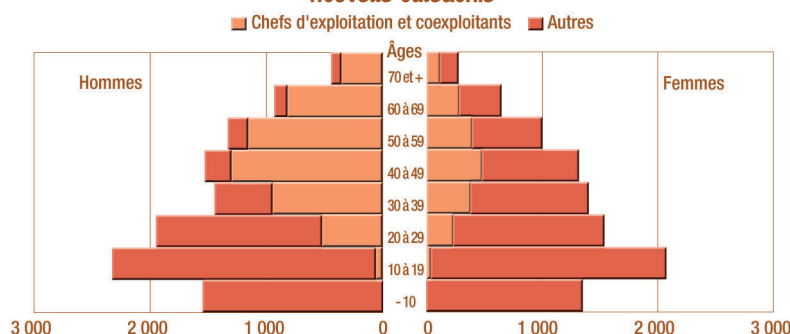
Âge moyen des populations agricoles familiales

	Prov. des Îles Loyauté	Prov. Nord	Prov. Sud	Nouvelle-Calédonie
1991	24,5	27,2	28,4	26,6
2002	28,6	31,8	35,7	31,6
Augmentation	4,1	4,5	7,3	5,0

**Pyramide des âges de la population agricole 1991
Nouvelle-Calédonie**



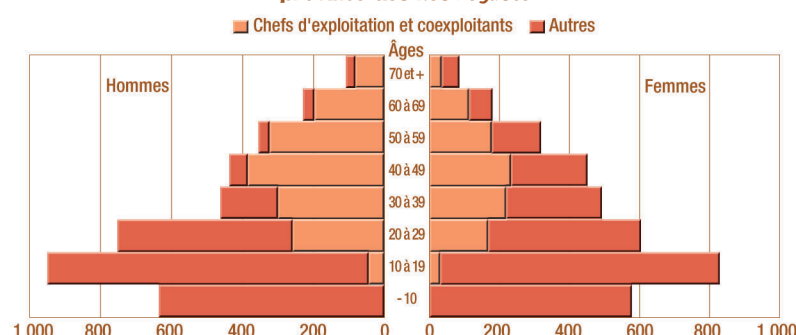
**Pyramide des âges de la population agricole 2002
Nouvelle-Calédonie**



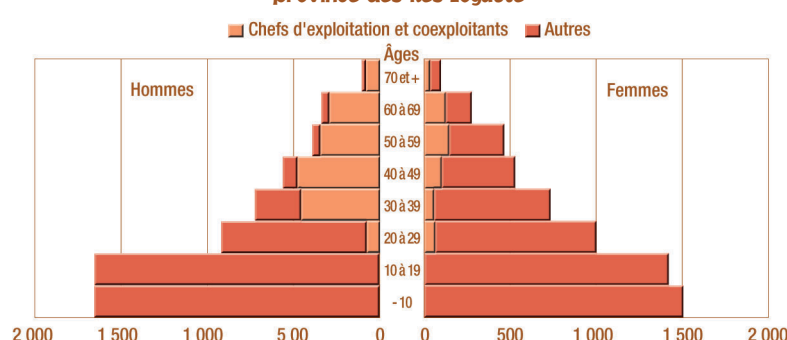
En province des Îles Loyauté, l'âge moyen des chefs d'exploitation (48 ans) est resté stable.

La direction des exploitations se féminise très significativement aux Îles Loyauté. 23,1% des chefs d'exploitation ou co-exploitants étaient femmes en 1991, elles sont 37,4% en 2002 à diriger une exploitation agricole, soit près de deux fois plus, en proportion, que dans les deux autres provinces.

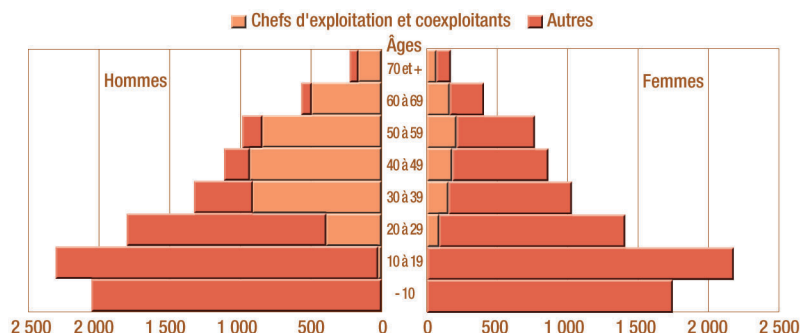
**Pyramide des âges de la population agricole 2002
province des Îles Loyauté**



**Pyramide des âges de la population agricole 1991
province des Îles Loyauté**



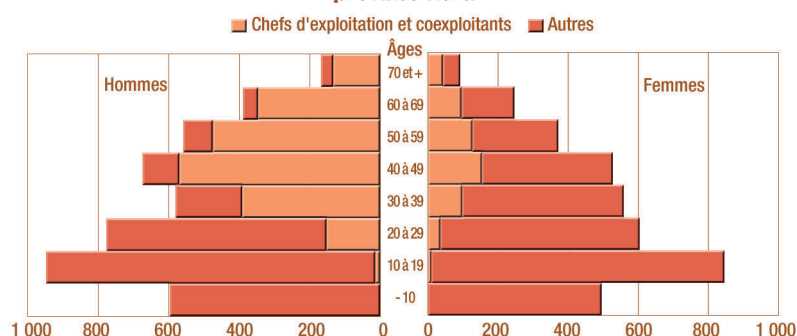
**Pyramide des âges de la population agricole 1991
province Nord**



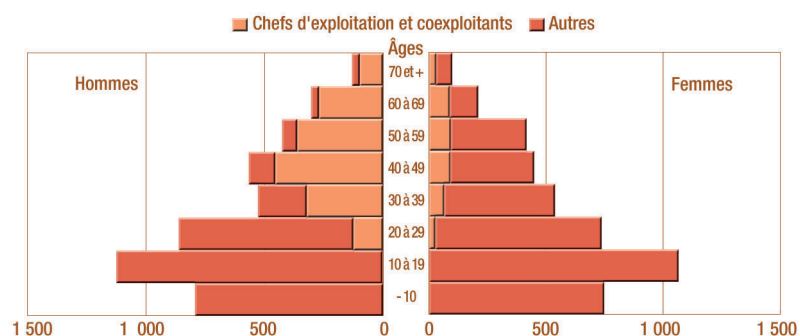
De 48 ans en 1991, l'âge moyen des chefs d'exploitation en province Nord est passé à 50 ans en 2002.

Par rapport aux îles Loyauté, la proportion de femmes dirigeant les exploitations agricoles n'est qu'en légère augmentation dans le Nord ; elles étaient 18,7% en 1991, elles sont 21,1% en 2002.

**Pyramide des âges de la population agricole 2002
province Nord**



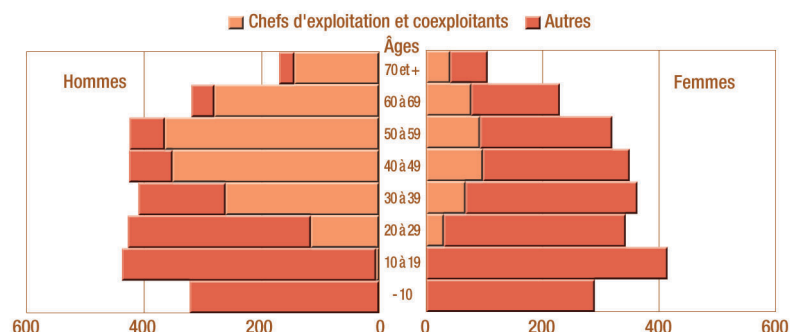
**Pyramide des âges de la population agricole 1991
province Sud**



L'âge des chefs d'exploitation en province Sud s'est accru de 2 ans pour atteindre 51 ans en 2002.

De façon moins prononcée que dans les deux autres provinces, la proportion de femmes dirigeant des exploitations en province Sud augmente également. Elles étaient 19,2% en 1991 et sont 21,0% en 2002.

**Pyramide des âges de la population agricole 1991
province Sud**



Seuls 414 chefs d'exploitation ont bénéficié d'une formation agricole (426 en 1991), mais ils sont mieux formés

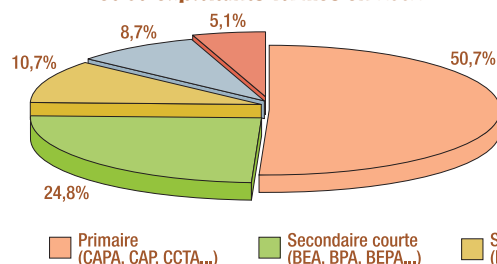
L'exploitation agricole est dirigée par un chef d'exploitation, parfois secondé par un ou plusieurs co-exploitants (cf. définition page 2). Ils prennent les

décisions quotidiennes et assurent la gestion courante de l'exploitation. Dans de nombreux cas, le co-exploitant est le conjoint du chef d'exploitation. En 2002, les exploitations agricoles sont dirigées par 5 574 chefs d'exploitation et 1 544 co-exploitants.

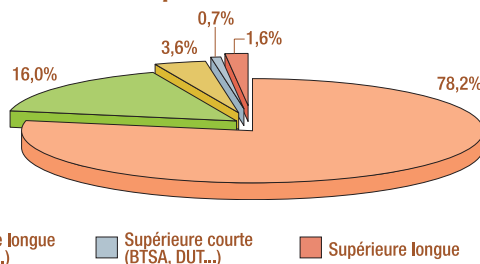
En 2002, 7,4% des chefs d'exploitations et 5,2% des co-exploitants ont bénéficié d'une formation agricole (ils étaient respectivement 5,0% et 4,1% il y a 11 ans). "En tribu", 5,5% des chefs d'exploitations et co-exploitants ont une formation agricole, ils sont 10,8% "hors tribu".

Chefs d'exploitations et co-exploitants confondus bénéficient à l'heure actuelle d'un meilleur niveau de formation que lors du précédent recensement. Alors que 22,8% des personnes formées avaient bénéficié d'une formation secondaire ou supérieure, ils sont aujourd'hui 44,2% (cf. tableau page 89).

Niveau de formation des chefs d'exploitations et co-exploitants formés en 2002



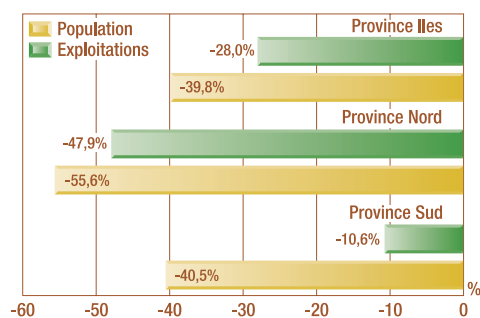
Niveau de formation des chefs d'exploitations et co-exploitants formés en 1991



La main d'oeuvre sur les exploitations

La main d'oeuvre familiale agricole représente l'équivalent de 5 300 emplois à temps plein

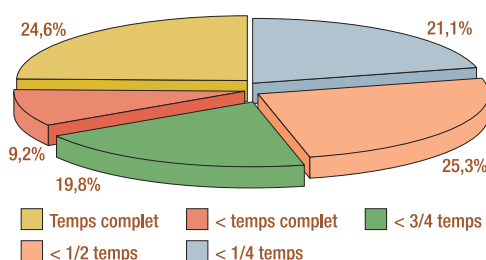
Evolutions du nombre d'exploitations et de la population agricole familiale entre 1991 et 2002



La diminution de la population agricole (-47,4%) est proportionnellement plus importante que celle du nombre d'exploitations (-34,1%). Le nombre moyen de personnes par exploitation a donc diminué et le potentiel de main d'oeuvre familiale s'en trouve réduit.

C'est en province Sud que ce phénomène est le plus accentué.

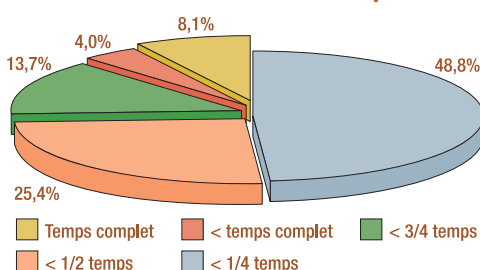
Répartition des chefs d'exploitation et des co-exploitants en fonction de leur activité sur l'exploitation



Les actifs familiaux (cf. définition page 2), c'est-à-dire les personnes qui participent aux travaux de l'exploitation, représentent 62,4% de la population agricole familiale totale (cf. définition page 4). En 1991, ce pourcentage était de 56,0%. Le temps de travail effectué par ces actifs familiaux est passé de 10 166 unités de travail annuel (UTA*) en 1991 à 5 247 UTA en 2002 (-47,4%). On compte aujourd'hui près d'1 UTA par exploitation au lieu d'1,2 en 1991.

* L'UTA équivaut au travail d'une personne à temps complet (40 heures par semaine ou plus) pendant une année (275 jours ou plus par an).

Répartition des autres actifs agricoles en fonction de leur activité sur l'exploitation



Comme en 1991, 1/4 des chefs d'exploitation et des co-exploitants travaillent à temps plein sur leur exploitation.

Mais cette proportion varie selon la localisation de l'exploitation. En province des Îles Loyauté, seuls 11,7% des chefs d'exploitation et co-exploitants travaillent à temps plein, ils sont 26,6% en province Nord et 36,5% en province Sud.

En tribu, 17,4% des chefs d'exploitation et co-exploitants travaillent à temps plein, ils sont 34,6% hors tribu.

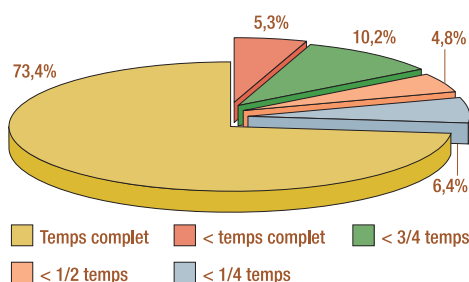
25,8% des autres actifs agricoles travaillent à mi-temps ou plus sur l'exploitation, ils étaient 41,1% en 1991.

L'activité agricole familiale représente 2 626 UTA hors tribu (sur 1 744 exploitations) et 3 815 UTA en tribu (sur 3 831 exploitations).

Le nombre de salariés permanents a augmenté de 30% en 11 ans

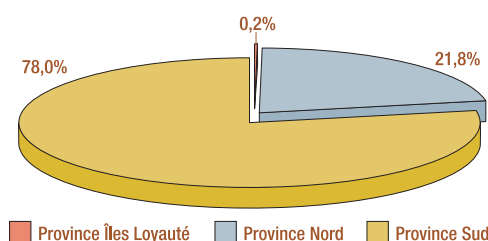
En 2002, 342 exploitations, soit 7,0%, emploient un ou plusieurs salariés permanents (cf. définition page 4) hors du cadre familial (cf. tableau page 40). Parmi celles-ci, les 3/4 se situent en province Sud. Sur l'ensemble de la Nouvelle-Calédonie, 1 113 salariés permanents ont été recensés représentant au total 438 UTA. Un quart de ces employés sont des femmes. Malgré la disparition d'un nombre important d'exploitations, les salariés permanents sont plus nombreux qu'en 1991 : ils n'étaient en effet que 857, totalisant 747 UTA. Ceci vient confirmer l'évolution de l'agriculture calédonienne vers plus de professionnalisme.

Répartition des salariés permanents en fonction de leur activité sur l'exploitation



Seule la province des Îles Loyauté a enregistré une diminution de ses effectifs salariés. Sur les provinces Nord et Sud en revanche, le nombre de salariés permanents a fortement augmenté respectivement de 47,3% et 27,6%, depuis 1991.

Répartition provinciale des salariés permanents



Moins de travaux agricoles effectués par des entreprises

Sur l'ensemble de la Nouvelle-Calédonie, 202 exploitations (347 en 1991), dont 81,2% sont en province Sud, font appel à une entreprise* pour effectuer des travaux agricoles (cf. tableau page 43).

* Ces entreprises ne sont pas nécessairement des entreprises de travaux agricoles, il peut s'agir de prestations rémunérées fournies par un voisin.

1 084 journées de travail ont ainsi été effectuées pendant l'année précédant le passage de l'enquêteur (2 124 journées avaient été déclarées en 1991). Pour ces 202 exploitations, les entreprises effectuent en moyenne près de 5 jours et demi de travail par an et par exploitation. Toutefois, 62,4% des exploitations ne font appel à une entreprise qu'une seule journée par an.

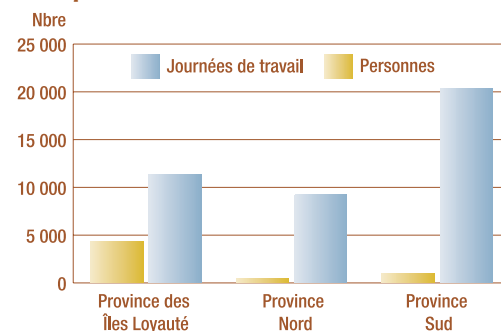
La mécanisation accrue des exploitations est probablement une des raisons principales pour laquelle le nombre de jours de travaux effectués par les entreprises a diminué de 44,0% depuis 1991.

Moins de saisonniers, mais un nombre de journées de travail en augmentation de 38%

La main d'œuvre saisonnière (cf. définition page 3) occupe une place croissante et non négligeable dans le fonctionnement des exploitations agricoles. L'emploi de saisonniers concerne 485 exploitations et 5 706 personnes** (cf. tableau page 43), soit en moyenne 5,8 personnes par exploitations. Ces employés saisonniers totalisent 40 443 jours de travail dans l'année, équivalant à 150 UTA, ou 41,6 journées de travail par exploitation, au lieu de 22,4 en 1991.

* Un même saisonnier peut travailler dans plusieurs exploitations. Ce chiffre peut donc comporter des doubles comptes.

Répartition de la main d'œuvre saisonnière



Depuis 1991, le nombre d'exploitations faisant appel à la main d'œuvre saisonnière et le nombre de saisonniers régressent. Ainsi, en 1991, 1 244 exploitations faisaient appel à 10 658 personnes. Mais ces saisonniers ne représentaient que 29 544 journées de travail, ou 107 UTA.

La main d'œuvre saisonnière occasionnelle est particulièrement importante en province des Îles Loyauté, avec un total de 4 289 personnes travaillant en moyenne 2,6 jours par an. Il s'agit essentiellement de travaux à caractère communautaire, réalisés à l'occasion du défrichage des champs et des récoltes de tubercules. 16,4% des saisonniers travaillent en province Sud et représentent la moitié des UTA saisonnières.

51 exploitants agricoles ont déclaré bénéficier d'une main d'œuvre extérieure à la famille, autre que celle de salariés permanents ou de saisonniers (cf. tableau page 43). Il s'agit d'une main d'œuvre travaillant de façon régulière sur l'exploitation mais non rémunérée, considérée comme de l'entraide (cf. définition page 2).

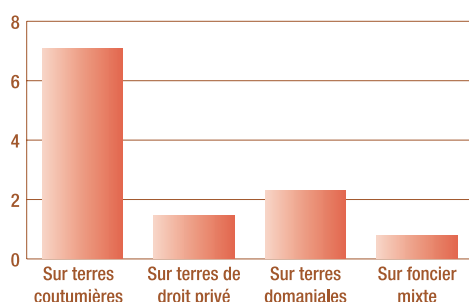
Les exploitants agricoles évaluent cette main d'œuvre à 141 personnes, accomplissant un travail équivalant à 57 UTA, dont plus de la moitié en province Sud.

A l'hectare, la main d'œuvre est 100 fois plus importante sur les petites exploitations que sur les grandes

Le nombre total d'UTA (cf. définition page 5) a diminué de 41,6%. Ce pourcentage, rapproché de la diminution du nombre d'exploitations, de la diminution de la superficie agricole entretenue et de la progression de la production agricole finale depuis 11 ans, est une traduction supplémentaire de la performance croissante de l'agriculture calédonienne.

A la question “existe-t-il, dans l’année, une ou des périodes de besoins supplémentaires en main d’œuvre (pics de travaux) ?”, 24,2% des chefs d’exploitation ont répondu positivement. Par province, la fréquence des réponses positives est inversement proportionnelle au nombre moyen d’UTA par exploitation : elle est de 40,7% en province des Îles Loyauté, de 25,7% en province Nord et de 22,4% en province Sud.

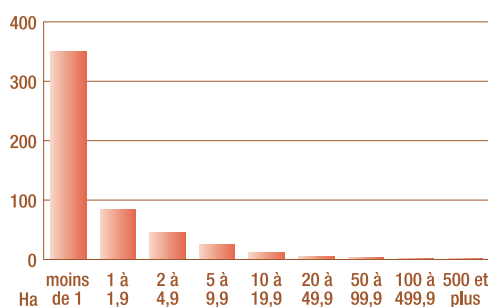
Nombre d’UTA pour 100 ha de SAU (en fonction du type de foncier)



Rapporté à la SAU, le nombre d’UTA varie très fortement en fonction de la nature du foncier et de la dimension de l’exploitation.

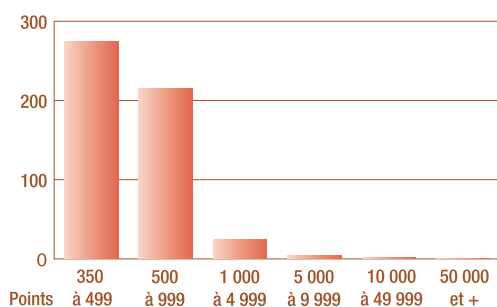
Pour une même surface, les exploitations situées sur des terres coutumières utilisent 5 fois plus de main d’œuvre que celles situées sur des terres de droit privé.

Nombre d’UTA pour 100 ha de SAU (en fonction de la taille de l’exploitation en ha de SAU)



À l’hectare, les exploitations de moins de 20 ha utilisent 100 fois plus d’UTA que celles ayant 20 ha ou plus. Le nombre d’UTA varie également de façon importante selon la dimension économique de l’exploitation.

Nombre d’UTA pour 100 ha de SAU (en fonction de la dimension de l’exploitation exprimée en points)



Évolution et répartition des unités de travail annuel (UTA)

	Province des Îles Loyauté		Province Nord		Province Sud		Nouvelle-Calédonie	
	1991	2002	1991	2002	1991	2002	1991	2002
Main d'œuvre familiale	2 706	1 556	5 266	2 173	2 194	1 568	10 166	5 297
Salariés agricoles	7	2	132	159	608	777	747	938
Saisonniers et entraide	13	43	54	56	40	107	107	206
UTA totales	2 726	1 601	5 452	2 388	2 842	2 452	11 020	6 441
Nbre moyen d'UTA par exploitation	1,21	0,99	1,27	1,07	1,47	1,42	1,30	1,16

Enfin, l’utilisation de main d’œuvre est très liée au type de production. Les producteurs de légumes frais (n’ayant aucune autre spéculation agricole) utilisent en moyenne 44 UTA pour 100 ha de SAU. Les éleveurs de bovins (ne pratiquant aucune culture ni d’autres élevages) utilisent en moyenne 0,4 UTA pour 100 ha de SAU.

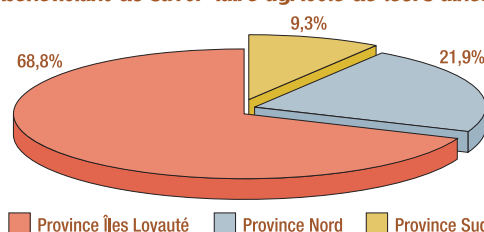
Une transmission de savoir-faire : plutôt vers les moins de 16 ans aux Loyauté, plutôt vers des stagiaires dans le Sud

110 exploitations (parmi elles, plusieurs sont des structures de formation agricole) ont accueilli 484 stagiaires*, chacun d’eux restant en moyenne 1 mois sur l’exploitation. 9 exploitations loyaltiennes ont accueilli 27 stagiaires, en province Nord elles sont 47 à avoir accueilli 262 stagiaires et en province Sud 195 stagiaires ont été accueillis dans 54 exploitations.

* Certaines exploitations ayant déclaré des stagiaires sont des structures de formation (maisons familiales rurales par exemple) et ces mêmes stagiaires ont pu également être déclarés par des exploitants les ayant accueillis pendant leurs travaux pratiques. Le nombre total de stagiaires peut donc comporter des doubles comptes.

Une importante partie de la population agricole familiale âgée de moins de 16 ans participe aux travaux agricoles sur l’exploitation. Ayant moins de 16 ans, ces personnes ne sont pas considérées comme actifs agricoles mais plutôt comme des bénéficiaires de la “transmission de savoir-faire” de la part de leurs aînés.

Répartition des personnes de moins de 16 ans bénéficiant du savoir-faire agricole de leurs aînés



Sur l’ensemble de la population agricole familiale, 5 600 personnes (26,4%) ont moins de 16 ans, dont 766 (3,6%) bénéficient, de par leur activité sur l’exploitation, du savoir-faire de l’exploitant. Parmi ces derniers, un peu plus de la moitié sont âgés de 13 à 15 ans.

La grande majorité des enfants bénéficiant du savoir-faire de leurs aînés se localisent aux Îles Loyauté. Parmi ceux de la province Nord, plus de la moitié sont situés dans la région Nord-Est.

C’est sur les exploitations de statut foncier coutumier que cette transmission du savoir-faire est la plus pratiquée, d’où son importance aux Îles Loyauté et sur la côte Est de la grande terre.



31% des chefs d'exploitation ont une activité principale à l'extérieur de l'exploitation

3 353 chefs d'exploitation, soit 60,2% de l'ensemble, considèrent que leur seule activité professionnelle est celle d'agriculteur. Les autres chefs d'exploitation sont essentiellement doubles actifs* (cf. définition page 2), 4,3% considérant cependant que l'agriculture n'est ni leur profession principale ni leur profession secondaire.

* La double activité concerne toute personne exerçant conjointement deux activités : l'une agricole au sein de l'exploitation, la seconde non agricole. Selon les cas, cette activité non agricole sera déclarée par la personne l'exerçant comme "profession principale" ou "activité secondaire".

70,7% des chefs d'exploitation doubles actifs ont une activité extérieure salariée et 22,0% sont responsables d'une entreprise, ou ont une profession libérale.

Les autres (7,3%) ont déclaré "aide familial" comme activité complémentaire à celle d'agriculteur.

Ceux qui considèrent être agriculteur à titre secondaire et ceux ne se considérant pas du tout agriculteurs, c'est-à-dire tous les chefs d'exploitation estimant que l'agriculture est une activité d'appoint, représentent 30,4% des chefs d'exploitation (29,1% des chefs d'exploitation en tribu et 34,4% hors tribu).

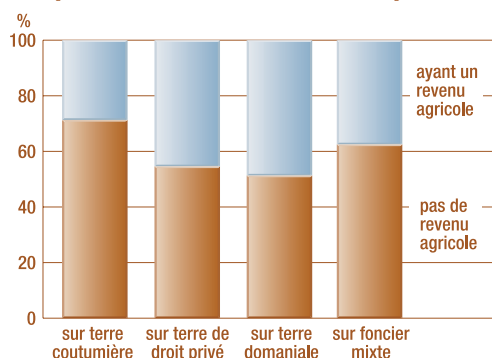
Profession déclarée par les chefs d'exploitation									
	Province des Îles Loyauté		Province Nord		Province Sud		Nouvelle-Calédonie		
	1991	2002	1991	2002	1991	2002	1991	2002	
Simple actifs : agriculteurs comme simple profession	1 634	1 032	3 171	1 358	1 155	963	5 460	3 353	
%	72,5	63,6	74,1	60,4	59,4	55,4	70,4	60,2	
Doubles actifs									
Agricult. à titre principal	31	191	462	200	173	107	666	448	
%	1,4	11,8	10,8	4,0	4,0	6,2	7,4	8,4	
Agricult. à titre secondaire	507	268	535	584	514	624	1 556	1 481	
%	22,5	16,5	12,5	26,4	26,7	36,3	18,4	26,6	
Total des doubles actifs	538	459	997	784	687	731	2 222	1 929	
%	23,4	28,3	23,3	35,4	35,7	42,5	26,3	35,5	
Ne se considèrent pas comme agric., ni à titre princip., ni à titre second.	82	132	111	82	85	28	278	242	
%	3,6	8,1	2,6	3,7	4,4	1,6	3,3	4,3	
Total	2 254	1 623	4 274	2 224	1 927	1 722	8 460	5 574	

% calculés sur le nombre total de chefs d'exploitation.

1/3 de la population agricole familiale tire un revenu de l'agriculture

Pour chacune des personnes de 16 ans et plus appartenant à la population agricole familiale, il a été demandé l'importance du revenu issu de l'agriculture, en % par rapport à l'ensemble de ses revenus**. Parmi les 15 612 personnes concernées, 5 087 d'entre elles, soit 32,6%, ont déclaré avoir un revenu monétaire issu de l'exploitation agricole (cf. définition page 2).

Part de la population agricole familiale de 16 ans et plus en fonction du foncier de l'exploitation



Pour 1 877 de ces personnes, soit 12,0% de la population agricole familiale de 16 ans et plus, les revenus proviennent intégralement de l'exploitation.

* La comparaison avec 1991 n'est pas possible, cette question n'étant pas posée alors.

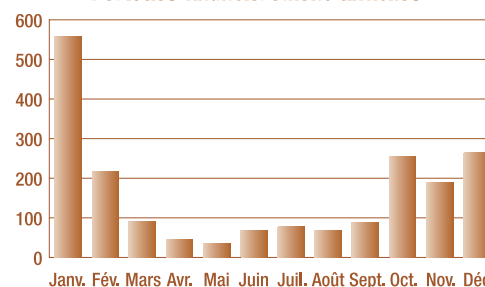
Au sein de la population agricole familiale de 16 ans et plus, les personnes ayant un revenu agricole sont moins fréquentes lorsque l'exploitation est située sur terres coutumières. La dimension économique de ces exploitations, généralement plus faible sur ce type de foncier, peut expliquer cet état de fait.

Parmi les 721 chefs d'exploitation travaillant à temps plein sur l'exploitation et dont le revenu est intégralement issu de l'agriculture, 106, soit 14,7%, abandonneraient l'agriculture pour un emploi salarié. Ce souhait est un peu plus fréquent en province Sud (16,3%) qu'en province Nord (14,0%) ou en province des Îles Loyauté (11,0%). Il est un peu plus fréquent sur terres coutumières (15,0%) que sur terres de droit privé (13,8%).

1/3 des chefs d'exploitation ont indiqué avoir une période difficile de "soudure"

35,2% des chefs d'exploitation ont déclaré connaître une période difficile de "soudure" d'un point de vue financier (cf. tableau page 46).

Périodes financièrement difficiles

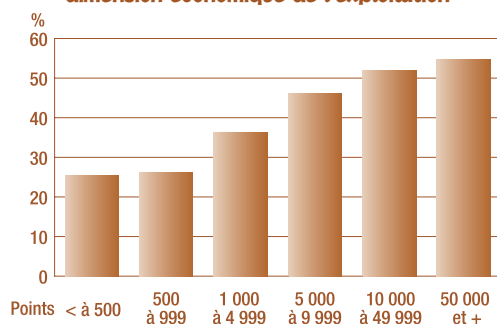


La fréquence des réponses est plus importante sur les mois d'octobre et février, avec une pointe en janvier.

La forme de la question posée ne permet pas d'apprécier l'ampleur de la difficulté financière éprouvée et la nature des besoins diffère d'un exploitant à l'autre. Il semblerait toutefois que les périodes de

difficulté financière soient moins fréquentes dans les exploitations de faible dimension économique que dans les grandes.

Proportion de chefs d'exploitation éprouvant une période financièrement difficile en fonction de la dimension économique de l'exploitation



Ces périodes difficiles sont moins fréquentes en province des Îles Loyauté (elles concernent 16,3% des chefs d'exploitation) qu'en province Nord (43,5%) ou en province Sud (42,2%). Elles affectent 24,4% des

chefs d'exploitation en tribu et 48,0% hors tribu. Les exploitations polyvalentes (pratiquant à la fois des cultures et de l'élevage) semblent moins sujettes aux périodes financièrement difficiles (31,6%) que les exploitations spécialisées (42,1%).

D'une façon générale, les petites exploitations, situées en tribu sur terres coutumières et pratiquant la polyculture/élevage, semblent éprouver moins de difficultés financières que les grandes exploitations spécialisées situées sur un foncier de droit privé.

Période financièrement difficile en fonction des systèmes de production

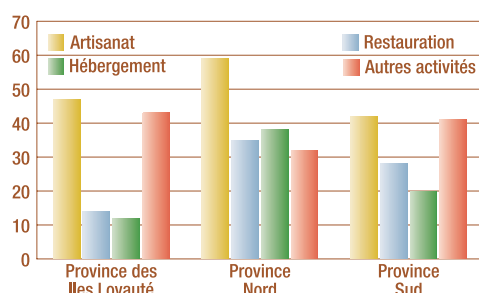
Système de production	Nbre d'expl.	Chefs déclar. une période difficile	%
Monoculture	303	111	36,6
Élevage seul.	707	322	45,5
Polyculture	846	364	41,2
Monocult. élev.	427	213	23,0
Polycult. élev.	2 741	947	34,5
Total	5 574	1 962	35,2

Activités annexes

32% des 285 exploitations ayant une activité liée au tourisme se situent en tribu

Les activités liées au tourisme concernent l'artisanat, la restauration, l'hébergement et autres activités de loisir (activités sportives, visites guidées etc.). En 1991, des activités à caractère touristique existaient dans 475 exploitations (soit 5,6%).

Nombre d'exploitation ayant une activité liée au tourisme



En 2002, des activités liées au tourisme existent dans 285 exploitations agricoles (5,1% de l'effectif total), dont 90 en province des Îles Loyauté, 103 en province Nord et 92 en province Sud. L'artisanat concerne plus de la moitié de ces exploitations (cf. tableau page 47).

Les activités liées au tourisme sont une source de revenu d'appoint pour 221 exploitations situées en tribu et 64 hors tribu.

1/4 des exploitants vend des produits de la chasse, de la pêche ou de la cueillette de végétaux

La chasse, la pêche et la cueillette de végétaux intéressent 4 084 exploitants, soit 73,4% du total (cf. tableau page 48). Ce sont des activités annexes qui fournissent un revenu d'appoint pour 1 344 d'entre eux, situés à 42,4% en tribu.

Nombre d'exploitant pratiquant la chasse, la pêche et le cueillette

	Prov. Îles Loyauté		Prov. Nord		Prov. Sud		Nouvelle-Calédonie	
	Nombre pratiquant	Vendant ses produits	Nombre pratiquant	Vendant ses produits	Nombre pratiquant	Vendant ses produits	Nombre pratiquant	Vendant ses produits
Chasse	844	248	1 405	201	751	22	3 005	521
Pêche	1 044	611	1 576	384	812	140	3 482	1 140
Cueillette	544	261	844	114	414	10	1 857	340

Des responsabilités professionnelles ou électives pour 18% des exploitants

En plus de leurs activités agricoles, 756 des chefs d'exploitations (13,6%) ont déclaré avoir des responsabilités professionnelles (alors qu'ils étaient 1 444, soit 17,7%, en 1991), au sein d'une coopérative, d'une association, d'un syndicat ou d'un groupement de

professionnels agricoles. 4,7% des chefs d'exploitation ont des responsabilités électives (au sein de la commune, de la province ou de la Nouvelle-Calédonie) et 25,2% ont des responsabilités coutumières (les trois types de responsabilités pouvant être cumulés) (cf. tableau page 49).

L'AVENIR DES EXPLOITATIONS AGRICOLES



3/4 des chefs d'exploitation de plus de 50 ans auront un successeur familial

Parmi les 2 543 chefs d'exploitation de 50 ans et plus ayant répondu, 2 111, soit 81,4%, savent qui va leur succéder (cf. tableau page 48). 75,3% ont déclaré que leur succession serait assurée par un membre de leur famille et 5,1% par un co-exploitant. Dans 2,5% des cas, c'est une personne étrangère à la famille qui reprendra l'exploitation.

Enfin, 16,0% ne savent pas qui leur succédera (ils étaient 61,4% en 1991), et 2,5% envisagent la disparition de leur exploitation faute de successeur.

Si, en 1991, l'incertitude pesait sur les successions

dans un avenir proche, il semble que la tendance soit inversée en 2002, l'ensemble des exploitants exprimant un certain optimisme quant à la pérennité de leur exploitation dans les prochaines années.

9 exploitants sur 10 sont confiants dans l'avenir de leur exploitation agricole

A la question "Pensez-vous que votre exploitation se trouve dans des conditions suffisamment favorables pour exister encore plusieurs années ?", 89,4% des chefs d'exploitation ont exprimé leur optimisme par une réponse favorable. Le pourcentage est sensiblement le même sur chacune des provinces.

CONCLUSION



L'agriculture calédonienne a subi de profonds changements depuis le recensement de 1991.

- Cette année là, 8 460 exploitations agricoles, sur une surface agricole utilisée (SAU) de 228 000 ha, avaient dégagé un chiffre d'affaires (production agricole finale) évalué à 3,4 milliards de F CFP.

- En 2002, 5 574 exploitations agricoles, sur une SAU de 248 000 ha, ont dégagé un chiffre d'affaires évalué à 7,4 milliards de F. CFP (6,3 milliards en francs en francs constants).

En 11 ans, le chiffre d'affaires moyen par exploitation agricole en francs constants a ainsi été multiplié par 2,5, signe incontestable d'une professionnalisation de l'agriculture en Nouvelle-Calédonie.

Au delà de cette tendance principale, les éléments suivants peuvent être mis en exergue :

D'une façon générale, un grand nombre d'exploitations de faibles dimensions, économiquement fragiles car ayant un faible outil de production, ont disparu au profit d'exploitations plus solides :

- Le nombre d'exploitations a diminué de 34% : -48% en province Nord, -28% aux îles Loyauté et -11% en province Sud. Cette diminution affecte essentiellement les petites exploitations, surtout en province Nord qui a perdu 53% des exploitations ayant une surface agricole utilisée (SAU) de moins de 5 ha (-21% aux îles Loyauté et -30% en province Sud).

- Le nombre d'exploitations ayant leur siège "en tribu" a diminué de 44% (-28% aux îles Loyauté, -53%

en province Nord et -42% en province Sud).

- Le nombre d'exploitations "hors tribu" a augmenté de 13% (-1,3% en province Nord et +20% en province Sud, toutes les exploitations sont en tribu aux îles Loyauté),

En corrélation avec sa professionnalisation, l'agriculture calédonienne se spécialise.

- Le système de production polyculture-élevage intéresse 49% des exploitations contre 67% en 1991.

- 5% pratiquent la monoculture contre 1% en 1991 et 13% ne pratiquent que l'élevage contre 6% en 1991.

L'élevage bovin, première filière agricole de la Nouvelle-Calédonie par son chiffre d'affaire, semble devenir plus extensif.

- 47% de la SAU sont consacrés à l'élevage (élevage bovin viande en quasi-totalité). Les légumes et fruits de plein champ prédominent sur les 3% restants (24% de la SAU hors surfaces toujours en herbe), suivis des arbres fruitiers (20%), puis des céréales (12%).

- Les pâturages non entretenus peu productifs (parcours, savane à niaoulis, forêts pâturées) ont fortement augmenté en province Nord, impliquant un mode d'élevage bovin encore plus extensif (0,28 UGB/ha contre 0,44 en 1991). Le chargement moyen sur l'ensemble de la Nouvelle-Calédonie est de 0,32 UGB/ha, contre 0,40 en 1991.

Les fruits et les légumes se développent à proximité des principaux centres de consommation.

- La province Sud, qui rassemble 68% de la population calédonienne, regroupe 66% des surfaces cultivées en fruits et légumes (48% en 1991).

La population agricole familiale diminue fortement et devient plus âgée.

- Avec 21 212 personnes, la population agricole familiale a diminué de moitié (-47,4%), passant de 22,7% de la population totale en 1991 à 4,7% en 2002.
- La population agricole familiale a vieilli de 5 ans en moyenne, passant de 27 ans en 1991 à 32 ans en 2002. Sur les îles Loyauté, cette moyenne est passée de 24 à 29 ans, sur la province Nord elle est passée de 27 à 32 ans et sur la province Sud elle est passée de 28 à 36 ans.
- Les chefs d'exploitation ont vieilli de 2 ans en moyenne, passant de 48 à 50 ans. Ils ont en moyenne 48 ans sur la province des îles Loyauté, 50 ans sur la province Nord et 51 ans sur la province Sud.

Tous les cheptels ont diminué, sauf ceux concernant les cerfs et les volailles. Le nombre d'élevages a diminué, mais ils sont de plus grande taille.

- 1 469 exploitations possèdent au moins 1 bovin, elles étaient 2 089 en 1991. Elles ont en moyenne 76 têtes contre 60 en 1991.
- Le nombre d'élevages porcins a diminué de 34%, passant de 3 901 à 2 574. Leur taille moyenne est passée de 7,6 à 4,4 têtes.
- 56% des élevages porcins se situent sur la province des îles Loyauté, mais 54% du cheptel porcin se situe en province Sud.
- L'élevage de cerfs progresse avec 14 300 têtes sur 39 exploitations, alors que 22 exploitations regroupaient 12 500 têtes en 1991. On notera que la production de viande de cerf est passée de 35 tonnes en 1991 à 270 tonnes en 2002 (source : OCEF).
- L'élevage de volailles est fortement concentré, 85% du cheptel se situe en province Sud.

Les exploitations sont mieux équipées.

- 1 tracteur pour 3 exploitations, contre 1 pour 5 exploitations en 1991. 72% du parc calédonien est situé en province Sud. La région sud ouest (de Dumbéa à Poya) concentre 62% du parc calédonien. Pour 100 ha de surface agricole entretenue, la province Sud compte 1,6 engins tracteurs, la province Nord en compte 1,0 et la province des îles Loyauté 4,0.

Les crédits en cours s'élèvent à 4,4 milliards de F.CFP, le remboursement annuel avoisine 460 millions de F.CFP.

- 36% des emprunts en cours concernent l'achat de terres, 25% l'achat de matériel, 4% la construction de bâtiments et installations d'élevage, 5% l'achat d'animaux. 80% de ces emprunts en cours sont contractés par des exploitants de la province Sud.

Le nombre de salariés permanents a augmenté de 30% en 11 ans.

- Le nombre total d'UTA (main d'œuvre familiale, salariés agricoles, main d'œuvre saisonnière et occasionnelle) s'élève à 5 297 contre 10 166 UTA en 1991.
- Le nombre moyen d'UTA par exploitation est passé de 1,30 à 1,16.
- 1 113 salariés permanents, représentant 438 UTA, ont été recensés alors qu'ils étaient 857 (724 UTA) en 1991.

1/3 de la population agricole familiale tire un revenu de l'agriculture.

- Parmi les 15 612 personnes de la population agricole familiale âgée de 16 ans et plus, 32,6% ont déclaré avoir au moins une partie de leurs revenus issue de l'agriculture.
- 1 877 personnes (12% de cette population agricole familiale) ont déclaré avoir un revenu intégralement issu de l'agriculture.

Enfin, 4 exploitants sur 10 sont confiants dans l'avenir de leur exploitation agricole.

TABLE DES ANNEXES

Annexe 1 : Densités des produits agricoles	60
Annexe 2 : Détermination de la dimension économique de l'exploitation	60
Annexe 3 : Tableaux	61
Généralités	61
Effectif des exploitations, superficie agricole utilisée (SAU) et superficie agricole entretenue (SAE) par commune	61
Effectif et surface des exploitations par tranche de SAU et par province	61
Statut de l'exploitation et nature du foncier	62
Effectif des exploitations selon leur statut et par commune	62
Effectif des exploitations selon leur foncier et par commune	62
Répartition des surfaces agricoles selon leur statut foncier et par commune (ha)	63
Nombre d'exploitations selon le mode de formation du foncier par commune	64
Répartition des surfaces agricoles selon le mode de faire-valoir (ha) et par commune	64
Orientations des exploitations	65
Nombre d'exploitations marchandes et professionnelles par commune	65
Nombre d'exploitations selon leur système d'exploitation et par commune	65
Utilisation du sol	66
Répartition des exploitations et des surfaces affectées aux pâturages par commune (ha)	66
Répartition des exploitations et des surfaces affectées aux vergers et aux arbres fruitiers isolés par commune	66
Surfaces affectées aux espèces d'arbres fruitiers composant les vergers par commune (ha)	67
Répartition des exploitations et des surfaces de céréales par commune	68
Répartition des exploitations et des surfaces affectées aux tubercules tropicaux par commune	68
Répartition des exploitations et des surfaces fourragères par commune	68
Répartition des exploitations et des surfaces affectées aux fruits de plein champ ou semi permanents par commune	68
Répartition des exploitations et des surfaces de légumes de plein champ par commune	68
Répartition des exploitations et des surfaces de légumes frais par commune	68
Répartition des exploitations et des surfaces affectées au café par commune	69
Répartition des exploitations et des surfaces affectées à la vanille par commune	69
Répartition des exploitations et des surfaces affectées aux plantes médicinales par commune	69
Répartition des exploitations et des surfaces affectées aux condiments et épices par commune	69
Répartition des exploitations et des surfaces affectées aux cultures spéciales par commune	70
Répartition des exploitations et des surfaces affectées aux cultures florales et pépinières par commune	70
Répartition des exploitations et des surfaces affectées aux jardins familiaux, potagers et cultures associées par commune	70
Répartition des exploitations et des surfaces affectées aux jachères et autres terres arables par commune	70
Récapitulatif de la composition de la SAU (surfaces en ha) par commune	71
Productions animales	72
Le cheptel bovin par commune	72
Le cheptel avicole par commune	73
Le cheptel porcin par commune	74
Le cheptel cervidé par commune	74
Le cheptel caprin par commune	75
Le cheptel ovin par commune	75
Le cheptel équin par commune	76
Le cheptel cunicole par commune	77
L'apiculture par commune	77

Effectif des animaux sur les exploitations par type de cheptel et par commune	78
Nombre d'élevages bovins et porcins par type d'élevage et présence d'une tuerie, par commune	79
Nombre d'élevages et effectif des troupeaux par tranche de taille et par province (1 tableau par espèce)	80
Equipement et environnement des exploitations	82
Le matériel agricole par province	82
Les installations de travail destinées à l'élevage par commune	83
Les bâtiments agricoles par commune	83
Serres, ombrières et paillages (surfaces en m ²), par commune	84
L'irrigation sur les exploitations agricoles par commune	84
Surfaces inondables et surfaces drainées par commune	84
Approvisionnement en eau des exploitations agricoles par commune	85
Pratiques culturales particulières par commune (hydroponie, culture sans intrant chimique, contre-saison)	86
Equipement des sièges d'exploitations en eau et en électricité par commune	86
Effectif des exploitations selon la nature de leur siège et par province	87
Morcellement des exploitations par commune	87
Population agricole familiale par commune	88
Composition de la population agricole familiale par commune	88
Effectif et âge moyen de la population agricole familiale par tranche d'âge et par commune	89
Age moyen des chefs d'exploitations par commune	89
Formation des chefs d'exploitation et des co-exploitants, par province	89
Part des revenus agricoles dans les revenus monétaires de la population agricole familiale âgée de 16 et plus, par commune	90
Temps de travail (sur l'exploitation) des chefs d'exploitation par commune	91
Temps de travail de la population agricole familiale âgée de 16 ans et plus sur l'exploitation, par commune	91
Temps de travail des salariés permanents non familiaux sur l'exploitation par commune	92
Temps de travail de la main d'œuvre occasionnelle, des stagiaires et des entreprises extérieures, sur l'exploitation, par commune	93
Temps de travail fourni par l'entraide sur les exploitations, par commune	93
Récapitulatif du temps de travail effectué sur les exploitations par commune	94
Gestion de l'exploitation et activités annexes	94
Activité commerciale des exploitations par commune	94
Nombre d'emprunts contractés par les exploitations agricoles selon leur objet et par commune	95
Gestion et comptabilité des exploitations, par commune	96
Nombre d'exploitations déclarant connaître des périodes financièrement difficiles, par commune	96
Nombre d'exploitations déclarant une assurance par commune	97
Nombre d'exploitations déclarant une activité liée au tourisme, par commune	97
Nombre d'exploitations déclarant des activités de chasse, pêche et/ou de cueillette, par commune	98
Succession des chefs d'exploitations (de 50 ans et plus) par type de successeur et par commune	98
Chefs d'exploitation ayant des responsabilités professionnelles, électives, coutumières, par commune	99
Annexe 4 : Arrêté relatif à l'exécution de l'enquête statistique dénommée "Recensement Général de l'Agriculture" en Nouvelle-Calédonie	100
Annexe 5 : Financement du RGA 2002	101
Annexe 6 : Calendrier de réalisation du RGA 2002	102
Annexe 7 : Mode opératoire	103
Annexe 8 : Publications	103

ANNEXE 1 : DENSITÉS DES PRODUITS AGRICOLES

Les densités indiquées ci-dessous ont été calculées avec les moyennes significatives du RGA, ou selon les densités techniquement préconisées (notées * dans le tableau) lorsque les données du RGA ne permettent pas d'obtenir des valeurs significatives (observations trop peu nombreuses).

DENSITÉS DES PRODUITS AGRICOLES

	Nbre de pieds/are		Nbre de pieds/are		Arbres de verger	Arbres isolés
Ail	3 000*	Igname	78,6	Avocat	1,8*	2,2
Aubergine	129,2	Manioc	87,1	Citron et lime	2,6	3*
Brocolis	200	Patate douce	87,2	Goyave	3*	1,9
Carotte	625	Taro bourbon	72,5	Jacque	1,3*	2,5
Céleri	583	Taro de montagne	70,8	Litchi	1,3*	1,9
Chou de chine	268,8	Taro d'eau	82,4	Mandarine	3*	2,7
Chou rouge	200	Autre tubercule	45,4	Mangue	1,5*	2,1
Chou vert	182,5	Tubercules tropicaux		Orange	2,6	3*
Chouchoute	7,5	Ananas	104,1	Pamplemousse et pomélo	2	2,1
Chou-fleur	300	Banane dessert	18,2	Papaye	16*	8,3
Citrouille	61,2	Banane poingo	16,4	Pêche	8,3*	2,8*
Concombre	79,6	Fraise	125	Autres	2,4	2,4
Courgette	79,4	Melon	51,4			
Echalote	3 300*	Pastèque	55,5			
Haricot beurre	400*	Fruits de plein champ ou semi permanents				
Haricot chinois	134,2	Café arabica	16,8			
Haricot vert	383,8	Café robusta	13,9			
Maïs doux	123,7	Cocotier	5,5			
Navet*	200	Vanille	50,4			
Oignon vert	684,2	Pinus	6,6			
Persil	746,7	Autres essences forestières	5,3			
Piment	425	Santal	5,9			
Poireau	420,2	Cultures spéciales				
Poivron	180,7					
Pomme de terre	76,8					
Radis	1 466,7					
Salade	411,9					
Tomate	147,7					
Fines herbes*	2 000					
Autres	537,5					

Légumes

*densités "techniquement présumées"

ANNEXE 2 : DÉTERMINATION DE LA DIMENSION ÉCONOMIQUE DE L'EXPLOITATION

Chaque production agricole peut-être traduite en un nombre de points, selon les critères adoptés pour l'inscription au registre de l'agriculture.

Dans le cadre du recensement 2002, pour qu'une unité de production soit considérée comme une exploitation agricole, son activité de production agricole doit être égale ou supérieure à 350 points.

ÉQUIVALENCE ENTRE PRODUCTIONS ET NBRE DE POINTS

	Points /Animal		Points /Animal		Nombre de points par are non irrigué	Nombre de points par are irrigué
Taureau reproducteur	100	Cheval de stock	30	Céréales		
Vache laitière	100	Cheval de selle	30	Fourrage/ensilage	1	2
Vache allaitante	40	Cheval de course	40	Pâturage amélioré	1	1
Bovin de 2 ans et + mâle	40	Poney adulte	30	Prairie naturelle entretenue	2	2
Bovin de 2 ans et + femelle	40	Jeune poney	15	Parcours, savane pâturée, pâturages peu productif	1	1
Bovin de 1 à - de 2 ans mâle	33	Ane et ânesse	30	Légumes frais	1	1
Bovin de 1 à - de 2 ans femelle	33	Anon	15	Légumes de plein champ	20	20
Bovin et veau de moins d'un an	25	Cerf mâle adulte, reproducteur	40	Pomme de terre primeur nouvelle	10	10
Verrat	100	Biche mère	33	Pomme de terre demi-saison, conservation	20	20
Truie mère	100	Bichette 18 mois et +	25	Fruits de plein champ	4	4
Cochette de remplacement	50	Daguets 18 mois et +	25	Tubercules tropicaux	10	20
Porc à l'engrais	33	Faon (moins de 18 mois)	10	Arbres fruitiers	20	20
Porcelet non sevré	20	Poule pondeuse	2	Jardin familial	10	20
Porcelet en post-sevrage	20	Poulette	1	Vanille	20	20
Bélier	20	Poulet de chair	2	Plantes médicinales	50	50
Brebis allaitante	20	Autre poule coq	1	Poivre et épices diverses	50	50
Agnelle de renouvellement	15	Canard et cane	3	Caféiers	30	30
Agneau et agnelle pour la boucherie	10	Autruche	15	Pépinière ornementale	10	20
Autre mouton	10	Oie	3	Pépinière fruitière	20	20
Bouc	30	Couple de pigeon reproducteur	5	Pépinière forestière	30	30
Chèvre laitière	40	Pintade	2	Autre pépinière	30	30
Chèvre allaitante	20	Faisan	2	Pépinière serre ou abri	30	30
Chevrette de renouvellement	10	Perdrix	2	Reboisement en pinus	50	50
Cabri et chevrette pour la boucherie	5	Caille	1	Santal planté	1	1
Autre caprin	5	Dinde et dindon	3	Reboisement autres essences	3	3
Etalon	100	Autre volaille	0	Plantes médicinales	2	2
Jument poulinière	40	Lapin reproducteur mâle et femelle	8	Fleurs à couper	50	50
Pouliche	30	Lapin en engraissement	2	Arbres et arbustes d'ornement	50	50
Poulain	30	Ruche d'élevage, en production	20		20	20

ANNEXE 3 : Généralités

EFFECTIF DES EXPLOITATIONS/SAU ET SAE - COMMUNE					
	Nbre d'exploitation	SAU en ha	SAU moyenne	SAE en ha	SAE moyenne
Lifou	691	505,2	0,7	162,4	0,2
Maré	625	369,5	0,6	286,4	0,5
Ouvéa	307	289,2	0,9	74,9	0,2
Province Îles Loyauté	1 623	1 163,9	0,7	523,6	0,3
Bélep	92	43,6	0,5	36,3	0,4
Canala	206	870,0	4,2	333,6	1,6
Hienghène	95	2 541,7	26,8	146,9	1,5
Houailou	300	3 241,7	10,8	2 114,6	7,0
Kaala-Gomen	104	13 072,0	125,7	9 316,1	89,6
Koné	109	9 738,9	89,3	2 953,2	27,1
Kouaoua	79	605,6	7,7	284,4	3,6
Koumac	64	12 130,9	189,5	5 664,9	88,5
Ouégoa	283	32 735,6	115,7	4 518,1	16,0
Poindimié	163	973,4	6,0	330,2	2,0
Ponérihouen	226	4 871,2	21,6	3 278,1	14,5
Pouébo	146	1 487,9	10,2	368,3	2,5
Pouembout	69	11 491,1	166,5	9 608,5	139,3
Poum	66	5 540,1	83,9	2 375,3	36,0
Poya	73	10 033,8	137,4	4 833,3	66,2
Touho	68	1 213,0	17,8	553,8	8,1
Voh	87	11 057,2	127,1	8 642,2	99,3
Province Nord	2 230	121 647,4	54,6	55 357,5	24,8
Boulouparis	110	21 371,4	194,3	18 465,2	167,9
Bourail	442	33 702,8	76,3	17 129,9	38,8
Dumbéa	104	2 573,1	24,7	1 925,1	18,5
Farino	35	1 510,0	43,1	1 306,9	37,3
Ile des Pins	185	300,5	1,6	103,1	0,6
La Foa	153	25 252,5	165,0	20 897,4	136,6
Moindou	61	5 897,9	96,7	5 590,2	91,6
Mont-Dore	149	548,4	3,7	320,5	2,2
Nouméa	13	33,4	2,6	14,0	1,1
Païta	177	19 409,7	109,7	9 800,1	55,4
Poya	44	10 922,1	248,2	7 182,0	163,2
Sarraméa	30	2 130,4	71,0	1 521,7	50,7
Thio	137	1 374,3	10,0	680,0	5,0
Yaté	81	40,0	0,5	31,8	0,4
Province Sud	1 721	125 066,3	72,7	84 967,7	49,4
Nouvelle-Calédonie	5 574	247 877,7	44,5	140 848,8	25,3

EFFECTIF ET SURFACE DES EXPLOITATIONS/SAU - PROVINCE			
	Nbre d'exploitation	SAU en ha	SAU moyenne
Moins de 1 ha	1 421	304,7	0,2
De 1 à 1,9 ha	95	119,6	1,3
De 2 à 4,9 ha	79	214,9	2,7
De 5 à 9,9 ha	16	96,4	6,0
De 10 à 19,9 ha	6	72,5	12,1
De 20 à 49,9 ha	3	75,2	25,1
De 50 à 99,9 ha	2	150,4	75,2
De 100 à 499,9 ha	1	130,3	130,3
Province Îles Loyauté	1 623	1 163,9	0,7
Moins de 1 ha	986	397,1	0,4
De 1 à 1,9 ha	396	541,4	1,4
De 2 à 4,9 ha	242	695,7	2,9
De 5 à 9,9 ha	64	429,1	6,7
De 10 à 19,9 ha	39	552,0	14,2
De 20 à 49,9 ha	89	2 726,7	30,6
De 50 à 99,9 ha	91	6 290,9	69,1
De 100 à 499,9 ha	276	66 207,5	239,9
500 ha et plus	47	43 807,0	932,1
Province Nord	2 230	121 647,4	54,6
Moins de 1 ha	607	189,7	0,3
De 1 à 1,9 ha	147	196,0	1,3
De 2 à 4,9 ha	172	528,9	3,1
De 5 à 9,9 ha	118	845,6	7,2
De 10 à 19,9 ha	98	1 371,9	14,0
De 20 à 49,9 ha	142	4 477,1	31,5
De 50 à 99,9 ha	123	8 863,1	72,1
De 100 à 499,9 ha	266	62 597,3	235,3
500 ha et plus	48	45 996,7	958,3
Province Sud	1 721	125 066,3	72,7
Moins de 1 ha	3 014	891,5	0,3
De 1 à 1,9 ha	638	856,9	1,3
De 2 à 4,9 ha	493	1 439,6	2,9
De 5 à 9,9 ha	198	1 371,1	6,9
De 10 à 19,9 ha	143	1 996,3	14,0
De 20 à 49,9 ha	234	7 279,0	31,1
De 50 à 99,9 ha	216	15 304,4	70,9
De 100 à 499,9 ha	543	128 935,1	237,5
500 ha et plus	95	89 803,7	945,3
Nouvelle-Calédonie	5 574	247 877,7	44,5

ANNEXE 3 : Statut de l'exploitation et nature du foncier

EFFECTIF DES EXPLOITATIONS/STATUT - COMMUNE

	Pour son propre compte	GIE	Groupement de fait	Sté civile, commerciale ou coopérative	Pour une autre personne morale	Pour une autre personne physique	Total
Lifou	688	2			1		691
Maré	620	2	3				625
Ouvéa	305	1	1				307
Province Îles Loyauté	1 613	5	4	0	1	0	1 623
Bélep	92						92
Canala	201	3	1		1		206
Hienghène	93	1	1				95
Houailou	285	12	1	1	1		300
Kaala-Gomen	93		5	6			104
Koné	93	8	6	1	1		109
Kouaoua	75	4					79
Koumac	53	5	2	2	2		64
Ouégoa	282	1					283
Poindimié	158	3			2		163
Ponérihouen	213	7	5			1	226
Pouébo	145				1		146
Pouembout	63		1	4	1		69
Poum	64	2					66
Poya	65	4	1	3			73
Touho	67			1			68
Voh	85			2			87
Province Nord	2 127	50	23	20	9	1	2 230
Boulouparis	101			9			110
Bourail	425	7		4	5	1	442
Dumbéa	83		6	13	2		104
Farino	35						35
Ile des Pins	185						185
La Foa	134	2	1	15	1		153
Moindou	52	2	1	6			61
Mont-Dore	142			4	1	2	149
Nouméa	8			3	2		13
Paita	131			40	3	3	177
Poya	42			2			44
Sarraméa	29			1			30
Thio	131	3		2	1		137
Yaté	80			1			81
Province Sud	1 578	14	8	100	15	6	1 721
Nouvelle-Calédonie	5 318	69	35	120	25	7	5 574

EFFECTIFS DES EXPLOITATIONS/FONCIER - COMMUNE

	Coutumier	Domanial	Mixte	Privé	Total
Lifou	691				691
Maré	625				625
Ouvéa	307				307
Province Îles Loyauté	1 623				1 623
Bélep	92				92
Canala	200	1	4	1	206
Hienghène	91		2	2	95
Houailou	280	1	7	12	300
Kaala-Gomen	56	4	13	31	104
Koné	61	1	9	38	109
Kouaoua	66	1	11	1	79
Koumac	11	3	17	33	64
Ouégoa	193	10	22	58	283
Poindimié	149	1	8	5	163
Ponérihouen	193		9	24	226
Pouébo	142		2	2	146
Pouembout	4	4	8	53	69
Poum	45		12	9	66
Poya	56		5	12	73
Touho	52		2	14	68
Voh	31	3	7	46	87
Province Nord	1 722	29	138	341	2 230
Boulouparis	9	9	9	83	110
Bourail	68	10	20	344	442
Dumbéa				104	104
Farino			4	31	35
Ile des Pins	184		1		185
La Foa	16	6	3	128	153
Moindou	8	1	9	43	61
Mont-Dore	33	14	11	91	149
Nouméa		1	1	11	13
Paita	16	8	6	147	177
Poya			6	38	44
Sarraméa	9		1	20	30
Thio	105	1	28	3	137
Yaté	77		4		81
Province Sud	525	50	103	1 043	1 721
Nouvelle-Calédonie	3 870	79	241	1 384	5 574

RÉPARTITION DES SURFACES AGRICOLES/STATUT FONCIER - COMMUNE										
(ha)	Terres claniques	Terre de tribu	Terre de GDPL	Coutumier	Terre de droit privé	Domaine public avec bail	Domaine public sans titre	Du domaine public	Total	
Litou	674,6	55,7		730,3					730,3	
Maré	527,5	60,6		588,1					588,1	
Ouvéa	342,7	8,1		350,8					350,8	
Province Îles Loyauté	1 544,8	124,4		1 669,2					1 669,2	
Bélep	81,5	0,7		82,2					82,2	
Canala	287,7	293,7	461,0	1 042,4	290,0		6,8	6,8	1 339,2	
Hienghène	349,0	1 770,3	612,0	2 731,3	6,3	273,5		273,5	3 011,1	
Houailou	1 910,2	674,0	963,9	3 548,0	1 527,5	175,0	0,4	175,4	5 250,8	
Kaala-Gomen	1 828,2	678,9	2 847,4	5 354,5	8 617,3	977,8	1 901,9	2 879,7	16 851,5	
Koné	562,6	2 899,2	2 351,9	5 813,6	2 690,4	853,6	924,5	1 778,1	10 282,1	
Kouadua	18,5	64,9	60,0	143,4	366,2	204,2	0,1	204,3	713,9	
Koumac	266,8	10,0	787,0	1 063,8	7 067,1	4 827,0	452,0	5 279,0	13 409,8	
Ouégoa	12 549,5	7 924,2	570,0	21 043,7	6 470,8	5 180,9	452,0	5 632,9	33 147,3	
Ponérimé	55,8	448,0	431,0	934,7	520,5	52,0	2,8	54,8	1 510,0	
Ponéihouen	1 134,9	269,6	2 413,3	3 817,8	3 364,2	102,5	25,0	127,5	7 309,6	
Pouébo	387,8	3,8	800,0	1 191,6	187,1	150,0		150,0	1 528,7	
Pouembout	804,0	2,2	3,6	809,8	10 340,8	1 407,5	648,2	2 055,7	13 206,3	
Poum	185,0	2 038,5	3 737,0	2 223,4	2 099,2	1 253,0		1 253,0	5 575,7	
Poya	140,2	1 109,7	267,1	4 986,9	5 585,3	152,0		152,0	10 724,2	
Touho	43,9	40,0	351,1	351,1	1 122,7				1 473,8	
Voh	2 360,1	104,2	562,0	3 026,3	8 007,1	408,0		408,0	11 441,3	
Province Nord	22 965,5	18 331,9	16 867,2	58 164,6	58 262,5	16 016,9	4 413,5	20 430,4	136 857,4	
Boulouparis		33,1	910,0	943,1	21 612,2	1 845,4	60,0	1 905,4	24 460,7	
Bourail	501,7	571,9	393,0	1 466,6	36 743,6	1 418,4	279,0	1 697,4	39 907,6	
Dumbéa					3 235,7				3 235,7	
Farino					1 573,6	263,5	80,0	343,5	1 917,2	
Ile des Pins	330,2	15,2		345,4	0,3				345,7	
La Foa	5,0	14,2	653,0	672,1	24 561,0	1 595,1		1 595,1	26 828,2	
Molindou	40,0	1 014,6	451,2	1 505,8	7 800,7	1 275,0	56,0	1 331,0	10 637,4	
Mont-Dore	17,4	44,2	0,2	61,8	940,1	396,7		396,7	1 398,7	
Nouméa					82,7	4,5		4,5	87,2	
Paila	995,6	319,5	1 281,0	2 596,1	19 257,6	1 320,6	254,0	1 574,6	23 428,4	
Poya			252,0	252,0	12 752,1	767,0		767,0	13 771,1	
Sarraméa	2,3	13,5	1,5	17,2	2 371,8	19,0		19,0	2 408,0	
Thio	34,9	608,9	370,1	1 013,9	1 034,4	431,0	2,2	433,1	2 481,4	
Yaté	22,6	70,4	3,4	96,4	0,2	15,0		15,0	111,6	
Province Sud	1 949,6	2 705,4	4 315,4	8 970,4	131 965,8	9 351,2	731,2	10 082,4	151 018,7	
Nouvelle-Calédonie	26 459,9	21 161,7	21 182,6	68 804,2	190 228,3	25 368,1	5 144,7	30 512,8	289 545,3	

NOMBRE D'EXPLOITATIONS/MODE DE FORMATION DU FONCIER - COMMUNE

	Par héritage	Par rachat familial	Par acquisition par achat	Terre coutumière	Autre mode de formation
Lifou				691	
Maré				625	
Ouvéa				307	
Province Îles Loyauté	0	0	0	1 623	0
Bélep				92	
Canala	1			204	5
Hienghène				94	6
Houailou	5	3	10	285	18
Kaala-Gomen	6	6	30	65	16
Koné	15	4	28	66	14
Kouaoua			5	76	6
Koumac	11	10	21	12	31
Ouégoa	49	6	17	197	40
Poindimié	4	1	1	156	12
Ponérihouen	17	5	8	199	22
Pouébo	2	1	2	143	3
Pouembout	9	8	46	4	15
Poum	12	2	7	49	9
Poya	5	2	11	59	3
Touho	5		7	54	8
Voh	15	6	36	32	19
Province Nord	156	54	229	1 787	227
Boulouparis	15	7	66	9	20
Bourail	146	62	182	69	78
Dumbéa	7	2	79		17
Farino	15	3	24		2
Ile des Pins				185	
La Foa	38	10	84	17	25
Moindou	10	5	36	11	20
Mont-Dore	11	4	66	34	44
Nouméa	1		8		6
Paita	21	8	106	17	37
Poya	5	9	33	1	3
Sarraméa	11	1	9	9	2
Thio	2	3	11	129	12
Yaté			1	81	2
Province Sud	282	114	705	562	268
Nouvelle-Calédonie	438	168	934	3 972	495

Remarque : plusieurs modes de formation peuvent constituer le foncier d'une exploitation

RÉPARTITION DE LA SURFACE AGRICOLE/MODE DE FAIRE-VALOIR - COMMUNE

(ha)	Direct et assimilé	Location longue durée indirecte	Location courte durée indirecte	Total indirect	Total
Lifou	730,3				730,3
Maré	588,1				588,1
Ouvéa	350,8				350,8
Province Îles Loyauté	1 669,2				1 669,2
Bélep	8 480,8	1 315,5	3 613,6	4 929,1	13 409,8
Canala	82,2				82,2
Hienghène	1 339,2				1 339,2
Houailou	2 653,1	3,5	354,6	358,1	3 011,1
Kaala-Gomen	27 718,1	4 150,3	1 279,0	5 429,3	33 147,3
Koné	4 258,0	577,6	740,0	1 317,6	5 575,7
Kouaoua	4 770,6	175,2	305,0	480,2	5 250,8
Koumac	1 200,7	308,2	1,2	309,3	1 510,0
Ouégoa	6 500,5	320,0	489,0	809,0	7 309,6
Poindimié	15 501,3	743,4	606,8	1 350,2	16 851,5
Ponérihouen	8 467,6	965,9	848,6	1 814,4	10 282,1
Pouébo	1 350,9	177,8		177,8	1 528,7
Pouembout	10 014,2		710,0	710,0	10 724,2
Poum	11 774,8	970,5	461,0	1 431,5	13 206,3
Poya	1 371,5		102,3	102,3	1 473,8
Touho	264,8		449,1	449,1	713,9
Voh	9 645,4	1 790,8	5,2	1 796,0	11 441,3
Province Nord	115 393,6	11 498,6	9 965,2	21 463,8	136 857,4
Boulouparis	21 862,3	1 951,0	647,4	2 598,4	24 460,7
Bourail	36 230,8	2 092,0	1 584,8	3 676,8	39 907,6
Dumbéa	3 175,0	13,1	47,7	60,8	3 235,7
Farino	1 602,7	248,9	65,5	314,4	1 917,2
Ile des Pins	345,7				345,7
La Foa	24 425,0	1 219,2	1 184,0	2 403,2	26 828,2
Moindou	7 990,7	925,0	1 721,7	2 646,7	10 637,4
Mont-Dore	978,7	300,9	119,1	420,0	1 398,7
Nouméa	81,0		6,1	6,1	87,2
Paita	19 069,8	634,6	3 724,0	4 358,6	23 428,4
Poya	12 752,1	845,0	174,0	1 019,0	13 771,1
Sarraméa	1 866,4	109,0	432,6	541,6	2 408,0
Thio	1 988,5		492,9	492,9	2 481,4
Yaté	96,6		15,0	15,0	111,6
Province Sud	132 465,1	8 338,6	10 214,9	18 553,6	151 018,7
Nouvelle-Calédonie	249 527,9	19 837,3	20 180,1	40 017,4	289 545,3

ANNEXE 3 : Orientations des exploitations

NOMBRE D'EXPLOITATIONS MARCHANDES ET PROFESSIONNELLES - COMMUNE					
	Marchandes seulement	Professionnelles seulement	Marchandes et professionnelles	Ni marchandes ni professionnelles	Total
Lifou	7	105	19	560	691
Maré	8	144	26	447	625
Ouvéa	21	74	24	188	307
Province Îles Loyauté	36	323	69	1 195	1 623
Bélep		19		73	92
Canala	4	54	28	120	206
Hienghène	5	23	34	33	95
Houailou	19	66	38	177	300
Kaala-Gomen	35	10	39	20	104
Koné	15	17	34	43	109
Kouaoua	2	10	6	61	79
Koumac	19	6	26	13	64
Ouégoa	105	20	82	76	283
Poindimié	7	42	13	101	163
Ponérihouen	30	33	25	138	226
Pouébo	11	23	78	34	146
Pouembout	17	3	42	7	69
Poum	3	11	15	37	66
Poya	24	1	16	32	73
Touho	8	18	13	29	68
Voh	20	10	33	24	87
Province Nord	324	367	522	1 018	2 230
Boulouparis	21	15	49	25	110
Bourail	157	32	164	89	442
Dumbéa	4	34	43	23	104
Farino	15	3	13	4	35
Ile des Pins	4	15	4	162	185
La Foa	24	13	77	39	153
Moindou	13	10	32	6	61
Mont-Dore	8	41	52	48	149
Nouméa		6		7	13
Paita	18	43	77	39	177
Poya	11	2	26	5	44
Sarraméa	1	3	18	8	30
Thio	6	12	6	113	137
Yaté	1	16	1	63	81
Province Sud	284	245	562	631	1 721
Nouvelle-Calédonie	644	935	1 153	2 844	5 574

NOMBRE D'EXPLOITATIONS/SYSTEME D'EXPLOITATION - COMMUNE						
	Monoculture seulement	Elevage(s) seulement	Polyculture seulement	Monoculture élevage(s)	Polyculture élevage(s)	Total
Lifou	2	2	13	163	511	691
Maré	26	2	62	135	400	625
Ouvéa	7	2	4	197	97	307
Province Îles Loyauté	35	6	79	495	1 008	1 623
Bélep	2		37	4	49	92
Canala	2	4	76	8	116	206
Hienghène	1	1	23		70	95
Houailou	10	5	110	13	162	300
Kaala-Gomen	4	23	27	15	35	104
Koné	1	37	13	5	53	109
Kouaoua	1		24	1	53	79
Koumac	3	27	11	11	12	64
Ouégoa	8	61	48	11	155	283
Poindimié	4	3	35	10	111	163
Ponérihouen	15	16	43	18	134	226
Pouébo	2	1	56		87	146
Pouembout	5	24	9	17	14	69
Poum		11	9	1	45	66
Poya	3	23	15	12	20	73
Touho		2	25	2	39	68
Voh	6	30	24	6	21	87
Province Nord	67	268	585	134	1 176	2 230
Boulouparis	21	59	5	15	10	110
Bourail	40	150	59	86	107	442
Dumbéa	35	27	17	14	11	104
Farino	4	15	8	6	2	35
Ile des Pins	1			75	109	185
La Foa	12	78	19	10	34	153
Moindou	2	22	6	11	20	61
Mont-Dore	40	9	35	18	47	149
Nouméa	7	3	3			13
Paita	31	39	13	38	56	177
Poya	1	21	1	11	10	44
Sarraméa	3	7	8	4	8	30
Thio	4	3	43	6	81	137
Yaté			15	4	62	81
Province Sud	201	433	232	298	557	1 721
Nouvelle-Calédonie	303	707	896	927	2 741	5 574

ANNEXE 3 : Utilisation du sol

RÉPARTITION DES EXPLOITATIONS ET DES SURFACES DE PÂTURAGES - COMMUNE					
(ha)	Nbre d'exploitation	Pâturages améliorés	Pâturages naturels entretenus	Pâturages peu productifs	Total
Lifou	14		2,7	329,4	332,1
Maré	15	6,0	16,7	79,0	101,6
Ouvéa	75		1,0	170,4	171,4
Province Îles Loyauté	104	6,0	20,4	578,8	605,2
Bélep	1		1,5		1,5
Canala	12	20,0	80,0	509,6	609,6
Hienghène	16			2 389,3	2 389,3
Houailou	34	105,0	1 794,0	1 101,4	3 000,4
Kaala-Gomen	56	1 471,5	7 569,1	3 699,0	12 739,5
Koné	71	355,9	2 538,5	6 770,5	9 664,9
Kouaoua	3		245,0	319,9	564,9
Koumac	36	1 319,5	4 285,6	6 409,6	12 014,7
Ouégoa	147	410,0	3 839,9	28 168,9	32 418,8
Poindimié	15	119,0	65,3	637,4	821,6
Ponérihouen	43	420,1	2 684,0	1 540,6	4 644,7
Pouébo	10		201,8	990,0	1 191,8
Pouembout	52	2 118,7	7 230,9	1 865,6	11 215,2
Poum	22	135,0	2 204,1	3 123,0	5 462,1
Poya	37	1 423,3	3 376,2	5 192,4	9 992,0
Touho	13		491,0	657,0	1 148,0
Voh	42	554,9	7 878,9	2 383,7	10 817,4
Province Nord	610	8 452,8	44 485,6	65 757,8	118 696,3
Boulouparis	75	3 402,7	14 682,3	2 455,4	20 540,4
Bourail	294	5 277,2	10 862,6	16 497,5	32 637,4
Dumbéa	33	972,5	786,4	648,0	2 406,9
Farino	23	454,5	773,7	157,1	1 385,3
Ile des Pins	12	60,1	5,0	188,5	253,6
La Foa	109	6 240,2	14 148,5	4 286,9	24 675,6
Moindou	49	2 968,3	2 496,3	290,4	5 755,0
Mont-Dore	9	1,0	5,8	130,4	137,2
Nouméa					
Paita	87	4 745,5	4 363,8	9 235,5	18 344,7
Poya	39	1 778,2	5 233,0	3 724,8	10 735,9
Sarraméa	12	380,1	983,6	595,1	1 958,8
Thio	10	84,1	528,0	685,3	1 297,4
Yaté					
Province Sud	752	26 364,3	54 869,1	38 895,0	120 128,3
Nouvelle-Calédonie	1 466	34 823,1	99 375,1	105 231,6	239 429,7

RÉPART. DES EXPLOITATIONS ET DES SURFACES : VERGERS, ARBRES FRUITIERS - COMMUNE						
	Total arbres fruitiers		Dont arbres isolés		Dont vergers	
	Nbre d'exploitations	Surface en ha	Nbre d'exploitations	Surface en ha	Nbre d'exploitations	Surface en ha
Lifou	621	128,2	616	106,4	18	21,8
Maré	487	120,5	483	73,9	26	46,6
Ouvéa	227	19,5	227	19,3	1	0,6
Province Îles Loyauté	1 335	268,5	1 326	27	1,7	11
Bélep	49	4,7	49	4,7		
Canala	87	37,5	77	16,9	15	20,6
Hienghène	48	21,0	45	12,6	8	8,3
Houailou	272	131,6	261	86,8	34	44,8
Kaala-Gomen	46	15,8	46	13,2	3	2,7
Koné	57	16,6	56	13,5	4	3,1
Kouaoua	77	26,5	77	19,4	5	7,1
Koumac	43	14,0	43	12,8	2	1,2
Ouégoa	153	61,1	152	42,6	19	18,5
Poindimié	125	19,4	125	19,4		
Ponérihouen	174	37,8	172	33,5	4	4,3
Pouébo	98	23,9	98	20,3	5	3,6
Pouembout	7	16,4	7	1,4	2	15,0
Poum	63	26,3	63	10,8	2	15,6
Poya	69	21,5	69	17,7	4	3,8
Touho	44	18,3	43	13,8	3	4,5
Voh	35	17,1	35	10,6	5	6,6
Province Nord	1 447	509,4	1 418	349,8	115	159,7
Boulouparis	36	77,6	23	29,5	19	48,1
Bourail	278	97,4	276	69,1	26	28,3
Dumbéa	63	88,9	53	33,4	21	55,5
Farino	11	10,3	10	7,6	3	2,7
Ile des Pins	144	11,8	143	10,0	2	1,8
La Foa	57	120,4	49	31,5	16	89,0
Moindou	40	21,9	39	11,9	7	10,0
Mont-Dore	110	138,1	106	40,6	27	97,5
Nouméa	3	0,8	3	0,8		
Paita	99	122,8	96	89,6	18	33,3
Poya	34	7,0	34	5,5	1	1,5
Sarraméa	13	45,5	12	14,5	5	31,0
Thio	128	37,9	127	30,3	9	7,7
Yaté	78	15,6	78	14,0	3	1,7
Province Sud	20 371	796,1	1 049	388,1	157	408,0
Nouvelle-Calédonie	40 943	1573,9	3 793	937,4	317	636,6

SURFACES AFFECTÉES AUX ESPÈCES D'ARBRES FRUITIERS COMPOSANT LES VERGERS - COMMUNE													
(ha)	Avocat	Citron	Goyave	Jacque	Litchi	Mandarine	Mangue	Orange	Pamplemousse	Papaye	Pêche	Divers	Total
Lifou	11,6	0,5			4,0	0,2	3,6	0,3				1,6	21,8
Maré	33,8	1,0			6,9	1,7	1,7	1,0	0,2	0,1		0,2	46,6
Ouvéa					0,6								0,6
Province Îles Loyauté	45,4	1,5			11,4	1,9	5,3	1,3	0,2	0,1		1,9	69,0
Canala		0,1			0,5	11,9	1,3	6,8					20,6
Hienghène	1,0			0,8	0,2	2,1	1,9	2,3					8,3
Houailou	3,9				36,3	1,7	1,8	1,2					44,8
Kaala-Gomen					1,4	0,6	0,7						2,7
Koné				1,0	0,5		1,6	3,7					3,1
Kouaouia	0,6	0,2			0,2	1,9	0,5	0,2				0,2	7,1
Koumac		0,2			0,5		0,2	0,2					1,2
Ouégoa	0,4	0,4			0,8	7,7	2,8	6,2	0,5				18,4
Ponérihoun	0,9				0,5	1,0	0,4	1,5					4,3
Pouébo		0,1			1,1	0,1	1,0	1,3					3,6
Pouembout	1,5	0,7	0,5		0,8	0,5	0,2	0,2			0,2	10,4	15,0
Poum							0,8					14,8	15,6
Poya	1,6	1,0			3,0	1,1	0,5	0,6				0,5	4,5
Touho		0,2			2,0	1,4	1,0	1,0	0,3				6,6
Voh	0,9	0,2	0,5	1,8	47,7	30,1	14,7	24,8	0,8		0,2	25,9	159,6
Province Nord	10,3	2,8	0,5	1,8	47,7	30,1	14,7	24,8	0,8		0,2	25,9	159,6
Boulouparis	0,2	1,8			17,9	4,1	2,0	10,0			11,5	0,6	48,1
Bourail	1,8	2,5			4,8	6,8	8,1	3,7	0,5	0,1		0,2	28,3
Dumbéa	3,2	3,5	2,5		11,1	7,8	6,3	19,0	0,2			1,9	55,5
Farino						0,7		1,2	0,3		0,5		2,7
Ile des Pins	0,2				1,0		0,6						1,8
La Foa		5,9	1,8		8,1	27,5	9,4	27,7	1,8	0,4		6,4	89,0
Moindou	0,9	1,2			0,3	2,4	1,5	2,8	0,5	0,1		0,3	10,0
Mont-Dore	3,8	8,5	0,4		30,8	4,6	11,3	5,5	4,6	10,2	3,3	14,5	97,5
Païta		1,7	1,0		5,8	4,1	6,6	3,0	3,3		5,5	2,1	33,3
Poya					1,5								1,5
Sarraméa	0,2					2,6	0,2	25,5	1,0		1,5		31,0
Thio		0,3			0,5	4,1		2,2	0,5			0,1	7,7
Yaté		0,1			0,5		0,6					0,4	1,7
Province Sud	10,3	25,4	5,7	1,8	82,2	64,6	46,7	100,7	12,7	10,8	22,4	26,5	408,0
Nouvelle-Calédonie	66,0	29,7	6,2	1,8	141,4	96,6	66,6	126,8	13,8	10,9	22,6	54,3	636,6

RÉPARTITION DES EXPLOITATIONS ET DES SURFACES - COMMUNE

CÉRÉALES	Nbre d'exploitation	Surface en ha	TUBERCULES TROPICAUX	Nbre d'exploitation	Surface en ha	SURFACES FOURRAGÈRES	Nbre d'exploitation	Surface en ha
Lifou				507	47,1		1	
Maré				443	88,5			
Ouvéa				298	62,2			
Province Îles Loyauté	0	0,0		1 248	197,8		1	-
Bélep				57	8,7			
Canala				192	92,8			
Hienghène				88	40,9			
Houailou				253	42,4			
Kaala-Gomen	26	154,9		35	11,9		4	47,0
Koné	6	20,8		58	7,4			
Kouaoua				54	5,1			
Koumac	1	20,0		11	0,5		2	1,2
Ouégoa				85	21,6			
Poindimié				141	54,8		1	0,6
Ponérihouen				178	48,1			
Pouébo				129	36,5			
Pouembout	12	123,8		5	4,3		12	56,5
Poum				12	0,8			
Poya				14	3,3			
Touho				50	10,5			
Voh	6	103,5		10	5,7		1	5,0
Province Nord	51	422,9		1 372	395,1		20	110,3
Boulouparis	2	174,0		6	4,1		7	62,0
Bourail	12	18,5		68	38,8		29	185,0
Dumbéa				5	3,5		1	-
Farino				5	6,1			
Ile des Pins				169	19,6			
La Foa	10	129,4		22	17,0		4	29,6
Moindou				9	15,5		4	20,5
Mont-Dore				53	26,8			
Nouméa				1	0,2			
Paita	3	147,0		15	10,0		20	238,0
Poya				3	1,7		9	100,0
Sarraméa	2	61,0		15	15,9		3	10,9
Thio				118	20,9			
Yaté				77	14,7			
Province Sud	29	529,9		566	195,0		77	646,0
Nouvelle-Calédonie	80	952,8		3 186	787,9		98	756,3

Tubercules : igname, manioc, patate douce, taro bourbon, taro de montagne, taro d'eau, autres tubercules (wael, waélé, waré, kapé...)

FRUITS DE PLEIN CHAMP	Nbre d'exploitation	Surface en ha	LÉGUMES DE PLEIN CHAMP	Nbre d'exploitation	Surface en ha	LÉGUMES FRAIS	Nbre d'exploitation	Surface en ha
Lifou	107	5,2		7	0,7		134	3,8
Maré	83	7,1		1	-		95	9,3
Ouvéa	24	1,5		2	0,1		4	0,3
Province Îles Loyauté	214	13,9		10	0,9		233	13,4
Bélep	47	3,9		1	-		11	1,4
Canala	176	69,2		2	1,0		11	1,1
Hienghène	70	54,7		8	0,2		4	0,2
Houailou	187	47,5		4	4,6		63	3,7
Kaala-Gomen	27	14,2		3	3,3		17	2,6
Koné	58	8,5		3	1,7		9	1,9
Kouaoua	52	6,6					1	1,1
Koumac	16	6,6		6	3,2		8	6,5
Ouégoa	78	71,2					21	4,3
Poindimié	95	48,6		5	0,1		11	0,6
Ponérihouen	65	10,8		3	1,1		18	6,1
Pouébo	127	54,9					8	3,6
Pouembout	13	17,2		8	15,7		20	32,3
Poum	8	4,2						
Poya	4	1,5					1	0,5
Touho	46	10,5		3	0,3		4	0,8
Voh	15	16,9		9	13,3		10	22,7
Province Nord	1 084	447,0		54	44,4		217	89,3
Boulouparis	5	17,9		3	13,0		9	30,3
Bourail	46	42,1		57	461,9		82	111,7
Dumbéa	13	9,8		1	3,0		18	36,0
Farino	2	3,0		2	5,0		7	27,8
Ile des Pins	19	4,5		10	1,0		36	0,8
La Foa	23	37,5		11	44,6		18	103,0
Moindou	11	8,8		3	9,7		11	27,5
Mont-Dore	31	48,4		3	1,3		38	51,8
Nouméa	2	0,7					2	1,3
Paita	15	22,7					23	49,1
Poya	4	7,4		9	35,5		3	2,1
Sarraméa	12	14,2					1	6,1
Thio	109	13,9		7	0,8		14	0,9
Yaté	57	6,4		24	1,0		14	0,7
Province Sud	349	237,1		130	576,7		276	449,1
Nouvelle-Calédonie	1 647	698,0		194	622,1		726	551,8

Fruits de plein champs ou semi permanents : ananas, banane poingo, banane dessert, fraise, melon, pastèque. Ne sont pas comptabilisés dans ce tableau, les exploitations ayant des pieds isolés et les surfaces correspondantes.

Légumes de plein champs : haricots sec, oignon sec, squash, pomme de terre de saison ou de conservation.

Légumes frais : ail, aubergine, brocolis, carotte, céleri, chou de chine, chou rouge, chou vert, chouchoute, chou-fleur, citrouille, concombre, courgette, échalote, haricot beurre, haricot beurre, haricot chinois, haricot vert, maïs doux, navet, oignon vert (cive), persil, piment, poireau, poivron, pomme de terre nouvelle, radis, salade, tomate, fines herbes. Ne sont pas comptabilisés dans ce tableau, les exploitations ayant des légumes frais dans un potager ou dans les parcelles de cultures associées.

RÉPARTITION DES EXPLOITATIONS ET DES SURFACES AFFECTÉES AUX CULTURES SPÉCIALES - COMMUNE

CAFÉ	Nbre d'exploitation	Surface en ha	VANILLE	Nbre d'exploitation	Surface en ha	PLANTES MÉDICINALES		CONDIMENTS ET ÉPICES		Nbre d'exploitation	Surface en ha
						Nbre d'exploitation	Surface en ha	Nbre d'exploitation	Surface en ha		
Lifou	1	ε		127	16,5					1	ε
Maré				14	1,0						
Ouvéa				7	1,0						
Province Iles Loyauté	1			148	18,5					1	
Bélep											
Canala	11	13,2									
Hienghène	19	13,1									
Houailou	21	10,6		4	ε						
Kaala-Gomen	8	5,3		5	ε						
Koné	3	2,3		1	ε						
Kouaoua	6	2,0									
Koumac	1	ε		3	ε						
Quégoa											
Poindimié	40	24,7									
Ponérihouen	72	62,4		6	ε						
Pouébo	9	4,9		3	3,0						
Pouembout	2	1,3		1	ε					1	ε
Poum											
Poya	5	2,6									
Touho	40	16,5								1	ε
Voh	6	2,5		2	ε					2	ε
Province Nord	243	25		25	3,1						
Boulouparis	1	ε		1	ε						
Bourail	11	4,9		12	ε						
Dumbéa				3	0,4						
Farino	3	4,6									
Ile des Pins	1	ε		1	ε						
La Foa	4	9,5		1	ε						
Moindou	1	2,0		1	0,1						
Mont-Dore	15	7,1		3	ε					2	1,3
Nouméa											
Paita	15	14,9		10	1,0						
Poya	1	20,0		1	ε					2	ε
Sarraméa	4	7,0		1	ε						
Thio	2	ε		1	ε						
Yaté				2	ε						
Province Sud	58	70,1		37	1,6					2	1,3
Nouvelle-Calédonie	302	231,6		210	23,2					5	1,3

* Exploitations ayant au moins 1 pied de : café (robusta et arabica), vanille, plantes médicinales, condiments et épices diverses

* Exploitations ayant au moins 1 pied de : café (robusta et arabica), vanille, plantes médicinales, condiments et épices diverses

CULTURES SPECIALES *	Nbre d'exploitation	Surface en ha	CULTURES FLORALES	Nbre d'exploitation	Surface en ha	PEPINIERES	Nbre d'exploitation	Surface en ha	Surface totale
Lifou	80	16,4					7	0,1	0,1
Maré	21	2,7		2	0,1		3	0,1	0,2
Ouvéa	30	45,1		11	0,4		1	-	0,4
Province Îles Loyauté	131	64,2		13	0,5		11	0,2	0,7
Bélep	2	1,3							-
Canala	18	22,6		1	-				-
Hienghène	25	19,4		2	0,1				0,1
Houailou	25	17,3		10	0,3		3	-	0,3
Kaala-Gomen	12	8,1		10	2,4		2	0,1	2,5
Koné	4	2,4		3	0,2				0,2
Kouaoua	5	2,1		2	0,6		1	0,3	0,9
Koumac	6	3,5		1	1,0				1,0
Ouégoa	1	0,7							
Poindimié	47	27,0		3	0,2		1	0,3	0,4
Ponérihouen	78	68,7		1	0,1		1	-	0,1
Pouébo	89	133,5							
Pouembout	2	3,8		2	0,2		1	0,1	0,3
Poum	1	0,5							
Poya	5	1,7							
Touho	42	17,7		6	0,6				0,6
Voh	3	3,5		1	-		2	0,2	0,2
Province Nord	365	333,7		42	5,7		11	1,0	6,6
Boulouparis									
Bourail	8	18,0		6	1,1		3	1,4	2,5
Dumbéa	1	0,4		17	10,1				10,1
Farino	3	4,6		2	9,9				9,9
Ile des Pins	3	0,1		1	-		1	2,0	2,0
La Foa	4	9,5		2	2,0		2	1,5	3,5
Moindou	3	2,5		1	-				-
Mont-Dore	14	12,1		26	14,4		3	3,9	18,2
Nouméa	1	1,5		7	7,5		1	2,3	9,8
Paita	9	16,3		13	25,0		4	12,5	37,5
Poya	1	20,0							
Sarraméa	4	4,5		1	-		2	1,0	1,1
Thio	2	0,5		8	0,4		1	0,7	1,1
Yaté	1	0,7		2	-		2	-	0,1
Province Sud	54	90,8		86	70,5		19	25,3	95,8
Nouvelle-Calédonie	550	488,7		141	76,6		41	26,5	103,1

* Y compris les surfaces occupées par les cocotiers

JARDINS FAMILIAUX, POTAGERS ET CULTURES	Nbre d'exploitation	Surface en ha	JACHÈRES ET AUTRES TERRES ARABLES	Nbre d'exploitation	Surface en ha
Lifou	381	42,8		57	13,5
Maré	320	65,0		13	2,2
Ouvéa	52	6,0		1	0,1
Province Îles Loyauté	753	113,8		71	15,8
Bélep	58	20,6		20	6,0
Canala	77	13,8		59	16,5
Hienghène	46	5,6		4	3,0
Houailou	125	17,5		77	20,5
Kaala-Gomen	30	15,3		9	56,0
Koné	32	3,6		22	15,2
Kouaoua	47	7,7		5	0,8
Koumac	4	0,3		16	53,4
Ouégoa	157	60,6		27	48,6
Poindimié	51	9,0		16	4,6
Ponérihouen	81	17,4		70	51,2
Pouébo	32	5,7		16	16,9
Pouembout	5	2,6		9	17,0
Poum	51	14,7		4	41,3
Poya	28	16,6		1	8,0
Touho	42	7,8		2	1,1
Voh	27	19,4		19	31,4
Province Nord	893	237,9		376	391,4
Boulouparis	7	2,7		9	450,7
Bourail	73	15,0		10	71,8
Dumbéa	8	6,9			
Farino	2	0,6		5	46,0
Ile des Pins	60	5,4		42	8,4
La Foa	12	8,9		10	68,2
Moindou	10	6,5		8	17,3
Mont-Dore	30	7,3		44	96,7
Nouméa				2	17,9
Paita	39	7,4		22	374,0
Poya	4	2,1		4	15,4
Sarraméa	1	0,2		4	13,6
Thio	46	5,2		25	8,6
Yaté	31	5,7		28	6,7
Province Sud	323	73,8		213	1 195,4
Nouvelle-Calédonie	1969	425,4		660	1 602,5

RÉCAPITULATIF DE LA COMPOSITION DE LA SAU - COMMUNE

(surface en ha)	Pâturages	Vergers et arbres isolés	Céréales	Tubercules tropicaux	Fourrages	Fruits de plein champ	Légumes de plein champ	Légumes frais	Cultures spé. y.c. cocotiers	Cultures florales	Pépinières	Jardins familiaux	Jachères	SAU
Lifou	332,1	43,6		47,1		5,2	0,7	3,8	16,4		0,1	42,8	13,5	505,2
Maré	101,6	92,9		88,5		7,1		9,3	2,7	0,1	0,1	65,0	2,2	369,5
Ouvéa	171,4	2,0		62,2		1,5	0,1	0,3	45,1	0,4	—	6,0	0,1	289,2
Province Îles Loyauté	605,2	138,5		197,8		13,9	0,9	13,4	64,2	0,5	0,2	113,8	15,8	1 163,9
Bélep	1,5	0,2		8,7		3,9	—	1,4	1,3			20,6	6,0	43,6
Canala	609,6	43,4		92,8		69,2	1,0	1,1	22,6	—		13,8	16,5	870,0
Hianghène	2 389,3	28,3		40,9		54,7	0,2	0,2	19,4	0,1		5,6	3,0	2 541,7
Houailou	3 000,4	87,5		42,4		47,5	4,6	3,7	17,3	0,3	—	17,5	20,5	3 241,7
Kaala-Gomen	11 496,5	15,7	154,9	10,4	47,0	11,7	3,3	2,5	8,1	2,3	0,1	15,3	56,0	11 823,7
Koné	9 880,0	11,8	20,8	7,4		8,5	1,7	1,9	2,4	0,1		3,6	15,2	9 953,4
Kouaoua	564,9	16,4		5,1		6,6		1,1	2,1	0,6	0,3	7,7	0,8	605,6
Koumac	11 977,3	20,0	20,0	0,5	1,2	6,6	3,2	6,5	3,5	1,0		0,3	53,4	12 093,6
Ouégoa	33 378,7	110,5		21,6		71,2		4,3	0,7			62,2	49,7	33 698,9
Poindimié	821,6	7,8		54,9	0,6	49,1	0,1	0,6	27,0	0,2	0,3	9,0	4,6	975,7
Ponérihouen	4 644,7	21,3		47,9		10,4	1,1	6,1	68,7	0,1	—	17,4	51,2	4 868,9
Pouébo	231,8	44,4		36,5		54,9		3,6	133,5			4,0	15,8	524,6
Pouembout	11 215,2	3,0	123,8	4,3	56,5	17,2	15,7	32,3	3,8	0,3	0,1	2,6	17,0	11 491,7
Poum	5 482,1	16,6		0,8		4,2		0,5	0,5			14,7	41,3	5 540,1
Poya	9 971,7	10,2		3,5		1,5		0,8	1,7			16,6	8,0	10 013,7
Touho	1 148,0	15,8		10,5		10,5	0,3	0,8	17,7	0,6		7,8	1,1	1 213,0
Voh	11 882,6	19,6	103,5	7,2	5,0	19,4	13,3	22,8	3,5	0,1	0,2	19,4	31,4	12 127,7
Province Nord	118 676,1	472,5	422,9	395,3	110,3	447,0	44,4	89,3	333,7	5,7	1,0	237,9	391,4	121 627,4
Boulouparis	20 426,8	75,5	174,0	3,6	62,0	17,9	13,0	30,3				2,7	448,7	21 254,6
Bourail	32 637,4	100,1	18,5	38,8	185,0	42,1	464,9	108,7	18,0	1,1	1,4	15,0	71,8	33 702,8
Dumbéa	2 406,9	96,5		3,5	—	9,8	3,0	36,0	0,4	10,1		6,9		2 573,1
Farino	1 385,3	21,7		6,1		3,0	5,0	27,8	4,6	9,9		0,6	46,0	1 510,0
Ile des Pins	253,6	5,0		19,6		4,5	1,0	0,8	0,1	—	2,0	5,4	8,4	300,5
La Foa	24 934,7	127,5	130,4	19,5	29,6	37,5	44,6	109,0	9,5	2,0	1,5	8,9	70,2	25 524,8
Moindou	5 755,0	34,5		12,5	20,5	8,8	12,7	27,5	2,5	—		6,5	17,3	5 897,9
Mont-Dore	627,2	149,4		26,8		48,4	1,3	51,8	12,1	14,4	3,9	7,3	96,7	1 039,2
Nouméa		2,0		0,2		0,7		1,3	1,5	7,5	2,3	17,9	33,4	
Pailta	17 854,7	162,1	147,0	10,0	238,0	22,7		49,1	16,3	25,0	12,5	7,4	374,0	18 918,9
Poya	10 756,2	2,0		1,5	100,0	7,4	35,5	2,1	20,0			2,1	15,4	10 942,2
Sarraméa	1 813,3	43,2	60,0	14,0	10,9	14,2		4,5	4,5	—	1,0	0,2	13,6	1 974,9
Thio	1 297,4	25,1		20,9		13,9	0,8	0,9	0,5	0,4	0,7	5,2	8,6	1 374,3
Yaté		4,1		14,7		6,4	1,0	0,7	0,7	—	—	5,7	6,7	40,0
Province Sud	120 148,5	848,6	529,9	191,8	646,0	237,1	582,7	446,1	90,8	70,5	25,3	73,8	1 195,4	125 086,4
Nouvelle-Calédonie	239 429,7	1 459,6	952,8	784,9	756,3	693,0	623,1	548,8	488,7	76,6	26,5	425,4	1 602,5	247 877,7

ANNEXE 3 : PRODUCTIONS ANIMALES PAR COMMUNE

CHEPTTEL BOVIN										
	Nbre d'exploitation	Taureaux reproducteurs	Vaches laitières	Vaches allaitantes	Bovins de + de 2 ans mâles	Bovins de + de 2 ans femelles	Bovins de 1 à 2 ans mâles	Bovins de 1 à 2 ans femelles	bovins de moins d'1 an	Total
Lifou	57	70		122	151	344	6	44	34	771
Maré	57	67		187	59	89	36	49	49	536
Ouvéa	127	114		235	63	91	12	40	15	570
Province Îles Loyauté	241	251		544	273	524	54	133	98	1 877
Bélep	1	1		2						3
Canala	10	40		91	42	45	64	68	45	395
Hienghène	17	28		428	44	40	36	70	121	767
Houailou	46	89		1 177	228	263	233	241	351	2 582
Kaala-Gomen	55	91		1 990	582	778	411	1 109	1 274	6 235
Koné	45	77		1 625	743	647	732	671	275	4 770
Kouaoua	12	9		560	25	80	36	68	143	921
Koumac	36	88		1 628	334	209	482	387	743	3 871
Ouégoa	146	204		3 589	553	1 092	298	407	2 434	8 577
Poindimié	11	16		277	14	82	23	44	67	523
Ponérihouen	40	69		1 232	149	246	305	319	283	2 603
Pouébo	15	13		177	2	20	12	14	45	283
Pouembout	50	134		3 026	844	442	567	746	1 504	7 263
Poum	17	63		564	67	158	117	138	258	1 365
Poya	35	76		1 622	263	327	180	174	826	3 468
Touho	13	14		239	26	5	28	23	110	445
Voh	35	87		2 068	672	608	546	497	894	5 372
Province Nord	584	1 099		20 295	4 588	5 042	4 070	4 976	9 373	49 443
Boulouparis	61	250		4 176	1 172	1 520	935	650	1 057	9 760
Bourail	266	375	250	9 000	1 438	1 356	723	809	4 513	18 464
Dumbéa	18	66	26	717	319	426	80	83	344	2 061
Farino	17	16		218	16	167	12	15	167	611
Ile des Pins	47	28		94	33	95	17	22	23	312
La Foa	76	149		3 126	818	1 451	603	573	2 066	8 786
Moindou	37	90		1 975	469	316	363	282	933	4 428
Mont-Dore	5	4	27	16		4		6	10	67
Nouméa										
Païta	61	290		3 063	1 055	1 682	834	874	2 082	9 880
Poya	31	60		1 608	345	602	228	149	611	3 603
Sarraméa	12	19	90	255	97	248	71	88	255	1 123
Thio	9	23		476	51	38	71	88	137	884
Yaté	4	2		3			2	1	1	9
Province Sud	644	1 372	393	24 727	5 813	7 905	3 939	3 640	12 199	59 988
Nouvelle-Calédonie	1 469	2 722	393	45 566	10 674	13 471	8 063	8 749	21 670	111 308

	Nbre d'exploitation	Poules pondeuses	Poulettes	Poulets de chair	Autres poules et coqs	Total poules et coqs	Canes et canards	Autruches	Oies	Couples de pigeons reproducteurs	Pintades	Faisans	Perdrix	Caillies	Dindes et dindons	Total volailles
Lifou	250	3 253		3 463	9 519	16 235	4									16 239
Maré	97	80	15	86	2 247	2 428	6		2	112						2 548
Ouvéa	243		60	150	6 141	6 351	96		1	15						6 463
Province Îles Loyauté	590	3 333	75	3 699	17 907	25 014	106		3	127						25 250
Bélep	21	15	34	16	231	296										296
Canala	73				1 131	1 131	22									1 153
Hienghène	40				804	804										804
Houailou	40	120		444	2 000	2 564	86		3	216	43				8	2 920
Kaala-Gomen	35	20			897	917	178		8	367	102	11	15	3	117	1 718
Koné	36			31	654	685	1		5	185				4		880
Kouaoua	29				643	643										643
Koumac	20	60	100	600	885	1 645	67		42	157	206					2 117
Ouégoa	83	35		48	2 067	2 150	23								1	2 174
Poindimié	80			4 200	1 987	6 187	32									6 219
Ponérihoun	95	60			2 425	2 485	42		13	160		2			19	2 721
Pouébo	60	6	94	8	2 090	2 198										2 198
Pouembout	20	380	20	60	791	1 251	94	3	28	100	6				1	1 477
Poum	26			40	862	902	250		20						18	1 196
Poya	20				489	489				1						490
Touho	31			300	1 057	1 357	35		9	125					5	1 531
Voh	27	371		190	534	1 095	74	32	20	253	104	75	50	400	32	2 135
Province Nord	776	1 067	248	5 937	19 547	26 799	904	35	148	1 564	461	88	65	407	201	30 672
Boulouparis	24	230	20	7 410	1 489	9 149	669	2	62	445	211	2			72	10 612
Bourail	159	10 230	6 800	21 290	4 713	43 033	1 253		111	1 484	1 325			3	103	47 312
Dumbéa	21	52 100	12 000	34 600	393	99 093	92		12	41	11					99 249
Farino	9	546		276	237	1 059	180		3	100					1	1 343
Ile des Pins	8	182			53	235	60			100						395
La Foa	27	2 140	153	1 470	384	4 147	390		32						50	4 619
Moindou	23	80	10	280	672	1 042	53		24	50	87				17	1 273
Mont-Dore	45	66 600	22 000		1 426	90 026	865		96	796	23	3			6	91 815
Nouméa																
Païta	76	30 140	30	9 380	2 670	42 220	5 093		464	1 118	2 754	825	34	4 050	214	56 772
Poya	33				885	885	86		12	77	36				42	1 139
Sarraméa	7				182	182	6	2		6						196
Thio	36				843	843	45		14	25					42	969
Yaté	25	177			272	449	42							10 731		11 222
Province Sud	493	162 425	41 013	74 706	14 219	292 363	8 834	4	830	4 242	4 447	831	34	14 784	547	326 916
Nouvelle-Calédonie	1 859	166 825	41 336	84 342	51 673	344 176	9 844	39	981	5 933	4 908	919	99	15 191	748	382 838

CHEPTEL PORCIN

	Nbre d'exploitation*	Béliers	Brebis	Agnelles pour la reproduction	Agneaux et agnelles pour la boucherie	Total**
Lifou	674	1 190	1 704	671	627	4 192
Maré	494	706	1 048	86	346	2 186
Ouvéa	279	320	442	431	34	1 227
Province Îles Loyauté	1 447	2 216	3 194	1 188	1 007	7 605
Bélep	50	42	41	9	28	120
Canala	73	47	71	47	17	182
Hienghène	9	2	5		13	20
Houailou	114	112	113	32	28	285
Kaala-Gomen	15	75	325	28	444	872
Koné	23	15	34		26	75
Kouaoua	23	16	22	5	341	384
Koumac	7	9	17	7	11	44
Ouégoa	56	28	140		84	252
Poindimié	79	79	111	5	19	214
Ponérihouen	86	78	166	38	70	352
Pouébo	62	51	123	47	69	290
Pouembout	12	11	83	23	330	447
Poum	35	53	64	12	122	251
Poya	14	5	85		90	180
Touho	7	4	8	2	13	27
Voh	14	12	63		189	264
Province Nord	679	639	1 471	255	1 894	4 259
Boulouparis	16	40	387	466	802	1 695
Bourail	61	62	504	75	1 864	2 505
Dumbéa	10	20	159	66	610	855
Farino	4	5	14		65	84
Ile des Pins	180	383	306	14	133	836
La Foa	14	20	93	5	33	151
Moindou	4	11	50	5	40	106
Mont-Dore	31	55	202	54	560	871
Nouméa						
Païta	26	44	588	113	4 850	5 595
Poya	11	4	30		19	53
Sarraméa	2	4	55		380	439
Thio	61	52	70	10	17	149
Yaté	57	49	102	6	87	244
Province Sud	477	749	2 560	814	9 460	13 583
Nouvelle-Calédonie	2 603	3 604	7 225	2 257	12 361	25 447

* Y compris les élevages ne déclarant que des porcelets en post-sevrage.

** Hors porcelets en post-sevrage

CHEPTEL CERVIDÉS*

	Nbre d'exploitation	Cerfs reproducteurs	Biches mères	Bichettes de 18 mois et +	Daguets de 18 mois et +	Faons	Total
Lifou							
Maré							
Ouvéa							
Province Îles Loyauté							
Bélep							
Canala							
Hienghène							
Houailou							
Kaala-Gomen	5	271	1 215	250	210	224	2 170
Koné	1	6	10			4	20
Kouaoua							
Koumac	1	2	48		10	40	100
Ouégoa							
Poindimié						1	
Ponérihouen	1	0	200				200
Pouébo							
Pouembout		3					
Poum							
Poya	1	5	82		7	28	122
Touho	1	4	3			2	9
Voh		0					
Province Nord	10	288	1 558	250	227	298	2 621
Boulouparis	11	154	2 429	710	660	357	4 310
Bourail	4	21	1 244	42	26	41	1 374
Dumbéa	1	2	40	10	10		62
Farino							
Ile des Pins							
La Foa	4	37	700	260	255	412	1 664
Moindou	1	1	15	4	1	9	30
Mont-Dore	1	2	2	3	0		7
Nouméa							
Païta	1	4	50	30	6	20	110
Poya	6	104	1 840	942	847	382	4 115
Sarraméa							
Thio		2					2
Yaté							
Province Sud	29	325	6 320	2 001	1 805	1 221	11 672
Nouvelle-Calédonie	39	613	7 878	2 251	2 032	1 519	14 293

* Exploitations ayant au moins 5 têtes seulement.

CHEPTEL CAPRIN							
	Nbre d'exploitation	Boucs	Chèvres laitières	Chèvres allaitantes	Chevrettes pour la reproduction	Cabris et chevrettes pour la boucherie	Total
Lifou	112	155		548	106	50	859
Maré	50	51		151	48	20	270
Ouvéa	145	101		518	388	274	1 281
Province Îles Loyauté	307	307		1 217	542	344	2 410
Bélep	1	1					1
Canala	3	2			1		3
Hienghène	3	23		80	5	13	121
Houailou							
Kaala-Gomen	1	1		30			31
Koné	4	5		24	22	5	56
Kouaoua	2	1		60			61
Koumac	7	11		101	20	55	187
Ouégoa	1				4		4
Poindimié	1			1			1
Ponérihouen	1	1					1
Pouébo	1					20	20
Pouembout	1			50			50
Poum	6	11		224	110	159	504
Poya							
Touho	2	2		35		2	39
Voh	4	7		510		50	567
Province Nord	38	65		1 115	162	304	1 646
Boulouparis	13	60		518	170	489	1 237
Bourail	9	27		114		82	223
Dumbéa	4	3		5		2	10
Farino	1					1	1
Ile des Pins	1			4			4
La Foa	11	68		527	169	590	1 354
Moindou	1	4		15		15	34
Mont-Dore	2	3			3		6
Nouméa							
Païta	12	42		389	209	145	785
Poya	3	5		112		142	259
Sarraméa							
Thio	4	5		101	51	2	159
Yaté	1			2			2
Province Sud	62	217		1 787	602	1 468	4 074
Nouvelle-Calédonie	407	589		4 119	1 306	2 116	8 130

CHEPTEL OVIN						
	Nbre d'exploitation	Béliers	Brebis	Agnelles pour la reproduction	Agneaux et agnelles pour la boucherie	Total
Lifou						
Maré						
Ouvéa						
Province Îles Loyauté						
Bélep						
Canala						
Hienghène						
Houailou						
Kaala-Gomen	2	3	40	5	12	60
Koné						
Kouaoua						
Koumac	1	2	16		16	34
Ouégoa						
Poindimié	1		3		1	4
Ponérihouen						
Pouébo						
Pouembout						
Poum						
Poya	1	2	38	6	8	54
Touho						
Voh	1	0	14	0	3	17
Province Nord	6	7	111	11	40	169
Boulouparis	3	7	206	35	90	338
Bourail	5	56	277	70	151	554
Dumbéa	2	3	50		23	76
Farino						
Ile des Pins						
La Foa	1	6	371	129	153	659
Moindou						
Mont-Dore	1	1	12		14	27
Nouméa						
Païta	6	18	263	74	35	390
Poya	2	3	41	20	20	84
Sarraméa						
Thio						
Yaté						
Province Sud	20	94	1 220	328	486	2 128
Nouvelle-Calédonie	26	101	1 331	339	526	2 297

CHEPTEL ÉQUIN

	Nbre d'exploitation	Etalons agrés	Juments poulinières	Poulains et pouliniches	Chevaux de selle ou de stock	Chevaux de course	Total chevaux	Poneys adultes	Jeunes poneys	Total poneys	Anes et anesses	Anon	Total anes	Total
Lifou	11		5	3	6		14				6	1	7	14
Maré	10				5		5							12
Ouvéa	26		4		32		36							36
Province Îles Loyauté	47		9	3	43		55				6	1	7	62
Bélep														
Canala	11		5	4	19		28							28
Hienghène	52	4	100	43	148		295							295
Houailou	46	21	67	25	113		226		3	3	4	6	10	239
Kaala-Gomen	48		46	272	327	6	651	1		1	3	33	36	688
Koné	66		1	3	819		823	7		7				830
Kouaoua	13	3	10	4	62		79							79
Koumac	30	1	14	33	112		160	1	1	2				162
Ouégoa	168		70	58	599	2	729		1	1				730
Poindimié	11	5	32	17	106		164							164
Ponérihouen	45	16	25	3	12		16							16
Pouébo	9		1	3	247		264		1	1				265
Pouembout	40		13	4	47		96	3	5	8		1	3	104
Poum	15	3	25	21	79	1	121				2	1	3	124
Poya	25	3	22	16	11		32				1		1	33
Touho	12		8	13	163	2	226					6	6	232
Voh	29	15	34	12										
Province Nord	620	71	442	528	2 896	11	3 948	12	11	23	10	46	56	4 027
Boulouparis	45	4	41	18	269	8	340	1	5	6				346
Bourail	175	20	153	81	589	59	902	12	24	36				938
Dumbéa	27	18	67	9	60	4	158	7	3	10	1		1	169
Farino	11			1	44		45							45
Ile des Pins	4	2	3	1	2		8							8
La Foa	60	4	142	78	294	4	522	8	3	11	3		3	536
Moindou	28	1	32	25	170		228	8	4	12				240
Mont-Dore	8	1	3	7	7		18	2		2				20
Nouméa														
Païta	62	14	163	88	318	24	607	54	18	72	11	1	12	691
Poya	34	3	71	25	119	7	225	3		3	2	1	3	231
Sarraméa	8	10	5	3	33	3	54	2		2	6		6	62
Thio														
Yaté	20		12	8	117		137							137
Province Sud	482	77	692	344	2 022	109	3 244	97	57	154	23	2	25	3 423
Nouvelle-Calédonie	1 149	148	1 143	875	4 961	120	7 247	109	68	177	39	49	88	7 512

	Nbre d'exploitation	Lapins reproducteurs	Lapins à l'engrais	Total
Lifou	2	4	4	8
Maré	1	9		9
Ouvéa				
Province Îles Loyauté	3	13	4	17
Bélep				
Canala	1		4	4
Hienghène	1	2		2
Houailou	2	2	1	3
Kaala-Gomen	6	21	18	39
Koné	2		4	4
Kouaoua				
Koumac	4	168	194	362
Ouégoa				
Poindimié	1	1		1
Ponérihouen				
Pouébo				
Pouembout	4	18	10	28
Poum	1	10	30	40
Poya	1	2		2
Touho	1	3		3
Voh	4	38	128	166
Province Nord	28	265	389	654
Boulouparis	1	9	10	19
Bourail	18	765	849	1 614
Dumbéa	5	126	156	282
Farino	4	6	54	60
Ile des Pins	1	100	00	100
La Foa	3	22	82	104
Moindou	1	5		5
Mont-Dore	10	64	41	105
Nouméa				
Paita	22	479	4 293	4 772
Poya	2	17	35	52
Sarraméa				
Thio	1		6	6
Yaté	1		1	1
Province Sud	69	1 593	5 527	7 120
Nouvelle-Calédonie	100	1 871	5 920	7 791

	Nbre d'exploitation	Nbre ruches
Lifou	1	36
Maré	2	99
Ouvéa	1	2
Province Îles Loyauté	4	137
Bélep		
Canala		
Hienghène	1	13
Houailou		
Kaala-Gomen	6	46
Koné	1	100
Kouaoua		
Koumac	5	334
Ouégoa		
Poindimié	2	33
Ponérihouen	1	1
Pouébo	1	7
Pouembout	2	11
Poum		
Poya	1	2
Touho	3	122
Voh	2	50
Province Nord	25	719
Boulouparis	1	2
Bourail	28	353
Dumbéa	6	185
Farino	1	3
Ile des Pins	1	10
La Foa		
Moindou		
Mont-Dore	7	193
Nouméa	4	151
Paita	20	201
Poya	2	2
Sarraméa	1	4
Thio	2	11
Yaté		
Province Sud	73	1 115
Nouvelle-Calédonie	102	1 971

EFFECTIFS DES ANIMAUX PAR TYPE DE CHEPTEL - COMMUNE

	Bovins	Ovins	Caprins	Porcins*	Cervidés	Equins	Volailles	Lapins	Ruches
Lifou	771		859	4 192		14	16 239	8	36
Maré	536		270	2 186		12	2 548	9	99
Ouvéa	570		1 281	1 227		36	6 463		2
Province îles Loyauté	1 877		2 410	7 605		62	25 250	17	137
Bélep	3		1	120	1		296		
Canala	395		3	182	2	28	1 153	4	
Hienghène	767		121	20		295	804	2	13
Houailou	2 582			285	2	239	2 920	3	
Kaala-Gomen	6 235	60	31	872	2 170	688	1 718	39	46
Koné	4 770		56	75	23	830	880	4	100
Kouaoua	921		61	384		79	643		334
Koumac	3 871	34	187	44	100	162	2 117	362	
Ouégoa	8 577		4	252		730	2 174		
Poindimié	523	4		214	3	38	6 219	1	33
Ponérihouen	2 603		1	352	202	164	2 721		1
Pouébo	283		20	290	5	16	2 198	28	7
Pouembout	7 263		50	447		265	1 477		11
Poum	1 365		504	251		104	1 196	40	
Poya	3 468	54		180	122	124	490	2	2
Touho	445		39	27	9	33	1 531	3	122
Voh	5 372	17	567	264	1	232	2 135	166	50
Province Nord	49 443	169	1 646	4 259	2 640	4 027	30 672	654	719
Boulouparis	9 760	338	1 237	1 695	4 310	346	10 612	19	2
Bourail	18 464	554	223	2 505	1 380	938	47 312	1 614	353
Dumbéa	2 061	76	10	855	62	169	99 249	282	185
Farino	611		1	84	3	45	1 343	60	3
Ile des Pins	312		4	836		8	395	100	10
La Foa	8 786	659	1 354	151	1 665	536	4 619	104	
Moindou	4 428		34	106	30	240	1 273	5	
Mont-Dore	67	27	6	871	12	20	91 815	105	193
Nouméa									151
Païta	9 880	390	785	5 595	136	691	56 772	4 772	201
Poya	3 603	84	259	53	4 121	231	1 139	52	2
Sarraméa	1 123			439		62	196		4
Thio	884		159	149	2	137	969	6	11
Yaté	9		2	244			11 222	1	
Province Sud	59 988	2 128	4 074	13 583	11 721	3 423	326 916	7 120	1 115
Nouvelle-Calédonie	111 308	2 297	8 130	25 447	14 361	7 512	382 838	7 791	1 971
Hors parcellats en post-sevrage									

BOVINS	Nbre d'exploitations	Nbre de têtes
Moins de 10	212	825
De 10 à 19	17	217
De 20 à 49	7	178
De 50 à 99	1	57
De 100 à 499	4	600
500 et plus		
Province Îles Loyauté	241	1 877
Moins de 10	57	295
De 10 à 19	65	862
De 20 à 49	193	6 272
De 50 à 99	120	8 292
De 100 à 499	142	28 114
500 et plus	7	5 608
Province Nord	584	49 443
Moins de 10	105	402
De 10 à 19	65	882
De 20 à 49	162	5 072
De 50 à 99	145	10 013
De 100 à 499	150	29 154
500 et plus	17	14 465
Province Sud	644	59 988
Moins de 10	374	1 522
De 10 à 19	147	1 961
De 20 à 49	362	11 522
De 50 à 99	266	18 362
De 100 à 499	296	57 868
500 et plus	24	20 073
Nouvelle-Calédonie	1 469	111 308

PORCS	Nbre d'exploitations	Nbre de têtes
Moins de 5	779	2 246
De 5 à 9	508	3 259
De 10 à 19	136	1 670
De 20 à 49	17	430
De 50 à 99		
De 100 à 199		
De 200 à 499		
500 et plus		
Province Îles Loyauté	1 440	7 605
Moins de 5	527	1 045
De 5 à 9	89	569
De 10 à 19	30	378
De 20 à 49	9	227
De 50 à 99	1	84
De 100 à 199	5	751
De 200 à 499	4	1 205
500 et plus		
Province Nord	665	4 259
Moins de 5	293	700
De 5 à 9	94	614
De 10 à 19	47	592
De 20 à 49	18	463
De 50 à 99	9	656
De 100 à 199	3	359
De 200 à 499	4	1 449
500 et plus	6	8 750
Province Sud	474	13 583
Moins de 5	1 599	3 991
De 5 à 9	691	4 442
De 10 à 19	213	2 640
De 20 à 49	44	1 120
De 50 à 99	10	740
De 100 à 199	8	1 110
De 200 à 499	8	2 654
500 et plus	6	8 750
Nouvelle-Calédonie	2 579	25 447

VOLAILLES	Nbre d'exploitations	Nbre de têtes
Moins de 50	461	9 234
De 50 à 99	82	4 665
De 100 à 499	45	5 351
De 500 à 999		
De 1 000 à 4 999	2	6 000
De 5 000 à 9 999		
De 10 000 à 19 999		
De 20 000 à 39 999		
40 000 et plus		
Province Îles Loyauté	590	25 250
Moins de 50	612	10 530
De 50 à 99	112	6 737
De 100 à 499	45	7 887
De 500 à 999	6	3 718
De 1 000 à 4 999	1	1 800
De 5 000 à 9 999		
De 10 000 à 19 999		
De 20 000 à 39 999		
40 000 et plus		
Province Nord	776	30 672
Moins de 50	316	6 395
De 50 à 99	77	4 847
De 100 à 499	69	12 034
De 500 à 999	9	6 236
De 1 000 à 4 999	9	26 274
De 5 000 à 9 999	3	18 050
De 10 000 à 19 999	4	54 110
De 20 000 à 39 999	4	116 000
40 000 et plus	2	83 000
Province Sud	493	326 916
Moins de 50	1 389	26 129
De 50 à 99	271	16 249
De 100 à 499	159	25 272
De 500 à 999	15	9 954
De 1 000 à 4 999	12	34 074
De 5 000 à 9 999	3	18 050
De 10 000 à 19 999	4	54 110
De 20 000 à 39 999	4	116 000
40 000 et plus	2	83 000
Nouvelle-Calédonie	1 859	382 838

CERVIDES	Nbre d'exploitations	Nbre de têtes
Moins de 10		
De 10 à 19		
De 20 à 49		
De 50 à 99		
De 100 à 249		
De 250 à 499		
De 500 à 999		
1 000 et plus		
Province Îles Loyauté	0	0
Moins de 10	1	9
De 10 à 19	1	10
De 20 à 49	1	20
De 50 à 99		
De 100 à 249	4	642
De 250 à 499		
De 500 à 999	3	1 940
1 000 et plus		
Province Nord	10	2 621
Moins de 10	2	13
De 10 à 19		
De 20 à 49	2	70
De 50 à 99	2	135
De 100 à 249	8	1 102
De 250 à 499	5	1 717
De 500 à 999	6	4 010
1 000 et plus	4	4 625
Province Sud	29	11 672
Moins de 10	3	22
De 10 à 19	1	10
De 20 à 49	3	90
De 50 à 99	2	135
De 100 à 249	12	1 744
De 250 à 499	5	1 717
De 500 à 999	9	4 950
1 000 et plus	4	4 625
Nouvelle-Calédonie	39	14 293

Remarque : exploitations ayant plus de 5 têtes, seulement.

NOMBRE D'ÉLEVAGES ET EFFECTIF DES TROUPEAUX/TRANCHE DE TAILLE - PROVINCE

CAPRINS	Nbre d'exploitations	Nbre de têtes
Moins de 5	161	369
De 5 à 9	83	549
De 10 à 19	46	621
De 20 à 49	13	338
De 50 à 99	2	118
100 et plus	2	415
Province Îles Loyauté	307	2 410
Moins de 5	12	18
De 5 à 9	2	14
De 10 à 19	4	51
De 20 à 49	11	264
De 50 à 99	5	322
100 et plus	4	977
Province Nord	38	1 646
Moins de 5	16	35
De 5 à 9	9	59
De 10 à 19	6	85
De 20 à 49	14	402
De 50 à 99	3	158
100 et plus	14	3 335
Province Sud	62	4 074
Moins de 5	189	422
De 5 à 9	94	622
De 10 à 19	56	757
De 20 à 49	38	1 004
De 50 à 99	10	598
100 et plus	20	4 727
Nouvelle-Calédonie	407	8 130

OVINS	Nbre d'exploitations	Nbre de têtes
Province Îles Loyauté	0	0
Moins de 5	1	4
De 5 à 9		
De 10 à 19	2	28
De 20 à 49	2	83
De 50 à 99	1	54
De 100 à 199		
De 200 à 499		
500 et plus		
Province Nord	6	169
Moins de 5	1	2
De 5 à 9	3	22
De 10 à 19		
De 20 à 49	4	126
De 50 à 99	5	318
De 100 à 199	5	785
De 200 à 499	1	216
500 et plus	1	659
Province Sud	20	2 128
Moins de 5	2	6
De 5 à 9	3	22
De 10 à 19	2	28
De 20 à 49	6	209
De 50 à 99	6	372
De 100 à 199	5	785
De 200 à 499	1	516
500 et plus	1	659
Nouvelle-Calédonie	26	2 297

EQUINS	Nbre d'exploitations	Nbre de têtes
Moins de 5	46	57
De 5 à 9	1	5
De 10 à 19		
De 20 à 49		
De 50 à 99		
100 et plus		
Province Îles Loyauté	47	62
Moins de 5	364	822
De 5 à 9	144	904
De 10 à 19	78	941
De 20 à 49	30	750
De 50 à 99	1	60
100 et plus	3	550
Province Nord	620	4 027
Moins de 5	266	615
De 5 à 9	107	689
De 10 à 19	74	946
De 20 à 49	31	860
De 50 à 99	3	210
100 et plus	1	103
Province Sud	482	3 423
Moins de 5	676	1 494
De 5 à 9	252	1 598
De 10 à 19	152	1 887
De 20 à 49	61	1 610
De 50 à 99	4	270
100 et plus	4	653
Nouvelle-Calédonie	1 149	7 512

LAPINS	Nbre d'exploitations	Nbre de têtes
Moins de 10	3	17
De 10 à 19		
De 20 à 49		
De 50 à 99		
De 100 à 249		
De 250 à 499		
De 500 à 999		
1 000 et plus		
Province Îles Loyauté	3	17
Moins de 10	16	42
De 10 à 19	7	103
De 20 à 49	3	112
De 50 à 99	1	97
De 100 à 249		
De 250 à 499	1	300
De 500 à 999		
1 000 et plus		
Province Nord	28	654
Moins de 10	25	91
De 10 à 19	14	200
De 20 à 49	13	423
De 50 à 99	6	378
De 100 à 249	4	609
De 250 à 499	4	1214
De 500 à 999		
1 000 et plus	3	4 205
Province Sud	69	7 120
Moins de 10	44	150
De 10 à 19	21	303
De 20 à 49	16	535
De 50 à 99	7	475
De 100 à 249	4	609
De 250 à 499	5	1514
De 500 à 999		
1 000 et plus	3	4205
Nouvelle-Calédonie	100	7 791

RUCHES	Nbre d'exploitations	Nbre de têtes		Nbre d'exploitations	Nbre de têtes
Moins de 10	2	6		51	186
De 10 à 49	1	36		15	364
De 50 à 99	1	95		5	315
De 100 à 149				1	100
150 et plus				1	150
Province Îles Loyauté	4	137	Province Sud	73	1 115
Moins de 10	11	41	Moins de 10	64	233
De 10 à 49	9	208	De 10 à 49	25	608
De 50 à 99	3	200	De 50 à 99	9	610
De 100 à 149	1	100	De 100 à 149	2	200
150 et plus	1	170	150 et plus	2	320
Province Nord	25	719	Nouvelle-Calédonie	102	1 971

ANNEXE 3 : Equipement et environnement des exploitations

MATÉRIEL AGRICOLE - PROVINCE				
MATERIEL ROULANT ET DE TRACTION	Îles Loyauté	Nord	Sud	Nouvelle-Calédonie
Motoculteurs	28	276	237	541
Tracteur 2 RM moins de 30 cv	4	33	48	85
Tracteur 2 RM / 30 à 49,9 cv	2	52	157	211
Tracteur 2 RM / 50 à 79,9 cv	2	52	90	144
Tracteur 2 RM / 80 cv et +		8	6	14
Tracteur 4x4 moins de 30 cv	2	22	95	119
Tracteur 4x4 / 30 à 49,9 cv	4	51	136	191
Tracteur 4x4 / 50 à 79,9 cv	6	126	356	488
Tracteur 4x4 / 80 à 134,9 cv		101	241	342
Tracteur 4x4 / 135 cv et +		4	28	32
Total	20	447	1 157	1 624
Tracto-pelle		18	103	121
Engin à chenille	1	81	234	316
Total	21	528	1 391	1 940
Remorque	17	130	397	544
Voiture utilitaire, pick-up	126	428	987	1 540
Quad, moto	1	46	194	241
Camion	2	50	208	260
Bétaillère, van	1	60	161	222
TOTAL	196	1 536	3 677	5 409
TRAVAIL DU SOL	Îles Loyauté	Nord	Sud	Nouvelle-Calédonie
Sous-soleuse, décompacteur, chisel	3	137	363	503
Charrues à soc, à disques	19	213	538	770
Cover-crop, rotovator, herse, vibroculteurs, outils combinés	8	273	705	986
Billonneuse, rayonneuse	9	68	173	249
TOTAL	39	691	1 778	2 509
SEMIS, PLANTATIONS	Îles Loyauté	Nord	Sud	Nouvelle-Calédonie
Semoir		54	139	193
Planteuse et repiqueuse	2	17	53	72
TOTAL	2	71	192	265
ÉPANDAGES, TRAITEMENT SANITAIRES	Îles Loyauté	Nord	Sud	Nouvelle-Calédonie
Pulvérisateur ou atomiseur	10	98	355	463
Epandeur de fumier ou tonne à lisier	1	6	21	27
Epandeur d'engrais solides	1	58	283	342
TOTAL	12	162	658	832
ENTRETIEN, DÉBROUSSAILLAGE	Îles Loyauté	Nord	Sud	Nouvelle-Calédonie
Débroussailluse ou tronçonneuse	159	910	1 667	2 736
Broyeur forestier	2	12	56	70
Gyrobroyeur ou tondobroyeur	19	384	946	1 349
TOTAL	180	1 306	2 669	4 155
MATÉRIEL DE RÉCOLTE ET STOCKAGE	Îles Loyauté	Nord	Sud	Nouvelle-Calédonie
Récolteuse, arracheuse	1	16	47	64
Faucheuse		15	50	64
Moissonneuse-batteuse		5	9	14
Faneuse-endaineur		10	38	48
Presse-botteuse		9	38	47
Ensileuse		17	35	52
TOTAL	1	71	216	289
IRRIGATION	Îles Loyauté	Nord	Sud	Nouvelle-Calédonie
Canon asperseur ou d'arrosage		427	1 607	2 034
Rampe mobile d'arrosage, pivot, enrouleur, traveler		47	218	265
TOTAL		474	1 825	2 299
DIVERS	Îles Loyauté	Nord	Sud	Nouvelle-Calédonie
Matériel d'incubation		7	29	36
Matériel de traite		2	5	7
Autre matériel	824	1 366	346	2 536
TOTAL	824	1 375	380	2 579

INSTALLATIONS DE TRAVAIL DESTINÉES À L'ÉLEVAGE - COMMUNE

	Stock yard	Deer yard	Piscine de détiquage	Couloir d'aspersion	Couloir de contention	Bascule	Total
Lifou	3						3
Maré							
Ouvéa							
Province Îles Loyauté	3						3
Bélep							
Canala	4		1		2	1	8
Hienghène	14		1	1			16
Houailou	25		9	8	5	2	49
Kaala-Gomen	47	4	21	15	3	5	95
Koné	40		13	10	1	1	65
Kouaoua	7		1				8
Koumac	37		14	6	5	1	63
Ouégoa	139		89	19			247
Poindimié	4		4	2			10
Ponérihouen	21		9	7	3	2	42
Pouébo	10		1	6			17
Pouembout	50		8	29	21	9	117
Poum	13		7	1	3		24
Poya	36	1	13	7	5	4	66
Touho	12			4			16
Voh	32	1	10	11	8	2	64
Province Nord	491	6	201	126	56	27	907
Boulouparis	51	13	21	31	12	5	133
Bourail	230	3	69	96	27	16	441
Dumbéa	13	1	3	8	4	2	31
Farino	17			5	6		28
Ile des Pins	11						11
La Foa	74	3	19	42	25	7	170
Moindou	45		10	25	24	3	107
Mont-Dore	4		1	2		1	8
Nouméa							
Païta	64	1	14	41	36	22	178
Poya	42	6	9	8	13	3	81
Sarraméa	12		4	5	4		25
Thio	11		6	4	4	1	26
Yaté							
Province Sud	574	27	156	267	155	60	1 239
Nouvelle-Calédonie	1 068	33	357	393	211	87	2 149

BÂTIMENTS AGRICOLES - COMMUNE

	Hangards docks	Porcherie	Bergerie chevrerie	Stabulation	Poulailler	Miellerie équipée	Autre bâtiment
Lifou	8	1 005	4		16	1	2
Maré	7	376	2		18	1	22
Ouvéa	82	495	2		1		
Province Îles Loyauté	97	1 876	8		35	2	24
Bélep	4	5			1		7
Canala	5	69			18		1
Hienghène	11	2					
Houailou	136	77			23		1
Kaala-Gomen	42	8	2	1	13		11
Koné	48	20			36	1	1
Kouaoua	35	21			2		
Koumac	58	9			34	5	
Ouégoa	15	27			6		
Poindimié	29	56			17		3
Ponérihouen	72	65			17		
Pouébo	2	38			8		1
Pouembout	70	13			21	1	4
Poum	49	34	1		13		
Poya	21	4			9		
Touho	13	4	1		6	2	1
Voh	39	9	2	1	9		5
Province Nord	649	461	6	2	233	9	35
Boulouparis	91	15	2		21		7
Bourail	375	32	8	11	132	6	51
Dumbéa	128	10	5		60	2	62
Farino	34	3			12		
Ile des Pins	5	141			5		
La Foa	130	6	5		16		
Moindou	59	5			22		
Mont-Dore	121	33			50	3	7
Nouméa	14					2	1
Païta	214	31	10	4	72	5	57
Poya	47	6	3	2	28		3
Sarraméa	26	2		9	1	1	1
Thio	9	53			9		1
Yaté	1	51			19		1
Province Sud	1 254	388	33	26	447	19	191
Nouvelle-Calédonie	2 000	2 725	47	28	715	30	250

SERRES, OMBRIÈRES ET PAILLAGES - COMMUNE

(surface m ²)	Serres et Ombrières nbre d'exploitations	Serres et Ombrières surfaces en m ²	Paillage traditionnel nbre d'exploitations	Paillage traditionnel surfaces en m ²
Lifou	17	9 553	7	11 220
Maré	7	6 911	46	240 054
Ouvéa	13	4 916	219	480 620
Province Îles Loyauté	37	21 380	272	731 894
Bélep				
Canala	5	346	7	20 870
Hienghène				
Houailou	24	3 521	2	320
Kaala-Gomen			3	8 012
Koné	8	27 210	4	6 300
Kouaoua	3	63	3	425
Koumac	3	1 968	3	24 500
Ouégoa				
Poindimié	2	176		
Ponérihouen	11	193	3	1 109
Pouébo	4	48	1	28 100
Pouembout	4	7 500		
Poum				
Poya				
Touho	3	90		
Voh	1	1 000		
Province Nord	68	42 115	26	89 636
Boulouparis				
Bourail	8	7 065		
Dumbéa	12	71 936		
Farino	4	170		
Ile des Pins	2	400		
La Foa	2	2 100		
Moindou	1	100		
Mont-Dore	28	89 436		
Nouméa	7	11 508		
Paita	22	94 902	1	11 600
Poya			1	2 000
Sarraméa	1	50		
Thio	1	5	33	74 905
Yaté	6	258	8	13 805
Province Sud	94	277 930	43	102 310
Nouvelle-Calédonie	199	341 425	341	923 840

IRRIGATION/EXPLOITATION - COMMUNE

	Nbre d'exploitant déclarant une superficie irrigable	% / total des exploitations	Surface irrigable en ha
Lifou	185	26,8	33,6
Maré	163	26,1	114,7
Ouvéa	36	11,7	4,4
Province Îles Loyauté	384	23,7	152,8
Bélep	35	38,0	3,8
Canala	17	8,3	11,8
Hienghène	30	31,6	5,3
Houailou	157	52,3	78,6
Kaala-Gomen	52	50,0	127,3
Koné	49	45,0	167,7
Kouaoua	20	25,3	3,3
Koumac	37	57,8	199,4
Ouégoa	12	4,2	56,5
Poindimié	30	18,4	6,4
Ponérihouen	25	11,1	7,6
Pouébo	31	21,2	17,8
Pouembout	46	66,7	947,8
Poum	5	7,6	14,4
Poya	11	15,1	397,2
Touho	26	38,2	7,9
Voh	39	44,8	154,5
Province Nord	622	27,9	2 207,3
Boulouparis	56	50,9	1 685,6
Bourail	268	60,6	1 795,4
Dumbéa	93	89,4	830,2
Farino	12	34,3	47,4
Ile des Pins	19	10,3	15,2
La Foa	58	37,9	1 213,6
Moindou	20	32,8	86,8
Mont-Dore	130	87,2	410,1
Nouméa	9	69,2	6,3
Paita	112	63,3	788,7
Poya	27	61,4	297,0
Sarraméa	11	36,7	126,5
Thio	67	48,9	143,7
Yaté	42	51,9	23,0
Province Sud	924	53,7	7 469,6
Nouvelle-Calédonie	1 930	34,6	9 829,7

SURFACES INONDABLES/DRAINÉES - COMMUNE

(ha)	Surfaces inondables		Total surfaces inondables	surfaces drainées
	Fréquemment	Exceptionnellement		
Lifou				
Maré		1,0	1,0	2,2
Ouvéa	10,7	71,5	82,2	4,3
Province Îles Loyauté	10,7	72,5	83,2	6,48
Bélep	0,6	8,9	9,5	
Canala	148,6	197,1	345,7	
Hienghène	71,4	169,1	240,5	8,6
Houailou	458,0	342,1	800,1	50,0
Kaala-Gomen	806,7	202,5	1 009,2	6,0
Koné	274,7	119,3	393,9	1,0
Kouaoua	4,7	128,7	133,4	
Koumac	705,3	175,8	881,1	2,6
Ouégoa		1 408,2	1 408,2	
Poindimié	36,8	158,5	195,3	9,8
Ponérihouen	105,5	556,9	662,4	5,2
Pouébo	0,5	71,3	71,8	6,5
Pouembout	204,3	447,8	652,1	14,0
Poum	67,8	65,3	133,0	
Poya	40,0	488,3	528,3	
Touho	179,2	217,5	396,7	
Voh	24,1	765,0	789,1	2,2
Province Nord	3 128,2	5 521,9	8 650,1	213,56
Boulouparis	62,5	1 646,8	1 709,3	5,5
Bourail	3 485,5	146,5	3 632,0	140,6
Dumbéa	84,0	232,9	316,9	27,0
Farino	2,0	3,0	5,0	14,5
Ile des Pins	0,3	35,3	35,6	1,4
La Foa	722,0	509,1	1 231,1	280,0
Moindou	24,7	417,6	442,3	4,0
Mont-Dore	104,4	132,0	236,4	104,7
Nouméa	3,0		3,0	
Paita	101,4	759,9	861,3	669,0
Poya	279,0	796,9	1 075,9	35,0
Sarraméa	60,0	32,1	92,1	11,5
Thio	30,9	238,1	269,0	
Yaté	10,7	27,6	38,3	5,7
Province Sud	4 970,4	4 977,7	9 948,0	1 298,0
Nouvelle-Calédonie	8 109,2	10 521,1	18 681,3	1 519,0

APPROVISIONNEMENT EN EAU DES EXPLOITATIONS AGRICOLES - COMMUNE

	Réseau individuel		Type de réseau		Réseau collectif** Effectif	Effectif total pratiquant l'irrigation	Type de réseau individuel***	
	Effectif	%*	Effectif	%*			Puits ou forages	Prélèvement en rivière
Lifou	11	5,9	173	92,5	3	187	8	3
Maré	13	7,7	154	91,1	2	169	8	6
Ouvéa	20	52,6	18	47,4	19	38	19	2
Province Îles Loyauté	44	11,2	345	87,6	5	394	35	11
Bélep			35	100,0		35		1
Canala	6	35,3	11	64,7		17	1	3
Henghène	10	33,3	20	66,7		30		1
Houailou	37	22,2	119	71,3	11	167	2	34
Kaala-Gomen	21	34,4	40	65,6		61	7	8
Koné	25	48,1	27	51,9		52	5	14
Kouaoua	8	34,8	2	8,7	13	23		1
Koumac	32	82,1	7	17,9		39	20	5
Ouégoa	4	30,8	9	69,2		13	1	4
Ponérimé	14	48,3	15	51,7		29	16	1
Ponérihouen	8	30,8	18	69,2		26	1	9
Pouébo	3	9,4	29	90,6		32	1	3
Pouembout	39	66,1	20	33,9		59	7	35
Poum	3	60,0	2	40,0		5	2	2
Poya	8	66,7	4	33,3		12	2	5
Touho	6	23,1	20	76,9		26	1	4
Voh	21	44,7	26	55,3		47	10	1
Province Nord	245	36,4	396	58,8	33	674	60	185
Boulouparis	46	83,6	9	16,4		55	6	8
Bourail	211	71,8	83	28,2		294	58	162
Dumbéa	63	63,0	37	37,0		100	8	1
Farino	9	69,2	4	30,8		13		9
Ile des Pins	4	20,0	16	80,0		20		3
La Foa	46	73,0	13	20,6	4	63	5	18
Moindou	21	72,4	8	27,6		29	1	13
Mont-Dore	70	47,0	76	51,0	3	149	11	63
Nouméa	1	11,1	8	88,9		9		1
Païta	84	62,7	43	32,1	7	134	33	50
Poya	27	100,0				27	7	20
Sarraméa	10	90,9	1	9,1		11	1	1
Thio	34	47,2	23	31,9	15	72		14
Yaté	17	39,5	15	34,9	11	43		7
Province Sud	643	63,1	335	32,9	41	1 019	130	495
Nouvelle-Calédonie	932	44,7	1 076	51,6	79	2 087	225	680

* % calculé sur l'effectif des exploitations pratiquant l'irrigation.

** certaines données concernant le nombre d'exploitants irrigant à partir d'un réseau collectif paraissent incohérentes (pas de réseau collectif dans les communes en question). Il est possible que ces exploitants, ou les enquêteurs les ayant questionnés, aient confondu réseau collectif avec réseau public.

*** un exploitant peut utiliser plusieurs types de réseaux individuels.

PRATIQUES CULTURALES PARTICULIÈRES - COMMUNE

	Effectif	Hydroponie %*	Surface en m ²	Culture sans intrant chimique Effectif	%*	Culture de contre-saison Effectif	%*
Lifou	1	0,1	100	657	95,1	40	5,8
Maré				588	94,1	11	1,8
Ouvéa				305	99,3		
Province Îles Loyauté	1	0,1	100	1 550	93,5	51	3,1
Bélep				91	98,9		
Canala				182	88,3	1	0,5
Hienghène				20	21,1	1	1,1
Houailou				252	84,0	10	3,3
Kaala-Gomen				59	56,7	1	1,0
Koné				74	67,9	3	2,8
Kouaoua				70	88,6		
Koumac	1	1,6	10 000	16	25,0	3	4,7
Ouégoa				109	38,5		
Poindimié				109	66,9	16	9,8
Ponérihouen				166	73,5	5	2,2
Pouébo				38	26,0	20	14,0
Pouembout				15	21,7	7	10,1
Poum				53	80,3	1	1,5
Poya				31	42,5	1	1,4
Touho				5	7,4		
Voh				60	69,0	1	1,1
Province Nord	1		10 000	1 350	60,5	70	3,1
Boulouparis				43	39,1		
Bourail				159	36,0	10	2,3
Dumbéa	5	4,8	83 500	26	25,0	6	5,8
Farino				9	25,7	4	11
Ile des Pins				169	91,4		
La Foa				62	40,5	13	8,5
Moindou				11	18,0	7	12,0
Mont-Dore	3	2,0	19 950	38	25,5	9	6,0
Nouméa				4	30,8		
Païta	4	2,3	17 100	28	2,8	16	9,0
Poya				6	15,8	2	4,5
Sarraméa				7	13,6	1	3,3
Thio				100	73,0	1	0,7
Yaté				29	35,8	1	1,2
Province Sud	12	0,7	120 550	691	40,2	70	4,1
Nouvelle-Calédonie	14	0,3	130 650	3 591	64,4	191	3,4

* % calculé sur l'effectif des exploitations.

ÉQUIPEMENT DES EXPLOITATIONS EN EAU ET ÉLECTRICITÉ* - COMMUNE

	Siège équipé en eau courante	%	Siège équipé en électricité	%	Total
Lifou	319	46,2	266	38,5	691
Maré	351	56,2	332	53,1	625
Ouvéa	101	32,9	105	34,2	307
Province Îles Loyauté	771	47,5	703	43,3	1 623
Bélep	65	70,7	50	54,3	92
Canala	122	59,2	116	56,3	206
Hienghène	77	81,1	42	44,2	95
Houailou	262	87,3	248	82,7	300
Kaala-Gomen	89	85,6	82	78,8	104
Koné	86	78,9	59	54,1	109
Kouaoua	66	83,5	60	75,9	79
Koumac	29	45,3	36	56,3	64
Ouégoa	190	67,1	96	33,9	283
Poindimié	141	86,5	134	82,2	163
Ponérihouen	167	73,9	159	70,4	226
Pouébo	66	45,2	10	6,8	146
Pouembout	52	75,4	35	50,7	69
Poum	48	72,7	39	59,1	66
Poya	45	61,6	35	47,9	73
Touho	55	80,9	51	75,0	68
Voh	61	70,1	24	27,6	87
Province Nord	1 621	72,7	1 276	57,2	2 230
Boulouparis	67	60,9	79	71,8	110
Bourail	349	79,0	337	76,2	442
Dumbéa	86	82,7	84	80,8	104
Farino	33	94,3	30	85,7	35
Ile des Pins	139	75,1	128	69,2	185
La Foa	105	68,6	113	73,9	153
Moindou	50	82,0	43	70,5	61
Mont-Dore	95	63,8	106	71,1	149
Nouméa	13	100,0	11	84,6	13
Païta	116	65,5	150	84,7	177
Poya	11	25,0	15	34,1	44
Sarraméa	25	83,3	24	80,0	30
Thio	50	36,5	47	34,3	137
Yaté	46	56,8	50	61,7	81
Province Sud	1 185	68,9	1 217	70,7	1 721
Nouvelle-Calédonie	3 577	64,2	3 196	57,3	5 574

* Il s'agit de l'équipement du siège de l'exploitation (cf : définition du siège de l'exploitation), et non de l'habitation du chef d'exploitation.

EFFECTIFS EXPLOITATIONS/NATURE DE LEUR SIEGE - PROVINCE

	Corps de ferme	Bâtiments d'exploitations	Parcelle agricole	Total
Iles Loyautés	282	101	1 240	1 623
Nord	1 064	120	1 046	2 230
Sud	940	175	606	1 721
Nouvelle-Calédonie	2 286	396	2 892	5 574

MORCELLEMENT DES EXPLOITATIONS - COMMUNE

	Nombre moyen de blocs	Distance moyenne au bloc le + éloigné en km	Distance moyenne au bloc le + proche en km
Lifou	2,3	3,6	0,5
Maré	2,0	5,1	0,4
Ouvéa	2,6	1,5	0,2
Province Îles Loyauté	2,2	3,8	0,4
Bélep	1,3	2,4	0,1
Canala	2,1	1,8	0,2
Hienghène	1,2	1,5	0,0
Houailou	2,2	2,5	0,3
Kaala-Gomen	1,6	2,6	0,6
Koné	1,7	2,3	0,1
Kouaoua	2,5	2,5	0,3
Koumac	1,7	4,1	0,1
Ouégoa	1,3	1,1	0,1
Poindimié	2,1	2,7	0,2
Ponérihouen	2,2	2,5	0,2
Pouébo	1,4	0,9	0,1
Pouembout	1,6	6,0	0,3
Poum	2,0	2,0	0,1
Poya	1,3	1,5	0,0
Touho	1,2	1,8	0,0
Voh	1,3	2,6	0,6
Province Nord	1,7	2,2	0,2
Boulouparis	1,1	0,7	0,0
Bourail	1,3	2,0	0,1
Dumbéa	1,0	0,8	0,0
Farino	1,3	2,4	0,3
Ile des Pins	2,4	7,1	2,7
La Foa	1,3	0,9	0,0
Moindou	1,5	0,8	0,1
Mont-Dore	1,1	1,2	0,0
Nouméa	1,4	15,0	1,5
Paita	1,2	2,4	0,1
Poya	1,5	7,2	1,5
Sarraméa	1,3	1,3	0,3
Thio	2,8	8,1	1,3
Yaté	2,5	6,3	0,3
Province Sud	1,5	3,2	0,5
Nouvelle-Calédonie	1,8	3,0	0,3

annexe 3 : Population agricole familiale - commune

COMPOSITION DE LA POPULATION AGRICOLE FAMILIALE - COMMUNE

COMPOSITION DE LA POPULATION AGRICOLE FAMILIALE - COMMUNE														
	Chef d'exploitation	Exploitants et co-exploitants					Autres membres de la famille					Total		
		Conjoint	Fils, fille, beau-fils, belle-fille	Père, mère, beau-père, belle-mère	Frère, sœur, beau-frère, belle-sœur	Autre parent	Non apparenté	Conjoint	Fils, fille, beau-fils, belle-fille	Père, mère, beau-père, belle-mère	Frère, sœur, beau-frère, belle-sœur		Autre parent	Non apparenté
Lifou	691	50	11	3		2		465	1 840	80	71	247	3	3 463
Maré	625	346	309	6	6	2		134	1 301	21	27	59		2 836
Ouvéa	307	117	65	9	6	1		104	528	4	6	3		1 150
Province Iles Loyauté	1 623	513	385	18	12	5	0	703	3 669	105	104	309	3	7 449
Bélep	92	37	1					33	264					427
Canala	206		5	1	8	5		154	598	22	25	136	2	1 162
Hienghène	95		4	2	6	13	7	66	213	3	4	33	1	447
Houailou	300	43	29		1	6		137	341	10	15	924	1	924
Kaala-Gomen	104	15	9	2	4	1	1	61	164	3	3	11	2	380
Koné	109	5	2			2		74	224	3	8	27	5	459
Kouaoua	79	1		1	1		1	49	181	2	17	39	6	377
Koumac	64	5	5	2				46	116	2	1	18	5	264
Ouégoa	283	4						178	537	1	1	5		1 009
Poindimié	163	3	3		6	1		77	120	8	9	11	8	395
Ponerihouen	226	37	24	3		5		69	292	4	1	44		715
Pouébo	146	2			1			72	252	4	14		1	492
Pouembout	69	13	3		1		1	36	64	4	10		1	202
Poum	66	19	2		2	5		29	135	2	2	18		281
Poya	73	6	3		3			47	153	3	4	7		299
Touho	68	1						49	157	3		15		293
Voh	87	11	15	2	5	1		46	103	4	3	7	11	295
Province Nord	2 230	202	105	13	38	39	10	1 223	3 914	74	117	412	44	8 421
Boulouparis	110	2	2					40	95	10	1	1		262
Bourail	442	17	6	1	5			275	364	19	2	2		1 133
Dumbéa	104	6	6		3		5	65	102	7	6	15	2	321
Farino	35	1	2					19	25	2		1		85
Ile des Pins	185	30	9	3	3	1		89	225	15	17	34	1	612
La Foa	153	4	4	1	2		1	84	120	3	5	7	1	385
Moindou	61	1			2			29	33		5	4	1	136
Mont-Dore	149	11	5				1	113	190	7	2	28		506
Nouméa	13		1					6	9					29
Païta	177	11	4		5		6	115	209	10	4	23	7	571
Poya	44	6	2	2				27	23	6				110
Sarraméa	30	3	3					14	31			9		90
Thio	137	7	3	4	3			70	285	4	18	83	21	635
Yaté	81	8	1				1	53	230	2	2	80	9	467
Province Sud	1 721	107	48	11	23	<3	14	999	1 941	85	62	287	43	5 342
Nouvelle-Calédonie	5 574	822	538	42	73	45	24	2 925	9 524	264	283	1 008	90	21 212

ÂGE MOYEN/POPULATION/TRANCHE D'ÂGE - COMMUNE

	Nombre	Homme Âge moyen	Nombre	Femme Âge moyen	Nombre	Total Âge moyen
Moins de 10 ans	634	5,1	576	4,7	1 210	4,9
De 10 à 19 ans	948	14,4	827	14,5	1 775	14,4
De 20 à 29 ans	751	24,1	602	24,3	1 353	24,2
De 30 à 39 ans	461	34,1	491	34,2	952	34,1
De 40 à 49 ans	437	44,3	450	44,4	887	44,3
De 50 à 59 ans	354	54,0	318	53,9	672	53,9
De 60 à 69 ans	228	64,3	179	64,1	407	64,2
70 ans et plus	109	75,0	84	76,8	193	75,8
Province Îles Loyauté	3 922	28,5	3 527	28,7	7 449	28,6
Moins de 10 ans	596	5,1	494	5,2	1 090	5,2
De 10 à 19 ans	947	14,5	844	14,5	1 791	14,5
De 20 à 29 ans	776	23,9	602	24,0	1 378	24,0
De 30 à 39 ans	580	34,6	557	34,5	1 137	34,6
De 40 à 49 ans	673	44,5	527	44,2	1 200	44,4
De 50 à 59 ans	558	54,1	371	53,9	929	54,0
De 60 à 69 ans	390	64,0	246	63,8	636	63,9
70 ans et plus	168	74,0	92	74,9	260	74,3
Province Nord	4 688	32,6	3 733	30,6	8 421	31,8
Moins de 10 ans	322	4,9	289	4,7	611	4,8
De 10 à 19 ans	437	14,5	414	14,4	851	14,5
De 20 à 29 ans	427	24,2	342	24,3	769	24,3
De 30 à 39 ans	409	34,4	362	34,4	771	34,4
De 40 à 49 ans	425	44,4	349	44,3	774	44,3
De 50 à 59 ans	424	54,2	319	54,4	743	54,3
De 60 à 69 ans	319	63,7	229	63,9	548	63,8
70 ans et plus	170	75,3	105	76,1	275	75,6
Province Sud	2 933	36,6	2 409	34,7	5 342	35,7
Moins de 10 ans	1 552	5,0	1 359	4,9	2 911	5,0
De 10 à 19 ans	2 332	14,5	2 085	14,5	4 417	14,5
De 20 à 29 ans	1 954	24,0	1 546	24,2	3 500	24,1
De 30 à 39 ans	1 450	34,4	1 410	34,4	2 860	34,4
De 40 à 49 ans	1 535	44,4	1 326	44,3	2 861	44,4
De 50 à 59 ans	1 336	54,1	1 008	54,0	2 344	54,1
De 60 à 69 ans	937	64,0	654	63,9	1 591	64,0
70 ans et plus	447	74,7	281	76,0	728	75,2
Nouvelle-Calédonie	11 543	32,2	9 669	30,9	21 212	31,6

ÂGE DES CHEFS D'EXPLOITATION - COMMUNE

	Âge moyen des chefs d'exploitation
Lifou	48,5
Maré	47,6
Ouvéa	48,8
Province Îles Loyauté	48,2
Bélep	52,8
Canala	49,2
Hienghène	49,6
Houailou	50,9
Kaala-Gomen	50,4
Koné	51,9
Kouaoua	49,5
Koumac	47,3
Ouégoa	45,6
Poindimié	50,0
Ponérihoun	51,3
Pouébo	52,4
Pouembout	48,2
Poum	49,8
Poya	54,0
Touho	51,5
Voh	52,8
Province Nord	50,1
Boulouparis	51,6
Bourail	51,7
Dumbéa	52,5
Farino	51,1
Ile des Pins	46,6
La Foa	49,2
Moindou	53,8
Mont-Dore	54,2
Nouméa	52,9
Païta	52,4
Poya	49,1
Sarraméa	50,8
Thio	48,4
Yaté	53,2
Province Sud	51,1
Nouvelle-Calédonie	49,9

FORMATION DES CHEFS D'EXPLOITATIONS ET I^{ERS} CO-EXPLOITANTS - PROVINCE

	Chef d'exploitation	%	Co-exploitant	%	Total	%
Aucune	1 530	94,3	903	96,8	2 433	95,2
Primaire (CAPA, CAP, CCTAR ...)	51	3,1	16	1,7	67	2,6
Secondaire courte (BEA, BPA, BEPA ...)	32	2,0	6	0,6	38	1,5
Secondaire longue (BAC, BTA ...)	8	0,5	4	0,4	12	0,5
Supérieure courte (BTSA, DUT ...)	1	0,1	1	0,1	2	-
Supérieure longue	1	0,1	3	0,3	4	-
Province Îles Loyauté	1 623	100,0	933	100,0	2 556	100,00
Aucune	2 074	93,0	382	93,9	2 456	93,1
Primaire (CAPA, CAP, CCTAR ...)	108	4,8	14	3,4	122	4,6
Secondaire courte (BEA, BPA, BEPA ...)	27	1,2	6	1,5	33	1,3
Secondaire longue (BAC, BTA ...)	10	0,4	3	0,7	13	0,5
Supérieure courte (BTSA, DUT ...)	11	0,5	2	0,5	13	0,5
Supérieure longue	0	0,0	0	0,0	0	0,00
Province Nord	2 230	100,0	407	100,0	2 637	100,00
Aucune	1 556	90,4	178	87,3	1 734	90,1
Primaire (CAPA, CAP, CCTAR ...)	53	3,1	9	4,4	62	3,2
Secondaire courte (BEA, BPA, BEPA ...)	48	2,8	4	2,0	52	2,7
Secondaire longue (BAC, BTA ...)	20	1,2	8	3,9	28	1,5
Supérieure courte (BTSA, DUT ...)	24	1,4	4	2,0	28	1,5
Supérieure longue	20	1,2	1	0,5	21	1,1
Province Sud	1 721	100,0	204	100,0	1 925	100,00
Aucune	5 160	92,6	1 463	94,8	6 623	93,1
Primaire (CAPA, CAP, CCTAR ...)	212	3,8	39	2,5	251	3,5
Secondaire courte (BEA, BPA, BEPA ...)	107	1,9	16	1,0	123	1,7
Secondaire longue (BAC, BTA ...)	38	0,7	15	1,0	53	0,7
Supérieure courte (BTSA, DUT ...)	36	0,6	7	0,5	43	0,6
Supérieure longue	21	0,4	4	0,3	25	0,4
Nouvelle-Calédonie	5 574	100,0	1 544	100,0	7 118	100,00

</

TEMPS DE TRAVAIL DES CHEFS D'EXPLOITATIONS - COMMUNE

(sur exploitation)	Aucune	Moins d'1/4 temps	1/4 à < 1/2 temps	1/2 à < 3/4 temps	3/4 à < temps complet	Temps complets	Total actifs	Total	UTA
Lifou	7	244	146	123	60	111	684	691	278
Maré	7	56	135	191	116	120	618	625	342
Ouvéa	7	37	142	112	8	1	300	307	102
Province Îles Loyauté	21	337	423	426	184	232	1 602	1 623	722
Bélep		7	29	34	20	2	92	92	42
Canala		46	83	47	11	19	206	206	76
Hienghène	2	8	27	19	8	31	93	95	54
Houailou	1	58	49	42	35	115	299	300	180
Kaala-Gomen	1	15	35	22	11	20	103	104	50
Koné		11	22	19	25	32	109	109	67
Kouaoua		22	30	18	5	4	79	79	26
Koumac		15	13	16	10	10	64	64	30
Ouégoa		17	68	84	91	23	283	283	152
Poindimié		51	21	12	3	76	163	163	95
Ponérihouen	3	44	53	45	23	58	223	226	115
Pouébo	1	15	10	11	5	104	145	146	117
Pouembout		4	14	11	4	36	69	69	48
Poum	2	10	28	10	8	8	64	66	27
Poya		48	12	5	3	5	73	73	18
Touho	4	11	19	15	2	17	64	68	32
Voh	1	13	27	12	9	25	86	87	46
Province Nord	15	395	540	422	273	585	2 215	2 230	1 175
Boulouparis	2	19	28	15	4	42	108	110	61
Bourail	7	141	79	32	13	170	435	442	230
Dumbéa	1	6	30	5	3	59	103	104	72
Farino		7	11	1		16	35	35	20
Ile des Pins	1	40	75	42	15	12	184	185	67
La Foa	4	30	26	8	4	81	149	153	98
Moindou		13	12	3	4	29	61	61	38
Mont-Dore		12	24	24	8	81	149	149	106
Nouméa		2		4	1	6	13	13	9
Païta	1	26	33	37	17	63	176	177	105
Poya		11	9	4	1	19	44	44	25
Sarraméa		4	2	3	1	20	30	30	23
Thio		26	56	37	3	15	137	137	52
Yaté	1	11	28	21	4	16	80	81	38
Province Sud	17	348	413	236	78	629	1 704	1 721	943,55
Nouvelle-Calédonie	53	1 080	1 376	1 084	535	1 446	5 521	5 574	2 841,25

TEMPS DE TRAVAIL SUR L'EXPLOITATION DE LA POPULATION FAMILIALE DE 16 ANS ET PLUS - COMMUNE

(sur exploitation)	Aucune	Moins d'1/4 temps	1/4 à < 1/2 temps	1/2 à < 3/4 temps	3/4 à < temps complet	Temps complets	Total actifs	%	Total	UTA
Lifou	278	1 088	368	300	138	183	2 077	88,2	2355	637
Maré	315	355	453	349	197	195	1 549	83,1	1864	666
Ouvéa	87	230	326	259	22	2	839	90,6	926	253
Province Îles Loyauté	680	1 673	1 147	908	357	380	4 465	86,8	5 145	1 556
Bélep	51	55	88	55	30	7	235	82,2	286	85
Canala	131	218	238	118	24	46	644	83,1	775	204
Hienghène	56	62	88	51	17	48	266	82,6	322	114
Houailou	75	217	121	85	54	215	692	90,2	767	350
Kaala-Gomen	57	73	67	47	18	29	234	80,4	291	90
Koné	30	99	97	61	27	48	332	91,7	362	133
Kouaoua	13	102	100	55	8	7	272	95,4	285	76
Koumac	30	66	33	30	15	12	156	83,9	186	53
Ouégoa	179	176	85	88	93	23	465	72,2	644	176
Poindimié	1	151	47	32	3	144	377	99,7	378	189
Ponérihouen	52	152	102	87	32	118	491	90,4	543	226
Pouébo	70	75	63	60	15	110	323	82,2	393	175
Pouembout	35	30	28	16	8	44	126	78,3	161	68
Poum	48	65	50	21	10	11	157	76,6	205	48
Poya	56	109	26	11	8	12	166	74,8	222	41
Touho	44	26	68	31	2	27	154	77,8	198	64
Voh	48	59	54	29	15	37	194	80,2	242	82
Province Nord	976	1 735	1 355	877	379	938	5 284	84,4	6 260	2 173
Boulouparis	26	35	40	32	12	50	169	86,7	195	89
Bourail	287	242	108	47	18	227	642	69,1	929	315
Dumbéa	35	36	66	8	6	114	230	86,8	265	143
Farino	4	25	13	1	0	21	60	93,8	64	27
Ile des Pins	22	214	161	66	33	17	491	95,7	513	136
La Foa	60	69	59	16	7	111	262	81,4	322	146
Moindou	9	27	20	13	9	39	108	92,3	117	60
Mont-Dore	76	86	51	49	15	127	328	81,2	404	184
Nouméa	6	6		5	1	7	19	76,0	25	11
Païta	74	120	79	68	31	87	385	83,9	459	176
Poya	16	24	16	7	4	25	76	82,6	92	38
Sarraméa	10	22	4	4	1	31	62	86,1	72	37
Thio	44	121	156	87	4	17	385	89,7	429	115
Yaté	40	110	85	48	11	27	281	87,5	321	92
Province Sud	709	1 137	858	451	152	900	3 498	83,1	4 207	1 568
Nouvelle-Calédonie	2 365	4 545	3 360	2 236	888	2 218	13 247	84,9	15 612	5 297

(sur l'exploitation)	Moins d'1/4 temps		1/4 à < 1/2		1/2 à < 3/4 temps		Moins d'un temps complet		Plein temps		Total	UTA* salaires
	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme		
Lifou												
Maré							2		2		2	2
Ouvéa							2		2		2	2
Province Iles Loyauté												
Bélep							8				8	6
Canala												
Hienghène			1						1		2	1,25
Houailou	4		2						12		18	12,9
Kaala-Gomen					1		7		8		16	13,75
Koné	6	4			17	20			1	1	24	21,5
Kouaoua												
Koumac		1			5		1		14		22	17,85
Ouégoa	2		1	5	1				3		7	5,2
Poindimié					4	1			6		10	12,5
Ponérihouen	2		1		3				3		9	4,95
Pouébo									1		1	1
Pouembout	6	1	2	1	4		3		18	3	33	26,7
Poum	3										3	0,3
Poya					1				11		18	12,1
Touho					1				2		3	2,5
Voh		5	1		3	1			17	1	21	20,75
Province Nord												
Boulouparis	2	1	1		5		19		97	9	195	159,25
Bourail	8	1	7		8		15	2	41	4	49	48,05
Dumbéa	1	1	2	4	2	1	11	1	65	29	103	113,9
Farino	3		1	1					91	51	107	154,7
Ile des Pins									3	2	7	6,3
La Foa												
Mont-Dore			4	6	2	3			49	14	61	67,95
Nouméa								2	7		10	9,25
Paita	1	1	3	2	8	4	5		85	44	91	135,5
Poya	6				3		3		36	10	38	47,2
Sarraméa	1	1	1						113	34	130	158,2
Thio									11	2	23	17,35
Yaté									14	4	16	18,45
Province Sud												
Yaté	24	7	24	13	37	14	35	5	515	194	635	776,85
Nouvelle-Calédonie												
	53	18	34	19	77	36	54	5	614	203	832	938,1

* UTA : l'unité de travail annuel équivalent au travail d'une personne (40 heures par semaine ou plus) pendant une année (275 jours ou plus par an).

TEMPS DE TRAVAIL DE MAIN-D'OEUVRE OCCASIONNELLE, STAGIAIRES, ENTREPRISES EXT. - COMMUNE

(sur exploitation)	M.O. saisonnière occasionnelle			Stagiaires			Ent.Extérieur Nbre de jours
	Nbre de jours	Nbre de pers. concernées	UTA*	Nbre de jours	Nbre de pers. concernées	UTA*	
Lifou	5 405	2 123	19,7	210	3	0,8	10
Maré	5 949	2 154	21,6	270	24	1,0	1
Ouvéa	14	12	0,1				
Province Îles Loyauté	11 368	4 289	41,3	480	27	1,7	11
Bélep	28	11	0,1				
Canala	16	12	0,1	6	20		7
Hienghène	445	16	1,6				15
Houailou	1 923	33	7,0	61	21	0,2	56
Kaala-Gomen	183	17	0,7	15	21	0,1	29
Koné	225	23	0,8	436	80	1,6	5
Kouaoua	60	1	0,2				
Koumac	1 540	20	5,6	5 621	48	20,4	
Ouégoa	80	2	0,3				
Poindimié	269	23	1,0	230	14	0,8	267
Ponérihouen	153	53	0,6	14	2	0,1	18
Pouébo	367	53	1,3	40	5	0,1	
Pouembout	2 619	108	9,5	1 520	38	5,5	77
Poum	580	14	2,1	120	2	0,4	20
Poya	83	14	0,3	240	3	0,9	32
Touho	426	30	1,5	30	1	0,1	9
Voh	207	25	0,8	235	7	0,9	5
Province Nord	9 204	455	33,5	8 568	262	31,2	540
Boulouparis	227	63	0,8	30	3	0,1	
Bourail	5 922	408	21,5	522	14	1,9	65
Dumbéa	1 846	49	6,7				
Farino	368	14	1,3				
Ile des Pins	117	39	0,4	45	1	0,2	6
La Foa	1 110	128	4,0	740	19	2,7	24
Moindou	137	38	0,5	60	1	0,2	54
Mont-Dore	2 479	52	9,0	1 486	98	5,4	13
Nouméa	90	4	0,3	135	9	0,5	
Paita	6 465	117	23,5	773	26	2,8	199
Poya	375	30	1,4	25	1	0,1	5
Sarraméa	1 115	18	4,1	415	7	1,5	
Thio	120	2	0,4	1 935	16	7,0	97
Yaté							70
Province Sud	20 371	962	74,1	6 166	195	22,4	533
Nouvelle-Calédonie	40 943	5 706	148,9	15 214	484	55,3	1 084

* UTA : l'unité de travail annuel équivaut au travail d'une personne à temps complet (40 heures par semaine ou plus) pendant année (275 jours ou plus par an).

TEMPS DE TRAVAIL FOURNI PAR L'ENTRAIDE - COMMUNE

(sur exploitation)	Moins d'1/4 temps	1/4 à < 1/2 temps	1/2 à < 3/4 temps	3/4 à < temps complet	Temps complet	UTA* entraide
Lifou	20					2,0
Maré						
Ouvéa	1					0,1
Province Îles Loyauté	21	0	0	0	0	2,1
Bélep						
Canala						
Hienghène	4					0,4
Houailou			1			0,5
Kaala-Gomen		2				0,5
Koné						
Kouaoua						
Koumac			25			12,5
Ouégoa		1				0,3
Poindimié						
Ponérihouen		6				1,5
Pouébo	8	8	4			4,8
Pouembout			2			1,0
Poum	3	3				1,1
Poya						
Touho						
Voh						
Province Nord	15	20	32	0	0	22,5
Boulouparis						
Bourail	3		2	1	1	3,1
Dumbéa					12	12,0
Farino						
Ile des Pins		2				0,5
La Foa		1			1	1,3
Moindou	4	10	4	1	8	13,7
Mont-Dore						
Nouméa						
Paita				3		2,3
Poya						
Sarraméa						
Thio						
Yaté						
Province Sud	7	13	6	5	22	32,7
Nouvelle-Calédonie	22	43	33	38	22	57,3

* UTA : l'unité de travail annuel équivaut au travail d'une personne à temps complet (40 heures par semaine ou plus) pendant année (275 jours ou plus par an).

RÉCAPITULATIF DU TEMPS DE TRAVAIL - COMMUNE

(sur exploitation)	UTA familiale	UTA salariée	UTA saisonnier et entraide	Total UTA*
Lifou	637,3	0,0	21,4	658,7
Maré	666,0	2,0	21,7	689,7
Ouvéa	22,5	0,0	0,2	252,7
Province Îles Loyauté	1 555,8	2,0	43,3	1 601,1
Bélep	84,5	6,0	0,1	90,6
Canala	204,3	0,0	0,1	204,4
Hienghène	114,5	1,3	2,0	117,7
Houailou	350,0	12,9	7,5	370,3
Kaala-Gomen	90,1	13,8	1,2	105,0
Koné	132,9	21,5	0,8	155,2
Kouaoua	75,7	0,0	0,2	75,9
Koumac	53,1	17,9	18,1	89,1
Ouégoa	175,6	5,2	0,5	181,3
Poindimié	189,1	12,5	1,0	202,6
Ponérihouen	226,2	5,0	2,1	233,2
Pouébo	174,5	1,0	6,1	181,6
Pouembout	68,0	26,7	10,5	105,2
Poum	48,0	0,3	3,2	51,5
Poya	40,9	12,1	0,3	53,3
Touho	63,6	2,5	1,6	67,7
Voh	82,2	20,8	0,8	103,7
Province Nord	2 173,0	159,3	56,0	2 388,2
Boulouparis	88,5	48,1	0,8	137,4
Bourail	315,2	113,9	24,6	453,7
Dumbéa	142,6	154,7	18,7	316,0
Farino	27,3	63	1,3	34,9
Ile des Pins	136,4	0,0	0,9	137,3
La Foa	145,9	68,0	5,3	219,1
Moindou	60,0	9,3	14,2	83,4
Mont-Dore	184,1	135,5	9,0	328,6
Nouméa	10,9	47,2	0,3	58,4
Paita	176,0	158,2	25,8	360,0
Poya	37,9	17,4	1,4	56,6
Sarraméa	37,0	18,5	4,1	59,5
Thio	114,6	0,0	0,4	115,0
Yaté	91,5	0,0	0,0	91,5
Province Sud	1 567,7	776,9	106,8	2 451,4
Nouvelle-Calédonie	5 296,5	938,1	206,1	6 440,7

* UTA : l'unité de travail annuel équivaut au travail d'une personne à temps complet (40 heures par semaine ou plus) pendant année (275 jours ou plus par an).

ANNEXE 3 : Gestion de l'exploitation et activités annexes

ACTIVITÉ COMMERCIALE DES EXPLOITATIONS - COMMUNE

	Exploitation vendant la totalité d'une des productions	Exploitation vendant au moins la moitié d'une des productions	Exploitation vendant moins de la moitié d'une de ses productions	Aucune vente
Lifou	25	63	305	298
Maré	16	192	266	151
Ouvéa	104	6	49	148
Province Îles Loyauté	145	261	620	597
Bélep		2	16	74
Canala	2	4	55	145
Hienghène	5	43	30	17
Houailou	50	61	113	76
Kaala-Gomen	62	18	11	13
Koné	42	8	23	36
Kouaoua	7	19	14	39
Koumac	21	30	8	5
Ouégoa	59	182	31	11
Poindimié	21	22	36	84
Ponérihouen	50	35	72	69
Pouébo	18	68	58	2
Pouembout	60	5	1	3
Poum	10	16	9	31
Poya	39	15	7	12
Touho	9	47	7	5
Voh	43	16	8	20
Province Nord	498	591	499	642
Boulouparis	67	9	3	31
Bourail	335	56	6	45
Dumbéa	70	1		33
Farino	18	9	3	5
Ile des Pins		11	71	103
La Foa	91	22	5	35
Moindou	12	33	1	15
Mont-Dore	38	60	16	35
Nouméa	6	4		3
Paita	87	24	17	49
Poya	35	2		7
Sarraméa	17	7	1	5
Thio	27	45	16	49
Yaté	22	41	7	11
Province Sud	825	324	146	426
Nouvelle-Calédonie	1 468	1 176	1 265	1 665

NOMBRE D'EMPRUNTS CONTRACTÉS PAR LES EXPLOITATIONS AGRICOLES SELON LEUR OBJET - COMMUNE

	Prêts de campagne	Achat de terre	Achat de matériel	Achat de bétail d'embouche	Achat de reproducteur	Travaux d'irrigation	Cloisonnement et stock-vard	Amélioration de pâturages	Bâtiments et installations d'élevage	Divers	Total des exploitants avant contractés au moins 1 prêt	%	Montant total des emprunts (milliers FCFP)
Lifou												0,0	
Maré									3	1	3	0,5	9 400
Ouvéa	1										1	0,3	200
Province Îles Loyauté	1	0	0	0	0	0	0	0	3	1	4	0,2	9 600
Bélep												0,0	
Canala	1		4								1	0,5	1 500
Hienghène										2	6	6,3	13 300
Houailou			4	1	1	1					6	2,0	10 367
Kaala-Gomen	1	4	11	3	4		2	2	2	2	20	19,2	136 227
Koné		3	3	6				3	2		13	11,9	50 034
Kouaoua	1										1	1,3	400
Koumac		4	7	4	5		2	1	2	3	20	31,3	76 459
Ouégoa	1		9	2	9		2	1	2		20	7,1	40 013
Poindimié			2						2		3	1,8	11 066
Ponérihouen			8	1	1	1					10	4,4	26 240
Pouébo												0,0	
Pouembout		12	16	11	12	3	1		6	3	32	46,4	322 429
Poum	1	1	2	1	1	1					3	4,5	50 680
Poya		3	7	5	4		1		1		16	21,9	58 112
Touho		1	6								7	10,3	14 100
Voh		2	10	7	2	2	2	1	1	1	14	16,1	61 534
Province Nord	4	30	89	41	39	8	12	8	18	14	172	7,7	872 461
Boulouparis	6	9	16	7	5	2		1		1	36	32,7	243 861
Bourail	25	48	102	18	16	3	2	4	14	14	161	36,4	991 465
Dumbéa	1		4	1	1	1					8	7,7	10 652
Farino	1	8	5		1	1			1		14	40,0	101 390
Ile des Pins			1								1	0,5	2 000
La Foa	2	17	25	15	3	2	5	3	2	3	49	32,0	438 915
Moindou	1	11	12	4	4		1				23	37,7	259 132
Mont-Dore	3	3	18			2			2	2	24	16,1	226 025
Nouméa									1	1	1	15,4	63 000
Païta	3	22	30	1	4		2		4	5	71	40,1	1 243 648
Poya	4	13	19	7	11		3	10	1	1	32	72,7	219 581
Sarraméa	1	3	6	2	3	1			2		7	23,3	149 311
Thio	1	1		2	1						9	6,5	22 676
Yaté	1		3						2	1	7	8,6	2 380
Province Sud	49	135	247	57	49	12	13	18	29	28	444	25,8	3 974 036
Nouvelle-Calédonie	54	165	336	98	88	20	25	26	50	43	620	11,1	4 856 097

Nombre d'exploitations ayant déclaré :

* bénéficier d'un suivi technique;

* avoir une comptabilité (simple ou complète);

GESTION ET COMPTABILITÉ - COMMUNE				
	Suivi technique	%	Comptabilité	%
Lifou	94	13,6	11	1,6
Maré	32	5,1	82	13,1
Ouvéa	6	2,0	4	1,3
Province Îles Loyauté	132	8,1	97	6,0
Bélep			18	19,6
Canala	35	17,0	21	10,2
Hienghène	27	28,4	8	8,4
Houailou	59	19,7	48	16,0
Kaala-Gomen	27	26,0	84	80,8
Koné	27	24,8	29	26,6
Kouaoua	7	8,9	2	2,5
Koumac	41	64,1	27	42,2
Ouégoa	37	13,1	39	13,8
Poindimié	21	12,9	8	4,9
Ponérihouen	31	13,7	26	11,5
Pouébo	19	13,0	85	58,2
Pouembout	41	59,4	54	78,3
Poum	20	30,3	8	12,1
Poya	33	45,2	10	13,7
Touho	36	52,9	11	16,2
Voh	18	20,7	48	55,2
Province Nord	479	21,5	524	23,6
Boulouparis	74	67,3	68	61,8
Bourail	102	23,1	105	23,8
Dumbéa	76	73,1	31	29,8
Farino	12	34,3	15	42,9
Ile des Pins	46	24,9	9	4,9
La Foa	41	26,8	66	43,1
Moindou	14	23,0	33	54,1
Mont-Dore	65	43,6	45	30,2
Nouméa	5	38,5	8	61,5
Paita	79	44,6	79	44,6
Poya	25	56,8	12	27,3
Sarraméa	10	33,3	9	30,0
Thio	41	29,9	14	10,2
Yaté	39	48,1	12	14,8
Province Sud	629	36,5	506	29,4
Nouvelle-Calédonie	1 240	22,2	1 127	20,3

NOMBRE D'EXPLOITATION DÉCLARANT DES PÉRIODES DIFFICILES FINANCIÈREMENT - COMMUNE														
	Oui	%	Janv.	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Dec.
Lifou	101	14,6	42	30	5			5		3	5	6	1	4
Maré	163	26,1	34	61	29	8	7	4	1	2	1		3	13
Ouvéa														
Province Îles Loyauté	264	16,3	76	91	34	8	7	9	1	5	6	6	4	17
Bélep	3	3,3									3			
Canala	47	22,8	21	13				2	1		2	1	2	5
Hienghène	57	60,0	12	30	4				1	4		1	3	2
Houailou	129	43,0	60	6	15	6	1		1	1	2	7	5	25
Kaala-Gomen	49	47,1	18		1			4	2	3	2	6	11	2
Koné	83	76,1	6							1	21	39	9	7
Kouaoua	13	16,5	2	6									5	
Koumac	29	45,3	8			1	1		2			10	3	4
Ouégoa	192	67,8	19	4	2		1	5	4	8	3	93	15	38
Poindimié	38	23,3	16	8	4			2	2	1	2		1	2
Ponérihouen	70	31,1	36	3	1		1	1		1	10	2	4	11
Pouébo	126	86,3	4	4	5	10	4	3	39	1	2	5		49
Pouembout	30	43,5	15			4	1			2	2	1		5
Poum	25	37,9	8	2		1				1		1	6	6
Poya	22	30,1	3		1					1	2	2	6	7
Touho	42	61,8	8	14	2	1		1	2	7	1	3	3	
Voh	16	18,4	4					3	3		2	4		
Province Nord	971	43,6	240	90	35	23	9	21	57	31	54	175	73	163
Boulouparis	48	43,6	22	1			2	13		7	8	4	2	1
Bourail	265	60,0	77	4	4	1	2	13	2	17	6	35	50	54
Dumbéa	50	48,1	34	2		2	3		1		2	2	3	1
Farino	17	48,6	1	1	2	1	1	4	1			1	1	4
Ile des Pins	24	13,0	3		1			1			1	4	14	
La Foa	82	53,6	29		2	3	4	3	7	1	3	8	11	11
Moindou	18	29,5	1	2	1	1				1	2	4	5	1
Mont-Dore	53	35,6	13	4	4	5	4	6	1	2	5	4	2	3
Nouméa	7	53,8	2			1		1				1		2
Paita	71	40,1	16	3	6	1	3	8	6	1	1	3	21	2
Poya	24	54,5	11					1		1		5	2	4
Sarraméa	10	33,3	3	3	2							2		
Thio	33	23,9	17	13					1	1			1	
Yaté	25	30,9	14	4			1		1	1		1	1	1
Province Sud	727	42,2	243	37	22	15	20	38	20	32	29	74	113	84
Nouvelle-Calédonie	1 962	35,2	559	218	91	46	36	68	78	68	89	255	190	264

NOMBRE D'EXPLOITATION DÉCLARANT UNE ASSURANCE AGRICOLE - COMMUNE

	Oui	%	Bâtiment, matériel	Cultures et/ou animaux
Lifou	39	5,6	10	39
Maré	25	4,0	10	22
Ouvéa	1	0,3	1	
Province Îles Loyauté	65	4,0	21	61
Bélep	10	10,9	1	9
Canala	27	13,1	2	26
Hienghène	46	48,4	15	46
Houailou	57	19,0	15	55
Kaala-Gomen	42	40,4	20	34
Koné	31	28,4	17	27
Kouaoua	7	8,9		7
Koumac	21	32,8	13	15
Ouégoa	129	45,6	6	128
Poindimié	16	9,8	7	13
Ponérihouen	32	14,2	9	28
Pouébo	47	32,2	3	47
Pouembout	43	62,3	33	37
Poum	11	16,7	1	10
Poya	24	32,9	22	8
Touho	29	42,6	15	28
Voh	26	29,9	12	23
Province Nord	598	26,8	191	541
Boulouparis	52	47,3	49	36
Bourail	247	55,9	224	153
Dumbéa	39	37,5	28	37
Farino	15	42,9	10	12
Ile des Pins	7	3,8	6	<3
La Foa	81	52,9	59	72
Moindou	28	45,9	17	27
Mont-Dore	30	20,1	24	18
Nouméa	7	53,8	6	3
Païta	66	37,3	60	48
Poya	41	93,2	36	20
Sarraméa	13	43,3	9	10
Thio	27	19,7	2	27
Yaté	25	30,9	4	24
Province Sud	678	39,4	534	489
Nouvelle-Calédonie	1 341	24,1	746	1 091

NOMBRE D'EXPLOITATION DÉCLARANT UNE ACTIVITÉ LIÉE AU TOURISME - COMMUNE

	Activité liée au tourisme	Artisanat	Restauration	Hébergement	Autres activités de loisirs
Lifou	69	39	8	7	33
Maré	16	6	4	4	7
Ouvéa	5	2	2	1	3
Province Îles Loyauté	90	47	14	12	43
Bélep	1	1			
Canala	17	16	2	3	
Hienghène	19	5	16	15	10
Houailou	8	7		1	
Kaala-Gomen	18	10	8	4	4
Koné	9	4	3	2	6
Kouaoua	5	4			1
Koumac	3		1	1	3
Ouégoa					
Poindimié	4	3			1
Ponérihouen	6	2	1	4	1
Pouébo	4	1		3	2
Pouembout	1		1	1	1
Poum	1	1			
Poya	3	2		1	1
Touho					0
Voh	4	3	3	3	2
Province Nord	103	59	35	38	32
Boulouparis	1				1
Bourail	6	3	2	2	4
Dumbéa	1		1		
Farino	1		1	1	1
Ile des Pins	18	4	3	5	12
La Foa	8	2	5	4	5
Moindou	2		1	1	2
Mont-Dore	3	2	1	1	1
Nouméa					
Païta	6		2		6
Poya	4		2	3	2
Sarraméa	1				1
Thio	24	21	3	2	2
Yaté	17	10	7	1	4
Province Sud	92	42	28	20	41
Nouvelle-Calédonie	285	148	77	70	116

NOMBRE D'EXPLOITATION DÉCLARANT DES ACTIVITÉS DE CHASSE, PÊCHE ET/OU CUEILLETTE

	Nombre pratiquant la chasse, la pêche ou la cueillette	Cerf	Chasse Cochon	Autre chasse	Pêche Poissons	Coquillages	Cueillette de végétaux
Lifou	490		377	364	395	346	237
Maré	459		333	277	384	258	305
Ouvéa	305		42	31	282	272	52
Province Îles Loyauté	1 254		752	672	1 061	876	594
Bélep	66			13	63	47	5
Canala	129	103	99	78	62	38	30
Hienghène	87	75	75	57	63	67	49
Houailou	246	187	186	101	217	145	162
Kaala-Gomen	83	82	78	58	76	76	11
Koné	98	98	98	16	93	93	92
Kouaoua	67	49	48	48	65	50	33
Koumac	48	36	35		36	27	6
Ouégoa	232	202	203		210	180	3
Poindimié	136	80	80	69	125	73	107
Ponérihouen	204	159	154	95	163	98	136
Pouébo	116	65	65	56	108	113	101
Pouembout	55	51	43	14	43	30	16
Poum	58	44	41	20	55	50	2
Poya	67	60	57	49	60	24	53
Touho	58	41	36	21	52	40	18
Voh	55	47	45	22	42	37	25
Province Nord	1 805	1 379	1 343	717	1 533	1 188	849
Boulouparis	45	40	39	17	36	25	4
Bourail	328	313	305	293	295	296	272
Dumbéa	15	11	10	1	9	6	1
Farino	17	17	16	4		1	
Ile des Pins	140		3	26	131	123	10
La Foa	100	92	88	16	28	24	16
Moindou	47	43	43	4	7	3	30
Mont-Dore	27	14	15	9	23	16	16
Nouméa							
Paita	66	51	50	43	61	60	35
Poya	42	40	40	15	28	25	22
Sarraméa	21	20	19		7	2	
Thio	120	67	63	58	110	58	7
Yaté	62	9	11	12	55	55	1
Province Sud	1 030	717	702	498	790	694	414
Nouvelle-Calédonie	4 089	2 096	2 797	1 887	3 384	2 758	1 857

SUCCESSION DE L'EXPLOITATION AGRICOLE POUR LES CHEFS DE 50 ANS ET PLUS - COMMUNE

	Ne sait pas	Co-exploitant	Successeur Autre successeur membre de sa famille	Autre successeur non membre de sa famille	Pas de successeur	Condition favorable*	%
Lifou	30	5	254	6	16	634	91,8
Maré	21	48	176		2	577	92,3
Ouvéa	32	8	82		2	209	68,1
Province Îles Loyauté	83	61	512	6	20	1 420	87,5
Bélep		18	32		1	57	62,0
Canala	3		86			203	98,5
Hienghène	8	3	30			89	93,7
Houailou	24	5	114	2	1	274	91,3
Kaala-Gomen	11	7	31	2		103	99,0
Koné	5	1	51	1		87	79,8
Kouaoua			35			77	97,5
Koumac	6	1	13	1	3	64	100,0
Ouégoa	19		77			271	95,8
Poindimié	4	1	69			151	92,6
Ponérihouen	22	5	87	1	2	205	90,7
Pouébo	2	1	74		1	117	80,1
Pouembout	6	1	16		1	67	97,1
Poum	2	2	23			62	93,9
Poya	5		36		1	63	86,3
Touho	14		18			60	88,2
Voh	8	7	32		2	80	92,0
Province Nord	139	52	824	7	12	2 030	91,0
Boulouparis	6		54			69	62,7
Bourail	57	1	172	3	4	404	91,4
Dumbéa	16		36	1	3	99	95,2
Farino	6		12			35	100,0
Ile des Pins	4	4	55			175	94,6
La Foa	18	3	46		1	141	92,2
Moindou	8		27			56	91,8
Mont-Dore	28	2	50	3	10	134	89,9
Nouméa	1		2		4	11	84,6
Paita	24	6	52	8	9	156	88,1
Poya	9	1	9		2	39	88,6
Sarraméa	1		13		1	30	100,0
Thio	5	1	51			131	95,6
Yaté	11		37			81	100,0
Province Sud	194	18	616	15	34	1 561	90,7
Nouvelle-Calédonie	416	131	1 952	28	66	5 011	89,9

* Il s'agit du nombre de chefs d'exploitations ayant répondu positivement à la question suivante : "pensez vous que votre exploitation se trouve dans des conditions suffisamment favorables pour exister encore plusieurs années ?".

Arrêté relatif à l'exécution de l'enquête statistique
dénommée "Recensement Général de l'Agriculture" en Nouvelle-Calédonie
Vu la loi organique modifiée n°99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie,

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie

Vu la loi modifiée n°99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie,

Vu le procès-verbal de la séance du congrès de la Nouvelle-Calédonie en date du 3 avril 2001 relative à l'élection des membres du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie,

Vu le procès-verbal de la réunion du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie en date du 5 avril 2001 constatant l'élection du président et du vice-président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie,

Vu l'arrêté modifié n° 01-1342/GNC-Pr du 5 avril 2001 constatant la prise de fonctions des membres du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie,

Vu la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation et le secret en matière de statistiques,

Vu la loi n° 788-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,

Vu la délibération n° 121 du 25 juillet 1985 modifiée relative à la création de l'institut de la statistique et des études économiques,

Vu la délibération n°102 du 7 août 1990 modifiée relative à l'organisation et au fonctionnement de l'institut de la statistique et des études économiques,

Vu la délibération n° 01-08/ITSEE du 19 octobre 2001 du conseil d'administration de l'institut de la statistique et des études économiques de Nouvelle-Calédonie, relative au caractère obligatoire de l'enquête statistique dénommée "Recensement Général de l'Agriculture" en Nouvelle-Calédonie,

Vu l'avis de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés, réputé favorable depuis le 11 novembre 2001.

Arrêté

Article 1 :

Conformément à l'article 11-11 de la délibération n° 102 du 7 août 1990 modifiée, une enquête statistique dénommée "Recensement Général de l'Agriculture" sera préparée par l'Institut de la Statistique et des Etudes Economiques de Nouvelle-Calédonie (ISEE) puis effectuée par celui-ci du 1^{er} juillet 2002 au 30 octobre 2002.

Article 2 :

Cette enquête est destinée à la production de statistiques à caractère économique sur l'agriculture en Nouvelle-Calédonie. Elle a pour finalité une meilleure connaissance des structures et moyens de production agricoles dans chaque province, au niveau des communes et des districts coutumiers. Elle a également pour objet de constituer une base pour les enquêtes statistiques spécifiques par sondage qui seront entreprises au cours des prochaines années.

Article 3 :

Aucun document, à l'exclusion des questionnaires revêtus du visa de l'ISEE, ne peut être utilisé pour le Recensement Général de l'Agriculture 2002 auprès des exploitants agricoles.

Article 4 :

Les questionnaires, au nombre de 2, sont les suivants :

Questionnaire n°1 : questionnaire principal comportant 9 chapitres :

- Identification de l'exploitation
- Utilisation du sol
- Cultures principales
- Equipement, caractéristiques de terrain, pratiques culturelles
- Cheptel
- Population et main d'œuvre
- Transformation et commercialisation
- Activités annexes et gestion de l'exploitation
- Avenir de l'exploitation

Questionnaire n°2 : fiche d'annulation concernant les unités ne faisant plus partie du champ de l'enquête.

Article 5 :

Les agents chargés de la collecte des données sont porteurs d'une carte d'enquêteur délivrée par l'ISEE et sont soumis au secret professionnel.

Article 6 :

L'enquête est obligatoire et les exploitants interrogés sont tenus de répondre avec exactitude à l'ensemble des questionnaires dans les délais fixés par le planning de l'enquête.

Article 7 :

Conformément à l'article 6 de la loi du 7 juin 1951 modifiée, susvisée, les informations recueillies par l'ISEE seront utilisées uniquement à des fins statistiques.

Article 8 :

Les données recueillies seront traitées par un procédé informatique créant un fichier dénommé "RGA 2002". Le droit d'accès prévu aux articles 34 et 35 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, susvisée, s'exerce auprès de l'Institut de la Statistique et des Etudes Economiques, 5, rue du général Galliéni, immeuble Galliéni I, B.P. 823, 98845 Nouméa cedex (Nouvelle-Calédonie).

Article 9 :

Le directeur de l'Institut de la Statistique et des Etudes Economiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Article 10 :

Le présent arrêté sera transmis au délégué du Gouvernement, haut-commissaire de la République et publié au Journal officiel de la Nouvelle-Calédonie.

Le membre du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, chargé
d'animer et de contrôler le secteur de l'agriculture et de la pêche

Le président du gouvernement
de la Nouvelle-Calédonie

Maurice Ponga

Pierre Frogier

ANNEXE 5 : FINANCEMENT DU RGA 2002

Le financement du RGA 2002 provient :

- du ministère de l'agriculture et de la pêche (SCEES) à raison de **32 745 612 F.CFP** (cv 274 408,23 euros), soit **32,75%** du montant de l'opération, versés en deux fois :

- 14 553 605 F CFP sur l'exercice 2001,
- 18 192 007 F CFP sur l'exercice 2002,

conformément à la convention de financement en date du 26 avril 2001,

- de la Nouvelle-Calédonie à raison de **46 050 000 F.CFP** (cv : 386 115,25 euros), soit 46,05% du montant de l'opération, versés en quatre fois :

- 4 150 000 F CFP sur les exercices 2000 et 2001 (rémunération d'un VAT),
- 31 000 000 F CFP sur l'exercice 2002,
- 5 400 000 F CFP sur l'exercice 2003 (budget primitif)
- 5 000 000 F CFP sur l'exercice 2003 (budget supplémentaire),

- de la province Sud à raison de **15 600 000 F.CFP** (cv : 130 801,26 euros), soit **15,60%** du montant de l'opération, versés en une fois sur l'exercice 2002,

- de la province des Iles Loyauté à raison de **5 600 000 F.CFP** (cv : 46 454,30 euros), soit **5,60%** du montant de l'opération, versés en une fois sur l'exercice 2002.

La participation de la province Sud a été confirmée par fax n°6020-1141/VPA.Phs/ed du 28 mars 2002. La délibération n°235-2002/BAPS du bureau de l'assemblée de la province Sud attribue, en date du 30 mai 2002, une subvention 15,6 millions de F CFP à l'ISEE.

La province des Îles Loyauté a confirmé sa participation financière par lettre n°6101-523/PR du 28 mars 2002.

La province Nord a refusé de participer au financement du RGA 2002, arguant de la compétence de la Nouvelle-Calédonie en matière de statistique (lettre n°6053-637/2001-JT/MPP/SG du 17 mai 2001).

RÉCAPITULATIF

En F.CFP	2000	2001	2002	2003	Total
SCEES		14 553 605	18 192 007		32 745 612
Nouvelle-Calédonie	4 150 000		31 000 000	10 900 000	46 050 000
Province Sud			15 600 000		15 600 000
Province Iles Loyauté			5 600 000		5 600 000
Total	4 150 000	14 553 605	70 392 007	10 900 000	99 995 612

La totalité des crédits a été mandatée auprès de l'ISEE, chargé de la gestion des crédits RGA 2002.

ANNEXE 6 : CALENDRIER DE RÉALISATION DU RGA 2002

La préparation du RGA 2002 a débuté avec la mission de Monsieur G. Roncé en **avril 1999**, puis la remise de son rapport sur l'opportunité et la faisabilité d'un recensement de l'agriculture en Nouvelle-Calédonie en date du 6 septembre 1999.

Initialement, le RGA devait avoir lieu en 2003, l'année suivant les élections présidentielles et législatives. L'INSEE ayant décidé unilatéralement la réalisation d'un recensement de la population en Nouvelle-Calédonie en 2003*, il a été jugé préférable d'effectuer le RGA en 2002, juste après les élections. C'est ainsi qu'il a été décidé de commencer le RGA en Nouvelle-Calédonie le 1^{er} juillet 2002.

L'anticipation d'une année par rapport au calendrier initial a accéléré la construction du budget prévisionnel (collaboration ISEE/DAVAR), la recherche de financements (DAVAR), la mise au point de l'organisation générale (DAVAR), la réalisation des divers documents préparatifs tels que les listes d'exploitations (ISEE), manuels d'instruction, fiches d'exploitation, mémentos (DAVAR), et la construction des applications informatiques (ISEE).

Le 1^{er} comité de pilotage élargi a eu lieu le 4 mai 2001, suivi du 1^{er} comité technique pour la préparation et la réalisation du RGA le 18 mai 2001.

Il avait été prévu que le recensement proprement dit, phase de recueil des données sur le terrain, se déroule sur 4 mois, du 1^{er} juillet au 30 octobre 2002. A la suite de retards accumulés pendant cette phase, il s'est finalement déroulé sur 7 mois, du 1^{er} juillet 2002 au 28 janvier 2003.

Les premiers résultats du RGA 2002 ont été officiellement communiqués le 26 septembre 2003, au travers de 4 fascicules 4 pages. Ils sont suivis d'un inventaire communal, puis du dernier document, "Principaux résultats du RGA 2002 et évolutions depuis 1991", avec une parution en avril 2005.

De la date de la première mission de Monsieur G. Roncé à la diffusion du dernier document, l'opération s'est déroulée sur 6 ans.

19 au 23 avril 1999 : mission de Monsieur G. Roncé, du service central des enquêtes et études statistiques (SCEES) du ministère de l'agriculture et de la pêche (MAP), sur l'opportunité et la faisabilité d'un recensement de l'agriculture en Nouvelle-Calédonie.

4 mai 2001 : 1^{ère} réunion du comité de pilotage élargi.

Mai à juillet 2001 : élaboration du questionnaire et définition du seuil de l'exploitation agricole.

Mai 2001 à janvier 2002 : phase de constitution de la liste des exploitations, en bureau.

26 mai 2001 : signature de la convention de financement entre le SCEES/MAP et l'ISEE.

21 août 2001 : adoption du questionnaire et du seuil de 350 points par le comité de pilotage élargi.

7 décembre 2001 : signature de la convention technique entre la Nouvelle-Calédonie et l'ISEE.

18 janvier au 14 février 2002 : 1^{ère} partie de l'enquête pilote destinée à tester le questionnaire.

11 au 30 mars 2002 : 2^{ème} partie de l'enquête pilote.

* Le recensement de la population a finalement eu lieu en 2004.

29 novembre 2001 au 28 février 2002 : phase de constitution de la liste des exploitations en commune.

1^{er} juillet 2002 : début de la phase de collecte des données.

2 juillet 2002 : signature de la convention de financement entre la Nouvelle-Calédonie, la province Sud, la province des Îles Loyauté et l'ISEE.

28 janvier 2003 : fin de la phase de collecte des données.

26 septembre 2003 : présentation officielle des premiers résultats du RGA 2002, sous forme de 4 fascicules 4 pages, aux commissions de l'agriculture du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et des provinces.

Décembre 2004 : édition de l'inventaire communal.

Avril 2005 : édition du document d'analyse des résultats RGA 2002.

ANNEXE 7 : MODE OPÉRATOIRE

Le champ initial, composé des exploitations identifiées lors de la phase de constitution de la liste des exploitations comme susceptibles d'obéir aux conditions nécessaires pour être recensées, **comportait 8 578 unités**.

La collecte des données sur le terrain a débuté le 1^{er} juillet 2002 et les derniers questionnaires sont arrivés au centre de saisie le 29 janvier 2003. Elle s'est déroulée sur exactement 7 mois.

Au 5 février 2003, le fichier brut contenait 9 539 lignes (une ligne par exploitation visitée) et faisait apparaître :

- **5 954 questionnaires** dont :
 - 968 nouvelles exploitations ;
 - 4 986 exploitations issues de la liste initiale des exploitations à recenser.
- **3 591 fiches d'annulations** (unités inscrites sur la liste initiale mais qui se sont avérées ne pas obéir aux conditions nécessaires pour être recensées),
- **1 unité non recensée** sur l'Île des Pins,

Le **taux de réalisation** du recensement est de 99,99% (4 986 questionnaires et 3 591 annulations sur 8 578 unités à enquêter).

L'analyse des chiffres du recensement a donc porté sur 5 954 unités, parmi lesquelles 380 n'atteignaient pas le seuil de 350 points, au dessous duquel une unité de production n'est pas considérée comme une exploitation dans le cadre du RGA 2002.

Après examen des données de la base, ce sont finalement 5 574* exploitations agricoles qui ont été retenues.

ANNEXE 8 : PUBLICATIONS

Le RGA 2002 a fait l'objet de trois publications :

- 4 fascicules de 4 pages chacun, 1 pour la Nouvelle-Calédonie et 1 par province présentent les premiers résultats du RGA 2002. Leur présentation officielle a été effectuée le 26 septembre 2003, dans les locaux du congrès de la Nouvelle-Calédonie, en présence des membres des commissions de l'agriculture du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et des trois provinces.
- Un inventaire communal comportant 3 volumes, 1 par province, édité en décembre 2004.
- Le présent document présentant les principaux résultats du RGA 2002.

* En fait, ce sont 5 777 exploitations (en activité ou potentielles) qui ont été recensées. En effet, aux 5 574 exploitations retenues, il convient d'ajouter 203 "exploitations potentielles" composées de 135 exploitations vacantes (ou en sommeil) et 68 exploitations en cours de création.

Immeuble Gallieni - 5, rue Gallieni - 2^{ème} étage
BP 823 - 98845 Nouméa Cedex - Nouvelle-Calédonie
(687) 28 31 56 / 27 54 81 Fax : (687) 28 81 48
e-mail : itsee@itsee.nc